

Registre des délibérations - décisions

TOME I

SEANCE PUBLIQUE DU:

Lundi 22 juillet 2013

SOMMAIRE

TOME I / IV

Convocation, émargement et Compte rendu et ordre du jour du Conseil Municipal du 22 juillet 2013.....	28
Délibérations et annexes	29 à 337

TOME II/ IV

Délibération et annexes	338 à 672
-------------------------------	-----------

TOME III/ IV

Délibération et annexes	673 à 1229
-------------------------------	------------

TOME IV/ IV

Délibération et annexes	1230 à 1609
Décisions et annexes	1610 à 1706

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 22 septembre 2013

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

Montpellier, le 25 juin 2013



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) Collègue,

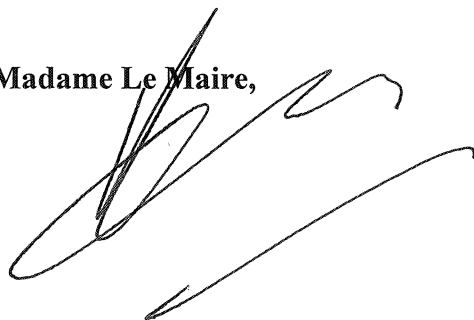
Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil Municipal, le **lundi 22 juillet 2013 à 16h00**, dans la salle du Conseil municipal du nouvel Hôtel de Ville.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Madame Le Maire,



Hélène MANDROUX

PJ :

- PV du Conseil municipal du 17 juin 2013.
- Ordre du jour de la séance du 22 juillet 2013.
- Synthèses des affaires du 22 juillet.

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du lundi 22 juillet 2013
16H00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

-
- | | |
|--------------------------|--|
| M ^{me} le Maire | Adoption de l'ordre du jour |
| M ^{me} le Maire | Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent |
| M ^{me} le Maire | Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal |
| Marc
DUFOUR | 1 Approbation de la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public de la Cité
des Métiers de Montpellier |
| Michaël
DELAFOSSÉ | 2 Programme Local de l'Habitat 2013 - 2018 Avis sur le projet |
| Michaël
DELAFOSSÉ | 3 Modification du Plan Local d'Urbanisme APPROBATION |
| Michaël
DELAFOSSÉ | 4 Création de la 5e ligne de tramway Avis de la Ville sur la mise en compatibilité du plan
local d'urbanisme (PLU) (art. L.123-14-2 et R.123-23-1 du code de l'urbanisme) |
| | Politiques locales de déplacement, démocratie de proximité,
occupation non commerciale du domaine public |
| Serge
FLEURENCE | 5 Communication au Conseil Municipal de Montpellier du rapport retraçant l'activité de
la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'exercice 2012 sur la base de
son compte administratif |
| Serge
FLEURENCE | 6 Convention conclue entre l'Etat et la Ville de Montpellier relative au fonctionnement de
l'aire d'accueil des gens du voyage de Bionne Autorisation de signer l'avenant n°12. |
| | Jeunesse |
| Michel
PASSET | 7 Association les Jeunes Européens-France Attributions de subventions 2013 Service
Jeunesse |
| Michel
PASSET | 8 Conseil Montpellierain de la Jeunesse 50ème anniversaire jumelage
Montpellier/Barcelone Réalisation d'un reportage par des étudiants de l'Ecole de
Journalisme de Montpellier |
| Michel | 9 Bourse Animation Jeunes Attributions de subventions 2013 |

PASSET

- Michel PASSET** 10 Service Jeunesse Cotisation à l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ) pour l'année 2013

Développement économique, tourisme

- Marc DUFOUR** 11 Cotisation au réseau Cité des Métiers pour l'année 2013
- Marc DUFOUR** 12 Convention d'occupation du domaine public - Montpellier Grand Tour - Désignation de l'occupant- Décision - Autorisation
- Marc DUFOUR** 13 Convention d'occupation du domaine public - Bar restaurant du théâtre Jean Vilar- Désignation de l'occupant- Décision - Autorisation
- Marc DUFOUR** 14 HALLES 4 SAISONS TRAVAUX DE REFECTION Exonération du loyer du 3 ème trimestre des Commerçants de la Halle - Décision - autorisation

Prévention, environnement, santé

- Jacques TOUCHON** 15 Avenant en diminution n°1 au marché 2H87400, relatif aux études de programmation architecturale, scénographique et technique – Projet Cité du Corps Humain
- Jacques TOUCHON** 16 Cité du Corps Humain - Quartier Parc Marianne Lancement d'un dialogue compétitif en vue de la définition du projet muséographique des expositions permanentes et fixation des primes
- Jacques TOUCHON** 17 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement TOTAL RAFFINAGE MARKETING Consultation du public

Finances communales

- Max LEVITA** 18 Exercice 2013 - Affectation des résultats 2012 au Budget Principal et au Budget annexe du parking de l'Hôtel de Ville
- Max LEVITA** 19 Exercice 2013 - Création et modification des Autorisations de Programme
- Max LEVITA** 20 Exercice 2013- Budget Supplémentaire 2013 de la Ville de Montpellier Budget principal et budget annexe

Actions solidaires

- Christiane FOURTEAU** 21 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la solidarité Exercice 2013

Qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain

- Philippe THINES** 22 Convention cadre définissant la répartition des attributions relatives à la voirie routière départementale sur le territoire de la commune de Montpellier
- Philippe THINES** 23 Déplacement de l'autoroute A9 Conventions relatives aux rétablissement de communications Autorisation de signer
- Philippe** 24 Dénomination de voies et d'espaces publics

THINES

- Philippe THINES** 25 PAE MARQUEROSE Aménagement boulevard Paul Valéry et rue de la Marqueroise
Marché à procédure adaptée Autorisation de signer les marchés
- Philippe THINES** 26 Réfection des revêtements de sols Espace Mousseron, rue de l'Herberie et rue Draperie
Rouge Demande de permis d'aménager
- Philippe THINES** 27 Prestations topographiques et missions de géomètres Autorisation de signer les
marchés
- Philippe THINES** 28 Fourniture de lanternes d'éclairage public type tramway - appel d'offres ouvert -
Autorisation de signer le marché

Tranquillité publique, égalité des droits et des devoirs

- Régine SOUCHE** 29 Délégation de service public Fourrière automobile Avenant n°2 Modification tarifs
2013

Culture et patrimoine

- Philippe SAUREL** 30 Attribution d'une subvention à l'association Festival International du Cinéma
Méditerranéen. Convention de partenariat. Exercice 2013
- Philippe SAUREL** 31 Convention de partenariat entre l'association Halte-Pouce et le cinéma municipal
Nestor Burma.
- Philippe SAUREL** 32 Attribution d'une subvention à l'établissement public CROUS. Convention de
partenariat. Exercice 2013
- Philippe SAUREL** 33 Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Chambre
Syndicale des Céramistes et Ateliers de France
- Philippe SAUREL** 34 Attribution d'une subvention à l'association Jam Jazz Action Exercice 2013
- Philippe SAUREL** 35 Agora des savoirs Avenant à la convention de partenariat de co-production de
conférences filmées
- Philippe SAUREL** 36 Convention de partenariat entre les musées d'archéologie et d'histoire de Montpellier et
ses environs Avenant n°1
- Philippe SAUREL** 37 Mise à disposition de locaux associatifs Approbation de redevance minorée
Autorisation de signer la convention de mise à disposition à l'association Tin Hinan
- Philippe SAUREL** 38 Mise à disposition de locaux associatifs Approbation de redevance minorée
Autorisation de signer la convention de mise à disposition à l'association Technicien
du Spectacle Vivant TSV
- Philippe SAUREL** 39 Théâtre Jean Vilar Demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et
de la Communication)

Rénovation urbaine

- Christian** 40 QUARTIER CEVENNES (PETIT BARD - PERGOLA) PROJET DE RENOVATION

BOUILLE		URBAINE Plan de Sauvegarde du Petit Bard Attribution de subventions en parties privatives
Christian BOUILLE	41	QUARTIER DES CEVENNES Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution d'une subvention en partie commune pour le bâtiment K
Christian BOUILLE	42	QUARTIER DES CEVENNES Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution d'une subvention en partie commune pour le bâtiment M
Christian BOUILLE	43	Quartier Croix d'Argent Boulevard Paul Valéry Vente de logements sociaux par la SFHE à ses locataires
Christian BOUILLE	44	Quartier Mosson Celleneuve - Rue Georges Briquet Vente de logements sociaux par la SFHE à ses locataires
Christian BOUILLE	45	MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions

Petite enfance

Françoise PRUNIER	46	Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique Droits des femmes Exercice 2013
Françoise PRUNIER	47	Relocalisation et extension de la crèche Sophie Lagrèze-Quartier Arceaux-Autorisation de signer la déclaration de travaux-Demande de subventions FEDER, CAF, Conseil Général de l'Hérault
Françoise PRUNIER	48	Marché public de prestation de service Réservation de berceaux auprès de crèches d'entreprises

Vie associative, Maisons pour Tous

Sophie BONIFACE-PASCAL	49	Dénomination salle à la Maison pour tous Jean-Pierre Caillens
Sophie BONIFACE-PASCAL	50	Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salles à titre gratuit

Gestion durable du patrimoine, économie des ressources et des énergies

Frédéric TSITSONIS	51	Maintenance des équipements de sécurité incendie - SPIE SUD OUEST SAS
Frédéric TSITSONIS	52	Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des loyers minorés Autorisation de signer les conventions de location
Frédéric TSITSONIS	53	Le Rockstore - Travaux de mise aux normes - Peinture, Nettoyage - Avenant n°1

Frédéric TSITSONIS 54 Ecole de conduite LB Résiliation du bail commercial Indemnités d'éviction

Action internationale

Perla DANAN 55 Association "Institut Confucius" Désignation des représentants de la Ville à l'Assemblée générale Versement d'une cotisation annuelle

Perla DANAN 56 Mise à disposition d'un local à l'association "Institut Confucius" à l'Espace Jacques Premier d'Aragon

Urbanisme, aménagement durable et NTIC

Michaël DELAFOSSE 57 Quartier Lez - Pompignane Conclusion d'un projet urbain partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier, BOUYGUES Immobilier et NG Promotion

Michaël DELAFOSSE 58 QUARTIER PRES D'ARENES Secteur la Rauze Instauration d'un périmètre d'étude (art L.111-10 du code de l'urbanisme)

Michaël DELAFOSSE 59 ZAC DES GRISETTES (5ème tranche) Agrément de candidature PITCH PROMOTION SA (Lot n°7A1)

Michaël DELAFOSSE 60 ZAC DES GRISETTES (5ème tranche) Agrément de candidature BOUYGUES IMMOBILIER (Lot n°7A2)

Michaël DELAFOSSE 61 Création de la commission consultative des cessions immobilières

Michaël DELAFOSSE 62 Mise en vente du Domaine du Grand Puy et d'un terrain situé chemin de Poutingon Parcelles cadastrées DZ 111, DZ 113, DZ 115p et EH 44p

Michaël DELAFOSSE 63 FONCIER Vente Ville / Communauté d'Agglomération de Montpellier Secteur Sud A9 et Sud Zénith 2ème Tranche

Michaël DELAFOSSE 64 FONCIER Propriété de l'Etat affectée au CROUS Cité Universitaire des Arceaux Acquisition d'un terrain nu Signature d'une autorisation d'occupation temporaire pour installer un plateau sportif

Michaël DELAFOSSE 65 Foncier Avenue du Pic Saint Loup Propriété "Epoux VILLEMEN"

Michaël DELAFOSSE 66 Foncier Résidence Le Vivaldi Elargissement avenue de L'Abbé Paul Parguel

Michaël DELAFOSSE 67 Terrain situé à CLAPIERS lieudit "Le Lez" Vente à la commune de CLAPIERS

Lutte contre l'exclusion

Annie BENEZECH 68 Attribution de subventions à diverses associations Thématique exclusion – Exercice 2013

Réussite éducative

Jean-Louis 69 Conception/ Réalisation de l'école primaire Chengdu Quartier Port Marianne Avenant

GELY	n°1	
Jean-Louis GELY	70	Cuisine Centrale des restaurants scolaires - Mission d'Assistance Technique Juridique et Financière Autorisation de résilier le marché.
Questions du handicap		
Magalie COUVERT	71	Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique du handicap Exercice 2013
Cohésion sociale		
Audrey DE LA GRANGE	72	Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la Cohésion Sociale Exercice 2013
Audrey DE LA GRANGE	73	Contrat Urbain de Cohésion Sociale Attribution de subventions à diverses associations Exercice 2013
Sports		
Patrick VIGNAL	74	Mise à disposition des installations sportives à l'association MUC Volley Ball Autorisation de signer la convention
Ressources humaines		
Serge FLEURENCE	75	Modification du tableau des effectifs
Serge FLEURENCE	76	Accueil de cinq apprentis préparant le diplôme d'Auxiliaire de Puériculture
Serge FLEURENCE	77	Réforme des concessions de logement
Administration générale, affaires juridiques, finances communales		
Max LEVITA	78	Protocole transactionnel Commune de Montpellier - Société des Transports de l'Agglomération de Montpellier
Max LEVITA	79	Attributions et ajustements de subventions Exercice 2013
Max LEVITA	80	Apurement annuel des régies- Exercice 2012
Max LEVITA	81	Tarifs 2013 pour le parking Bassin Jacques Coeur
Max LEVITA	82	Dématérialisation du circuit comptable - signature de l'accord local de dématérialisation
Max LEVITA	83	Action complémentaire à la démarche partenariale Ville de Montpellier/Direction Générale des Finances Publiques prévue à la Convention de Services Comptables et Financiers
Max LEVITA	84	Complément des modalités et conditions de prise en charge des frais de déplacement des élus et des personnalités extérieures invitées

Max LEVITA	85	Achat de mobiliers spécifiques pour les Espaces Publics de l'Hôtel de Ville. Autorisation de signer le marché.
Max LEVITA	86	Rapport annuel 2012 du délégataire Effia - Parc de stationnement ARC DE TRIOMPHE
Max LEVITA	87	Rapport annuel 2012 du délégataire TaM - Parc de stationnement ARCEAUX
Max LEVITA	88	Rapport annuel 2012 du délégataire TaM - Parc de stationnement COMEDIE
Max LEVITA	89	Rapport annuel 2012 du délégataire TaM - Parc de stationnement EUROPA
Max LEVITA	90	Rapport annuel 2012 du délégataire VINCI PARK - Parc de stationnement FOCH PREFECTURE / MARCHE AUX FLEURS
Max LEVITA	91	Rapport annuel 2012 du délégataire TaM - Parc de stationnement GAMBETTA
Max LEVITA	92	Rapport annuel 2012 du délégataire TaM - Parc de stationnement LAISSAC
Max LEVITA	93	Rapport annuel 2012 du délégataire VINCI PARK - Parc de stationnement PEYROU / PITOT
Max LEVITA	94	Rapport annuel 2012 du délégataire TaM - Parc de stationnement ANTIGONE NOMBRE D'OR
Max LEVITA	95	Rapport annuel 2012 du délégataire Mutualité Française Hérault - Crèche Joséphine Baker
Max LEVITA	96	Rapport annuel 2012 du délégataire EFFIA - Fourrière automobile
Max LEVITA	97	Rapport annuel 2012 du délégataire RMCF - SERM

Finances communales

M^{me} le Maire	98	Garantie d'emprunt Ville/SERM Petit Bard - Emprunt 5M€ - CDC
--------------------------------	----	--

Désignation de représentants

M^{me} le Maire	99	Association de l'Opéra et Orchestre National de Montpellier et de Languedoc-Roussillon - EUTERP Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration et à l'Assemblée générale
--------------------------------	----	---

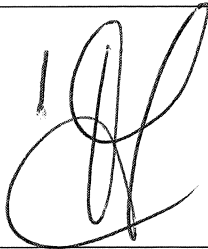



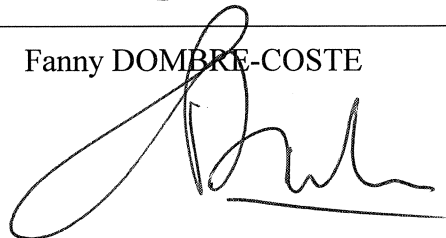
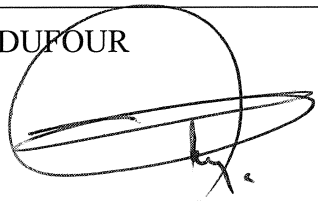

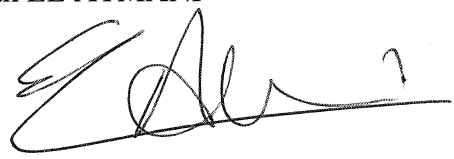
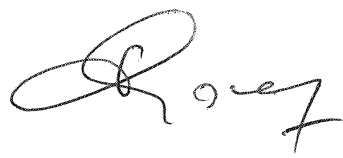
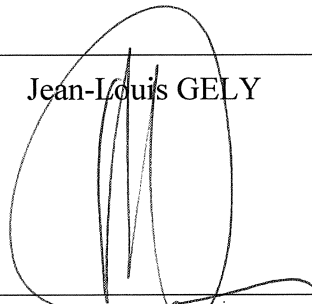
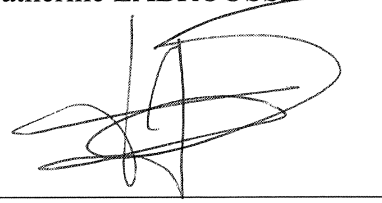
Vœux et motions

	100	Vœu contre la précarisation de l'emploi dans l'enseignement supérieur et la recherche, et renouvellement du soutien au personnel de Sanofi
--	-----	--

LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

SEANCE PUBLIQUE du 22 juillet 2013

Brahim ABBOU 	Frédéric ARAGON 
Michel ASLANIAN 	Marie-Josée AUGÉ-CAUMON 
Eva BECCARIA 	Annie BENEZEGHI 
Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL 	Nicole BIGAS 
Stéphanie BLANPIED 	Sophie BONIFACE-PASCAL 
Christian BOUILLE 	Agnès BOYER 
Nancy CANAUD 	Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM 
Marlène CASTRE 	Josette CLAVERIE 

Magalie COUVERT 	Perla DANAN
Michaël DELAFOSSE 	Audrey DE LA GRANGE 
Gabrielle DELONCLE 	Fanny DOMBRE-COSTE 
Jacques DOMERGUE	Marc DUFOUR 
Christian DUMONT 	Sarah EL ATMANI 
Laure FARGIER	Serge FLEURENCE
Christiane FOURTEAU 	Jean-Louis GELY 
Arnaud JULIEN	Catherine LABROUSSE 

<p>Gérard LANNELONGUE <i>Arrivée aff 1</i></p> 	<p>Anne-Rose LE VAN</p> 
<p>Max LEVITA</p> 	<p>Richard MAILHE</p> 
<p>Mustapha MAJDOUL</p> 	<p>Hélène MANDROUX</p> 
<p>Hervé MARTIN</p> 	<p>Jacques MARTIN <i>Départ aff 2009-2010</i></p> 
<p>Marie MASSART</p> 	<p>Stéphane MELLA</p> 
<p>Nadia MIRAOU <i>Arrivée aff 2</i></p> 	<p>Christophe MORALES</p> 
<p>Michel PASSET</p> 	<p>Martine PETITOUT</p> 
<p>Louis POUGET</p> 	<p>Françoise PRUNIER</p> 

<p>Hélène QVISTGAARD <i>abs</i></p>	<p>Jean-Louis ROUMEGAS</p> 
<p>Philippe SAUREL</p> 	<p>Régine SOUCHE <i>abs</i></p>
<p>Robert SUBRA</p> 	<p>Cédric SUDRES</p> 
<p>Philippe THINES</p> 	<p>Jacques TOUCHON</p> 
<p>Claudine TROADEC-ROBERT <i>arrivé aff 4</i></p> 	<p>Frédéric TSITSONIS</p> 
<p>Patrick VIGNAL</p>	<p>Francis VIGUIE</p> 
<p>Alain ZYLBERMAN <i>aff 12</i></p> 	

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance Publique du lundi 22 juillet 2013
SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

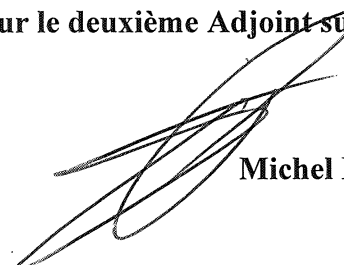
Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Présences en séance :

Brahim ABBOU présent de l'affaire 2 à l'affaire 21, **Frédéric ARAGON** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 3, de l'affaire 4 à l'affaire 13, de l'affaire 20 à l'affaire 28, de l'affaire 42 à la fin de la séance, **Michel ASLANIAN** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 13, de l'affaire 16 à la fin de la séance, **Eva BECCARIA** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 12, de l'affaire 20 à la fin de la séance, **Annie BENEZECH** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 2, de l'affaire 3 à l'affaire 6, de l'affaire 16 à l'affaire 62, de l'affaire 84 à la fin de la séance, absente à l'affaire 69, **Amina BENOARGHA-JAFFIOL** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 2, de l'affaire 3 à l'affaire 24, de l'affaire 30 à la fin de la séance, **Nicole BIGAS** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 4, **Stéphanie BLANPIED** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 1, de l'affaire 12, départ définitif à l'affaire 19, **Christian BOUILLE** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 8, de l'affaire 20 à l'affaire 62, de l'affaire 63 à la fin de la séance, **Agnès BOYER** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 5, de l'affaire 6 à l'affaire 21, **Nancy CANAUD** présente durant toute la séance, **Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 58, de l'affaire 61 à la fin de la séance, **Marlène CASTRE** présente durant toute la séance, **Magalie COUVERT** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 2, de l'affaire 16 à la fin de la séance, **Michael DELAFOSSE** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 5, de l'affaire 16 à l'affaire 22, de l'affaire 23 à l'affaire 28, de l'affaire 33 à la fin

de la séance, **Audrey DE LA GRANGE** présente l'affaire 3 à l'affaire 4, de l'affaire 5 à l'affaire 19, de l'affaire 20 à la fin de la séance, **Gabrielle DELONCLE** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 21, **Fanny DOMBRE-COSTE** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 5, de l'affaire 20 à l'affaire 24, de l'affaire 32 à l'affaire 69, **Marc DUFOUR** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 15, de l'affaire 17 à la fin de la séance, **Christian DUMONT** présent durant toute la séance, **Sarah EL ATMANI** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 24, de l'affaire 28 à la fin de la séance, **Christiane FOURTEAU** présente durant toute la séance, **Jean-Louis GELY** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 5, de l'affaire 6 à l'affaire 24, de l'affaire 28 à la fin de la séance, **Catherine LABROUSSE** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 3, de l'affaire 4 à l'affaire 16, de l'affaire 19 à l'affaire 62, de l'affaire 70 à la fin de la séance, **Gérard LANNELONGUE** présent de l'affaire 1 à l'affaire 5, de l'affaire 12 à l'affaire 62, **Max LEVITA** présent durant toute la séance, **Anne-Rose LE VAN** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 39, de l'affaire 49 à la fin de la séance, **Richard MAILHE** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 13, de l'affaire 20 à la fin de la séance, **Mustapha MAJDOUL** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 15, **Hélène MANDROUX** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 5, de l'affaire 11 à la fin de la séance, **Jacques MARTIN** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 3, de l'affaire 4 à l'affaire 18, **Hervé MARTIN** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 13, de l'affaire 20 à l'affaire 22, de l'affaire 28 à la fin de la séance, **Marie MASSART** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 34, de l'affaire 47 à la fin de la séance, **Stéphane MELLA** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 3, de l'affaire 5 à la fin de la séance, **Nadia MIRAOUI** présente de l'affaire 5 à l'affaire 13, de l'affaire 20 à l'affaire 100 (votée entre l'affaire 20 et l'affaire 21), de l'affaire 24 à la fin de la séance, absente à l'affaire 2, **Christophe MORALES** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 4, de l'affaire 20 à la fin de la séance, **Michel PASSET** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 12, de l'affaire 13 à l'affaire 22, de l'affaire 24 à la fin de la séance, **Louis POUGET** présent durant toute la séance, **Françoise PRUNIER** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 5, de l'affaire 6 à l'affaire 22, de l'affaire 24 à la fin de la séance, **Jean-Louis ROUMEGAS** présent durant toute la séance, **Philippe SAUREL** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 1, de l'affaire 5 à l'affaire 42, de l'affaire 57 à l'affaire 79, de l'affaire 85 à la fin de la séance, **Robert SUBRA** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 4, **Cédric SUDRES** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 41, de l'affaire 47 à la fin de la séance, **Philippe THINES** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 3, de l'affaire 5 à la fin de la séance, **Jacques TOUCHON** présent durant toute la séance, **Claudine TROADEC-ROBERT** présent de l'affaire 1 à l'affaire 23, de l'affaire 33 à la fin de la séance, **Frédéric TSITSONIS** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 5, de l'affaire 12 à l'affaire 65, de l'affaire 70 à la fin de la séance, **Francis VIGUIE** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 49, de l'affaire 53 à la fin de la séance, **Alain ZYLBERMAN** présent l'affaire 2 à l'affaire 5, de l'affaire 6 à l'affaire 22.

Pour Madame Le Maire,
Monsieur le deuxième Adjoint suppléant,



Michel PASSET

- M^{me} le Maire** Adoption de l'ordre du jour
- Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité
- M^{me} le Maire** Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent
- Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité
- M^{me} le Maire** Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal
- Marc DUFOUR** 1 Approbation de la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public de la Cité des Métiers de Montpellier
- Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité
- Michaël DELAFOSSE** 2 Programme Local de l'Habitat 2013 - 2018 Avis sur le projet
- Pour : 44
Contre : /
Abstentions : 5
Adopté à la majorité
- Michaël DELAFOSSE** 3 Modification du Plan Local d'Urbanisme APPROBATION
- Pour : 37
Contre : 11
Abstentions : /
Adopté à la majorité des suffrages exprimés
- Michaël DELAFOSSE** 4 Création de la 5e ligne de tramway Avis de la Ville sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) (art. L.123-14-2 et R.123-23-1 du code de l'urbanisme)
- Pour : 38
Contre : 11
Abstentions : /
Adopté à la majorité suffrages exprimés

Politiques locales de déplacement, démocratie de proximité, occupation non commerciale du domaine public

- Max LEVITA** 5 Communication au Conseil Municipal de Montpellier du rapport retraçant l'activité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'exercice 2012 sur la base de son compte administratif
Le Conseil Municipal prend acte.
- Max LEVITA** 6 Convention conclue entre l'Etat et la Ville de Montpellier relative au fonctionnement de l'aire d'accueil des gens du voyage de Bionne Autorisation de signer l'avenant n°12.
Pour : 48
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Jeunesse

- Michel PASSET** 7 Association les Jeunes Européens-France Attributions de subventions 2013 Service Jeunesse
Pour : 48
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité
- Michel PASSET** 8 Conseil Montpelliérain de la Jeunesse 50ème anniversaire jumelage Montpellier/Barcelone Réalisation d'un reportage par des étudiants de l'Ecole de Journalisme de Montpellier
Pour : 46
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

- Michel PASSET** 9 Bourse Animation Jeunes Attributions de subventions 2013
Pour : 46
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

- Michel PASSET** 10 Service Jeunesse Cotisation à l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ) pour l'année 2013
Pour : 46
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Développement économique, tourisme

- Marc DUFOUR** 11 Cotisation au réseau Cité des Métiers pour l'année 2013
Pour : 47
Contre : /

Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Marc DUFOUR 12 Convention d'occupation du domaine public - Montpellier Grand Tour - Désignation de l'occupant- Décision - Autorisation
Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Marc DUFOUR 13 Convention d'occupation du domaine public - Bar restaurant du théâtre Jean Vilar- Désignation de l'occupant- Décision - Autorisation
Pour : 45
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Marc DUFOUR 14 HALLES 4 SAISONS TRAVAUX DE REFECTION Exonération du loyer du 3 ème trimestre des Commerçants de la Halle - Décision - autorisation
Pour : 45
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Prévention, environnement, santé

Jacques TOUCHON 15 Avenant en diminution n°1 au marché 2H87400, relatif aux études de programmation architecturale, scénographique et technique – Projet Cité du Corps Humain
Pour : 42
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Jacques TOUCHON 16 Cité du Corps Humain - Quartier Parc Marianne Lancement d'un dialogue compétitif en vue de la définition du projet muséographique des expositions permanentes et fixation des primes
Pour : 40
Contre : 2
Abstentions : 4
Adopté à la majorité des suffrages exprimés

Jacques TOUCHON 17 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement TOTAL RAFFINAGE MARKETING Consultation du public
Pour : 48
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA 18 Exercice 2013 - Affectation des résultats 2012 au Budget Principal et au Budget annexe du parking de l'Hôtel de Ville
Pour : 46
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA 19 Exercice 2013 - Création et modification des Autorisations de Programme
Pour : 42
Contre : 2
Abstentions : 2
Adopté à la majorité des suffrages exprimés

Max LEVITA 20 Exercice 2013- Budget Supplémentaire 2013 de la Ville de Montpellier Budget principal et budget annexe
Pour : 42
Contre : 8
Abstentions : 2
Adopté à la majorité des suffrages exprimés

Claudine TROADEC-ROBERT 100 Vœu contre la précarisation de l'emploi dans l'enseignement supérieur et la recherche, et renouvellement du soutien au personnel de Sanofi
Pour : 57
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Actions solidaires

Christiane FOURTEAU 21 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la solidarité Exercice 2013
Pour : 54
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain

Philippe THINES 22 Convention cadre définissant la répartition des attributions relatives à la voirie routière départementale sur le territoire de la commune de Montpellier
Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Philippe THINES 23 Déplacement de l'autoroute A9 Conventions relatives aux rétablissements de communications Autorisation de signer
Pour : 45
Contre :
Abstentions : 4
Adopté à l'unanimité

Philippe THINES 24 Convention de Service « Cafpro » entre la CAF et la Ville Autorisation pour l'accès professionnel aux données des Caf
Pour : 48

Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Philippe
THINES**

- 25 PAE MARQUEROSE Aménagement boulevard Paul Valéry et rue de la Marqueroze
Marché à procédure adaptée Autorisation de signer les marchés
Pour : 48
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Philippe
THINES**

- 26 Réfection des revêtements de sols Espace Mousseron, rue de l'Herberie et rue Draperie
Rouge Demande de permis d'aménager
Pour : 48
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Philippe
THINES**

- 27 Prestations topographiques et missions de géomètres Autorisation de signer les
marchés

Pour : 48
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Philippe
THINES**

- 28 Fourniture de lanternes d'éclairage public type tramway - appel d'offres ouvert -
Autorisation de signer le marché
Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA

- Tranquillité publique, égalité des droits et des devoirs**
29 Délégation de service public Fourrière automobile Avenant n°2 Modification tarifs
2013
Pour : 47
Contre : 2
Abstentions : /
Adopté à la majorité des suffrages exprimés

**Philippe
SAUREL**

- Culture et patrimoine**
30 Attribution d'une subvention à l'association Festival International du Cinéma
Méditerranéen. Convention de partenariat. Exercice 2013
Pour : 50
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 31 Convention de partenariat entre l'association Halte-Pouce et le cinéma municipal Nestor Burma.
Pour : 50
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 32 Attribution d'une subvention à l'établissement public CROUS. Convention de partenariat. Exercice 2013
Pour : 49
Contre : /
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 33 Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France
Pour : 53
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 34 Attribution d'une subvention à l'association Jam Jazz Action Exercice 2013
Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 35 Agora des savoirs Avenant à la convention de partenariat de co-production de conférences filmées
Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 36 Convention de partenariat entre les musées d'archéologie et d'histoire de Montpellier et ses environs Avenant n°1
Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 37 Mise à disposition de locaux associatifs Approbation de redevance minorée
Autorisation de signer la convention de mise à disposition à l'association Tin Hinan
Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 38 Mise à disposition de locaux associatifs Approbation de redevance minorée
Autorisation de signer la convention de mise à disposition à l'association Technicien
du Spectacle Vivant TSV
Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 39 Théâtre Jean Vilar Demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et
de la Communication)
Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Christian
BOUILLE**

- Rénovation urbaine**
40 QUARTIER CEVENNES (PETIT BARD - PERGOLA) PROJET DE RENOVATION
URBAINE Plan de Sauvegarde du Petit Bard Attribution de subventions en parties
privatives
Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Christian
BOUILLE**

- 41 QUARTIER DES CEVENNES Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat
(OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution d'une subvention en partie commune pour
le bâtiment K
Pour : 50
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Christian
BOUILLE**

- 42 QUARTIER DES CEVENNES Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat
(OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution d'une subvention en partie commune pour
le bâtiment M
Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Christian
BOUILLE**

- 43 Quartier Croix d'Argent Boulevard Paul Valéry Vente de logements sociaux par la
SFHE à ses locataires
Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Christian
BOUILLE**

- 44 Quartier Mosson Celleneuve - Rue Georges Briquet Vente de logements sociaux par la
SFHE à ses locataires
Pour : 49

Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Christian
BOUILLE**

- 45 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat
Attribution de subventions
Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Petite enfance

**Françoise
PRUNIER**

- 46 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique
Droits des femmes Exercice 2013
Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Françoise
PRUNIER**

- 47 Relocalisation et extension de la crèche Sophie Lagrèze-Quartier Arceaux-Autorisation
de signer la déclaration de travaux-Demande de subventions FEDER, CAF, Conseil
Général de l'Hérault
Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Françoise
PRUNIER**

- 48 Marché public de prestation de service Réservation de berceaux auprès de crèches
d'entreprises
Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Vie associative, Maisons pour Tous

**Max
LEVITA**

- 49 Dénomination salle à la Maison pour tous Jean-Pierre Caillens
Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Max
LEVITA**

- 50 Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salles à titre gratuit
Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Gestion durable du patrimoine, économie des ressources et des énergies

**Frédéric
TSITSONIS**

- 51 Maintenance des équipements de sécurité incendie - SPIE SUD OUEST SAS

Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Frédéric
TSITSONIS**

- 52 Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des loyers minorés Autorisation de signer les conventions de location

Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Frédéric
TSITSONIS**

- 53 Le Rockstore - Travaux de mise aux normes - Peinture, Nettoyage - Avenant n°1

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Frédéric
TSITSONIS**

- 54 Ecole de conduite LB Résiliation du bail commercial Indemnités d'éviction

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Action internationale

**Michel
ASLANIAN**

- 55 Association "Institut Confucius" Désignation des représentants de la Ville à l'Assemblée générale Versement d'une cotisation annuelle

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Ont été élus :

Représentants institutionnels :

-Titulaire : Madame Le Maire

-Suppléante : Perla DANAN

Représentants experts :

-Monsieur Le Directeur Adjoint du Cabinet du Maire

-Suppléante : Madame La Directrice des Relations Internationales

**Michel
ASLANIAN**

- 56 Mise à disposition d'un local à l'association "Institut Confucius" à l'Espace Jacques Premier d'Aragon

Pour : 52
Contre : /

Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Urbanisme, aménagement durable et NTIC

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 57 Quartier Lez - Pompignane Conclusion d'un projet urbain partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier, BOUYGUES Immobilier et NG Promotion
Pour : 54
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 58 QUARTIER PRES D'ARENES Secteur la Rauze Instauration d'un périmètre d'étude (art L.111-10 du code de l'urbanisme)
Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 59 ZAC DES GRISETTES (5ème tranche) Agrément de candidature PITCH PROMOTION SA (Lot n°7A1)
Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 60 ZAC DES GRISETTES (5ème tranche) Agrément de candidature BOUYGUES IMMOBILIER (Lot n°7A2)
Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 61 Création de la commission consultative des cessions immobilières
Pour : 54
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Ont été élus :
-M.Serge FLEURENCE
-M.Hervé MARTIN
-M.Frédéric TSITSONIS
-Mme Agnès BOYER
-M.Max LEVITA
-Mme Marlène CASTRE
-Mme Nancy CANAUD
-M.Mustapha MAJDOUL

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 62 Mise en vente du Domaine du Grand Puy et d'un terrain situé chemin de Poutingon
Parcelles cadastrées DZ 111, DZ 113, DZ 115p et EH 44p
Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 63 FONCIER Vente Ville / Communauté d'Agglomération de Montpellier Secteur Sud A9
et Sud Zénith 2ème Tranche
Pour : 45
Contre : 4
Abstentions : /
Adopté à la majorité des suffrages exprimés

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 64 FONCIER Propriété de l'Etat affectée au CROUS Cité Universitaire des Arceaux
Acquisition d'un terrain nu Signature d'une autorisation d'occupation temporaire pour
installer un plateau sportif
Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 65 Foncier Avenue du Pic Saint Loup Propriété "Epoux VILLEMIN"
Pour : 48
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 66 Foncier Résidence Le Vivaldi Elargissement avenue de L'Abbé Paul Parguel
Pour : 48
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 67 Terrain situé à CLAPIERS lieudit "Le Lez" Vente à la commune de CLAPIERS
Pour : 48
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Lutte contre l'exclusion

**Annie
BENEZECH**

- 68 Attribution de subventions à diverses associations Thématique exclusion – Exercice
2013
Pour : 48
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Jean-Louis
GELY**

Réussite éducative

- 69 Conception/ Réalisation de l'école primaire Chengdu Quartier Port Marianne Avenant n°1
Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Jean-Louis
GELY**

- 70 Cuisine Centrale des restaurants scolaires - Mission d'Assistance Technique Juridique et Financière Autorisation de résilier le marché.
Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Magalie
COUVERT**

Questions du handicap

- 71 Vœu pour la reconnaissance du droit de vote des résidents étrangers aux élections locales
Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Audrey DE LA
GRANGE**

Cohésion sociale

- 72 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la Cohésion Sociale Exercice 2013
Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Audrey DE LA
GRANGE**

- 73 Contrat Urbain de Cohésion Sociale Attribution de subventions à diverses associations Exercice 2013
Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA

Sports

- 74 Mise à disposition des installations sportives à l'association MUC Volley Ball Autorisation de signer la convention
Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA

Ressources humaines

- 75 Modification du tableau des effectifs
Pour : 49
Contre : /

Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA 76 Accueil de cinq apprentis préparant le diplôme d'Auxiliaire de Puériculture
Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA 77 Réforme des concessions de logement
Affaire retirée

Administration générale, affaires juridiques, finances communales

Max LEVITA 78 Protocole transactionnel Commune de Montpellier - Société des Transports de l'Agglomération de Montpellier
Pour : 43
Contre : /
Abstentions : /
Ne prennent pas part au vote : Pour la Ville : Serge FLEURENCE, Régine SOUCHE, Hervé MARTIN, et pour l'Agglomération : Robert SUBRA, Françoise PRUNIER et Christophe MORALES
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA 79 Attributions et ajustements de subventions Exercice 2013
Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA 80 Apurement annuel des régies- Exercice 2012
Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA 81 Tarifs 2013 pour le parking Bassin Jacques Coeur
Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA 82 Dématérialisation du circuit comptable - signature de l'accord local de dématérialisation
Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

- Max LEVITA** 83 Action complémentaire à la démarche partenariale Ville de Montpellier/Direction Générale des Finances Publiques prévue à la Convention de Services Comptables et Financiers
Pour : 47
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité
- Max LEVITA** 84 Complément des modalités et conditions de prise en charge des frais de déplacement des élus et des personnalités extérieures invitées
Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité
- Max LEVITA** 85 Achat de mobiliers spécifiques pour les Espaces Publics de l'Hôtel de Ville. Autorisation de signer le marché.
Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité
- Max LEVITA** 86 Rapport annuel 2012 du délégataire Effia - Parc de stationnement ARC DE TRIOMPHE
Le Conseil Municipal prend acte.
- Max LEVITA** 87 Rapport annuel 2012 du délégataire TaM - Parc de stationnement ARCEAUX
Le Conseil Municipal prend acte.
- Max LEVITA** 88 Rapport annuel 2012 du délégataire TaM - Parc de stationnement COMEDIE
Le Conseil Municipal prend acte.
- Max LEVITA** 89 Rapport annuel 2012 du délégataire TaM - Parc de stationnement EUROPA
Le Conseil Municipal prend acte.
- Max LEVITA** 90 Rapport annuel 2012 du délégataire VINCI PARK - Parc de stationnement FOCH PREFECTURE / MARCHE AUX FLEURS
Le Conseil Municipal prend acte.
- Max LEVITA** 91 Rapport annuel 2012 du délégataire TaM - Parc de stationnement GAMBETTA
Le Conseil Municipal prend acte.
- Max LEVITA** 92 Rapport annuel 2012 du délégataire TaM - Parc de stationnement LAISSAC
Le Conseil Municipal prend acte.

- Max LEVITA** 93 Rapport annuel 2012 du délégataire VINCI PARK - Parc de stationnement PEYROU / PITOT
Le Conseil Municipal prend acte.
- Max LEVITA** 94 Rapport annuel 2012 du délégataire TaM - Parc de stationnement ANTIGONE NOMBRE D'OR
Le Conseil Municipal prend acte.
- Max LEVITA** 95 Rapport annuel 2012 du délégataire Mutualité Française Hérault - Crèche Joséphine Baker
Le Conseil Municipal prend acte.
- Max LEVITA** 96 Rapport annuel 2012 du délégataire EFFIA - Fourrière automobile
Le Conseil Municipal prend acte.
- Max LEVITA** 97 Rapport annuel 2012 du délégataire RMCF - SERM
Le Conseil Municipal prend acte.

Finances communales

- M^{me} le Maire** 98 Garantie d'emprunt Ville/SERM Petit Bard - Emprunt 5M€ - CDC
Pour : 45
Contre : /
Abstentions : /
Ne prennent pas part au vote : Serge FLEURENCE, Max LEVITA, Marc DUFOUR, Perla DANAN, Michel PASSET, Jean-Louis GELY et Jacques MARTIN (pas en séance)
Adopté à l'unanimité

Désignation de représentants

- M^{me} le Maire** 99 Association de l'Opéra et Orchestre National de Montpellier et de Languedoc-Roussillon - EUTERP Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration et à l'Assemblée générale
Pour : 47
Contre : /
Abstentions : 4
Adopté à l'unanimité
A été élu :
- Philippe SAUREL

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil Municipal est affiché en mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.

Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Approbation de la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public de la Cité des Métiers de Montpellier

Marc DUFOUR rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée de manière volontariste en faveur du développement économique et de l'emploi qui constitue un des piliers du projet global de Cohésion sociale et du « Vivre Ensemble ».

Afin de renforcer sa politique de soutien à l'emploi, en lien et complémentarité étroite avec les actions menées par les différents partenaires locaux, la Ville a décidé de proposer la création d'une Cité des Métiers à l'échelle du territoire montpellierain, conformément aux principes et dispositions du Label « Cité des Métiers » d'Universcience (Cité des sciences et de l'industrie de Paris).

Une Cité des Métiers constitue un dispositif partenarial d'accueil et d'information au service de tous les publics (salariés, demandeurs d'emploi, jeunes, scolaires, étudiants, seniors, etc.) en recherche de repères, d'orientation et de ressources sur les métiers et la vie professionnelle.

C'est aussi un outil pour les filières économiques, qui peuvent utiliser la Cité comme un outil de promotion de leurs métiers, leurs voies d'accès, etc.

Enfin, une Cité des Métiers a vocation à associer l'ensemble des acteurs locaux institutionnels, économiques, de l'emploi et de l'insertion. Elle apporte une valeur ajoutée sur un territoire et ne se substitue pas aux actions déjà menées par les acteurs locaux.

Grâce à l'implication de l'ensemble des partenaires de l'emploi et du développement économique fédérés autour du projet, celui-ci a obtenu le label projet « Cité des Métiers » le 23 octobre 2012 auprès d'Universcience et ce, sans aucune réserve. L'obtention de ce label a permis de préfigurer cette structure avec pour objectif, une ouverture au cours du dernier trimestre 2013.

Cette Cité des Métiers de Montpellier, qui sera localisée au sein de l'ancien Hôtel de Ville, a vocation à décliner une offre de service autour :

- D'un espace d'information et de conseils individualisés constitué de différents pôles : Choisir son orientation et construire son parcours professionnel, Aller vers l'emploi et Créer son activité.

- D'un espace documentation et un espace multi-média en libre accès incluant la Cyberbase de Montpellier Agglomération.
- Un espace « évènementiel » permettant l'organisation de rencontres de type journées d'informations, rencontres Métiers, colloques, etc.

Les partenaires, futurs Membres fondateurs de la Cité des Métiers, à savoir la Ville de Montpellier, l'Etat via le Rectorat, la Communauté d'agglomération de Montpellier, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier et la Mission Locale des jeunes Montpellier Agglomération, se sont entendus sur la création d'un Groupement d'intérêt public (GIP) afin d'animer et piloter la structure et ce, pour une durée de trois ans renouvelable.

La DIRECCTE (Etat) sera « membre associé » du GIP dès sa constitution.

Pôle Emploi, partenaire du projet depuis son lancement, contribuera à l'animation de la Cité des Métiers par la mobilisation de ressources et sera sollicité pour être « membre associé » du GIP dès sa création.

Par ailleurs, d'autres partenaires locaux qui ont fait part de leur volonté d'être associés à la Cité des Métiers seront aussi sollicités pour rejoindre le GIP en tant que « membre associé »: Boutique de Gestion, AFIJ, Cap Emploi, Face Hérault, les trois Universités, l'AFPA, le CIBC, Atout Métiers LR (CARIF OREF), etc.

La Région, dans le cadre du projet, a proposé de mettre à disposition tous les outils développés et financés par celle-ci en matière d'information et d'orientation liés à la formation et l'emploi.

Le Département de l'Hérault, qui a participé aux travaux de préfiguration de la Cité des Métiers, sera aussi sollicité pour être partenaire de la Cité des Métiers de Montpellier.

La convention constitutive du GIP Cité des Métiers soumise à l'approbation du conseil municipal, fixe les différentes dispositions d'organisation et de fonctionnement de celui-ci, dont notamment :

- Les fondements du Groupement dont son objet (l'animation d'une Cité des Métiers), sa durée (trois ans renouvelables), les membres fondateurs au nombre de six à ce jour : la Ville de Montpellier, l'Etat via le Rectorat de Montpellier, la Communauté d'agglomération de Montpellier, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier et la Mission Locale des jeunes Montpellier Agglomération, ainsi que le membre associé dès sa constitution : la DIRECCTE.
- Les moyens du Groupement dont les différentes contributions (participation financière, mise à disposition de personnel, de locaux ou de matériels, etc.) des membres fondateurs du GIP.
Dans ce cadre, la contribution globale de la Ville de Montpellier est de l'ordre de 401 000 € incluant notamment la mise à disposition de locaux au sein de l'ancien Hôtel de Ville.
- Les organes et la gouvernance du Groupement dont l'assemblée générale, constituée des membres fondateurs avec voix délibérative et des membres associés avec voix consultative, ainsi que le Conseil d'administration composé des six membres fondateurs.

La Ville de Montpellier, aujourd'hui titulaire du Label « Cité des Métiers », le transférera au Groupement d'intérêt public dès que la convention constitutive de ce dernier sera approuvée par les instances délibératives des membres fondateurs et in fine par Monsieur le Préfet conformément à la réglementation en vigueur.

Les statuts de ce GIP sont donc soumis à l'avis du Conseil Municipal.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public « Cité des Métiers de Montpellier » annexée à la présente délibération,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ **extraire conforme**, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 23 juillet 2013

CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC "CITE DES METIERS DE MONTPELLIER"

PREAMBULE :

En complémentarité étroite avec les actions menées par les différents partenaires locaux intervenant dans les champs de l'accueil, information, orientation, de la formation, de l'insertion et de l'emploi, la Ville de Montpellier a pris l'initiative d'engager une démarche en vue de la création d'une Cité des métiers sur le bassin d'emploi montpelliérain.

Pour ce faire, elle a conduit en 2012 une étude de faisabilité en lien avec les partenaires locaux qui a conclu au bien-fondé du projet de mise en place d'une Cité des métiers telle que définie par les principes et dispositions du Label « Cité des métiers » délivré par Universcience.

Les éléments suivants ont ainsi pu être mis en lumière :

- Une Cité des Métiers constitue un dispositif partenarial d'accueil et d'information au service de tous les publics (salariés, demandeurs d'emploi, jeunes, scolaires, étudiants, seniors, etc.) en recherche de repères, d'orientation et de ressources sur les métiers et la vie professionnelle. Ainsi, l'enjeu pour la Cité des métiers à Montpellier consiste à
 - Proposer une offre de service élargie pour les publics bénéficiant d'un accompagnement individuel
 - Attirer les publics qui ne sont pas inscrits dans un suivi individualisé
 - Attirer aussi les salariés, les scolaires, les étudiants, les porteurs de projet de création d'entreprise, les « nouveaux » montpelliérains récemment installés sur le territoire, ...
- Une Cité des métiers apporte une valeur ajoutée sur un territoire et ne se substitue pas aux actions déjà menées par les acteurs locaux. Dans cette perspective, elle vise à donner aux publics :
 - Des repères complets pour faciliter leur choix d'orientation professionnelle et leur recherche d'emploi
 - Une meilleure connaissance :
 - De l'offre de formation tant initiale que continue qui apparaît aujourd'hui peu lisible dans sa globalité du fait de sa structuration par institutions et types de publics
 - Du marché du travail tant local que national
 - De l'offre en matière de création d'entreprises
 - Une meilleure lisibilité des attentes des employeurs :

- Une Cité des Métiers est un outil ouvert au monde économique, aux entreprises et à leurs représentants. Elle garantit la représentation régulière du monde économique et des entreprises dans son offre de service et ses manifestations.
- Une Cité des Métiers a vocation à associer l'ensemble des acteurs locaux institutionnels, économiques, de l'emploi, de la formation et de l'insertion pour :
 - Favoriser une plus grande lisibilité des actions existantes et de l'offre de service
 - Renforcer les relations partenariales
 - Caler l'offre de service de la Cité des métiers sur un premier niveau d'information en complément de l'existant

Les acteurs locaux ont ainsi décidé de créer une Cité des Métiers à Montpellier sous la forme d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP).

Le projet a ainsi obtenu le « label Projet » auprès du Comité de Labellisation d'Universcience le 23 Octobre 2012 et ce, sans aucune réserve et fait partie du réseau international « Cité des métiers ».

Cette structure permet de regrouper en son sein les entités très diverses que sont :

- les collectivités territoriales
- les services de l'Etat
- les représentants du monde économique
- les chambres consulaires
- des structures intervenant sur les champs de l'information sur les métiers, la formation, l'emploi, la création d'activité, etc...

La Cité des métiers fonctionne avec des partenaires membres fondateurs du GIP et des membres associés, spécialistes de l'emploi, de la formation et de l'orientation.

Les membres fondateurs du GIP sont :

- La Ville de Montpellier dont le siège social est le suivant : Mairie de Montpellier 1, Place Georges Frêche 34267 MONTPELLIER CEDEX 2
- Le Rectorat de Montpellier dont le siège social est situé 31, rue de l'Université CS 39004, 34064 Montpellier cedex 2
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier dont le siège social est situé 50, place Zeus – CS 39556, 34961 Montpellier cedex 2

CONVENTION CONSTITUTIVE GIP CITE DES METIERS DE MONTPELLIER

- La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault dont le siège social est situé 44, avenue Saint Lazare – CS 89026, 34965 Montpellier cedex 2
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier dont le siège social est situé Hôtel Saint Côme, 32 Grand'Rue Jean Moulin – 34000 Montpellier
- La Mission Locale des jeunes Montpellier Agglomération dont le siège social est situé Mini Parc – Euromédecine, 1006 rue de la croix verte, bât 6, 34090 Montpellier

Au jour de la constitution, le GIP compte un membre associé :

- L'Etat, représenté par la Direction Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, DIRECCTE Languedoc Roussillon, Unité Territoriale de l'Hérault,- 615 boulevard d'antigone – CS 19002 – 34964 Montpellier Cedex 2
-

Le GIP « Cité des métiers de Montpellier » est régi par :

1. Les dispositions législatives et réglementaires sur les GIP et notamment :

- La loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit et notamment le chapitre II [art. 98 à 117] concernant les dispositions relatives au statut des groupements d'intérêt public (GIP) ;
- Le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public
- L'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n° 2012-91
- Le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique
- L'instruction « création d'un statut commun des groupements d'intérêt public (GIP) du 27 février 2013
- Le décret du 07 avril 2013 relatif au personnel des GIP

2. Les dispositions législatives et réglementaires sur la formation et notamment :

- La loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle toute au long de la vie

3. Les dispositions législatives et réglementaires sur le régime de la mise à disposition du personnel :

- Le code du travail et notamment les articles L.8241-1 et L.8243-1
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ensemble la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale
- La loi n°2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la Fonction publique
- Le décret n°2008-6580 du 18 juin 2008 modifié par le décret n°2011-541 du 17 mai 2011relatif au régime de la mise à disposition applicables aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux

TITRE I : FONDEMENT

ARTICLE 1 : DENOMINATION DU GROUPEMENT

La dénomination du groupement est : « Cité des Métiers de Montpellier »

ARTICLE 2 : SIEGE SOCIAL ET TERRITOIRE D'INTERVENTION

Le groupement « Cité des Métiers de Montpellier » dont la raison sociale est « GIP CITE DES METIERS DE MONTPELLIER » est une personne morale de droit public dotée de l'autonomie administrative et financière.

Il a son siège social : Place Francis PONGE, 34 000 MONTPELLIER.

Il exerce son action sur un territoire délimité par le bassin d'emploi de Montpellier.

ARTICLE 3 : DUREE

Le Groupement Cité des Métiers de Montpellier est constitué pour une durée de trois ans renouvelable à compter de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté d'approbation préfectoral de la présente convention.

Le renouvellement de la présente convention s'établira notamment sur la base d'une évaluation partagée de l'activité de la Cité des métiers.

ARTICLE 4 : OBJET DU GROUPEMENT

Le GIP a pour objet d'une part, de porter et d'assurer le fonctionnement de la Cité des métiers de Montpellier et d'autre part, d'assurer la mise en commun des moyens des partenaires.

Les missions de la Cité des métiers sont conformes à celles énoncées dans le cahier des charges du label « Cité des métiers » et sont structurées autour des volets suivants :

- La Cité des métiers est un lieu ouvert à tous les publics d'accès libre, anonyme et gratuit, centré sur les besoins des usagers. Cet espace est ouvert, bien signalisé, ergonomique et chaleureux. Des espaces de travail individuels et collectifs y sont organisés.
- La Cité des métiers propose des pôles de conseil et d'entretien accueillants et valorisants, fondés sur la qualité de l'écoute et la

personnalisation du conseil. Ces pôles de conseil accueillent les publics sans rendez-vous

- La Cité des métiers propose un espace de documentation (papier et informatique), en libre accès, sur les métiers, les secteurs professionnels, les formations, les techniques de recherche d'emploi, ...
- La Cité des métiers organise une programmation en continu d'événements pouvant prendre la forme de semaines sectorielles, de journées collectives d'information, de présentation des métiers, des colloques et des rencontres avec des représentants d'entreprises, ...

ARTICLE 5 : MEMBRES FONDATEURS

Sont membres fondateurs du groupement et signataires de la présente convention :

- La Ville de Montpellier, représentée par son Maire, ou toute autre personne qu'il aura désignée
- Le Rectorat de Montpellier, représentée par le Recteur, ou toute autre personne qu'il aura désignée
- La Communauté d'agglomération de Montpellier, représentée par son Président ou toute autre personne qu'il aura désignée
- La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, représentée par son Président ou toute autre personne qu'il aura désignée
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier, représentée par son Président ou toute autre personne qu'il aura désignée
- La Mission Locale des jeunes Montpellier Agglomération, représentée par son Président ou toute autre personne qu'il aura désignée

D'autres personnes morales de droit public ou de droit privé pourront adhérer ultérieurement en tant que membre fondateur selon les modalités fixées à l'article 6.1.

ARTICLE 6 : ADMISSION – EXCLUSION - RETRAIT

6-1 Admission ultérieure de membres

Peut devenir membre, toute personne morale de droit public ou privé dont les compétences ou missions concordent avec les missions de la Cité des Métiers et dès lors que la contribution financière et fonctionnelle justifie l'admission.

La demande d'admission, formulée par écrit auprès du Président, est proposée par le Conseil d'administration et est adoptée par l'Assemblée générale.

Elle donne lieu à la conclusion d'un avenant à la présente convention constitutive et prend effet à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté d'approbation de l'avenant.

6-2 Exclusion

L'exclusion d'un membre peut être prononcée sur proposition du Conseil d'administration par l'Assemblée générale, en cas de non versement de la contribution prévue à l'article 9 et/ou d'inexécution de ses obligations définies à l'article 8. Le ou les représentant(s) du membre concerné est entendu au préalable par le Conseil d'administration.

Les dispositions financières et autres prévues pour le retrait s'appliquent au membre exclu.

6-3 Retrait

En cours d'exécution de la convention, tout membre peut se retirer du groupement pour motif légitime à l'expiration d'un exercice budgétaire sous réserve qu'il ait notifié son intention six mois avant la fin du dit exercice

Les modalités financières du retrait sont fixées par l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice à la clôture duquel le retrait concerné a pris effet.

Il donne lieu à la conclusion d'un avenant à la convention constitutive et prend effet à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté d'approbation de l'avenant.

ARTICLE 7 : DROITS DE VOTE

Lors des votes dans les différentes instances du groupement, le nombre de voix délibératives attribuées à chacun des membres fondateurs est défini proportionnellement aux droits statutaires tels qu'établis ci-dessous en pourcentage :

Membres fondateurs	contribution ETP	contribution en nature	contribution financière	total contribution	pourcentage
Ville de Montpellier		141000	260000	401000	47%
Communauté d'agglomération de Montpellier	140000	20000		160000	19%
Rectorat de Montpellier	139250			139250	17%
Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier	99741			99741	12%
Chambre de métiers et de l'artisanat de l'Hérault	36000			36000	4%
Chambre de commerce et d'industrie territoriale de Montpellier	9000			9000	1%
TOTAL	423991	161000	260000	844991	100%

- La Ville de Montpellier
- La Communauté d'agglomération de Montpellier
- Le Rectorat de Montpellier
- La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier
- La Mission Locale des jeunes Montpellier Agglomération

Au vu d'éventuelles évolutions de la répartition des contributions des membres, ces droits statutaires pourront être réévalués par une décision de l'Assemblée générale.

Toute admission ou exclusion ou retrait conduit à une redéfinition des droits de vote. La redéfinition est décidée par l'Assemblée Générale dans le cadre de la décision d'admission.

Toute modification des droits de vote fait l'objet d'un avenant à la convention constitutive, selon les modalités définies à l'article 25

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DES MEMBRES

Les membres du groupement s'obligent par la présente convention à :

- réviser annuellement un niveau de contribution aux activités du groupement d'intérêt public selon les modalités de l'article 9,
- participer à l'animation des activités du groupement d'intérêt public.

TITRE II : MOYENS DU GROUPEMENT

ARTICLE 9 : CONTRIBUTION DES MEMBRES

Les modalités de participation des membres aux charges du groupement sont définies chaque année dans le cadre de la préparation du projet de budget par l'Assemblée Générale.

Les contributions sont fournies :

- a) sous forme de participations financières au budget annuel du GIP
- b) par des mises à disposition de personnel par l'un des membres qui continuent à être rémunérés par ledit membre,
- c) par des mises à disposition de locaux,
- d) par des mises à disposition de matériel qui reste propriété des membres,
- e) ou sous toute autre forme de contribution au fonctionnement du groupement.

Les apports en nature restent la propriété des membres du GIP.

La valeur des participations prévues aux b), c), d) et e) est appréciée d'un commun accord afin de déterminer la participation financière à l'état annuel des prévisions de recettes et de dépenses du membre concerné. Les modalités d'évaluation font l'objet d'une annexe 1 à la présente convention.

Dans leurs rapports avec les tiers, les membres du groupement ne sont pas solidaires.

ARTICLE 10 : LES RESSOURCES DU GROUPEMENT

Le Groupement d'Intérêt public est constitué sans capital.

Les ressources propres du GIP proviennent de la contribution directe de ses membres telles que mentionnées à l'article 9 et détaillées dans l'annexe 4 jointe à la présente convention.

Les participations extérieures (subventions diverses, nationales, européennes, etc.) peuvent constituer d'autres formes de financement.

Le groupement peut obtenir une partie de ses financements d'autres organismes, dans la mesure où ce financement n'imposera pas au groupement des obligations incompatibles avec le présent accord.

ARTICLE 11 : LE PERSONNEL DU GROUPEMENT

Le personnel exerçant pour le compte du groupement est constitué par :

- des personnels mis à disposition par les membres du groupement
- le cas échéant, des personnels mis à disposition par des personnes morales de droit public et/ou par des personnes morales de droit privé non membres du groupement
- des personnels détachés auprès du groupement,
- des personnels recrutés directement par le GIP.

Le plan de recrutement des personnels est approuvé par l'Assemblée générale sur proposition du Conseil d'administration du groupement et soumis à l'approbation du commissaire du gouvernement.

11-1 Le personnel mis à disposition

11.1.1 : Le personnel mis à disposition par les membres du groupement

Les personnels mis à la disposition du groupement par les membres conservent leur statut d'origine.

Leur employeur d'origine conserve la responsabilité du versement de leur salaire ou traitement, de leur couverture sociale, de leurs assurances et de leur gestion de carrière. Une convention entre le GIP et l'employeur d'origine règlera ultérieurement les conditions de cette mise à disposition. Cette convention sera déclinée spécifiquement pour les membres fondateurs et les membres associés.

Ces personnels sont placés sous la coordination du Directeur du groupement.

Ces personnels seront remis à la disposition de leur corps ou organisme d'origine :

- par décision du Conseil d'administration sur proposition du Directeur ;
- à la demande du corps, cadre d'emploi ou organisme d'origine ;
- en cas de retrait ou d'exclusion de l'organisme;
- en cas de faillite, dissolution ou absorption de l'organisme;
- sur leur demande.

11.1.2 : la mise à disposition de personnels par des personnes morales de droit public ou par des personnes morales de droit privé non membres du Groupement.

Des agents relevant de l'Etat, de collectivités territoriales ou d'établissements publics, non membres du groupement, peuvent exercer leurs fonctions au sein du groupement. Ils sont, dans ce cas, placés dans une position conforme à leur statut et aux règles de la fonction publique.

Une convention entre le GIP et l'employeur d'origine règle les conditions de cette mise à disposition.

11-2 Le personnel détaché

Les personnels détachés auprès du groupement sont rémunérés sur le budget du GIP.

11-3 Le recrutement d'autres personnels propres au groupement

Lorsque la réalisation des objectifs du groupement l'exige et qu'il n'existe pas au sein du groupement, de compétence technique particulière nécessaire aux activités du groupement, des personnels propres peuvent être recrutés à titre exceptionnel par contrat de travail.

Les emplois sont créés par décision de l'Assemblée générale sur proposition du Conseil d'administration. Les personnels sont recrutés par le Président, après avis du Conseil d'administration, sur proposition du Directeur du groupement.

Ils sont placés sous l'autorité du Directeur.

Les agents ainsi recrutés n'acquièrent pas de droit à occuper ultérieurement des emplois dans les organismes et collectivités participant au groupement.

Ils sont embauchés sous contrat de droit public.

ARTICLE 12 : PROPRIETE DES EQUIPEMENTS

Les biens et matériels, mis à la disposition du groupement par un membre, restent la propriété de celui-ci, sauf dispositions particulières faisant l'objet d'une convention spécifique. Les biens qui seront mis à disposition feront l'objet d'une convention qui aura vocation à évoluer pour inclure, le cas échéant, les nouveaux biens.

Dans cette perspective, la Cyberbase apportée par la Communauté d'agglomération de Montpellier reste la propriété de celle-ci et assurera le rôle du Pôle multimédia de la Cité des métiers.

Le matériel acheté, développé en commun ou donné appartient au groupement. En cas de liquidation du groupement, il est dévolu conformément à l'article 27.

ARTICLE 13 : BUDGET DU GROUPEMENT

Le budget, approuvé chaque année par l'Assemblée générale, inclut l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice. Il fixe le montant des crédits destinés à la réalisation des objectifs spécifiques du groupement en distinguant :

- les dépenses de fonctionnement
- les dépenses d'investissement

Les recettes comprennent :

- la contribution financière des personnes morales de droit public ou privé ;
- l'évaluation des contributions visées à l'article 9 aux b, c, d et e ;
- les subventions, dons et legs.

Le budget retrace la valorisation des contributions des membres du GIP selon les modalités définies en annexe 4.

ARTICLE 14 : ACHATS

Le GIP est soumis aux procédures de publicité et de mise en concurrence pour l'ensemble de ses achats de fournitures ou de services, qui seront conclus dans le respect de l'ordonnance n 2005-649 du 6 juin 2005 modifiée, relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics.

ARTICLE 15 : GESTION

Le groupement ne donnant lieu ni à la réalisation, ni au partage des bénéfices, l'excédent annuel des recettes d'un exercice sur les charges correspondantes sera reporté sur l'exercice suivant.

En cas de déficit, le Conseil d'administration devra statuer sur les modalités du report du déficit sur l'exercice suivant ou de toute autre solution.

ARTICLE 16 : TENUE DES COMPTES

La comptabilité du GIP est tenue et sa gestion effectuée selon les règles du droit public, et plus particulièrement selon les dispositions du décret du 29 Décembre 1962 relatives aux établissements publics administratifs

L'Agent Comptable désigné par arrêté du Ministre chargé du Budget participe de droit avec voix consultative aux instances de délibération et d'administration du groupement.

ARTICLE 17 : CONTROLE ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'ETAT

Le groupement est soumis au contrôle de la Chambre régionale des comptes dans les conditions prévues à l'article L 211-9 du code des juridictions financières.

Par ailleurs, les dispositions du titre II du décret n° 55-733 du 26 mai 1955 portant codification et aménagement des textes relatifs au contrôle économique et financier de l'Etat et le décret n° 53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique ou social lui sont applicables.

Le contrôleur d'Etat est le Trésorier Payeur Général du Département où se situe le siège du groupement. Il participe de droit, avec voix consultative aux instances de délibération et d'administration du groupement. Il a accès à l'ensemble des documents du groupement.

ARTICLE 18 : DIRECTEUR DU GIP

Sur proposition du Président, le Conseil d'administration nomme un Directeur.

Le Directeur assure le fonctionnement du groupement sous l'autorité du Conseil d'administration et dans les conditions fixées par celui-ci. Il lui présente, chaque

année, un rapport d'activités. Il prépare les travaux du Conseil d'administration. Il exécute les décisions du Conseil d'administration et assure les fonctions d'ordonnateur des dépenses et des recettes.

Il assiste aux réunions du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale, sauf avis contraire de la majorité des membres présents au Conseil d'administration ou à l'Assemblée générale. Il n'a pas de voix délibérative, mais uniquement consultative.

Dans les rapports avec les tiers, le Directeur engage le groupement pour tout acte entrant dans l'objet du groupement. Il est l'ordonnateur des dépenses et des recettes du groupement.

Il propose au Conseil d'administration de délibérer sur le besoin de recrutement des autres personnels salariés, détachés ou mis à disposition. Il a autorité sur le personnel recruté par le groupement. Il anime et coordonne l'action des différents personnels de la Cité des Métiers.

Il a le pouvoir d'ester en justice et de transiger et de représenter le groupement en justice

TITRE III : LES ORGANES DU GROUPEMENT

ARTICLE 19 : L'ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée générale est composée de l'ensemble des membres du groupement ayant nommément désigné 12 représentants titulaires selon les modalités suivantes :

- 4 représentants de la Ville de Montpellier,
- 2 représentants de la Communauté d'agglomération de Montpellier
- 2 représentants du Rectorat de Montpellier
- 2 représentants de la Mission Locale des jeunes Montpellier Agglomération
- 1 représentant de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault
- 1 représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier

Les modalités de vote sont définies conformément à la répartition des droits statutaires fixés à l'article 7

Les membres sont représentés soit par leur représentant statutaire, soit par un ou plusieurs représentants permanents spécialement désignés à cet effet par l'organe ou l'instance compétente de la personne morale concernée, conformément à l'article 5.

Les membres désigneront également au moins un suppléant en cas d'indisponibilité des titulaires.

Si un titulaire ou un suppléant démissionne de son mandat, quitte l'organisme qu'il représente ou a une affectation hors région, ou est dans l'incapacité permanente de l'exercer, l'organisme qu'il représentait procède à son remplacement au plus tard pour l'Assemblée générale suivante.

Le mandat des représentants des collectivités territoriales prend fin avec leur mandat au sein de leur collectivité.

Les membres de l'Assemblée générale exercent gratuitement leurs fonctions ; les dépenses engagées à l'occasion des réunions peuvent être défrayées selon les règles figurant dans le règlement intérieur et financier.

La présidence de l'Assemblée générale est assurée par le Président du groupement.

L'Assemblée générale se réunit sur convocation de son Président au moins deux fois par an.

Elle est réunie à la demande du quart au moins des membres du groupement ou à la demande d'un ou plusieurs membres détenant au moins un quart des voix, sur un ordre du jour déterminé.

L'Assemblée générale est convoquée quinze jours au moins avant la date de la séance. La convocation indique l'ordre du jour et le lieu de réunion.

Sont de la compétence de l'Assemblée générale :

- a) l'approbation du programme annuel d'activités et du budget correspondant, y compris le cas échéant le plan de recrutement du personnel ;
- b) la fixation des participations respectives dans le respect de l'article 9 ;
- c) l'approbation des comptes de chaque exercice ;
- d) la délibération sur les rapports relatifs à la gestion du Conseil d'administration et sur toute question inscrite à l'ordre du jour ;
- e) l'approbation du règlement intérieur et financier qui précise les modalités de fonctionnement du groupement ;
- f) toute modification de l'acte constitutif ;
- g) la prorogation ou la dissolution anticipée du Groupement ainsi que les mesures nécessaires à sa liquidation ;
- h) la définition des règles de répartition entre les membres des actifs ou du passif à la date de liquidation du groupement d'intérêt public ;
- i) l'admission de nouveaux membres ;
- j) l'exclusion d'un membre ;
- k) les modalités financières et autres du retrait d'un membre du groupement.

L'Assemblée générale ne délibère valablement que si les 2/3 des membres sont présents ou représentés ou si les membres présents ou représentés possèdent les 2/3 des voix de l'ensemble des droits de vote.

Si le quorum ne peut être atteint à la première convocation, l'Assemblée générale sera convoquée une deuxième fois dans les quinze jours et pourra valablement délibérer sans exigence de quorum.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Les votes ont lieu à main levée ou, si un membre de l'Assemblée générale le demande, à bulletin secret. Dans le cas d'une exclusion, la majorité s'entend abstraction faite des voix du membre dont l'exclusion est demandée.

Le vote par procuration est autorisé, dans la limite d'une procuration par membre.

Les décisions de l'Assemblée générale sont consignées dans un procès-verbal de réunion et obligent tous les membres.

Les procès-verbaux sont signés par le Président et le secrétaire et sont conservés au siège du GIP.

Le Directeur du groupement, le Commissaire du gouvernement et l'agent comptable, ou leurs représentants, assistent aux réunions de l'Assemblée générale avec voix consultative.

ARTICLE 20 : CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration est composé de 6 membres, élus par l'Assemblée générale ou désignés, selon les modalités suivantes :

- 1 représentant de la Ville de Montpellier,
- 1 représentant de la Communauté d'agglomération de Montpellier
- 1 représentant du Rectorat de Montpellier
- 1 représentant de la Mission Locale des jeunes Montpellier Agglomération
- 1 représentant de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault
- 1 représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier

Le Conseil d'administration élit à la majorité absolue des membres présents ou représentés, parmi ses membres, un Président qui prend la dénomination de Président du groupement.

Le Conseil d'administration est présidé par le Président du GIP.

La perte de la qualité de membre entraîne la vacance du poste d'administrateur correspondant. L'Assemblée générale doit pourvoir à la vacance dans les trois mois qui suivent sa constatation; le nouvel administrateur siège au Conseil d'administration jusqu'à la date à laquelle aurait cessé le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Le mandat d'administrateur comme celui de représentant d'administrateur sont exercés gratuitement.

Le Conseil d'administration prend toutes les décisions qui ne relèvent pas de la compétence de l'Assemblée générale. En particulier, il délibère sur les objets suivants :

- propositions relatives aux programmes d'activité, au budget, à la fixation des participations respectives, et aux prévisions d'embauche ;
- préparation, mise en œuvre des décisions de l'Assemblée et compte-rendu de sa gestion au moins une fois par an, et autant de fois qu'il est nécessaire ;
- convocation des Assemblées générales ;
- nomination et révocation du Directeur du groupement, et définition de ses pouvoirs;
- toute question relative à la fin de mise à disposition de personnels par les membres du groupement ;
- modification du siège du GIP.

Il donne son avis sur :

- toute question relative au fonctionnement courant du groupement ;
- la recevabilité des nouvelles adhésions au GIP, dans les conditions définies par l'Assemblée générale ;

Le Conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an et aussi souvent que l'intérêt du groupement l'exige.

Les décisions du Conseil d'administration sont consignées dans un procès verbal signé par le Président et le secrétaire et conservé au siège du GIP. Ses décisions obligent tous les membres.

Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si les 2/3 des membres sont présents ou représentés ou si les membres présents ou représentés possèdent les 2/3 des voix de l'ensemble des droits de vote.

Les modalités de convocation seront définies par le règlement intérieur.

Le vote des décisions du Conseil d'administration a lieu conformément à la répartition des droits de vote définie à l'article 7 de la présente convention.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Les votes ont lieu à main levée ou, si un membre du Conseil d'administration le demande, à bulletin secret.

En cas de partage des voix, le vote du Président est prépondérant.

ARTICLE 21 : LE PRESIDENT

Le Président du groupement est élu par le Conseil d'administration à la majorité absolue, parmi les membres du Conseil pour une durée de 36 mois. Il est rééligible.

La durée de son mandat prend fin avec le mandat qui lui confère qualité à siéger au Conseil d'administration.

Il est assisté d'un secrétaire nommé par le Conseil d'administration parmi les membres du Conseil pour une durée de 36 mois renouvelable.

Le Conseil nomme un vice-président parmi les membres du Conseil pour une durée de 36 mois renouvelable.

Le Président :

- convoque le Conseil d'administration aussi souvent que l'intérêt du Groupement l'exige et au moins deux fois par an : avant le 30 avril pour arrêter les comptes et avant le 15 décembre pour arrêter le projet de budget ;
- exécute et met en œuvre les délibérations de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration dont il préside les séances;
- préside les séances du Conseil d'administration et les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires
- propose au Conseil la nomination ou la révocation du Directeur

Dans ses rapports avec les tiers, il engage le groupement pour tout acte entrant dans son objet.

Le Vice-Président représente le Président en son absence. A défaut le secrétaire du GIP assure la direction des assemblées.

ARTICLE 22 : LES MEMBRES ASSOCIES

Le membre associé au jour de la constitution du GIP signera une convention de partenariat avec le GIP au moment de la création de ce dernier.

Le membre associé au jour de la signature de la convention est :

- L'Etat, représenté par le Directeur de l'Unité Territoriale de l'Hérault - Direction Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, DIRECCTE Languedoc Roussillon, ou toute autre personne qu'il aura désignée

Par la suite, toute personne morale de droit public ou de droit privé dont l'activité ou les missions ont un lien avec le GIP - dont la candidature aura été au préalable acceptée par le Conseil d'administration - et ayant signé une convention avec le GIP pourra acquérir la qualité de membre associé.

La convention précisant le contenu du partenariat et les modalités de participation est examinée et validée par le Conseil d'administration du groupement.

Les membres associés sont invités à l'Assemblée générale avec voix consultative. Ils pourront sur proposition du Président être invités au Conseil d'administration. Ils participent aux travaux du GIP.

Un rapport d'information sur les activités du groupement, approuvé au préalable par le Conseil d'administration sera diffusé annuellement aux membres associés.

ARTICLE 23 : LE COMITE TECHNIQUE

Il est créé un comité technique. Ses missions et son fonctionnement sont fixés par le règlement intérieur et financier du GIP Cité des métiers.

Il est composé de personnes représentant chacune des institutions composant le GIP. En fonction des thématiques étudiées, il peut associer tout acteur jugé nécessaire dont : les organismes représentant les professionnels (filères et branches professionnelles représentatives de l'activité économique), tout expert qualifié etc.

ARTICLE 24: LE REGLEMENT INTERIEUR

Sur proposition du Directeur du groupement, le Conseil d'administration établit un règlement intérieur et financier relatif à l'organisation et au fonctionnement du groupement.

Le règlement intérieur et financier est soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

TITRE IV - MODIFICATION, PROROGATION, DISSOLUTION ET LIQUIDATION

ARTICLE 25 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée, par voie d'avenant. Tout avenant fera l'objet d'une approbation de l'Assemblée générale à la majorité des deux tiers sur proposition du Conseil d'administration, et par l'autorité administrative dans les mêmes formes que la convention constitutive.

ARTICLE 26 : DISSOLUTION

Le groupement est dissous :

- par décision de l'Assemblée générale, prise à la majorité des deux tiers, après consultation du Conseil d'administration ;
- par décision de l'autorité administrative qui a approuvé la convention constitutive notamment en cas d'extinction de l'objet.

ARTICLE 27 : LIQUIDATION

La dissolution du groupement entraîne sa liquidation. La personnalité morale du Groupement subsiste jusqu'à la conclusion de cette liquidation.

L'Assemblée générale fixe les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, dont elle détermine l'étendue de la mission et les pouvoirs, notamment en matière de réalisation de tout ou partie de l'actif aux fins d'apurement du passif.

Si dans le cadre de la liquidation est envisagée l'attribution en nature d'un actif du groupement à un ou plusieurs membres ou la prise en charge du passif par un ou des membres, les modalités de cette attribution ou de cette reprise devront être fixées par l'Assemblée générale.

ARTICLE 28 : CLÔTURE DE LA LIQUIDATION – DEVOLUTION DES BIENS

Les actifs ou le passif à la date de liquidation sont répartis entre les membres du groupement selon les règles fixées par l'Assemblée générale.

ARTICLE 29: CONDITION SUSPENSIVE

La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par l'autorité administrative qui en assure la publicité conformément à l'article 4 du décret 2012-91 du 26 janvier 2012, précité.

ARTICLE 30 : CLAUSE DE COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Les litiges relatifs à l'application ou à l'interprétation de la présente convention sont du ressort de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier le....,

En ...exemplaires.

Lu et approuvé,

ANNEXE 1

MODALITÉS D'ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS DES MEMBRES DU GIP CITÉ DES MÉTIERS DE MONTPELLIER

a) Mise à disposition de personnels :

- salaires et charges versés par la personne morale mettant à disposition le personnel
- application d'un prorata temporis en cas de mis à disposition partielle

b) Mise à disposition de locaux :

- estimation du « loyer » annuel correspondant aux caractéristiques des locaux et du quartier faite par les services du membre contributeur
- charges liées au fonctionnement des locaux (chauffage, électricité...) : coût des abonnements et consommations avec application d'un prorata temporis le cas échéant

c) Mise à disposition d'équipements :

- estimation de la valeur annuelle par les services du membre contributeur

d) Temps d'ingénierie consacré à la Cité des métiers :

- salaires et charges versés par la personne morale aux personnels intervenant dans la Cité des Métiers
- application d'un prorata temporis en fonction du temps consacré

e) autres contributions :

- mise à disposition de ressources documentaires ou multimédia : coût réel des abonnements ou des ressources
- organisation d'ateliers : calculé sur la base des a) et d) s'ils sont organisés à la Cité des métiers ; sur la base des a), b), c), et d), s'ils sont organisés dans les locaux des partenaires.

De manière générale, les moyens mis à disposition s'appuient sur les modalités définies en a), b), c), et d), avec application le cas échéant, d'un prorata temporis.

ANNEXE 2

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC
CITE DES METIERS DE MONTPELLIER

ETAT PREVISIONNEL DES EFFECTIFS

PERMANENTS		
FONCTION	STATUT/GRADE	TEMPS DE TRAVAIL
Directeur/trice	Non déterminé	Temps plein
Chargé de communication/événementiel	Non déterminé	Temps plein
Documentaliste	Non déterminé	Temps plein
Informaticien/ webmestre	Non déterminé	Temps plein
Secrétariat/comptabilité	Non déterminé	Temps plein
TOTAL	5	5 ETP

PERSONNELS MIS A DISPOSITION				
FONCTION Au sein de la Cité des Métiers	PARTENAIRES	STATUT	ANNEE	TEMPS DE TRAVAIL
ANIMATION DES POLES DE CONSEIL				
Conseiller	Rectorat de Montpellier	Mise à disposition conseiller catégorie A	2013	1 ETP
Conseiller	Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier	Mise à disposition conseiller	2013	1 ETP
Conseiller	Chambre de métiers et de l'artisanat de l'Hérault	Mise à disposition conseiller	2013	0,38 ETP
Conseiller	Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier	Mise à disposition conseiller	2013	0,2 ETP
Sous-total 1				2,58 ETP
ANIMATION POLE MULTIMEDIA				
Conseiller	Communauté d'Agglomération de Montpellier	Mise à disposition agents	2013	3 ETP
Sous-total 2				3 ETP

ACCUEIL GENERAL				
Accueil	Communauté d'Agglomération de Montpellier	Mise à disposition	2013	1 ETP
Accueil	Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier	Mise à disposition agent	2013	1 ETP
Accueil	Rectorat de Montpellier	Mise à disposition personnel administratif catégorie C	2013	1 ETP
Sous-total 3				3 ETP
FONCTIONS INTERNES				
Documentation	Rectorat de Montpellier	Mise à disposition personnel administratif catégorie B	2013	En appui
Conseiller événementiel	Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier	Mise à disposition agent	2013	En appui
TOTAL				
TOTAL 1 / 2 / 3			2013 - 2014	8,58 ETP
TOTAL 1 / 2 / 3			2014 - 2015	8,58 ETP
TOTAL 1 / 2 / 3			2015 - 2016	8,58 ETP

ANNEXE 3

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC CITE DES METIERS DE MONTPELLIER

PROGRAMME D'ACTIVITES PREVISIONNEL

Les activités de la Cité des métiers de Montpellier s'inscriront dans le respect du label Cité des Métiers délivré par Universcience.

La Cité des métiers de Montpellier sera un espace d'accueil, d'information et de conseil ouvert au public de tout âge, de tout niveau de qualification et de toute provenance géographique pour choisir son orientation, aller vers l'emploi, construire son parcours professionnel et de formation, créer son activité.

Le public sera accueilli dans l'anonymat et sans rendez-vous.

Une organisation de la Cité des métiers en pôles de conseil

Pôle de conseil « Choisir son orientation »

- Promouvoir une posture « d'orientation choisie ».
- Donner aux personnes des repères plus qualitatifs et plus complets pour faciliter leur choix d'orientation professionnelle et leur permettre d'identifier l'ensemble des débouchés professionnels.
 - découvrir/connaitre les métiers
 - découvrir le monde professionnel
 - découvrir les secteurs d'activités (branches, public, privé..)
- Permettre une meilleure visibilité et accessibilité de l'ensemble de l'offre de formation initiale et continue afin de favoriser la construction de projets professionnels réalistes et ambitieux
- Permettre à des personnes en ré-orientation professionnelle de trouver une information et des services adaptés à leurs besoins (publics seniors, salariés ou en reconversion professionnelle).

Pôle « aller vers l'emploi »

- connaître le marché du travail national, régional et local, les secteurs qui recrutent
- Mieux identifier les opportunités d'emploi sur le territoire de Montpellier
- Favoriser le rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi, les attentes des employeurs et le profil des personnes.
- Assurer une présence régulière du monde économique et des entreprises.
- Favoriser le développement de l'alternance.
- Diffuser une information de premier niveau sur le droit du travail et les mesures emploi.
- Proposer des services adaptés à une diversité de publics ayant des projets professionnels avec des niveaux de maturation différents

Pôle « créer son activité »

- Favoriser une plus grande lisibilité des actions existantes et de l'offre de service.
- Caler l'offre de service de la Cité des métiers sur un premier niveau d'information :
 - *Pas de réponse délivrée en matière de réponse individuelle.*

- *En association avec le réseau des structures d'accompagnement.*

La structuration de l'offre de services de la Cité des métiers sur les pôles de conseil

- **La possibilité d'entretien individuel avec des conseillers issus des structures partenaires et un accueil sur les 3 pôles**
 - Ecoute, information et conseil en
 - Orientation en tant que de besoin les publics vers les autres pôles, les zones de documentation, les organismes, institutions ou dispositifs compétents.
- **Un lieu de documentation en libre accès pour les publics en lien avec les pôles**
 - Mise à disposition d'un espace documentaire disposant de ressources papier (ouvrages, revues, fiches...) et numériques (CD-Rom, accès Internet à des sites d'information...) installés sur des bornes multimédia accessibles en libre accès
 - Aide et guidance du public sur les outils et services disponibles dans la Cité des Métiers, information et conseil sur l'utilisation de ces ressources documentaires : la cyberbase et l'espace multimédia
- **Une programmation événementielle (forum , semaines sectorielles, ateliers ...) en lien avec les pôles**
 - Information sur l'emploi, les secteurs, les métiers ainsi que sur la formation et les parcours
 - Temps de rencontres avec des professionnels et des entreprises, temps de recrutement avec des entreprises
- **Un accueil général et guidance du public dans son usage de l'espace Cité des Métiers**

L'espace documentaire et multimédia

- La contribution de la cyberbase
- Un espace en libre accès pour les publics à la fois sur internet et à travers une documentation papier (présentation des métiers et des formations, revues, ...).
- Une documentation de qualité, complète, à jour.
- Un site Cité des métiers
- Un accès aux offres d'emploi du Pôle emploi
- Un accès aux sites des partenaires
 - o Atout métiers Languedoc Roussillon : information par secteur / métier/ centre d'intérêt / alphabétique
 - o ONISEP
 - o Le portail commun aux 3 universités en cours de finalisation à mettre sur le site CDM
 - o L'outil : Enquête d'insertion professionnelle des étudiants
 - o ...
- Des postes informatiques en libre-service donnant la possibilité aux utilisateurs de réaliser des courriers, des CV, des dossiers thématiques, ...
- Des ateliers de guidance à l'utilisation des sites
-

Les événements

Objectif

L'enjeu majeur identifié à ce jour est d'attirer davantage de publics et de mobiliser les acteurs économiques en :

- Créant des événements nouveaux permettant de valoriser les spécificités et expertises du territoire.
- Enrichissant des événements existants sur le marché du travail, les parcours, les secteurs, les métiers.
- Innovant dans les partenariats nouveaux, dans les modalités (par exemple des ateliers animés par des entreprises), le développement de réseaux sociaux.
- Favorisant le rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi.
- Proposant une vision globale de la programmation des événements sur le territoire pour une meilleure coordination entre partenaires locaux.

Modalités

L'offre en événementiel de la Cité des métiers de Montpellier est à construire avec les partenaires locaux pour chacun des pôles de conseil

- **Des événements programmés annuellement**
 - Des semaines sectorielles : Une semaine entière consacrée à un secteur d'activités proposant des temps d'information sur les métiers, les formations, la création d'activités et des temps de rencontres et recrutement

- Des journées thématiques : Une journée pour s'informer sur les métiers, les formations et la création d'activité et rencontrer des recruteurs
- Des informations métiers : avec des professionnels des secteurs d'activité et de la formations
 - 2h à 4h / petits déjeuners / ...
- Les « rendez-vous de la créa » : Pour les porteurs de projet et les créateurs d'entreprise
 - Des horaires adaptés
- ... **Un comité de programmation des évènements Cité des métiers**
 - Réunissant les partenaires de la CDM et animé par le directeur (trice) de la CDM
 - pour construire la programmation CDM
 - Qui présente une valeur ajoutée
 - ✓ Des évènements nouveaux ou mutualisés
 - ✓ des évènements à la CDM et dans les quartiers (maillage des maisons pour tous)
 - Innover
 - ✓ Dans les partenariats
 - ✓ Des les modalités ; des ateliers animés par des entreprises, le développement de réseaux sociaux
 - ✓ ...
 - A associer à d'autres évènements pour organiser des semaines thématiques
 - ✓ Les métiers du sport et le FIS
 - ✓ ...
- **Une montée en puissance de la programmation sur les trois ans**

Types d'événements	Année 1	Année 2	Année 3
	Volume	Volume	Volume
Semaines sectorielles	2 / an	3 / an	4 / an
Journées thématiques	10 / an	20 / an	20 / an
Informations métiers	2 / mois	4 par mois	8 par mois
Rendez-vous de la créa	1/ sem	4 par mois	4 par mois
Ateliers	2 à 4 / sem	1/jour	1 à 2 /jour

- **Un pré projet de programmation évènementiel au démarrage de la CdM**

CONVENTION CONSTITUTIVE GIP CITE DES METIERS DE MONTPELLIER

		mois 1				mois 2				mois 3				mois 4			
ateliers	pôle de conseil "aller vers l'emploi"																
	ateliers TRE (ML/...)		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
	...																
	pôle de conseil "choisir son orientation"																
	atelier orientation (ML/...)			1		1		1		1		1		1		1	1
	Information collective "apprentissage" (CCI CMA MUJ universités)		1		1		1		1	1	1	1	1	1	1	1	1
	infos formation (Fongecif / ...)																
	Infos métier (ML)			1													
	atelier "utilisation du site atout métier LR"		1			1			1		1					1	
	...																
journées thématiques	pôle de conseil "créer son activité"																
	atelier cyberbase - balise																
	RV information hebdomadaire																
	...																
	Journée "découverte des filières"		1			1				1				1		1	
information métiers	découverte des métiers en alternance (ML CCI CMA universités)				1												
	1 journée forum handicap "une semaine pour l'emploi"																
	Portes Ouvertes "offre en formation continue des universités"																
	...																
semaines sectorielles	petits déjeuners métiers (MU/FACE...)			1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
	Actions en direction des PME (+ de 20) "embaucher un TH"																
	...																

ANNEXE 4

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC
CITE DES METIERS DE MONTPELLIER

BUDGET PREVISIONNEL POUR LES 3 ANS A VENIR

Budget prévisionnel de fonctionnement 2013 / 2014			
DEPENSES		RECETTES	
ACHAT	23 000 €	VENTE DE PRESTATIONS DE SERVICE	
achat de matériel, équipements		OPCA	
achats licences et logiciels		
fournitures administratives		
...			
SERVICES EXTERIEURS	14 000 €	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	
location et immobilière (Ville)		ETAT (CPER)	
entretien et réparation		Collectivités territoriales	
assurances		Ville de Montpellier	260 000 €
documentation		Communauté d'agglomération	
....		Conseil Régional	
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	23 000 €	Conseil Général	
publicité, publications			
frais postaux et de			
télécommunications			
....			
IMPOTS ET TAXES	7 500 €	FSE sur projet	
taxes sur salaires			
CHARGES DE PERSONNEL	192 500 €	AUTRES PRODUITS DE GESTION	
rémunération du personnel		COURANTE	
charges sociales		collecte taxe d'apprentissage	
autres charges (médecine du travail)			
CHARGES FINANCIERES	0 €		
intérêts des emprunts			
...			
DOTATION AMORTISSEMENTS, PROVISIONS	0 €		
TOTAL DES CHARGES PREVISIONNELLES	260 000 €	TOTAL DES PRODUITS PREVISIONNELS	260 000 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	584 991 €	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	584 991 €
locations mobilières et immobilières (Ville de Montpellier)	141 000 €	locations mobilières et immobilières (Ville de Montpellier)	141 000 €
mise à disposition de personnel	423 991 €	mise à disposition de personnel	423 991 €
mise à disposition de biens et prestations (Montpellier Agglomération)	20 000 €	mise à disposition de biens et prestations (Montpellier Agglomération)	20 000 €
TOTAL DES CHARGES	844 991 €	TOTAL DES PRODUITS	844 991 €

VALORISATION DES APPORTS DES MEMBRES FONDATEURS DU GIP

	3 pôles de conseil		accueil général		autres contributions				contribution ETP	contribution en nature locaux	
	ETP	€	ETP	€	ETP	€	ETP	€	€	€	
Membres fondateurs											
Ville de Montpellier										141000	141000
Communauté d'agglomération de Montpellier			1	35000	3	105000			140000	20000	160000
Rectorat de Montpellier	1	52400	1	38550			1	48300	139250		139250
Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier	1	38395	1	26346			1	35000	99741		99741
Chambre de métiers et de l'artisanat de l'Hérault	0,38	36000							36000		36000
Chambre de commerce et d'industrie territoriale de Montpellier	0,2	9000							9000		9000
TOTAL	2,58	135795	3	99896	3	105000	2	83300	423991	161000	584991

Séance publique du lundi 22 juillet 2013

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

25 JUL. 2013

BUREAU DU COURRIER

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Programme Local de l'Habitat 2013 - 2018 Avis sur le projet

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) est un instrument de prévision et de programmation important visant à répondre aux besoins en logements et à favoriser la mixité sociale. Les évolutions législatives récentes dans le domaine du logement ont contribué à renforcer l'importance du PLH, en introduisant de nouvelles obligations, comme par exemple, la durée obligatoire de 6 ans pour la définition des objectifs ou le seuil minima de logements locatifs sociaux à atteindre. En 2011, en partenariat avec les 31 communes concernées et les acteurs de l'habitat, Montpellier Agglomération a engagé l'élaboration de son 3^{ème} PLH pour la période 2013-2018, autour de deux grandes étapes : la production d'un diagnostic thématique et territorial ainsi que la formulation des enjeux, la définition de la stratégie et du projet en matière d'habitat.

Parmi les enseignements du Programme Local de l'Habitat 2007-2012, il est à souligner que l'objectif de produire 5000 logements par an (5071 logements effectivement mis en chantier en moyenne annuelle) dont près d'un quart de logements locatifs sociaux (22%), est satisfait.

Durant cette période, 2007-2012, les actions volontaires de la Ville de Montpellier ont permis de développer de manière équitable, sur l'ensemble du territoire communal, une offre diversifiée en logements neufs ou réhabilités (en accession libre ou aidée et de type locatif social) répondant ainsi aux besoins liés à la croissance démographique et aux engagements contractualisés dans le PLH. Ce sont ainsi, 2700 logements qui ont été construits à Montpellier en moyenne par an, soit 17 000 au total sur la période du précédent PLH, pour un taux d'atteinte des objectifs du PLH de 109%. Grâce à la construction de 720 logements locatifs sociaux en moyenne annuelle, soit plus de 4 300 logements sociaux financés sur son territoire, durant les 6 années du dernier PLH, la Ville de Montpellier atteint les 22% (l'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain impose un taux de 20 %).

De nouveaux quartiers, lancés par la Ville, au cours des 6 dernières années, ont vu le jour sur l'ensemble du territoire : Rive Gauche et République au sein de Port Marianne, Grisettes et Nouveau St-Roch à l'ouest et au centre, et Restanque au sud pour ne citer que les plus importants. Ces opérations témoignent de la volonté de la Ville de développer l'habitat au sein de quartiers durables, respectueux de l'environnement, dans lesquels des équipements de proximité sont ouverts (écoles, terrains de sports, EHPAD, commerces,...), des morceaux de ville

avec une identité et un cadre paysagé de qualité. La stratégie de la Ville de Montpellier, dans le domaine de l'habitat, ne se limite pas au développement de nouveaux quartiers, elle se décline aussi sur la ville constituée, qui fait l'objet d'importantes opérations de rénovation ou de renouvellement urbain. Il est en effet, essentiel de noter que la production de logements neufs se fait pour environ 50 %, depuis plusieurs années, dans le tissu urbain de la ville existante. La Ville se réjouit de constater que cet effort de construction de logements de qualité permet à de nombreuses familles de s'installer sur Montpellier, ce dont témoigne la spectaculaire augmentation de la population scolaire. Cette offre immobilière dans la commune centre, proche de tous les services et équipements, est une alternative à l'étalement urbain.

Ces résultats très positifs ont pu être obtenus grâce à l'effort financier important et continu de la Ville, depuis plusieurs années, à hauteur d'environ 18 millions d'euros par an, permettant en particulier, de réaliser des réserves foncières, d'aider les particuliers à rénover ou à acheter un logement à un prix modéré, de construire des logements sociaux dans tous les quartiers avec une grande qualité architecturale. La Ville de Montpellier a reçu, pour ces actions en faveur du logement et du cadre de vie, plusieurs récompenses dont celles pour l'Ecocité ou les éco-quartiers de Parc Marianne et des Grisettes ou de capitale de la biodiversité reconnaissant ainsi le travail mené avec les acteurs de la fabrique de la ville, autour du Guide AURA (Améliorer l'Urbanisme par un Référentiel Durable).

Sur la base de ce bilan très positif, la Ville saura se mobiliser au côté de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour que le nouveau PLH 2013-2018 qui s'organisera autour de grandes orientations stratégiques réponde aux objectifs ambitieux suivants :

- Le PLH 2013-2018 vise la construction de 5000 logements par an à l'échelle de l'Agglomération. Dans ce cadre, la Ville de Montpellier s'engage à poursuivre son rôle moteur en produisant la moitié de l'objectif global soit 2500 logements par an et un total de 15 000 sur la période 2013-2018 dont 9900 logements prévus dans les nouveaux quartiers et les secteurs de renouvellement urbain impulsés par la Ville dans le cadre de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC). Cet objectif plus bas que la production moyenne constatée sur le précédent PLH, reflète la volonté d'équilibrer la production au sein du territoire de l'Agglomération.
- Soucieuse de garantir la diversité des logements produits sur le territoire communal, la Ville de Montpellier s'engage à produire une part minimum de 30 % de logements sociaux locatifs familiaux au sein de la production neuve, soit un objectif de 4500 logements sur la période 2013-2018 (750 logements en moyenne par an), cet effort accru permettra à la Ville de répondre au nouvel objectif fixé par la récente loi Dufflot d'atteindre une proportion globale de 25% de logements sociaux au sein du parc de logement communal .
- Le développement de l'offre en accession à la propriété « abordable » passera par une offre égale à 20 % de la production neuve, soit un objectif global de 3000 logements sur la période 2013-2018. Cette dynamique de développement permettra d'offrir, à encore plus de familles, la possibilité de s'installer sur Montpellier.
- Pour les étudiants, ce sont 2 400 logements, proches des transports en commun et d'un pôle de centralité de quartier, qui seront construits ou engagés durant la période. Pour les jeunes, il est prévu la création d'une résidence Habitat jeunes (anciennement Foyer jeunes travailleurs) d'une soixantaine de places environ. Dans le grand projet urbain de l'EAI, il est également envisagé la relocalisation et l'extension de l'auberge de jeunesse (de 95 places à 200). De plus, la création d'une résidence pour les jeunes actifs dans le parc locatif social classique sera expérimentée..
- La Ville souhaite porter une attention toute particulière aux structures d'accueil à destination des personnes âgées, qui seront réparties de manière équilibrée dans tous les quartiers non suffisamment pourvus de ce type d'équipement, indispensable pour assurer la mixité intergénérationnelle. Dans ce cadre, deux projets de reconstruction d'EHPAD seront mis en œuvre sur la période 2013-2018, représentant plus de 100 chambres dans les quartiers du centre et de la Croix d'argent. Il sera également

prévu la construction d'une résidence service, offrant de nombreuses commodités à destination des seniors pour environ 60 à 70 logements, financés en PLUS et PLAI.

- La solidarité urbaine et sociale souhaitée par la Ville, sera mise en œuvre avec la création de plusieurs structures d'accueil : trois maisons relais offrant environ 72 places ; une résidence hôtelière à vocation sociale et trois résidences sociales généralistes.

Pour atteindre ces objectifs de production ambitieux, la Ville de Montpellier va continuer de décliner des outils spécifiques et parfois expérimentaux et surtout va mobiliser des budgets et une ingénierie, comparables sur les 6 prochaines années du PLH 2013- 2018 :

- La Ville va continuer la constitution de réserves foncières, notamment en mobilisant un partenariat opérationnel avec l'Etablissement Public Foncier du Languedoc Roussillon, avec qui des conventions ont déjà été signées. Cette stratégie foncière nécessite de continuer à réserver un budget important et s'appuie sur des outils fonciers efficaces. Ce sont ainsi, 880 hectares de foncier qui sont couverts par des Zones d'Aménagement Différé (ZAD).
- Afin de maintenir une production de logements diversifiée à hauteur d'environ 50% dans les sites de réinvestissement urbain, il est indispensable de faire évoluer les règles qui régissent le droit des sols. A ce titre, la Ville a rendu plus ambitieuses les servitudes de mixité sociale (abaissement des seuils, élargissement des secteurs d'application aux zones pavillonnaires) dans la modification du Plan Local de l'Urbanisme (PLU) qui sera approuvée par le Conseil Municipal.
- Une vingtaine de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) de développement ou de renouvellement urbain sont en cours ou sont programmées sur le territoire communal, représentant un potentiel à long terme de plus de 25 000 logements. Pour la période du PLH 2013-2018, 9 900 logements sont prévus dans ces opérations d'initiative publique, soit 1650 logements par an. Les ZAC constituent un levier qui pourra, le cas échéant, permettre des ajustements à la hausse si la production en réinvestissement urbain en dehors des opérations publiques d'aménagement, devait être moins importante dans les années à venir.
- La requalification du parc de logements existants reste, dans le PLH 2013-2018, une des priorités de l'intervention de la Ville de Montpellier en matière d'habitat. En effet, , les OPAH de renouvellement urbain, engagées par la Ville sur le quartier Centre seront poursuivies, ainsi que les opérations engagées sur les copropriétés de plusieurs quartiers, afin de contribuer à améliorer leur gestion et les conditions de vie des habitants. De plus, les Projet de Rénovation Urbaine, dont les actions contribuent à inverser l'image sont prioritaires et font l'objet d'une attention particulière de la Ville. Trois quartiers sont concernés par ce dispositif : Mosson, Centre et Cévennes. La Ville continuera ses actions et s'engagera, le cas échéant, dans la réflexion vers un éventuel PNRU 2. La question centrale de la réhabilitation des copropriétés sera affirmée et pérennisée, notamment par la poursuite d'OPAH et l'achèvement du plan de sauvegarde du Petit Bard (plus de 800 logements privés concernés). Afin de veiller en amont au devenir de ces ensembles privés, la Ville apportera son appui à Montpellier Agglomération dans le cadre du transfert de l'observatoire des Copropriétés qu'elle a conduit depuis plusieurs années et qui a permis de mesurer l'évolution de certaines copropriétés et de mettre en œuvre des plans d'action de requalification adaptés. Dans le cadre de l'application du Grenelle de l'environnement, la Ville entend veiller à la mise aux normes environnementales du parc existant dans toutes les actions de réhabilitation envisageables afin de réduire le parc de logements énergivores, notamment au travers du Plan Climat.
- De plus, la Ville continuera de mener une politique foncière de veille adaptée à la mise en œuvre de ces objectifs d'offre diversifiée et de qualité. Enfin de façon globale, la Ville poursuivra ses efforts et actions, concrètes ou prospectives en matière de développement durable dans ses projets de production de logements. La définition de nouveaux éco-quartiers sera visée et l'ensemble de ses opérations s'appuiera sur son référentiel (guide AURA) dans le cadre des négociations avec les opérateurs.

- La Ville prolongera sa production d'une offre de logements diversifiée, équilibrée géographiquement sur l'ensemble de son territoire et s'assurera de leur mise en cohérence avec les projets développés en périphérie par Montpellier Agglomération.
- La Ville de Montpellier inscrira cette nouvelle ambition en matière de production de logements dans le Projet urbain « Montpellier 2040 » en l'appuyant davantage sur la régénération de la ville existante.

Le projet de PLH, élaboré conformément au Code de la Construction et de l'habitat et qui est soumis à l'avis du Conseil Municipal se constitue de deux documents :

- un document principal comprenant lui-même trois volets (diagnostic de la situation du logement, comprenant un bilan des actions conduites dans le cadre du précédent PLH 2007-2012 ; l'énoncé des orientations stratégiques de la politique de l'habitat pour les 6 prochaines années ; un programme d'actions détaillé qui présente les outils et les moyens qui permettront d'atteindre les objectifs fixés)
- un deuxième document lui est joint, qui constitue la déclinaison des objectifs du PLH commune par commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de donner un avis favorable au projet de PLH 2013-2018, transmis le 24 mai 2013, par la Communauté d'Agglomération,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX
(Hérault)

Publiée le : 23 juillet 2013

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
25 JUL. 2013
BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 22 juillet 2013

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
25 JUL. 2013
BUREAU DU COURRIER

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Modification du Plan Local d'Urbanisme

APPROBATION

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Le développement de la Ville de Montpellier et les projets qu'il implique en matière d'urbanisme rendent les adaptations du PLU fréquentes et nécessaires. C'est dans ce contexte, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, que le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier a été engagé. Ce dernier intègre des modifications de fond et de forme visant notamment :

- l'intégration au document de dispositions réglementaires et conservatoires relatives à l'aménagement des quartiers existants de la ville et d'opérations d'urbanisme nouvelles ou en cours de réalisation (ZAC, création de nouveaux secteurs de zone, création ou modification d'emplacements réservés pour équipements publics d'infrastructure et de superstructure...) ;
- le complément et l'adaptation du règlement du PLU aux projets de construction en cours ou envisagés à court et moyen termes ;
- des corrections de formes relatives notamment à des erreurs ou omissions matérielles constatées depuis la dernière modification du PLU et concernant les divers documents qui le composent.

1 – Les modifications de fond

Modification n°1 : Caractère général : évolution de la règle portant obligation de réaliser des logements sociaux (évolution des seuils, des taux, des secteurs concernés) pour prendre en compte le renforcement des obligations de production de logement social issu de la loi du 18 janvier 2013.

Modification n°2 : Caractère général : création d'un secteur de zone naturelle spécifique N-5 sur les quatre cimetières de Montpellier afin d'harmoniser les règles s'appliquant à ces espaces.

Modification n°3 : Caractère général : adaptation de la rédaction de la règle sur les espaces à protéger au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme afin de préciser les possibilités de modification de ces espaces.

Modification n°4 : Caractère général : extension géographique de l'application de la règle établie au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme et repérée par l'indice « w » sur les documents du PLU, permettant à la Ville de s'opposer à la démolition d'un bâtiment présentant une valeur patrimoniale, afin d'assurer de façon efficace la préservation des éléments architecturaux et patrimoniaux sur les parties du territoire communal les plus sensibles.

Modification n°5 : Caractère général : création d'espaces à protéger au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme sur les parcelles KL n°274, HL n°274, IL n°79 et OP n°55 sur lesquelles la disparition d'espaces végétalisés aurait un impact certain sur le paysage urbain et viendrait en contradiction avec l'objectif de maintien d'un équilibre entre densification urbaine et préservation de la biodiversité en ville.

Modification n°6 : Caractère général : adaptation de l'obligation de réalisation d'aires de stationnement pour les quartiers situés à proximité d'ouvrages comportant une offre importante de stationnement (ZAC Port Marianne-Jacques Cœur, Port Marianne-Rive Gauche, Port Marianne-Parc Marianne et Nouveau Saint Roch), afin de favoriser la mutualisation de l'offre de stationnement dans les quartiers concernés.

Modification n°7 : Quartier Centre – Beaux Arts : adaptations réglementaires du secteur de zone 2U1-11 pour tenir compte des évolutions des éléments de programme et de plan de masse des opérations de renouvellement urbain envisagées sur les îlots situés de part et d'autre du rond-point du Souvenir français (notamment modification des emprises constructibles, évolution de la hauteur maximale des constructions sur le rond-point du Souvenir français, suppression de l'emplacement réservé C199).

Modification n°8 : Quartier Centre – Beaux Arts : création d'un secteur de zone 1U1-2 (grands îlots en centre ville) sur le site des anciennes archives départementales situé entre l'avenue de Castelnau, la rue Proudhon et la rue Louis Frédéric Rouquette afin de permettre la requalification et le renouvellement urbain de ce secteur proche du centre historique.

Modification n°9 : Quartier Centre – Gares – ZAC Nouveau Saint Roch : adaptations réglementaires ponctuelles du secteur de zone 1U1-8 afin de répondre aux évolutions des éléments programmatiques et de plan de masse du projet définies par P. Chémetov et E. Nebout, architectes en chef de la ZAC.

Modification n°10 : Quartier Centre – Gares – rue François Périer : modification de la hauteur maximale des constructions admise du côté impair de la rue François Périer dans la partie débouchant sur l'avenue du Pont Juvénal afin de mieux prendre en compte les gabarits des constructions existantes.

Modification n°11 : Quartier Centre – Figuerolles – Cité Gély : adaptation ponctuelle de l'emplacement réservé pour voirie C197 entre la rue de Font Carrade et la cité Gély afin de mieux prendre en compte la topographie du site et le chemin d'accès aux parcelles riveraines.

Modification n°12 : Quartier Cévennes – Pergola : extension du secteur de zone 2U1-10 au nord de l'avenue Paul Rimbaud afin de poursuivre les actions de requalification du secteur Petit Bard-Pergola et de permettre notamment l'extension du siège du bailleur social d'Hérault Habitat.

Modification n°13 : Quartier Croix d'Argent – ancienne Ecole d'Application d'Infanterie (EAI) : extension du secteur de zone 2U1-1f sur les abords de la rue des Chasseurs et sur le site de la caserne Guillaud pour permettre le réinvestissement urbain de cet ancien site militaire et favoriser une mixité urbaine et fonctionnelle.

Modification n°14 : Quartier Estanove – Mas du Vigan : création des emplacements réservés pour cheminement piéton C200 entre l'avenue de Toulouse et la rue des Bougainvilliers et C214 entre la rue

Jean-Baptiste Poquelin dit Molière et la rue de Bugarel pour permettre le désenclavement du secteur et améliorer l'accessibilité par les modes doux à la station de tramway « Bugarel » de la future ligne 5.

Modification n°15 : Quartier Croix d'Argent – ZAC des Grisettes : évolutions réglementaires de la zone 11AU afin de permettre l'implantation de la future clinique Saint Roch le long de l'avenue du Colonel Pavelet.

Modification n°16 : Quartier Croix d'Argent – Marqueroze : extension ponctuelle du secteur de zone 2U1-1f afin de permettre la constitution d'un ensemble bâti cohérent et homogène le long de la rue Gaston Bachelard et de favoriser la densité urbaine à proximité de la ligne 2 du tramway.

Modification n°17 : Quartier Croix d'Argent – ZAC Ovalie : adaptations réglementaires ponctuelles des emplacements réservés C103 et C105 pour voies de liaison, et évolution de l'orientation d'aménagement du secteur Ovalie pour répondre aux évolutions de programme et de plan de masse définies par N. Lebunetel, architecte en chef de la ZAC.

Modification n°18 : Quartier Croix d'Argent – Mas Nouguier : identification du domaine du Grand Puy comme bâtiment pouvant changer de destination en zone agricole afin de permettre sa réhabilitation et sa mise en valeur et réduction ponctuelle de l'emplacement réservé R5 (parc public) permettant d'adapter le périmètre de l'agriparc municipal aux réalités de son fonctionnement et aux besoins des propriétés riveraines.

Modification n°19 : Quartier Hôpitaux-Facultés – Route de Ganges/Occitanie : adaptation ponctuelle des documents graphiques du règlement de la zone 3U2 afin de permettre des formes architecturales contemporaines et audacieuses, notamment dans le cadre de la construction de la future faculté de médecine.

Modification n°20 : Quartier Hôpitaux-Facultés – Montmaur : adaptation réglementaire ponctuelle du secteur de zone 5AU-2b situé dans le secteur du bois de Montmaur afin de permettre un agrandissement de la Maison de retraite protestante, équipement collectif qui assure une mission d'intérêt général.

Modification n°21 : Quartier Hôpitaux-Facultés – Croix Lavit : extension ponctuelle du secteur de zone 2U1-1e au nord de la rue Robert Capa afin d'accompagner progressivement les mutations du secteur vers davantage de mixité urbaine et fonctionnelle.

Modification n°22 : Quartier Mosson – ZAC du Coteau : extension ponctuelle du secteur de zone 3U1-1b sur le collège d'Alco actuellement situé dans le secteur de zone AU0-6 afin de mettre en cohérence le zonage avec le niveau réel d'équipement et d'occupation des sols.

Modification n°23 : Quartier Mosson – Celleneuve : création de l'emplacement réservé pour cheminement piéton C216 sur l'emprise de l'allée Marguerite Givernis afin de faciliter l'accès au square Pierre Azéma pour les habitants du quartiers (piétons et modes doux).

Modification n°24 : Quartier Plan des Quatre Seigneurs – Thomassy : identification d'espaces à protéger au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme couvrant environ 13 hectares et prolongement de l'emplacement réservé C42 pour cheminement piéton le long de l'aqueduc Saint Clément afin de préserver des espaces ayant une forte valeur paysagère et d'améliorer les liaisons avec le cheminement piéton situé le long du tracé de l'aqueduc.

Modification n°25 : Quartier Plan des Quatre Seigneurs – avenue du Pic Saint Loup – allée du Monte Cinto : extension ponctuelle du secteur de zone 2U1-1b pour permettre une densification mesurée de ce secteur (notamment : évolution de la hauteur des constructions de 8 à 10 mètres).

Modification n°26 : Quartier Port Marianne – Mas de Julien : création de l'emplacement réservé pour voirie C217 entre l'avenue Albert Einstein et la rue de la Mogère contribuant à développer un maillage de voies publiques à proximité du quartier Odysseum et de l'échangeur de l'A9.

Modification n°27 : Quartier Port Marianne – Richter : adaptation ponctuelle du règlement du secteur de zone 1U7-4 afin de permettre la réalisation d'une « Folie architecturale du XXI^e siècle » (notamment : déréglementation de la hauteur des constructions, exclusion de la règle portant obligation de réaliser des logements sociaux) répondant à la politique de la Ville en matière de soutien et de développement de l'architecture contemporaine.

Modification n°28 : Quartier Port Marianne – ZAC Jardins de la Lironde : modification de l'emprise de l'emplacement réservé C81 pour voie de liaison (rue Claude Berri) et prolongement de cet emplacement réservé jusqu'à la rue du Capitaine Pierre Pontal pour contribuer à améliorer le fonctionnement urbain du quartier.

Modification n°29 : Quartier Port Marianne – ZAC Consuls de Mer : création d'une nouvelle zone 1U9 visant à couvrir la dernière extension de la ZAC Consuls de Mer ; adaptation des documents graphiques du règlement du secteur de zone 6AU-2 pour prendre en compte l'évolution du plan de masse de la ZAC en bordure est de l'avenue Germaine Tillion, définie par l'Agence Jean Nouvel, architecte en chef de la ZAC Consuls de Mer 2^e extension, et précision concernant l'emprise de l'emplacement réservé C195 pour cheminement piéton.

Modification n°30 : Quartier Port Marianne – Pompignane – avenue Alphonse Juin : extension du secteur de zone 1U2-6 et de l'emplacement réservé C207 pour aménagement de l'espace public entre la rue Marie Durand et l'avenue Alphonse Juin afin de permettre la requalification urbaine du cœur de quartier Pompignane ; adaptations réglementaires du secteur de zone 1U2-6 et création de l'emplacement réservé C218 pour cheminement piéton en vue de faciliter l'accès au parc des Pastourelles depuis l'avenue Alphonse Juin.

Modification n°31 : Quartier Port Marianne – Place Pablo Picasso : adaptation réglementaire du secteur de zone 13AU-2 pour répondre aux évolutions de programme et de plan de masse définies autour de la place Pablo Picasso par Architecture studio, architecte en chef de la ZAC Parc Marianne, de l'avenue Raymond Dugrand et de la place Pablo Picasso.

Modification n°32 : Caractère général – Zone 5AU-1 – domaine de la Feuillade : adaptation ponctuelle du règlement du secteur de zone 5AU-1 et évolution réglementaire sur le domaine de la Feuillade afin de permettre l'évolution de l'occupation et des activités du domaine.

Modification n°33 : Caractère général – dimensions des places de stationnement : adaptation de la règle concernant les dimensions des places de stationnement (article 12 du règlement) afin d'autoriser, sous conditions, des places de 2,30 mètres de large.

Modification retirée à la suite de l'enquête publique (cf. infra)

Modification n°34 : Caractère général – règle de stationnement en zone agricole : suppression de la règle de stationnement dans la zone agricole afin de faciliter la prise en compte des besoins spécifiques générés par la vocation de la zone ainsi que de certains bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination, compte tenu, notamment, de la proximité d'une desserte par le réseau de transports en commun ou d'un parking public.

L'ensemble des modifications ci-avant exposées sommairement sont présentées intégralement dans le document joint à la présente délibération.

2 – Les modifications de forme

Modification A : complément au rapport de présentation : conformément à l'article R.123-2 du Code de l'urbanisme, l'exposé des motifs des changements apportés au PLU depuis l'approbation de la modification du 9 mai 2011 est ajouté au rapport de présentation.

Modification B : Quartier Port Marianne – ZAC Jacques Cœur : correction ponctuelle de l'emprise maximale des constructions d'un îlot situé dans le quartier Jacques Cœur sud afin de mettre les documents graphiques du règlement en cohérence avec l'existant.

Modification C : correction de texte – correction du règlement : correction d'une erreur matérielle visant à exclure les résidences de tourisme du champ d'application de la règle des logements sociaux dans l'article 2 du règlement de la zone 2U1, suite à la modification du PLU approuvée le 29 mars 2010.

Modification D : correction de texte – correction du règlement : modification de l'article 7 de la zone naturelle N afin de préciser, pour le secteur de zone N-4, les conditions d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives, suite à une erreur matérielle.

3 – Déroulement de la procédure

Par délibération en date du 4 février 2013, le Conseil municipal a prescrit la modification du PLU.

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme et notamment son article L.123-13-1, le projet de modification du PLU a été notifié avant ouverture de l'enquête publique le 28 mars 2013 au Préfet, au Président du Conseil régional, au Président du Conseil général et au Président de la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Le projet de modification du PLU concernant le règlement d'urbanisme applicable à l'intérieur de zones d'aménagement concerté réalisées sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération et du Conseil général, l'avis de ces collectivités a été sollicité au titre de l'article L.123-16 du code de l'urbanisme.

Le projet de modification du PLU a été ensuite soumis à enquête publique du 29 avril au 31 mai 2013 inclus. Le Commissaire enquêteur désigné par Madame la Présidente du Tribunal administratif a remis son rapport et ses conclusions à la Ville le 1^{er} juillet 2013, qui se résument par un avis favorable excepté pour les modifications de fond n° 24 (pour partie) et 33.

Concernant les remarques exprimées par le public durant l'enquête, vingt-sept observations ont été inscrites sur le registre mis à sa disposition et sept ont été adressées par courrier au Commissaire enquêteur, dont deux ont été réceptionnées hors délai, après clôture de l'enquête publique. Ces observations peuvent se résumer de la manière suivante :

• **des remarques concernant les documents écrits et graphiques du règlement :**

- craignant que les évolutions réglementaires sur le secteur de la ZAC Nouveau Saint-Roch, notamment l'évolution de la règle de hauteur sur l'îlot situé entre la rue Leenhardt, la rue du Grand Saint Jean et la ligne de tramway et l'adaptation des règles de stationnement, portent préjudice aux immeubles environnants (situés dans la ZPPAUP Gambetta) et entraînent une augmentation trop importante de la densité, ainsi que des difficultés de circulation et de stationnement ;
- demandant davantage d'espaces verts dans le quartier Nouveau Saint Roch ;
- demandant une évolution ponctuelle de la limite de la zone 1U9 qui est créée sur le périmètre d'extension de la ZAC Consuls de Mer ;
- craignant que les règles d'implantation des constructions par rapport au domaine public dans la zone 1U9 ne créent pas des espaces publics de qualité ;
- craignant que l'augmentation ponctuelle de la règle de hauteur le long de la route de Mende, dans le secteur du bois de Montmaur, porte atteinte au paysage ;
- considérant que le projet de renouvellement urbain de l'îlot Saint Lazare ne respecte pas les servitudes liées au voisinage des cimetières et qu'il va porter préjudice aux maisons voisines existantes ;
- demandant que le projet d'agriparc prévu au nord de l'avenue Vincent Auriol couvre l'intégralité du secteur de Thomassy ;

- s'opposant à la diminution de la largeur des places de stationnement de 2,50 mètres à 2,30 mètres dans les parkings du centre-ville ;

• **des remarques concernant les emplacements réservés :**

- s'opposant à la création d'un emplacement réservé pour voirie entre la rue de la Mogère et l'avenue Albert Einstein ;
- s'opposant à la création d'emplacements réservés pour cheminements piétons dans le secteur du Mas du Vigan, situé entre l'avenue de Toulouse et la rue de Bugarel ;

• **des remarques sans rapport direct avec les documents soumis à enquête publique :**

- craignant que l'urbanisation du secteur de Thomassy vienne porter atteinte aux qualités paysagères du site ;
- demandant que la future ligne 5 du tramway ne traverse pas le parc Montcalm et que le parc soit protégé dans le PLU et rendu inconstructible ;
- demandant la modification du zonage sur la parcelle AH n°132 située rue Jean Segondy, dans le quartier du Plan des Quatre Seigneurs ;
- évoquant l'état de pollution du ruisseau Vallat du Fesquet, qui recevrait régulièrement les eaux usées de la station service située sur la commune de Saint-Clément de Rivière ;
- regrettant l'absence d'une mise à jour de l'étude d'impact de la ZAC Nouveau Saint Roch prenant en compte les modifications du plan de circulation.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire enquêteur qui a confirmé l'intérêt de l'ensemble des modifications proposées par la Ville, à l'exception des modifications n°24 (pour partie) et 33.

L'une de ces observations a pour objet une adaptation mineure de la limite sud de la zone 1U9, le long du chemin de Moularès, afin de permettre, d'une part, la réalisation de volumes bâtis mieux adaptés au contexte urbain du secteur et, d'autre part, la mise en sécurité du carrefour entre le chemin de Moularès et l'avenue Etienne Antonelli en rendant possible le déplacement vers le sud de l'accès à la copropriété privée « Le Fragonard ». Considérant le caractère ponctuel de cette adaptation réglementaire, la Ville propose, au vu de l'absence d'opposition exprimée par le Commissaire enquêteur, de prendre en compte cette demande et d'intégrer en conséquence l'adaptation de la limite de la zone 1U9 au projet de modification du PLU soumis à votre approbation.

Concernant les modifications de fond n°24 et 33, exclues de l'avis favorable du Commissaire enquêteur :

- modification n°24 : le Commissaire enquêteur considère que la définition d'espaces à protéger au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme sur le secteur de Thomassy, sans contester son utilité, est prématurée et qu'elle devra être étudiée en même temps que le projet d'aménagement du secteur, en concertation avec les riverains et les propriétaires. Cet avis est notamment motivé par le fait que le classement du secteur en zone à urbaniser stricte AU0 bloque aujourd'hui l'urbanisation du secteur, protégeant déjà en quelque sorte les qualités paysagères du site.

Le Commissaire enquêteur suggère que la définition d'espaces protégés fasse partie intégrante des futures études qui seront menées sur le secteur de Thomassy, lesquelles viendront notamment préciser les modalités d'aménagement du secteur. Ce report dans le temps permettrait ainsi :

- d'indemniser les terrains protégés au même titre que ceux qui seront construits ;
- de veiller à ce que l'identification d'espaces à protéger n'interdise pas la mise en œuvre opérationnelle d'un projet d'aménagement à terme et affecte de manière proportionnée la constructibilité du site.

Sur le caractère prématuré de la définition d'un espace protégé au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme :

Le secteur de Thomassy est désigné dans le SCOT de l'agglomération de Montpellier comme un site stratégique, dans lequel l'implantation d'activités métropolitaines de haut niveau sera privilégiée (équipements hospitaliers et universitaires notamment).

Ce site stratégique couvre une superficie de près de 80 ha dont l'aménagement intégrera à terme l'ensemble des composantes qu'un ensemble urbain respectueux des grands équilibres sociaux, économiques et environnementaux se doit de prendre en compte.

A ce titre, l'étude de programmation et de composition urbaine et paysagère réalisée en 2008-2009 sur le secteur « Thomassy – Plan des Quatre Seigneurs » par l'agence d'architecture SEURA a d'ores et déjà identifié des éléments de paysage remarquables dont la mise en valeur devra être assurée dans le cadre des aménagements futurs, notamment dans la partie centrale du site, sur un ensemble couvrant plus de 13 ha.

Le secteur de Thomassy se caractérise, en effet, par un paysage vallonné de terres agricoles ponctué par de l'habitat diffus sous forme de hameaux. Situé sur une colline boisée qui domine Montpellier et traversé d'est en ouest par le ruisseau du Vallat du Fesquet, le site possède une grande valeur paysagère en entrée de ville. C'est cette richesse paysagère, dont l'intensité particulière en cœur du site a été confirmée par l'étude SEURA, que la Ville de Montpellier souhaite dès à présent préserver, tel un invariant des futurs projets d'aménagement.

Pour ce faire, la Ville propose d'identifier un espace à protéger au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme couvrant 13 ha dans la partie centrale du site de Thomassy.

La mise en place dès aujourd'hui d'une telle protection traduit le souhait de la collectivité de créer à cet endroit, sans être tributaire de l'horizon opérationnel à moyen et long termes des aménagements communautaires envisagés, un lieu destiné à la conservation et la mise en valeur d'un paysage agricole vivant, participant à la diffusion de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et à la préservation de la biodiversité.

C'est pourquoi, sans remettre en question le projet d'aménagement qui sera mené par la Communauté d'agglomération, la Ville de Montpellier souhaite recourir à la disposition prévue à l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme pour mettre en place dès à présent les conditions nécessaires à la création de cet espace agricole préservé. Cet outil permet en particulier à la Ville de s'opposer à tout projet (travaux, constructions ou installations) qui serait susceptible d'en compromettre la réalisation.

Sur la nécessité d'indemniser les terrains qui seront protégés au même titre que ceux qui seront construits :

L'identification d'espaces protégés au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme sur le secteur de Thomassy dans le cadre de la présente modification du PLU n'est pas doublée d'une modification du zonage en vigueur, aujourd'hui caractérisé par une zone à urbaniser stricte AU0 à l'intérieur de laquelle, à l'exception des équipements public, seules les extensions limitées des bâtiments existants sont autorisées. En ce sens, la protection envisagée sera donc sans effet global sur la constructibilité déjà très limitée de la zone concernée et les valeurs de référence foncière constatées dans ce type de zone.

Sur la possibilité de mettre en œuvre un projet d'aménagement sans affecter de façon disproportionnée la constructibilité du site :

La protection envisagée au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme est tout d'abord spatialement limitée, puisqu'elle concerne 13 ha dans un secteur couvrant près de 80 ha, soit près de 16% de l'ensemble considéré.

En second lieu, il est précisé que le PLU de la Ville de Montpellier intègre déjà des espaces à protéger ou à mettre en valeur au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme, pour notamment préserver des arbres ou espaces arborés dont le classement au titre des espaces boisés classés (art. L.130-1 du code de l'urbanisme) n'aurait pas été adapté aux nécessités d'évolution de leur environnement immédiat. Cette disposition soumet à déclaration préalable tous travaux ayant pour effet de modifier ou de supprimer un élément identifié. N'ayant pas pour conséquence de figer les espaces ainsi protégés, elle permet une souplesse de gestion des espaces concernés et constitue un support de négociation entre les propriétaires gestionnaires et la collectivité.

Cette protection conservatoire n'interdit ainsi en rien la mise en œuvre opérationnelle du projet d'aménagement car elle se caractérise par une souplesse de gestion qui permet, au cas par cas, d'autoriser des projets ponctuels qui ne remettraient pas en cause le principe de protection sous réserve de mettre en œuvre des mesures compensatoires.

Enfin, l'étude de programmation et de composition urbaine et paysagère réalisée en 2008-2009 sur le secteur « Thomassy – Plan des Quatre Seigneurs » par l'agence d'architecture SEURA a démontré que la constructibilité du secteur en dehors des espaces à protéger était assurée.

Considérant l'ensemble de ces raisons, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de l'avis du Commissaire enquêteur mais de passer outre, en maintenant la modification n°24 dans le dossier de modification du PLU soumis à votre approbation.

- modification n°33 : le Commissaire enquêteur est défavorable à la modification visant à autoriser sous conditions la réalisation de places de 2,30 mètres de large, contre 2,50 mètres aujourd'hui, considérant que *« la réduction de la largeur des places de stationnement n'entraînerait pas un gain de place considérable mais conduirait à une multiplication des problèmes dus aux incivilités »*.

Après réexamen de la disposition et prise en considération des réserves exprimées par le public et le Commissaire enquêteur, liées notamment au confort d'usage des places de stationnement, il est ici proposé au Conseil municipal de prendre acte de l'avis du Commissaire enquêteur et de ne pas donner suite au projet de modification n°33, en le retirant des points du dossier de modification du PLU soumis à votre approbation.

Concernant les personnes publiques destinataires du dossier de modification du PLU avant enquête publique, l'avis suivant a été exprimé :

- par délibération en date du 26 juin 2013, le Conseil de la Communauté d'agglomération de Montpellier, dans le cadre de ses compétences et conformément aux dispositions de l'article L.123-16 du Code de l'urbanisme, a formulé un avis favorable sur le projet de modification du PLU.

En conséquence, au vu :

- de l'avis formulé par la Communauté d'agglomération de Montpellier,
- des remarques formulées au cours de l'enquête publique,
- du rapport, des conclusions et de l'avis favorable du Commissaire enquêteur sur le projet de modification du PLU à l'exception des modifications n°24 (pour partie) et 33,
- de la prise en considération de ces avis, remarques et conclusions dans le dossier de modification du PLU,

Il vous est demandé :

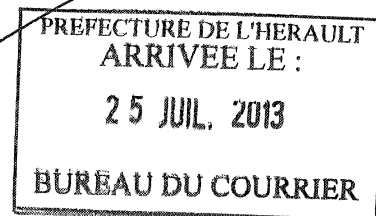
- de prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification du PLU,
- de suivre l'avis du Commissaire enquêteur sur la modification n°33 en la supprimant du dossier de modification,
- de passer outre l'avis du Commissaire enquêteur sur la modification n°24 en maintenant l'identification d'espaces à protéger au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme sur le secteur de Thomassy,
- d'approuver le dossier de modification du PLU tel que modifié après enquête publique et annexé à la présente délibération,
- de tenir le dossier de modification du PLU approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux de la mairie au public et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

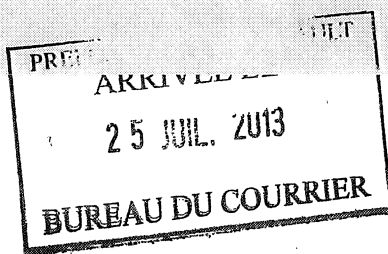
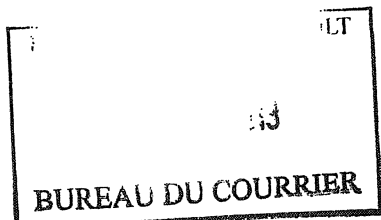
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 23 juillet 2013





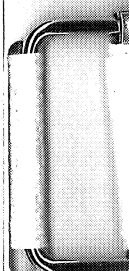
294



PLU

PLAN LOCAL D'URBANISME

MONTPELLIER



DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

(PLU)

Juillet 2013

Séance publique du lundi 22 juillet 2013

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

25 JUL. 2013

BUREAU DU COURRIER

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Création de la 5e ligne de tramway Avis de la Ville sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) (art. L.123-14-2 et R.123-23-1 du code de l'urbanisme)

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de la création par la Communauté d'agglomération de Montpellier d'une cinquième ligne de tramway, une enquête publique s'est déroulée du 10 avril 2013 au 13 mai 2013 qui portait, en application notamment de l'article L.123-14 du code de l'urbanisme, sur :

- l'utilité publique du projet ;
- la mise en compatibilité des documents d'urbanisme concernés, et notamment du plan local d'urbanisme (PLU) de Montpellier.

Le projet de la cinquième ligne de tramway, qui concerne les communes de Lavérune, Saint-Jean de Védas, Montpellier, Montferrier-sur-Lez et Clapiers, vise les objectifs suivants :

- poursuivre la construction d'un réseau maillé performant de transports publics afin de diminuer la dépendance automobile ;
- s'intégrer dans une stratégie urbaine globale ;
- assurer des dessertes de qualité des grands équipements dont les établissements scolaires, les pôles universitaires et de recherche dans le cadre du plan Campus, les pôles d'emplois ;
- prendre en compte le désenclavement des quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville ;
- inscrire le réseau de tramway dans une perspective de desserte des communes périurbaines du territoire de l'agglomération.

La ligne 5 contribuera au développement et au maillage du réseau de transport collectif dans le centre de l'agglomération, tout en renforçant la desserte des zones plus éloignées, qui connaissent un développement encore soutenu lié au phénomène de périurbanisation. Cette desserte constitue un enjeu essentiel dans l'optique d'une structuration du territoire par un réseau de transports en commun cohérent, pour éviter l'étalement urbain responsable des dégradations environnementales et de la détérioration des conditions de vie.

L'intérêt général de l'opération de construction de la ligne 5 de tramway réside dans le renforcement du réseau de transport déjà existant, et se traduit par une dynamique permettant aux différents groupes sociaux et au plus grand nombre d'habitants de bénéficier d'un moyen de déplacement approprié à leurs besoins.

Ce projet qui répondra à une approche globale des déplacements urbains, s'inscrit parfaitement dans les orientations du Plan de déplacements urbains (PDU) de l'agglomération de Montpellier, lui-même compatible avec le SCOT de l'agglomération de Montpellier.

Sur la commune de Montpellier, la cinquième ligne contribuera à conforter l'élargissement du centre-ville par le maillage du réseau de tramway ainsi qu'à accompagner la densification du réseau de transports publics. Cette ligne aura la particularité de relier de grands parcs qui ponctuent le territoire communal permettant ainsi à chacun de profiter de ces entités paysagères de grande qualité et d'y pratiquer toutes sortes d'activités sportives ou de simple détente.

La réalisation de cette opération nécessite une mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier qui consiste à :

- compléter le projet d'aménagement et de développement durable et le rapport de présentation du PLU ;
- instituer des emplacements réservés pour équipement public au profit de la Communauté d'agglomération de Montpellier ;
- réduire très ponctuellement trois espaces boisés classés.

En application de l'article L.123-14-2 du code de l'urbanisme, une réunion des personnes publiques concernées a été organisée en préfecture le 14 février 2013 portant sur l'examen conjoint du dossier de mise en compatibilité du PLU avec l'opération. Le procès-verbal de cette réunion a été dressé par Monsieur le Préfet de l'Hérault et transmis à la Ville le 27 février 2013.

Par courrier en date du 1^{er} juillet 2013, Monsieur le Préfet de l'Hérault a transmis à la Ville le rapport et les conclusions de la commission d'enquête, dont notamment ceux concernant la mise en compatibilité du PLU de notre commune, émettant un avis favorable au projet soumis à enquête publique avec recommandation de prendre en compte les ajustements effectués sur l'emprise de la Déclaration d'utilité publique.

Le dossier de mise en compatibilité du PLU a fait l'objet d'une réédition pour intégrer, conformément aux recommandations de la commission d'enquête, un ajustement ponctuel des emplacements réservés pour la 5^e ligne de tramway sur la rue de Bugarel, prenant ainsi en compte favorablement les remarques émises par le public au cours de l'enquête publique.

Conformément aux dispositions de l'article R.123-23-1 du code de l'urbanisme, Monsieur le Préfet sollicite aujourd'hui l'avis du Conseil municipal sur :

- le dossier de mise en compatibilité du PLU avec la création de la ligne 5 du tramway, tel que modifié après enquête publique,
- le rapport et les conclusions de la commission d'enquête,
- le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint organisée le 14 février 2013.

Ces trois documents n'appellent pas de remarque particulière.

En conséquence, il est vous proposé :

- de donner un avis favorable sur les documents visés à l'article R.123-23-1 du code de l'urbanisme :

- le dossier de mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier avec le projet de 5^e ligne de tramway, tel qu'il a été ponctuellement modifié pour tenir compte des recommandations formulées par la commission d'enquête,
- le rapport et les conclusions de la commission d'enquête relatifs au dossier précité,
- le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint du projet, qui s'est tenue le 14 février 2013,

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

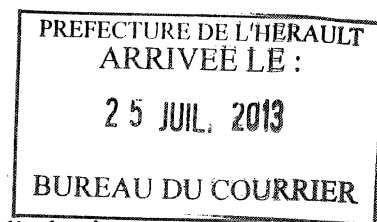
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 23 juillet 2013



295
PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

25 JUL. 2013

BUREAU DU COURRIER

DEPARTEMENT DE L'HERAULT

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE
MONTPELLIER

**OPERATION DE LA LIGNE 5
DU TRAMWAY DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**ENQUÊTE PUBLIQUE, PREALABLE A LA
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DES
TRAVAUX ET DE MISE EN COMPATIBILITE DES
DOCUMENTS D'URBANISME DES COMMUNES DE
LAVERUNE SAINT JEAN DE VEDAS,
MONTPELLIER, MONTFERRIER SUR LEZ ET
CLAPIERS**

(Enquête publique du 10 avril 2013 au 13 mai 2013)

ANNEXES AU RAPPORT D'ENQUÊTE

Commission d'enquête

Jean-François Démoulin Bernard Boullet Claude Rouvière

72

295
PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

25 JUL. 2013

DEPARTEMENT DE L'HERAULT BUREAU DU COURRIER

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**OPERATION DE LA LIGNE 5
DU TRAMWAY DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DE MONTPELLIER**

**ENQUÊTE PUBLIQUE, PREALABLE A LA DECLARATION
D'UTILITE PUBLIQUE DES TRAVAUX ET DE MISE EN
COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME DES
COMMUNES DE LAVERUNE, SAINT JEAN DE VEDAS,
MONTPELLIER, MONTFERRIER SUR LEZ ET CLAPIERS**

(Enquête publique du 10 avril 2013 au 13 mai 2013)

**CONCLUSIONS ET AVIS DE LA
COMMISSION D'ENQUÊTE**

Commission d'enquête

Jean-François Démoulin Bernard Boullet Claude Rouvière

DEPARTEMENT DE L'HERAULT

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE
MONTPELLIER

BUREAU DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

25 JUL. 2013

BUREAU DU COURRIER

OPERATION DE LA LIGNE 5

DU TRAMWAY DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**ENQUÊTE PUBLIQUE, PREALABLE A LA
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DES TRAVAUX
ET DE MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS
D'URBANISME DES COMMUNES DE LAVERUNE SAINT
JEAN DE VEDAS, MONTPELLIER, MONTFERRIER SUR
LEZ ET CLAPIERS**

(Enquête publique du 10 avril 2013 au 13 mai 2013)

**RAPPORT, CONCLUSIONS, ET AVIS DE
LA COMMISSION D'ENQUÊTE**

Commission d'enquête

Jean-François Démoulin Bernard Bouillet Claude Rouvière

PROCES-VERBAL DE SYNTHESE

oo

ENQUÊTE PUBLIQUE, PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET DE CREATION DE LA LIGNE 5 DE TRAMWAY DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER TRONÇON LAVERUNE-CLAPIERS

(Enquête publique du 10 avril 2013 au 13 mai 2013)

Présenté à la Communauté d'Agglomération de Montpellier (CAM)

par
la Commission d'Enquête
le 21 mai 2013

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
25 JUL. 2013
BUREAU DU COURRIER

Ce Procès-verbal est composé de trois parties :

- Un préambule de synthèse
- Inventaire des observations sur les registres d'enquête et liste des lettres et documents reçus à la CAM
- La liste des observations par thème et les questions posées par la commission d'enquête.



PREFET DE L'HERAULT

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
25 JUL. 2013
BUREAU DU COURRIER

PREFECTURE DE L'HERAULT

Direction des Relations avec les Collectivités Locales
CR compatibilité RD 13
Dossier suivi par Mme CARON
Téléphone : 04.67.61.68.62
Télécopie : 04.67.02.25.46
Courriel: brigitte.caron@herault.gouv.fr

Montpellier, le 27 février 2013

**Procès verbal
de la Réunion d'examen conjoint du 14 février 2013
Mise en compatibilité des Plans d'Occupation des Sols ou des Plans Locaux d'Urbanisme des
communes de
Montpellier, Clapiers, Saint-Jean-de-Védas, Montferrier-sur-Lez, Lavérune
Projet de création de la ligne 5 du tramway de l'Agglomération de Montpellier**

Dans le cadre du projet de création de la ligne 5 du tramway de Montpellier, par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la TAM, la réunion de concertation sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des cinq communes, prévue aux articles L.123-14-2 et R.123-23-1 du Code de l'Urbanisme, s'est tenue le 14 février 2013 à la Préfecture de l'Hérault, Salle Philippe LAMOUR, sous la présidence de M. le Préfet, représenté par Mme Brigitte Cardon, chef du bureau de l'Environnement.

Etaient présents :

Madame Sylvie Ramirez service urbanisme de la ville de Clapiers
et M. Jean-Pierre MEZ maire adjoint de Clapiers;
M. Jacques MARTINEZ DGS de la Mairie de Montferrier-Sur-Lez
M. Yoni BOUKRISS et Madame Sabine CALLE représentants la ville de Montpellier
M. Roger CAIZERGUS maire de Lavérune et
M. Jean-Paul WEBER
Madame Isabelle GUIRAUD maire de Saint Jean de Védas
et M. Eric PETIT
M. Julien CHAULET DDTM 34
M. Pierre DROSS DREAL
Madame Marie LANGUEPIN représentant le département de l'Hérault
M. Christian CORNEE représentant la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault
et M. Bernard CHADELAS
Madame Marie-Thérèse SEVERAC chambre des Métiers
M. Laurent CARRERE directeur de projets à TAM
M. Karim OUNOUGHI directeur adjoint des transports pour l'agglomération de Montpellier
Madame Emilie WIECZOREK TAM
Madame POSS chef de projet et études de la ligne 5 à TAM
M. Vincent GASCON Egis Reil maîtrise d'ouvrage

Mme Brigitte CARDON, chef du bureau de l'Environnement, représentant le Préfet de l'Hérault ;
Mme Marina HAMADI chargée des dossiers d'enquête publique au Bureau de l'Environnement, Préfecture de l'Hérault ;
Mme Brigitte CARON, chargée des dossiers d'enquête publique au Bureau de l'Environnement, Préfecture de l'Hérault ;

Mme Cardon ouvre la réunion en s'assurant que tous les participants ont bien reçu le dossier de mise en compatibilité. Le maire de Saint-Jean-de-Védas qui n'a pas pris connaissance du dossier, transmis au service de l'urbanisme de la mairie, se voit remettre un dossier.

Mme Cardon, après avoir proposé un tour de table donne la parole au Maître d'Ouvrage, la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la présentation du projet.

La présentation est assurée par M. OUNOUGH.

La cinquième ligne de tramway, qui s'inscrit dans une politique volontariste de Montpellier Agglomération en faveur du développement des transports collectifs publics, organise un véritable réseau.

70000 voyageurs quotidiens sont attendus sur le réseau tramway avec une augmentation de l'ordre de 18%. 51% de la population de l'agglomération de Montpellier est concernée, 60 % des emplois sont desservis par le tramway et 61 % des scolaires.

La mise en service de la ligne 5 vient compléter l'armature existante sur un axe sud-ouest/nord permet le bouclage de la ligne 4 qui fonctionnera comme une ligne circulaire.

Elle constitue un axe structurant du projet campus Montpellier sud de France projet de développement d'un pôle d'excellence universitaire et contribue à l'amélioration des dessertes périphériques.

Il s'agit d'un levier majeur qui s'inscrit dans le schéma de cohérence territoriale en favorisant les transports collectifs au détriment des véhicules individuels par un maillage complet du réseau de tramway.

La description linéaire du trajet ainsi que les modifications apportées aux emplacements réservés, aux espaces boisés et la mise en compatibilité du PADD ont été évoquées.

A chaque phase de présentation du projet, Mme CARDON demande aux représentants des collectivités de faire part de leurs remarques éventuelles.

M. Jean-Paul WEBER, pour la commune de Lavérune, précise que le PLU de 2006 a été annulé par le juge. Le nouveau PLU a été approuvé le 18 avril 2011. Actuellement une modification simplifiée est en cours.

M. CHAULET, représentant la DDTM, rappelle qu'elle doit impérativement être terminée avant la prise de l'arrêté de DUP.

Au sujet des modifications du PADD, M. CHAULET précise qu'il conviendrait de remplacer la mention « mise en compatibilité » par la mention « mise à jour » ou « complément ».

En effet le décret du 27/0/2012 apporte de nouvelles notions par rapport au PADD et de nouvelles exigences par rapport à l'étude d'impact qui s'appliquerait, désormais, également au dossier de mise en compatibilité. La déclaration de projet concernera également le code de l'urbanisme et les éléments relatifs aux incidences Natura 2000 devront être justifiés.

En ce qui concerne les emplacements réservés, Madame Marie LANGUEPIN, représentant le département de l'Hérault, précise que les représentations graphiques des emplacements réservés du tramway au bénéfice de la CAM, incluent le domaine public routier du département.

Or le département de l'Hérault qui rappelle son adhésion à la politique de développement des transports collectifs, souhaite conserver la gestion de son domaine public sur certains itinéraires à enjeux départementaux à savoir la RD 65 Agropolis/Clapiers, la RD56 tronçon Lavérune-Genevaux.

De plus, le département de l'Hérault (département des routes) est également en cours de négociation sur l'espace public et la gestion des carrefours notamment sur le projet de nouveau carrefour avenue Paul Valéry et avenue de la Vanières.

Il convient, en conséquence, de mettre à jour les éléments graphiques du dossier et de préparer des conventions relatives à l'utilisation du domaine public départemental et à son entretien. Une concertation, est souhaitée entre la direction des routes du conseil général et la CAM.

La ville de Montpellier demande, quant à elle, que l'emplacement réservé pour le tramway rue de Bugarel soit prolongé au niveau de l'emplacement réservé C33 et que celui-ci soit recalé en fonction.

Les services des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM) et l'agglomération indiquent qu'ils feront cette modification et l'incluront dans le dossier qui sera soumis à enquête.

La commune de Clapiers souhaite revoir le règlement du PPRIF incluant les espaces boisés classés.

En ce qui concerne la commune de Lavèrune la prise en compte du souhait d'un parking végétalisé a été intégré au projet présenté par la TAM.

Les collectivités n'émettent pas d'observations supplémentaires.

M.CHAULET précise qu'en prévision de la circulaire d'application du décret n°2012-995 du 23/08/2012, il conviendrait de rajouter des éléments concernant, le cas échéant, Natura 2000 et surtout de conclure systématiquement sur l'absence d'incidences notables sur l'environnement. Rajouter ces éléments permettra de ne pas fragiliser le projet et de sécuriser juridiquement la procédure.

M.DROSS pour la DREAL n'a pas d'éléments à rajouter.

M.Christian CORNEE, représentant la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault, déclare que la chambre consulaire n'est pas très impactée par la mise en compatibilité des documents d'urbanisme du projet de la ligne 5.

Toutefois, elle serait très intéressée par un focus sur l'impact économique que ce projet va représenter sur les zones urbanisées traversées. A ce titre, elle souhaiterait une réunion avec la CAM.

La CAM rappelle qu'une réunion a eu lieu, au cours de l'été 2012, avec la CCI de l'Hérault mais accepte d'en organiser une nouvelle avant l'ouverture de l'enquête publique conjointe.

M.Christian CORNEE souligne la nécessité d'informer avant l'ouverture de l'enquête publique et souhaite associer la CAM dans une réflexion plus vaste sur le fonctionnement commercial de l'agglomération de Montpellier

Mme Cardon invite la TAM à apporter les modifications, induites par les différentes remarques des participants, aux dossiers de mise en compatibilité des documents d'urbanisme et à les adresser à toutes les parties concernées.

Mme CARDON demande aux représentants de chaque commune (Montpellier, Montferrier-Sur-Lez, Lavèrune, Saint-Jean-de-Védas et Clapiers), de se prononcer sur la mise en compatibilité du PLU de leur commune avec projet de la ligne 5 du tramway.

L'accord sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des différentes communes concernées avec le projet de ligne 5 du tramway de Montpellier est prononcé à l'unanimité.

Mme CARDON conclut donc avec les personnes présentes à un avis favorable.

La séance est levée.

Pour le Préfet
Le Chef du bureau de l'environnement

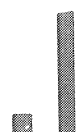


Brigitte CARDON

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

25 JUL. 2013

BUREAU DU COURRIER



PLU de
Montpellier

Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Communication au Conseil Municipal de Montpellier du rapport retraçant l'activité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'exercice 2012 sur la base de son compte administratif

Max LEVITA rapporte :

Conformément à l'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire de Montpellier et les délégués de la Commune présentent au Conseil Municipal le rapport retraçant l'activité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sur la base des comptes administratifs 2012. Les principaux éléments à retenir sont les suivants :

I) - Les grands équilibres financiers

- Décomposition des dépenses d'équipement du budget consolidé :

- Budget Principal : 185.18 M€ / Services Funéraires : 0.17M€ / Assainissement : 11 M€ / Eau potable : 1.63M€

- Les 3 principaux postes de dépenses (investissement + fonctionnement) :

- Transports urbains et voirie : 227 M€ / Culture, sports et solidarité : 111 M€ / Environnement : 76 M€

- Les 3 principaux postes de recettes :

- Dotation Globale de Fonctionnement: 87.6 M€ / Versement Transport : 76.9 M€ / Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères : 60.6 M€

- Equilibre budgétaire :

Le budget 2012 a été réalisé à hauteur de 90%.

L'agglomération de Montpellier possède un taux d'épargne brute stable de 21% des recettes de fonctionnement.

II) - Les réalisations 2012

1) Transports en commun et voirie :

- Montant : 56.7 M€ en fonctionnement + 105.1 M€ en investissement = 161.8M€

L'année 2012 a été marquée par l'achèvement des travaux de construction des lignes 3 et 4 pour un montant de 89.7 M€.

L'année 2012 a vu se poursuivre les études et l'acquisition foncière pour le projet de la ligne 5 pour un montant de 4.1 M€.

En 2012, les interventions d'intérêt communautaire et du jalonnement directionnel s'élèvent à 5.15M€

2) Aménagement de l'espace et développement économique

- Montant : 60.9 M€ en fonctionnement + 14.8 M€ en investissement = 75.7 M€

- L'action foncière (16.8M€) :

En 2012, Montpellier Agglomération a poursuivi sa politique de réserves foncières en acquérant 60 hectares de terrain. Le total de ces réserves s'élève à 1 200 hectares.

- Les opérations à vocations économique

- ✓ Parc d'activités artisanales Descartes-Lavérune : versement d'une participation d'équilibre de 1.28M€.
- ✓ Montpellier International Business Incubator (MIBI) : versement du solde de l'opération de 7.3M€.
- ✓ Parc d'activité Garosud : lancement des travaux de viabilisation de l'extension

3) Assainissement et lutte contre les inondations et eau potable :

- Montant : 12 M€ en fonctionnement + 30.5 M€ en investissement = 42.5 M€

14.7 M€ d'investissement ont été réalisés en 2012 dans le cadre des travaux relatifs au Schéma Directeur d'Assainissement, de la lutte contre les inondations de la Vallée du lez et de la réalisation d'opérations structurantes en matière d'assainissement et de distribution d'eau potable.

En 2012, 1.43M€ ont été consacré à l'amélioration de la gestion de l'eau potable à travers des travaux d'extension et de renforcement du réseau.

4) Gestion des déchets :

- Montant : 67.5 M€ en fonctionnement + 4.3 M€ en investissement = 71.8 M€

En 2012, l'Agglomération de Montpellier a poursuivi son action dans le développement des collectes sélectives et la prévention des déchets pour réduire les impacts sur l'environnement et faciliter la gestion ultérieure des déchets. C'est dans ce cadre qu'un diagnostic complet des déchèteries a été réalisé en 2012 pour définir un programme pluriannuel de modernisation du parc.

L'année 2012 a été également marquée par la reprise du fonctionnement normal de l'unité de méthanisation Amétyst après le fin des travaux de reconstruction du hall de déshydratation sinistré par un incendie en septembre 2010.

5) Culture :

- Montant : 51.2 M€ en fonctionnement + 20.5 M€ en investissement = 71.7 M€

En 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a poursuivi les chantiers de grands équipements culturels :

- l'Opéra Comédie : achèvement de l'opération de rénovation et sécurisation de l'espace scénique (9.7M€).
- l'Aquarium Mare Nostrum : achèvement de l'extension de 0.8M€.
- Musée de l'histoire de France en Algérie : poursuite des travaux jusqu'en juin 2012 (1.2M€) reprise des travaux à l'automne 2013.

6) Sport :

➤ Montant : 28.9 M€ en fonctionnement + 11.3 M€ en investissement = 40.2 M€

- Le stade de la Mosson : poursuite de la rénovation de certains équipements pour un montant de 3.6 M€.
- Entretien et Réhabilitation des piscines pour 1.3M€.
- Stade Yves du Manoir : travaux de réfection pelouse, du contrôle d'accès et la réfection de l'éclairage du parvis pour 1.2 M€.
- Poursuite de la construction d'une salle de réception au Palais des sports de René Bournol pour un montant de 0.9M €.

7) Services funéraires :

➤ Montant : 3.6M€ en fonctionnement + 1.2 M€ en investissement = 4.8 M€

L'année 2012 a été marquée par le renouvellement de la certification « NF Services Funéraires »

Pour l'exercice 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a explicité – au travers du rapport du compte administratif - le bilan financier de l'ensemble des actions et investissements réalisés sur le territoire de la communauté dans le champ de ses compétences.

En conséquence, nous vous demandons :

- de prendre acte de ce rapport

Le Conseil prend acte du rapport.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 23 juillet 2013

Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Convention conclue entre l'Etat et la Ville de Montpellier relative au fonctionnement de l'aire d'accueil des gens du voyage de Bionne Autorisation de signer l'avenant n°12.

Max LEVITA rapporte :

La Ville de Montpellier dispose depuis 1995 d'une aire aménagée d'une capacité de 40 emplacements-caravanes, aire qui entre dans le cadre de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 qui fait obligation aux communes de plus de 5000 habitants de disposer d'un terrain pour l'accueil des gens du voyage, selon le schéma départemental d'accueil de l'Hérault.

Cette aire située 514, avenue Léon Jouhaux, est destinée au stationnement des gens du voyage titulaires d'un titre de circulation, vivant en caravane et transitant sur le territoire de la commune. Cet équipement a été exploité depuis le 1^{er} janvier 2004 dans le cadre d'une Délégation de Service Public, renouvelée le 1^{er} janvier 2007 et le 1^{er} avril 2010, et ce, jusqu'au 31 décembre 2011 ; Depuis le 1^{er} janvier 2012, la gestion de l'aire est assurée en régie directe par la collectivité (DEP).

Le 14 janvier 2002, la Ville a signé avec le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, une convention relative aux conditions d'attribution de l'aide à la gestion des aires d'accueil. Cette convention prévoit que la Ville bénéficie pour les 40 places de caravanes d'une aide financière mensuelle. Le montant mensuel forfaitaire revalorisé par arrêté du 28 mai 2004 est maintenu à 132, 45 € par place. Cette disposition s'applique aux aides dues à compter du 1^{er} janvier 2013. L'aide sera versée par la CAF de Montpellier. Pour bénéficier de cette aide, la Ville s'engage à fournir chaque année au Préfet et à la CAF les documents transmis par la CAF justifiant de l'activité de l'aire d'accueil.

Il nous est proposé par le Préfet de l'Hérault un avenant n°12 à la convention initiale de 2002.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Mme le Maire, ou M. l'Adjoint Délégué, à signer l'avenant n° 12 à la convention relative au fonctionnement de l'aire d'accueil des gens du voyage ;
- d'autoriser Madame le Maire ou M. l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 23 juillet 2013



PREFECTURE DE L'HERAULT

Direction Départementale de la Cohésion Sociale
Pôle Inclusion Sociale et Egalité des Chances

AVENANT N° 12

**A LA CONVENTION CONCLUE ENTRE L'ETAT ET LA COMMUNE DE MONTPELLIER RELATIVE
AU FONCTIONNEMENT DE L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE**

Entre les soussignés

- l'Etat représenté par Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault,
- la Commune de Montpellier représentée par son Maire,

Vu la convention originelle signée le 14 Janvier 2002,

Vu la circulaire DSS/2B/2001/372 du 24 Juillet 2001, relative aux conditions d'attribution de l' Aide à la Gestion des Aires d'Accueil (AGAA),

Vu le II de l'article R 851-5 du code de la Sécurité Sociale (article 5 de la loi 2000-614 du 05 Juillet 2000),

Il a été convenu :

ARTICLE UNIQUE

Le contractant bénéficie pour les 40 places de caravanes d'une aide financière mensuelle revalorisée par arrêté du 28 Mai 2004. Le montant mensuel forfaitaire prévu au II de l'article 851-5 du code de la sécurité sociale est maintenu à **132,45€** par place.

Cette disposition s'applique aux aides dues à compter du **1^{er} Janvier 2013** versées par la CAF de Montpellier qui sera destinataire du présent avenant.

Pour bénéficier de ces aides, le contractant s'engage à fournir chaque année au Préfet et à la CAF, les documents mentionnés au II du code de la sécurité sociale et justifiant de l'activité de l'aire d'accueil.

Fait à Montpellier en 3 exemplaires, le

Pour le Préfet de Région, Préfet de l'Hérault
Par délégation,
La Directrice départementale de la Cohésion Sociale

Le Maire de la ville
de Montpellier

Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Association les Jeunes Européens-France Attributions de subventions 2013 Service Jeunesse

Michel PASSET rapporte :

L'association Les Jeunes Européens-France rassemble dans toute la France des jeunes de moins de 35 ans désireux d'agir en faveur de la construction européenne. Elle organise chaque année, dans des villes différentes, une université d'été en septembre.

Cette université est un élément fondamental de l'association qui permet de réunir 120 jeunes durant 4 jours afin de lancer leur nouveau cycle d'activités qui correspond au cycle universitaire et d'enclencher leur campagne de formation auprès de leur adhérents.

Cette année elle se tiendra du 5 au 8 septembre successivement à Toulouse et Montpellier avec comme thématique, la sensibilisation des citoyens sur l'incitation à aller voter aux prochaines échéances électorales européennes. Des membres de la section espagnole seront également présents.

Sur Montpellier les 7 et 8 septembre, l'association projette une animation en centre ville et pour les administrateurs le 8 la tenue de leur Conseil d'Administration à la Maison de l'Europe.

Afin de permettre à l'association de mener à bien cette action, il est proposé d'aider l'association Les Jeunes Européens-France en lui attribuant une subvention de 1 200 €

Code	Associations	FM	Montant
	Association Les Jeunes Européens-France	M	1 200€
TOTAL GENERAL :			1 200 €

LES CREDITS SERONT A PRELEVER SUR LA LIGNE 1937 NATURE 6574, CHAPITRE 924

« En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement;
- De prélever cette sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de **1 200 euros**;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. »

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 23 juillet 2013

Nom de la structure: Nature de la subvention : Intitulé du projet : Montant attribué : € Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure , m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Conseil Montpellierain de la Jeunesse 50ème anniversaire jumelage Montpellier/Barcelone Réalisation d'un reportage par des étudiants de l'Ecole de Journalisme de Montpellier

Michel PASSET rapporte :

A l'occasion du 50^{ème} anniversaire du jumelage entre Montpellier et Barcelone, le Conseil Montpellierain de la Jeunesse (CMJ) a souhaité donner la parole aux jeunes Montpellierains qui ont choisi dans le cadre d'un programme universitaire ou pour des raisons personnelles, de séjourner à Barcelone quelques jours, quelques mois, une année ou plus.

Afin de recueillir leurs témoignages de ce choix, un appel à candidature a été lancé en mai auprès des étudiants de l'Ecole Supérieure de Journalisme de Montpellier (ESJ PRO), en vue de sélectionner une équipe pour réaliser un documentaire de portraits de jeunes montpellierains vivant à Barcelone.

Pendant deux jours en août, ces futurs journalistes sélectionnés par le CMJ vont ainsi parcourir la Ville de Barcelone à la recherche d'images, de témoignages, et créer un reportage de 4 minutes que la ville pourra exploiter sur ses supports de communication.

Le projet lauréat porté par Yoan Auffret et Benoît Lordelot s'intitule « *Faites-nous vivre Barcelone* ».

Afin de permettre la réalisation de ce projet, il est proposé une aide financière de 250€ par jeune qui sera prélevée sur le budget 2013 de la Ville (nature 6714, fonction 924222).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'accepter le projet lauréat de cette action du CMJ
- d'attribuer à chacun des lauréats une aide financière de 250€, soit un total de 500€ sur le budget 2013 de la Ville (nature 6714, fonction 924222).
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Bourse Animation Jeunes Attributions de subventions 2013

Michel PASSET rapporte :

Dans le cadre du développement des actions de citoyenneté, de proximité et de solidarité, la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son Service Jeunesse, et en partenariat avec le tissu associatif, met en place des actions de sensibilisation pour permettre aux jeunes d'être les acteurs de leur Ville.

La **Bourse Animation Jeunes** constitue une aide financière dont l'objectif est de soutenir les projets associatifs en direction des jeunes montpelliérains. Ces projets d'actions en faveur des 12/29 ans peuvent être proposés par les opérateurs tout au long de l'année.

Les projets doivent valoriser la place des jeunes dans la cité, dans la vie sociale.

Les actions menées doivent répondre à une exigence éducative.

Comme les années précédentes, les porteurs de projets associatifs ont élaboré des programmes correspondant à ces objectifs afin d'obtenir une aide financière de la Ville de Montpellier.

Pour assurer le suivi de chaque projet, un bilan est demandé à chaque association à l'issue de leur réalisation.

Différentes associations montpelliéraines ont présenté des projets, dont le dossier est établi dans le respect des articles du règlement joint à la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets des associations retenues, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2013 du Service Jeunesse la somme **5 700 euros** et de la répartir de la manière suivante:

Association OLAKETAL UKULELE SB2N

Association montpelliéraine créée en 2008.

Titre du projet: L'éphémère c'est pour demain !

Quartier: Croix d'Argent

Objectif:

L'association développe les activités artistiques pluridisciplinaires. Elle propose la réalisation d'une fresque murale éphémère sur le site de la future Cité de la Jeunesse.

Un tableau sera offert à la ville.

Montant proposé: 1 700 €

Association OAQADI

Association montpelliéraine créée le 13 septembre 2006.

Titre du projet: Correspondances radiophoniques Montpellier-Fès

Quartier: Petit Bard

Objectif :

L'association mène des actions en faveur des publics en difficultés. Elle réalise un projet pédagogique de correspondance radio entre une classe du collège Las Cazes à Montpellier et leurs homologues à Fès.

Montant proposé: 500 €

Association JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER ET JEUNE CHAMBRE INTERNATIONALE DE MONTPELLIER

Association créée 19 décembre 2012

Titre du projet: Osez citoyens!

Quartiers: Tous

Objectif :

L'association regroupe des jeunes citoyens qui s'investissent dans des actions pour le bien de leur cité et en vue d'amener des changements positifs. Elle organise une campagne d'affichage et un film qui valorisent le bénévolat.

Montant proposé: 1 500 €

Association AJPPN

Association créée en février 1985.

Titre du projet: Accès à la vie de la cité 2013

Quartier: Mosson

Objectif :

L'association met en places des activités pour les jeunes en rupture scolaire. Mise en place d'interventions afin d'intégrer les 12-30 ans aux activités socio-éducatives de la cité.

Montant proposé: 2 000 €

Code	Associations	FM	Montant
	OLAKETAL UKULELE SB2N	M	1 700 €
1810	OAQADI	M	500 €
2004	AJPPN	M	2 000 €
1084	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	M	1 500 €
<u>TOTAL GENERAL:</u>			<u>5 700 €</u>

LES CREDITS SERONT A PRELEVER SUR LA LIGNE 1937 NATURE 6574, CHAPITRE 924

« En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de **5 700 euros**;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. »

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 23 juillet 2013

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure , m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Service Jeunesse

Cotisation à l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ) pour l'année 2013

Michel PASSET rapporte :

Dans le cadre de sa politique jeunesse et en lien avec son Conseil Montpellierain de la Jeunesse, la Ville de Montpellier a décidé d'adhérer à l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes.

Cette association est née il y a vingt-deux ans d'une volonté d'élus locaux. Elle a pour objectif de permettre aux enfants et aux jeunes d'exercer leur droit à la participation tel que défini par la Convention internationale des droits de l'enfant.

Aujourd'hui, c'est un espace de rencontre de toutes les initiatives et de tous les acteurs de cette participation dans leur diversité : de statut, de territoire, de lieu, de types et de taille de collectivités.

Elle permet également aux élus des collectivités territoriales (villes, intercommunalités, départements et régions) en charge de la délégation jeunesse, de se retrouver autour d'un réseau, afin de travailler ensemble sur les politiques publiques en direction des jeunes.

Les crédits seront à prélever sur le budget 2013 de la Ville, chapitre 924, nature 6281.

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
924	6281	Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ)	5 132,22 €

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ).

- d'accepter le versement de cotisation à l'ANACEJ pour l'année 2013.
- de prélever la dépense pour un montant de 5 132,22 € sur le budget 2013 de la Ville aux imputations citées ci-dessus ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 23 juillet 2013

Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Cotisation au réseau Cité des Métiers pour l'année 2013

Marc DUFOUR rapporte :

Le Réseau des Cités des Métiers, créé le 18 octobre 2001, a pour but :

- de fédérer les Cités des Métiers «labellisées»,
- d'assurer le lien avec celles qui sont candidates au label,
- d'assurer une représentation de ces structures auprès des institutions nationales et internationales,
- d'organiser l'échange des pratiques entre les différentes cités des métiers,
- de favoriser l'émergence et la conduite de projets communs,
- d'apporter un appui aux projets de création de plates-formes,
- de favoriser des études ou des actions de communication concernant l'insertion, la formation ou l'activité professionnelles.

En lien avec la création de la future Cité des Métiers de Montpellier, la Ville de Montpellier a obtenu le Label « Projet » auprès du Réseau Cité des Métiers d'Universcience.

Il est donc proposé d'adhérer au Réseau des Cités des Métiers et de valider le versement de la cotisation pour l'exercice 2013 d'un montant de 1 000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'adhésion à l'association « Réseau des Cités des Métiers ».
- D'accepter le versement de la cotisation au Réseau des Cités des Métiers d'un montant de 1 000 €.
- De prélever le montant de la dépense pour un montant de 1000 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville au chapitre 925, nature 6281.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Convention d'occupation du domaine public - Montpellier Grand Tour - Désignation de l'occupant- Décision - Autorisation

Marc DUFOUR rapporte :

Un circuit touristique du centre historique de Montpellier est proposé au moyen du Petit Train de Montpellier, devenu une institution de la Ville. Le petit train touche une clientèle essentiellement familiale et souvent étrangère.

Le gérant de la société qui exploite le petit train, M Lafalla a présenté à la Ville un projet de développer une offre touristique complémentaire au petit train. Il s'agit d'une visite de Montpellier organisée à bord d'un bus cabriolet de 19 places. Le circuit d'une heure environ permet de parcourir le centre élargi de Montpellier (Arceaux, Gambetta) ainsi que les quartiers plus récents de la Ville : Antigone et les rives du Lez, Port-Marianne.

Cette nouvelle offre vise une clientèle différente du petit train, tourisme d'affaires en visite à Montpellier, les couples et les touristes étrangers. Elle permet de diversifier l'offre touristique sur la Ville et une découverte des nouveaux quartiers de la Ville présentant un intérêt architectural fort.

Le départ du circuit aura lieu sur l'esplanade Charles de Gaulle, à proximité de l'office du tourisme qui détiendra l'exclusivité de la vente de billets pour Montpellier Grand Tour, donnant une visibilité importante à cette nouvelle prestation. Le prix des billets variera de 8 à 12 € par personne.

Ce projet permet de développer une offre touristique non présente jusqu'à présent et la Ville pourrait y répondre favorablement en confiant à M. Lafalla l'exploitation sous forme de convention d'occupation du domaine public.

Cette convention porte sur une durée de 6 ans et la redevance annuelle a été fixée à un montant de 5 % du chiffre d'affaires.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

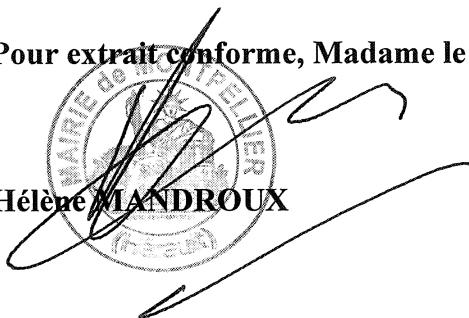
- De décider l'attribution de la convention du bus touristique de Montpellier à M. Lafalla,
- D'approuver le projet de convention joint,
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document utile cet affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 23 juillet 2013



MAIRIE DE MONTPELLIER

**DIRECTION
DE L'ESPACE PUBLIC**

SERVICE AFFAIRES ECONOMIQUES

**CONVENTION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC**

BUS TOURISTIQUE

E N T R E

- la Ville de Montpellier, Mairie de Montpellier, 1 Place Georges Frêche, 34267 MONTPELLIER Cedex 02, représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération
d'une part,

E T

- la S.A.R.L. Villes Grand Tour domiciliée 57 avenue Jean Monnet 34 200 SETE représentée par son gérant, Monsieur Jean-Pierre LAFALLA,

N° Siret 394728729 00010 NAF 5221Z
désigné par les termes «l'occupant» .

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1er - OBJET

La Ville de Montpellier accorde à l'occupant, l'autorisation d'exploiter deux minibus cabriolet de 19 places sur le domaine public de Montpellier aux conditions déterminées ci-après.

ARTICLE 2 - REGIME

Le régime étant celui de l'occupation du domaine public, l'occupant ne pourra en aucune façon se prévaloir de la législation commerciale.

La convention étant conclue "intuitu personae", l'occupant ne pourra céder son droit né de la présente, ni sous-traiter tant à titre gratuit qu'onéreux, tout ou partie de celle-ci.

ARTICLE 3 - DUREE de l'AUTORISATION

La présente autorisation est consentie pour une durée de 6 ans, à compter de la signature de la présente convention.

ARTICLE 4 – REDEVANCE D'OCCUPATION

L'occupant s'acquittera d'une redevance dont le montant est fixé à 5 % du chiffre d'affaires hors taxe, sous forme d'acomptes mensuels d'un montant de 250 € chacun, versés avant le 5 de chaque mois, le solde étant arrêté et liquidé sur la base du compte d'exploitation de l'année concernée avant le 31 mars suivant. En fonction de l'estimation du chiffre d'affaires, ce montant pourra être revu sur demande écrite expresse de l'occupant et après acceptation de la Ville.

ARTICLE 5 - CONDITIONS GENERALES D'OCCUPATION

5 – 1 – Le bus touristique est autorisé à stationner sur l'esplanade Charles de Gaulle le temps nécessaire à la prise en charge des voyageurs. Sont autorisés à proximité du lieu de prise en charge : un salarié accueillant les voyageurs ainsi qu'un panneau d'indication retiré chaque soir. L'occupant fera son affaire de la vente et de la réservation des tickets du circuit touristique.

5 – 2 – Les bus répondront aux normes édictées par la réglementation en vigueur relative à l'exploitation de ce genre de transport. Ils devront être tenus en parfait état de propreté et de marche. L'exploitant s'engage à exploiter un matériel en accord avec les dernières normes écologiques homologuées pour ces véhicules.

La Ville valide les inscriptions sur les bus telles qu'elles figurent en annexe de la présente convention. Toute modification de l'habillage des bus devra être soumise pour validation préalable à la Ville de Montpellier. Les bus seront exempts de toute autre inscription, notamment à caractère publicitaire autre que les informations propres à l'exploitation du circuit.

5 – 3 – L'occupant prévoit de faire circuler le bus touristique du 1^{er} avril au 15 novembre tous les jours de la semaine.

L'occupation hors de cette période est autorisée.

L'occupant propose un service de visites commentées en plusieurs langues étrangères dont le contenu sera validé par l'office de tourisme de la Ville.

5 – 4 – Il se conformera à l'itinéraire validé par la Ville et joint en annexe de la présente convention. Toute modification du circuit sera présenté à la Ville pour validation. Il subira, sans qu'il puisse prétendre à réclamation et à indemnité, les modifications temporaires qui pourraient intervenir.

5 – 5 – L'occupant supporte sans indemnité de quelque nature que ce soit les journées au cours desquelles il ne pourrait assurer les promenades pour cause de manifestation. De la même façon, il supportera sans indemnité les fermetures exceptionnelles du fait de travaux entrepris par la Ville ou les modifications de parcours qui s'imposeraient en raison de travaux exécutés sur la voirie publique.

5 – 6 – Le personnel employé devra être en conformité avec le Code du travail.

ARTICLE 6 – IMPOTS ET TAXES

L'occupant s'acquittera des impôts et taxes de toute nature afférents à son exploitation.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITE - ASSURANCES

7 – 1 – L'occupant contractera les polices d'assurance nécessaires à garantir toute responsabilité du fait de son activité à l'égard de la Ville, des usagers et des tiers.

Une copie de ces polices d'assurance devra être déposée auprès de l'Administration municipale. Il justifiera du paiement des primes annuellement.

7 – 2 – La Ville ne pouvant en aucun cas être mise en cause ou appelée en garantie, l'occupant fait son affaire de tout litige pouvant résulter de son exploitation et s'engage, en cas d'action éventuelle de tiers contre la Ville de Montpellier, à relever et garantir celle-ci.

7 – 3 – La Ville ne répond pas des vols ou dégradations qui pourraient se produire au détriment de l'occupant.

7 – 4 – L'exploitant est responsable de toutes les dégradations survenues de son fait ou par sa faute et devra les réparer sans délai sur l'injonction qui lui sera faite par l'Administration municipale.

ARTICLE 8 – RESILIATION

8 – 1 – La Ville se réserve le droit de résilier unilatéralement la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception et moyennant un préavis de trois mois pour nécessité de service et motif d'intérêt général, tels que par exemple, exécution de travaux publics et modification des plans de circulation, sans que l'exploitant puisse prétendre à indemnité.

8 – 2 – Toute modification qui serait de nature à changer la forme juridique de la société occupante, la personne de son représentant, ou la répartition du capital social devra être notifiée à la Ville qui, dans les deux mois, se réserve la faculté de résilier la présente convention, sauf cas de force majeure (décès, incapacité, longue maladie).

8 – 3 – A défaut d'exécution de l'une des clauses de la présente convention faisant l'objet d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'effet dans un délai de un mois à dater de la réception de celle-ci, en cas de non paiement ou paiement partiel de la redevance pendant 2 trimestres consécutifs, , la Ville peut résilier la convention par simple courrier recommandé avec accusé de réception. L'exploitant n'aura alors droit à aucune indemnité.

Considérant la situation privilégiée de l'occupation consentie et la nécessité que celle-ci ne puisse en aucune façon détériorer l'image de l'espace public considéré (secteur sauvegardé, monuments historiques...), les mêmes conditions de résiliation sont ouvertes à la Ville en cas de gestion défectueuse ou de mauvaise tenue de l'occupant.

ARTICLE 9 - CONTESTATIONS

Les contestations qui s'élèveraient sont du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

L'occupant,

La Ville,
Madame Le Maire,
Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Convention d'occupation du domaine public - Bar restaurant du théâtre Jean Vilar- Désignation de l'occupant- Décision - Autorisation

Marc DUFOUR rapporte :

Le théâtre Jean Vilar dispose d'un espace à usage de bar et de restauration de 20 m² et d'une cuisine de 16 m². Cet espace, lieu d'échange et de convivialité est ouvert lors des soirées de représentations une heure avant et après le spectacle, et durant l'entracte.

L'actuel concessionnaire du bar restaurant ayant résilié la convention qui le liait à la Ville au 1^{er} juillet 2013, un avis d'appel à candidatures a été lancé en mai 2013 pour en désigner le nouvel occupant à compter de la prochaine saison théâtrale qui débute en septembre.

A la clôture de l'appel à candidatures le 6 juin 2013, un seul dossier a été déposé : la société « Mon Cuisinier » représentée par son gérant, Monsieur Emmanuel KASPERSKI.

Le projet a été analysé au regard des critères suivants indiqués dans l'appel à candidatures :

- Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration et motivation,
- Connaissance et compréhension du milieu culturel,
- Politique tarifaire, gamme de produits proposés et horaires d'ouverture,
- Cohérence globale du projet,
- Viabilité économique du projet et investissements prévus.

Il ressort de l'examen de la candidature un projet adapté à celui du théâtre Jean Vilar. La société « Mon Cuisinier » est une société coopérative d'intérêt collectif, à but non lucratif déjà implantée sur le quartier Mosson. L'établissement de petite restauration, exploité à Pierre Vives emploie des habitants du quartier, dans l'objectif de permettre l'insertion par l'activité économique.

L'exploitation du bar-restaurant du théâtre constituerait pour la société « Mon Cuisinier » un complément d'activité, gage de viabilité financière du projet.

La large gamme de produits et les tarifs raisonnables proposés répondent bien aux critères de la consultation.

La concession porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixée à 1080€ annuels, réévaluée de 3% au 1^{er} janvier de chaque année.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- De décider l'attribution de la concession du bar restaurant du théâtre Jean Vilar à « Mon Cuisinier »,
- D'approuver le projet de convention joint,
- D'autoriser madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document utile cet affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 23 juillet 2013



MAIRIE DE MONTPELLIER

**DIRECTION
DE L'ESPACE PUBLIC**

SERVICE AFFAIRES ECONOMIQUES

**CONVENTION D'OCCUPATION DU
DOMAINE PUBLIC
BAR-RESTAURANT DU
THEATRE JEAN VILAR**

ENTRE, d'une part :

- La Ville de Montpellier, domiciliée en Mairie de Montpellier, Parvis Georges Frêche - 34264 MONTPELLIER CEDEX représentée par Madame Hélène MANDROUX, son Maire, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération en date du,

désignée par les termes «*La Ville*» ou «*l'Administration municipale*»,

ET, d'autre part :

- La SCIC à responsabilité limitée Mon Cuisinier
Domiciliée à 907, avenue du professeur Blayac 34 086 Montpellier
Représentée par son gérant Monsieur Emmanuel Kasperski

désigné par les termes «*l'occupant*» .

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet

La présente convention a pour objet l'occupation lors des soirées de représentations théâtrales, de locaux à usage de bar et restauration, situés dans le théâtre Jean Vilar, 155 rue de Bologne, 34080 Montpellier , composés de :

- 1 bar de 20 m²
- 1 réserve d'une superficie de 3 m²
- 1 licence de 3^{ème} catégorie de débit de boisson, mise à disposition par la Ville,
- une cuisine aménagée de 16 m².

Le mobilier servant à l'exploitation du bar se trouve dans les parties communes ; il comporte dix tables « guéridons » en alu brossé et 40 chaises assorties.

ARTICLE 2 - Régime

Le régime étant celui de l'occupation du domaine public, l'occupant ne pourra en aucune façon se prévaloir de la législation commerciale

La convention étant conclue "intuitu personae", l'occupant ne pourra céder son droit né de la présente, ni sous-traiter tant à titre gratuit qu'onéreux, tout ou partie de celle-ci. Toute modification dans les statuts de la société et dans la gérance de la société devra être signalée à la Ville pour approbation.

ARTICLE 3 - Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 6 ans du 01/09/2013 au 01/09/2019.

ARTICLE 4 - Remise des lieux - Aménagement - Etat des lieux

L'occupant prend les lieux et mobiliers tels qu'ils lui sont remis, sans pouvoir exercer aucun recours contre la Ville, ni faire aucune réclamation pour quelque cause que ce soit. Il sera fait un état des lieux contradictoire avant l'entrée dans les lieux.

L'occupant pourra effectuer les aménagements, les acquisitions et l'installation du matériel nécessaire à son exploitation à ses frais. Il en fera un inventaire précis et détaillé, confirmé par factures, et tous justificatifs qu'il communiquera à la Ville.

Le mobilier choisi sera soumis à l'approbation de la Ville.

L'occupant ne pourra faire aucune construction, démolition ou modification des locaux sans le consentement express de la Ville.

Il devra, en outre, souffrir, et sans indemnité, qu'elle qu'en soit la durée, les réparations qui seraient rendues nécessaires, étant entendu que la Ville s'efforcera de limiter, dans la mesure du possible, la gêne qu'elles pourraient causer.

L'occupant devra faire approuver au préalable par la Ville tous travaux et aménagements qu'il désire effectuer. A cette fin, un dossier complet et explicite sera déposé en Mairie, au moins deux mois avant le début des travaux.

De même, ces travaux devront recevoir l'accord de la Ville avant leur réception. L'état des lieux initial sera alors amendé.

L'exécution de ces travaux et aménagements, n'engagera que la seule responsabilité de l'exploitant, la responsabilité de la Ville ne pouvant être engagée à l'occasion du contrôle exercé par elle sur les projets d'aménagement et sur l'exécution des travaux effectués par l'exploitant.

La Ville se réserve le droit de faire remettre les lieux en l'état primitif aux frais et risques de l'occupant, lorsque les travaux n'auront pas été approuvés par elle ou lorsqu'à la réception, ils ne correspondront pas au projet initial autorisé ; de même, la remise en état des espaces verts contigus au kiosque et à la terrasse se fera aux frais et risques, en cas de dégradations dues aux travaux.

L'occupant devra, ainsi que ses entrepreneurs, respecter les consignes qui leur seront données par les services compétents de la Ville pour le fonctionnement des chantiers.

La Ville prendra à sa charge toutes les réparations touchant au gros oeuvre qui seront rendues nécessaires consécutivement à une utilisation normale des lieux.

L'occupant est tenu d'assurer toutes réparations dites locatives nécessaires pour maintenir les lieux concédés ainsi que les installations en bon état d'entretien.

Il répond des dégradations de l'ensemble des équipements et mobiliers provenant d'abus de jouissance et du fait de la clientèle.

ARTICLE 5 - Charges du concessionnaire

L'occupant aura à sa charge les consommations d'eau, d'électricité, de gaz et de téléphone. Compte-tenu de l'imbrication des réseaux, une redevance forfaitaire portant sur l'eau, le gaz et l'électricité, sera établie par la Ville.

Il acquittera sans aucun recours possible contre la Ville, les impôts et taxes de toute nature afférents à l'exploitation de l'établissement.

ARTICLE 6 – Responsabilités - Assurances

L'occupant devra assurer, selon les principes de droit commun :

- les risques locatifs liés à la mise à disposition des bâtiments objet de la présente convention
- ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition ;
- ses propres biens ;
- ses propres préjudices financiers (perte d'exploitation, perte de jouissance, etc.).

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable entre la collectivité, l'occupant et leurs assureurs.

Dans le cas où l'activité exercée par l'occupant dans les bâtiments objets de la présente convention entraîne, pour la collectivité propriétaire et/ou les autres occupants des bâtiments concernés, des surprimes au titre de leur contrat incendie, explosion, celles-ci seraient, après justification, à la charge de l'occupant.

L'occupant devra produire à la collectivité, avant et pour toute la durée de l'occupation des locaux, une attestation de son assureur sanctionnant ces dispositions. Il devra, par la suite, pouvoir en justifier la prorogation à toute demande de la collectivité.

ARTICLE 7- Conditions financières

7-1 - Redevance et paiement

L'occupant versera à la Ville une redevance dont le montant annuel est fixé à 1 080 €

La redevance est mensuelle et exigible avant le 5 de chaque mois du mois de septembre au mois de juin de chaque année. En cas de retard dans le paiement et après mise en demeure non suivie d'effets dans un délai de 10 jours, les sommes dues porteront intérêt au taux légal d'intérêt par mois de retard.

7-2 Révision du montant de la redevance

Le montant de la redevance sera majoré au 1er janvier de chaque année de 3%.

7-3 Dépôt de garantie

L'occupant constituera auprès du Trésorier Municipal, le jour de la remise des clefs dudit local, en présence d'un huissier de justice, un cautionnement d'un montant de 1 080 €uros, par l'intermédiaire d'un établissement spécialisé (banque, établissement de crédit...).

Ce cautionnement garantira :

1°) la réparation des éventuels dommages considérés comme supérieurs à l'utilisation normale des locaux, la Ville faisant alors effectuer les travaux nécessaires à la remise en état ;

2°) le paiement de la redevance en cas de non paiement et de résiliation de la convention pour non respect de celle-ci.

7-4- Compte d'exploitation

L'occupant devra tenir un compte d'exploitation relatant la totalité des mouvements complexes afférents à l'activité objet des présentes. L'occupant sera tenu de communiquer ce compte à la Ville, à toute réquisition de celle-ci.

ARTICLE 8 - Conditions générales d'exploitation

Le bar restaurant étant partie intégrante d'un ensemble dénommé Théâtre Jean Vilar, l'occupant, en coordination avec le Directeur du théâtre, déterminera, à l'occasion de chaque spectacle, son mode de fonctionnement, en terme d'espace et d'environnement sonore, de façon à ce qu'il y ait toujours un lien entre le bar et ce qui se passe dans le théâtre.

Le bar est ouvert une heure avant le début du spectacle et une heure après la fin du spectacle. Il ne fonctionnera pas pendant le spectacle. Un calendrier trimestriel est établi entre le Directeur du théâtre et l'exploitant qui définira les horaires et le fonctionnement.

Les tarifs seront raisonnables.

La dominante culinaire du bar, outre la vente de boissons, sera orientée vers une restauration traditionnelle.

L'occupant devra être en mesure d'organiser à la commande buffet, goûter et « pots » de première.

L'entretien de la salle du bar-restaurant est réalisé par le personnel de service du théâtre, à l'exclusion de la cuisine et de la réserve

L'occupant aura accès au bar à toutes heures. Il est responsable des ouvertures et des clôtures, il sera détenteur d'un code d'accès particulier.

L'occupant se charge de l'approvisionnement dont il est pleinement responsable.

L'occupant exercera son activité dans le respect des lois et règlements, notamment en matière d'hygiène, de salubrité et de sécurité.

Il sera tenu de se conformer aux lois et décrets relatifs à l'affichage de prix et à l'étiquetage des denrées et marchandises. Le tarif des repas et consommations sera constamment affiché, de manière apparente, et les tarifs seront à la disposition de la clientèle.

L'occupation allouée l'est à titre personnel, et ne pourra être ni cédée ni sous traitée en tout ou en partie

Les locaux seront tenus en parfait état de propreté.

La Ville se réserve le droit de faire visiter les lieux à tout moment par toute personne de son choix et de prescrire à l'occupant les travaux à effectuer pour le bon entretien de ces locaux et de leurs installations.

ARTICLE 9 - Fin de la Convention

9.1 - Obligation de l'occupant à la fin de la convention

Au terme normal de la convention, l'occupant devra avoir évacué les lieux et les laisser en bon état. Un état des lieux sera dressé.

La Ville aura la faculté au cas par cas, d'opter soit pour le maintien dans les lieux des matériels et mobiliers mis en place par l'exploitant, soit pour leur suppression.

Si la Ville opte pour le maintien en place des matériels et mobiliers, propriété du concessionnaire, elle remboursera à l'occupant, ou obligera le ou les nouveaux occupants à lui rembourser les dépenses exposées pour l'achat et la mise en place de ces matériels et mobiliers, «valeur à dire d'expert» ou rachat à l'amiable sur justificatifs fournis par l'occupant.

Si la Ville opte pour la suppression des matériels et mobiliers, et à défaut pour l'occupant d'en assurer l'enlèvement, il y sera procédé aux frais, risques et périls dudit occupant.

9.2 - Résiliation de la convention

a) du fait de l'occupant

La résiliation ne pourra être prononcée que si elle est justifiée par des circonstances graves ou exceptionnelles de nature à bouleverser les conditions matérielles ou économiques des activités autorisées. Dans tous les cas, la demande devra être présentée au moins 3 mois à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Ville, assortie de toutes justifications utiles. Les conditions de rachat éventuel du matériel et du mobilier seront celles fixées à l'article 9.1.

b) du fait de la Ville

1 - Résiliation dans l'intérêt du service

La Ville pourra résilier à tout moment avant terme la convention dans l'intérêt du service moyennant un préavis de 3 mois pleins à dater de la notification donnée par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'occupant pourra alors obtenir une indemnité compensatrice des dépenses justifiées qu'il aura supportées pour l'aménagement des lieux mis à sa disposition.

Le remboursement des installations immobilières (second oeuvre et agencements) se fera sur la base de la valeur non amortie des installations, calculée prorata temporis par rapport à la durée de la convention, cette valeur étant calculée au regard de la réglementation en cours.

Si par suite de la résiliation, des matériels et mobiliers mis en place par l'occupant lui deviennent inutilisables, il pourra obtenir de la Ville que ceux-ci lui soient repris à une «valeur à dire d'expert», sous réserve d'avoir fourni un inventaire précis et détaillé lors de l'état des lieux.

L'exploitant ne bénéficiant pas de la propriété commerciale, aucun dédommagement ne sera dû pour une quelconque perte de clientèle.

2 - Résiliation pour inobservation de la convention

En cas d'inobservation caractérisée de la présente convention faisant l'objet d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, non suivie d'effets dans le délai d'un mois à dater de la réception de celle-ci, en cas de non paiement ou paiement partiel de la redevance pendant six mois consécutifs ou en cas de gestion défectueuse ou de mauvaise tenue générale de l'établissement, la ville peut résilier la convention par simple lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis de deux mois.

En cas de résiliation prononcée en application du présent paragraphe, la Ville prendra de plein droit possession de l'ensemble des installations immobilières par nature ou par destination réalisées par l'exploitant à ses frais, celles-ci étant payées à l'exploitant à leur valeur résiduelle après amortissement.

Pour ce qui concerne les objets mobiliers appartenant à l'occupant, la Ville se réserve le droit d'exiger dans un tel cas :

- soit le maintien en place des objets mobiliers que la Ville estime nécessaire à la continuation des activités autorisées pendant une période de 6 mois. Un inventaire de ces objets sera alors dressé contradictoirement entre la Ville et l'exploitant. En contrepartie, la Ville, ou le nouvel occupant, verseront une indemnité qui sera définie contradictoirement entre les parties,

- soit le rachat à son profit ou au profit d'un tiers désigné par elle, de certains de ces objets dont la liste sera arrêtée par la Ville, moyennant un prix fixé « à dire d'expert ».

La Ville se réserve en outre le droit de demander au tribunal compétent le versement d'une indemnité pour non exécution des obligations contractuelles de l'exploitant.

ARTICLE 10 - Frais de timbre

Les frais de timbre et d'enregistrement et tous autres auxquels pourra donner lieu la présente convention seront à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 11 - Domiciliation - Compétence juridictionnelle

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sont du ressort du Tribunal Administratif de Montpellier.

Pour l'exécution de toutes les clauses de cette convention, l'exploitant fait élection de domicile dans les locaux visés par les présentes.

Montpellier, le

L'occupant,

Pour la Ville,
Madame le Maire

Hélène MANDROUX

APPEL A CANDIDATURE BAR RESTAURANT DU THEATRE JEAN VILAR

Concessionnaire actuel :

SARL La Pratique

Gérante : Caroline Poitevin

Durée de la convention : 3 ans.

Montant annuel redevance 2013 : 1 080 €

Appel d'offre :

Objet : bar restaurant du théâtre municipal Jean Vilar, les soirs de représentation.

Principaux éléments de la convention :

- Objet : exploitation du bar restaurant du théâtre municipal Jean Vilar, les soirs de représentation.
- Durée : 6 ans, du 01/09/2013 au 01/09/2019
- Montant redevance : 135€uros par mois minimum (revalorisation annuelle : 3 %)

Publication dans le Midi Libre des 16 et 18 mai 2013, la Gazette du 16 mai 2013, et sur le site Internet de la Ville du 14 mai au 5 juin 2013.

Pièces du dossier de consultation :

- Projet de convention,
- Règlement de la consultation,

Critères de sélection :

- 1) Dossier personnel (/20)
 - Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration,
 - Connaissance et compréhension du milieu culturel,
 - Motivation du candidat.
- 2) Dossier commercial (/40)
 - Gamme de produits proposés.
 - Politique Tarifaire,
 - Horaires d'ouverture,

- Cohérence du projet par rapport au lieu.
- 3) Dossier financier (/40)
- Viabilité économique du projet
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement,

Réception des offres :

1 offre reçue au 6 juin 2013, avant 17h00 :

- Offre n° 1 : SARL Mon Cuisinier (gérant : Monsieur Emmanuel KASPERSKI)

DOSSIER PERSONNEL
OFFRE N° 1 Monsieur Emmanuel KASPERSKI
<p><u>Expérience professionnelle et connaissance du milieu culturel :</u></p> <p>Le gérant :</p> <p>Etudes : titulaire d'un DESS Finance d'entreprise, licence de marketing.</p> <p>Expérience professionnelle dans le domaine de l'aide aux entreprises ; président de la SCIC SA REPLIC (coopérative d'entreprises), gérant de la Société coopérative d'intérêt collectif « MON CUISINIER » depuis le 01/11/2012.</p> <p>Titulaire du permis d'exploitation (nécessaire à l'activité de restauration).</p> <p>Le Chef de Cuisine :</p> <p>titulaire du BEP, BAC et BTS hôtellerie-restauration (1999).</p> <p>Titulaire de la formation « hygiène alimentaire des établissements de restauration commerciale ».</p> <p>Expérience professionnelle conséquente dans le domaine de l'hôtellerie et la restauration.</p> <p>Note : 8/10</p> <p>Motivation :</p>

Le candidat exploite depuis peu le restaurant (60 couverts) à Pierre Vives à sis à quelques centaines de mètre du théâtre Jean Vilar. Cette extension d'activité permettrait à cette coopérative de pérenniser son activité.

Note : 9/10

Note globale dossier personnel :
17/20

DOSSIER COMMERCIAL	
<u>OFFRE N° 1</u>	
<u>Gamme de produits proposés :</u>	
La gamme de produit est large et variée : sandwiches, tartes salées, salades, soupes, plats chauds, desserts. Produits « faits maison », cuisine de saison, produits locaux. Note 9/ 10	
<u>Politique Tarifaire :</u>	
Les tarifs sont très raisonnables (ticket moyen de 8.5 €): Soupes : 3,5 € Sandwich : 4€ Salades : 6€ Plat du jour et assiettes composées : 8 € Boissons : 2 et 3 €. 18/ 20	
<u>Cohérence du projet par rapport au lieu :</u> le projet est bien adapté au lieu : restauration rapide, « en cas » et carte de boissons (vins, bière, sodas) régionales. Note 8/ 10	
Note globale dossier commercial : 35/40	

DOSSIER FINANCIER	
OFFRE N° 1	
<p><u>Viabilité financière du projet :</u></p> <p>2014 :</p> <p>Le candidat envisage une fréquentation sur la brasserie du théâtre de 300 personnes par mois, pour un ticket moyen de 11 €. Le bilan prévisionnel estime l'activité du restaurant Jean Vilar à hauteur de 16 % du CA global de la société.</p> <p>2015 :</p> <p>Le candidat prévoit une augmentation de la clientèle (320 personnes) et du ticket moyen (12€). Le bilan prévisionnel estime l'activité du restaurant Jean Vilar à hauteur de 19 % du CA global de la société.</p> <p>Note : 18 / 20</p>	
<p><u>Montant des investissements prévus et durée d'amortissement :</u></p> <p>Le candidat envisage d'investir sur le restaurant du théâtre Jean Vilar :</p> <p>3000 € de matériel de cuisine, amortissement sur 7 ans</p> <p>3000 € de mobilier et décoration, amortissement sur 5 ans</p> <p>500 € de matériel de sonorisation, amortissement sur 3 ans.</p> <p>Note : 18 /20</p>	
<p>Note globale dossier financier :</p> <p>36/40</p>	

Synthèse

	OFFRE N° 1
Dossier personnel (note /20)	17
Dossier commercial (note /40)	35
Dossier financier (note /40)	36
TOTAL/100	88

Comme prévu dans le règlement de la consultation, le candidat, M Kasperski, gérant de la société Mon Cuisinier a été reçu le 13 juin en entretien à la Mairie annexe de la Mosson en présence de M. Braemer, Directeur du théâtre, de M Delplanque, Directeur Adjoint de la DCP, de Mmes Lacombe et Fabre, service affaires économiques. Cet entretien a permis à la ville de confirmer l'ensemble des points analysés dans le dossier présenté par le candidat et de préciser au candidat le cadre juridique de la concession.

Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

HALLES 4 SAISONS TRAVAUX DE REFECTION Exonération du loyer du 3^{ème} trimestre des Commerçants de la Halle - Décision - autorisation

Marc DUFOUR rapporte :

La Ville de Montpellier entreprend la dernière phase des travaux d'aménagement des halles quatre saisons. Ceux-ci concerneront principalement une remise en état des façades extérieures, des réseaux d'assainissement et la réfection totale des sanitaires.

Une mise en valeur de l'intérieur des halles sera également réalisée à travers la réfection des sols et un renforcement des éclairages. Ces travaux, même si la plupart des interventions auront lieu en dehors des horaires d'ouverture des étals et pendant la période estivale (du 24 juin 2013 au 31 août 2013) vont générer des nuisances pour les commerçants.

Les étals devront fermer pendant cinq jours par quart pour les travaux de réfection des sols, ainsi que trois jours pour les huit étals devant être raccordés au réseau d'assainissement. Compte tenu de l'impact occasionné sur l'activité de ces commerçants, il est proposé à la Ville d'accorder une mesure d'exonération des loyers du troisième trimestre pour les 34 commerçants des halles.

La perte financière de ressource pour la Ville consécutive à cette mesure s'élève à 37762,5 Euros.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de :

- D'accorder une exonération d'un trimestre de loyers au troisième trimestre 2013 pour les 34 commerçants des halles Quatre Saisons cités dans l'annexe 1.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 23 juillet 2013

Annexe1

4 saisons

N° d'étals	NOM	PRENOM	SURFACE	trimestre loyers
1	ALBACETTE	Jean-Marc	24	954
2	KHEIRDINE	Mohamed El Amin	24	954
3	SARL NONOGRIL	MINGSISOUPHAN Nonkaine	26	1033,5
4	DELAIR	Francis	26	1033,5
7	SCOTTO	Léon	17	675,75
9	SARL L' ORGE	El bachiri samira	22	874,5
10	HERMOUCHE	Malika	33	1311,75
11	SARL TAYSSIR	Berdai Rédouane	22	874,5
12	KHEIRDINE	Khaled	25	993,75
13	DEBZA	Younes	25	993,75
14-15	BOSCH	Gérard	55	2186,25
16	SARL ALTAKWA	ERRAHMANI Hasni	22	874,5
17	ANFAR	Khadija	33	1311,75
18	D KIKA	M Hamed	25	993,75
19	D KIKA	Ali	28	1113
20	CHANSON	Hélène	28	1113
21	MAUGER	Denis	14	556,5
22	FERRANTE	Louis	14	556,5
23	MARSALA	Joseph	42	1669,5
24	MOTTES	Christian	25	993,75
25	SAVEURS DE LA MEDITERRANEE	DOGHRI Mourad	22	874,5
26	HERMOUCHE	Ahmed	46,5	1848,375
27	PIPARO	Laurent	22	874,5
28	GAYRAUD	Stéphane	33	1311,75
29	DUPIN	Jacky	25	993,75
30	BOUALALI	Mohamed	25	993,75
31	BOUALALI	Mustapha	33	1311,75
32	BEN MOUMEN SARL MOP	Yassin	22	874,5
34	EL BOUHALI	Mustapha	40,5	1609,875
35	ABDELLAH	Mounir	25	993,75
36	EL BOUHALI	Bouchra	24	954
37	EN NOUIFI	Mohamed	26	1033,5
38	GOUNTCHEV	Jérôme	26	1033,5
40-41	OUMARIR	Mustapha	50	1987,5
			Coût de la mesure	37762,5

Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Avenant en diminution n°1 au marché 2H87400, relatif aux études de programmation architecturale, scénographique et technique – Projet Cité du Corps Humain

Jacques TOUCHON rapporte :

Le présent avenant a pour objet de modifier en diminution le contenu et le montant financier de la mission d'études de programmation architecturale et scénographique confiée au groupement solidaire Polyprogramme (mandataire), Abaque (co-traitant) par délibération du conseil municipal du 1^{er} octobre 2012.

A l'issue de la mission de scénographie générale et au vu de la complexité du propos scientifique à développer il est apparu au Maître d'ouvrage que la mission de scénographie détaillée pouvait être plus efficacement traitée par un collège de spécialistes scientifiques travaillant avec un scénographe. Cette question a été débattue avec le groupement et il a été convenu que le marché, tout en conservant le même objet et sans dénaturer les missions principales pour ce qui relève de la programmation architecturale et technique, serait réaménagé de la façon suivante :

Phase 2, mission 3 : annulation du restant de la mission programme scénographique ; remplacement du restant de cette mission par une mission de recherche de contenus scientifiques sur les trois thèmes suivants : corps et alimentation ; corps et milieux ; quel corps pour demain ?

Phase 3, mission 4 : annulation de la mission assistance en phase concours pour la partie scénographique ; maintien de la mission assistance et reprise de l'esquisse en phase concours pour la partie architecturale ;

Phase 4, mission 5 : la phase 4 « autres assistances en phase étude et réalisation » ne sera pas exécutée.

Le montant et la ventilation financière entre les membres du groupement seront également modifiés.

Montant total initial du marché : 193 130 euros HT

Montant de la diminution : 78 110 euros HT

Nouveau montant total du marché après diminution : 115 020 euros HT

Pourcentage de la diminution en référence au montant initial du marché : 40.44 %

La répartition des rémunérations sera ventilée comme suit :

Phase 2 :

Mission 2 Polyprogramme : 15 515 euros HT

Mission 3 Abaque : 11 560 euros HT

Phase 3 :

Mission 4 Polyprogramme : 22 530 euros HT

L'avenant en diminution et la nouvelle décomposition des prix par phase, mission et co-traitants sont portés en annexe de la délibération.

La durée d'exécution du présent contrat est portée à :

- achèvement au 15 octobre 2013 de la phase 2, mission 3 telle que redéfinie par l'avenant n°1 pour Abaque ;
- achèvement de la phase 3, mission 4 pour Polyprogramme.

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

d'adopter l'avenant en diminution n°1 au marché 2H874001, relatif aux études de programmation architecturale, scénographique et technique – Projet Cité du Corps Humain ;

D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué, à signer cet avenant en diminution et tout document relatif à cette affaire ;

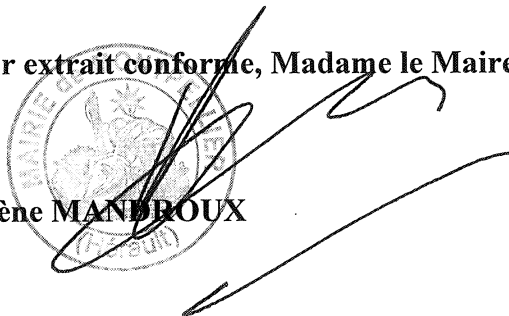
De dire que cet avenant en diminution concerne le budget d'investissement 2013 de la Ville de Montpellier : Mission Grands Equipements – Chapitre 903

Le Conseil adopte.

Publiée le : 23 juillet 2013

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



AVENANT EN DIMINUTION N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché : Groupement POLYPROGRAMME, mandataire, sis 60, Boulevard de Sébastopol, 75003 Paris / ABAQUE, co-traitant.

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché : Cité du Corps Humain à Montpellier – Etude de programmation architecturale et scénographique.

N° du marché : appel d'offre ouvert n°2H874001

Notifié le : 15 octobre 2012

***Montant initial du marché* : 193 130.00 Euros HT**

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :/...../.....

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1 – Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier en diminution le contenu et le montant financier de la mission d'études de programmation architecturale et scénographique confiée au groupement solidaire Polyprogramme (mandataire), Abaque (co-traitant).

L'avenant est passé pour le motif suivant :

Historique du marché : le contrat initial prévoyait quatre phases et cinq missions :

Phase 1, mission 1 : établissement du programme général architectural et scénographique.

Phase 2, mission 2 : programme détaillé architectural

Phase 2, mission 3 : programme scénographique

Phase 3, mission 4 : assistance en phase concours pour les parties architecturale et scénographique

Phase 4, mission 5 : autres assistances en phase étude et réalisation.

Aujourd'hui : l'avancement des études est le suivant :

Phase 1 mission 1 : total achèvement

Phase 2 mission 2 : total achèvement

Phase 2 mission 3 : entamée

Phase 3 mission 4 : assistance en phase concours débutée pour la partie architecturale.

Phase 4 mission 5 : non entamée.

Après que la mission de programmation scénographique a été entamée et au vu de la complexité du propos scientifique à développer, il est apparu au Maître d'ouvrage que la mission de scénographie détaillée pouvait être plus efficacement traitée par un collège de spécialistes scientifiques travaillant avec

un scénographe. Cette question a été débattue avec le groupement et il a été convenu de réaménager le marché de la façon suivante :

- arrêt des études pour la partie scénographie ;
- transformation du restant de la mission 3 programme scénographique en mission recherche de contenu ;
- poursuite de la mission 4 assistance en phase concours et reprise de l'esquisse pour la partie architecturale ;
- arrêt des études au-delà de la mission 4.

Le contrat porte désormais sur la mission ainsi reformulée :

Phase 2, mission 3 : annulation du restant de la mission programme scénographique ; remplacement du restant de cette mission par une mission de recherche de contenus scientifiques sur les 3 thèmes suivants : corps et alimentation ; corps et milieux ; quel corps pour demain ?

Phase 3, mission 4 : annulation de la mission assistance en phase concours pour la partie scénographique ; maintien de la mission assistance et reprise de l'esquisse en phase concours pour la partie architecturale ;

Phase 4, mission 5 : la phase 4 « autres assistances en phase étude et réalisation » ne sera pas exécutée.

ARTICLE 2 – Montant de l'avenant

Le montant et la ventilation financière entre les membres du groupement sont également modifiés. La répartition des rémunérations sera ventilée comme suit :

Phase 2 :

Mission 2 Polyprogramme : 15 515 euros HT

Mission 3 Abaque : 11 560 euros HT

Phase 3 :

Mission 4 Polyprogramme : 22 530 euros HT

Montant de la diminution : 78 110 euros HT

Nouveau montant total du marché après diminution : 115 020 euros HT

Pourcentage de la diminution en référence au montant initial du marché : 40.44 %

La nouvelle décomposition des prix par phase, mission et co-traitants est portée en annexe.

ARTICLE 3 - Délais

La durée d'exécution du présent contrat est portée à :

- achèvement au 15 octobre 2013 de la phase 2, mission 3 telle que redéfinie par l'avenant n°1 pour Abaque ;
- achèvement de la phase 3, mission 4 pour Polyprogramme.

ARTICLE 4 :

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

D. Signatures des parties

A Montpellier, le

Pour le groupement,
POLYPROGRAMME (mandataire),

Madame Valérie SAINTE MARIE GAUTHIER

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué,

Monsieur Jacques TOUCHON

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Cité du Corps Humain - Quartier Parc Marianne Lancement d'un dialogue compétitif en vue de la définition du projet muséographique des expositions permanentes et fixation des primes

Jacques TOUCHON rapporte :

Conformément à la délibération n°2011/636, approuvée par le Conseil Municipal du 16 décembre 2011, autorisant le lancement des études préalables au projet de Cité du Corps Humain, et afin de respecter le calendrier des études, il est nécessaire d'étudier la programmation scénographique des expositions permanentes de la Cité du Corps Humain.

En raison de sa complexité technique, -en ce sens que le concept même de Cité du Corps Humain met en jeu une multiplicité de disciplines et peut faire appel à des moyens de médiation, choix d'objets et illustrations très variés-, le programme muséographique n'a été que partiellement défini lors de la phase précédente. Les choix que requiert sa finalisation nécessitent en effet une totale cohérence entre le fond (les contenus choisis) et la forme (la mise en scène de ces contenus). Or, sans confrontation préalable du fond avec les différents médias susceptibles d'en traduire la forme, le maître d'ouvrage n'est pas en mesure de déterminer a priori la meilleure formulation du programme.

Au vu de cette complexité, et pour aboutir à la formulation d'un projet muséographique complet, la Ville de Montpellier envisage de recourir pour la programmation scénographique des expositions permanentes à une procédure de dialogue compétitif en application des articles 67 et 36 du code des marchés publics.

A l'issue d'une phase de sélection des candidatures, cette procédure autorise la maîtrise d'ouvrage à engager le dialogue avec les équipes admises pour faire évoluer chacun des projets. Dans le cas présent il est proposé de sélectionner trois candidats admis à participer au dialogue compétitif. Au cours des différentes phases du dialogue il sera demandé aux trois candidats sélectionnés de produire de nombreux documents accompagnés de pré-chiffrages, de plans et d'esquisses. Dans ces conditions, il est proposé de verser à chacun des candidats

admis une prime correspondant à l'importance de ces demandes. Compte-tenu de la complexité générale de cette étude, il est proposé de fixer cette prime à 20 000 euros TTC par candidat admis à dialoguer.

Sur le plan pratique, un catalogue raisonné, mais excédentaire, de thèmes, œuvres, médias, principes de jeux, sujets de débat, trames de synopsis, programmes didactiques, sera mis à disposition des candidats. Ce catalogue est le constituant principal du « projet partiellement défini » sur la base duquel s'engagera le dialogue.

Le dialogue compétitif aura comme objectif d'assurer le bon achèvement du programme muséographique en développant des solutions propres à assurer sa transcription scénographique dans le respect des contenus validés par le conseil d'orientation scientifique et dans celui de l'enveloppe financière allouée à la scénographie des expositions permanentes de la Cité du Corps Humain (5 millions d'euros).

En affinant le choix des thématiques, en mettant en scène les parcours, et en chiffrant les propositions développées, chacun des candidats invitera le maître d'ouvrage à infléchir les choix des moyens de médiation, œuvres, dispositifs ludiques et interactifs, en fonction de la tonalité générale apportée au projet (linéarité ou foisonnement des parcours, continuité ou ruptures dans les ambiances, place donnée au son, à l'image animée et aux attractions scéniques, moyens d'intéresser les différents publics et âges...). Cette succession d'échanges permettra au maître d'ouvrage de faire évoluer chacun des projets jusqu'au choix final.

A l'issue du dialogue compétitif, qui aura permis de choisir la solution adaptée au bon achèvement du projet muséographique, la prestation attendue dans le cadre de ce marché sera la suivante : la conduite des études scénographiques et production des lots scénographiques sur l'espace de présentation permanente, d'une superficie de 2000 m2 environ, lequel comprend d'une part un parcours muséographique de référence, et d'autre part un plateau d'expérimentation destiné notamment aux jeunes publics, avec dispositifs scéniques immersifs et interactifs. La mission de scénographie comprend la totalité du traitement de l'espace de présentation permanente, à partir des plateaux bruts livrés par la maîtrise d'œuvre bâtiment. La mission de scénographie consiste à accompagner le maître d'ouvrage pour achever la définition du projet en mettant en cohérence le programme de la présentation permanente avec le parti scénographique retenu suite au dialogue, puis à réaliser les études, le suivi de réalisation et la réception des lots scénographiques, qui seront confiés à des entreprises et prestataires spécialisés.

Conduite des études scénographiques et production des lots scénographiques :

La mission sera décomposée ainsi qu'il suit :

- Définition du parti scénographique (DPS)
- Avant-projet sommaire (APS)
- Avant-projet définitif (APD)
- Projet / Documents de consultation des entreprises (PRO/DCE)
- Assistance aux contrats de réalisation (ACR)
- Direction de l'exécution des réalisations (DER)
- Assistance aux opérations de réception (AOR)

La durée envisagée du marché est de 5 ans, y compris interventions en année de parfait achèvement.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

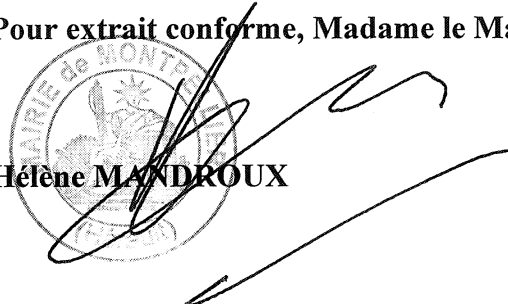
-d'autoriser, en application des articles 67 et 36 du code des marchés publics, le lancement d'une procédure de dialogue compétitif portant sur la définition du projet scénographique des expositions permanentes de la Cité du Corps Humain. Cette procédure sera ouverte aux bureaux d'études spécialisés dans les domaines concernés par la mission ;

- de fixer à trois le nombre de candidats admis, après la phase de sélection, à participer à ce dialogue compétitif ;
- de fixer le montant de la prime verser à chacun des candidats ayant mené à bien le dialogue compétitif à 20 000 euros TTC ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement 2013 de la Ville de Montpellier : Mission Grands Equipements – Chapitre 903 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur Jacques TOUCHON, adjoint délégué à la Culture Scientifique et Technique, à la Prévention, à la Santé, à l'Environnement et à la Biodiversité, à signer le marché avec le prestataire titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

The image shows a circular official stamp of the 'MAIRIE de MONTPELLIER' (Municipality of Montpellier). Overlaid on the stamp is a large, stylized handwritten signature in black ink, which appears to be 'Hélène Mandroux'. The signature starts with a large loop and extends across the stamp.

Publiée le : 23 juillet 2013

Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement TOTAL RAFFINAGE MARKETING Consultation du public

Jacques TOUCHON rapporte :

Par Arrêté Préfectoral n° 2013-1-961 en date du 24 mai 2013, Monsieur le Préfet de l'Hérault a ordonné l'ouverture d'une consultation du public, qui se déroulera du lundi 24 juin 2013 au lundi 22 juillet 2013 inclus, à l'égard de la demande formulée par Monsieur PROST, Responsable Service Méthodes, Ingénieries et Back Office de la société TOTAL RAFFINAGE ET MARKETING, dont le siège social est situé à Puteaux- La Défense (92069), 24 cours Michelet, La Défense 10. Elle concerne la demande d'enregistrement au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, (ICPE), déposée par la société TOTAL RAFFINAGE ET MARKETING pour l'exploitation d'une station-service de distribution de carburant, Relais d'Aiguelongue, sis 459 avenue de la Justice de Castelnau (reconstruction d'une installation existante) à Montpellier.

Cette exploitation est soumise à enregistrement et relève du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement, sous les rubriques 1412, 1432 et 1435 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier doit rendre un avis concernant l'enregistrement de cette ICPE située sur le territoire communal sis 459 avenue de la Justice de Castelnau. (reconstruction d'une installation existante).

Sous réserve des prescriptions techniques suivantes :

- ♦ que la tranquillité du voisinage (respect de la réglementation en vigueur) soit assurée 7j/7 et 24h/24, pour l'activité de lavage des véhicules légers.
- ♦ que de nouvelles mesures sonométriques soient réalisées, en périodes plus critiques, (trafic routier faible) afin de s'assurer du respect de la réglementation en vigueur.

- ♦ que les installations permettant de prévenir les pollutions, de type débourbeur-séparateur d'hydrocarbures, détecteur de fuites des cuves, récupérateur de vapeur, soient en état de fonctionnement optimal permanent.
- ♦ que l'étanchéité des cuves de stockage d'hydrocarbures soit totale et contrôlée.
- ♦ que les prescriptions du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault soient scrupuleusement respectées.

et après examen du dossier, dont les conclusions techniques sont annexées à la présente,

Il est proposé au Conseil Municipal :

-d'émettre un avis favorable à l'exploitation de ces installations.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 23 juillet 2013



Annexe : Rapport Technique

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement Société Total Raffinage et Marketing Enregistrement relatif à l'exploitation d'une station-service de distribution de carburant TOTAL (reconstruction d'une installation existante)

Par Arrêté Préfectoral n° 2013-1-961 en date du 24 mai 2013, Monsieur le Préfet de l'Hérault a ordonné l'ouverture d'une consultation du public, qui se déroulera du lundi 24 juin 2013 au lundi 22 juillet 2013 inclus, à l'égard de la demande formulée par Monsieur PROST, Responsable Service Méthodes, Ingénieries et Back Office de la société TOTAL RAFFINAGE ET MARKETING, dont le siège social est situé à Puteaux La Défense (92069), 24 cours Michelet, La Défense 10. Elle concerne la demande d'enregistrement, au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) déposée par la société TOTAL RAFFINAGE ET MARKETING pour l'exploitation d'une station-service de distribution de carburant, Relais d'Aiguelongue, sis 459 Avenue de la Justice de Castelnau (reconstruction d'une installation existante) à Montpellier.

Cette exploitation est soumise à enregistrement et relève du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement, sous les rubriques 1412, 1432 et 1435 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Rubrique 1435 :

(Rubrique créée par le Décret n° 2010-367 du 13 avril 2010)

L'activité de station-service où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur notamment, relève du régime de l'enregistrement.

Station-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.

Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué étant :	
1. Supérieur à 8 000 m ³ ;	(A-1)
2. Supérieur à 3 500 m ³ mais inférieur ou égal à 8 000 m ³ ;	(E)
3. Supérieur à 100 m ³ mais inférieur ou égal à 3 500 m ³ .	(DC)

Ce régime d'autorisation simplifiée a été finalisé par l'ordonnance n° 2009-663 du 11 juin 2009, comme prévu par l'article 27 de la loi n°2009-179 du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissements publics et privés.

Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. Cependant, **ce régime ne concernera que les installations standardisées ne présentant pas de risques accidentels ou chroniques trop importants et qui ne font pas l'objet d'une opposition locale.**

Le régime d'enregistrement a été instauré par le Décret 2010-368 du 13 avril 2010. Ce Décret fixe la procédure en modifiant le Code de l'Environnement par une nouvelle section « Installations Soumises à Enregistrement ». La demande d'enregistrement est détaillée en listant les éléments à intégrer au dossier de demande (dénomination de la personne, éléments cartographiques, justification des demandes de permis de construire et d'autorisation de défrichement, justification des conditions de fonctionnement, etc...).

Rubrique 1432.2.b :

(Rubrique modifiée par le Décret n° 2006-678 du 8 juin 2006)

L'activité de stockage de liquides inflammables en réservoirs manufacturés relève du Régime de Déclaration à contrôle périodique (Déclaration Contrôlée).

Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés).

1. Lorsque la quantité stockée de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 susceptible d'être présente est :	
a) Supérieure ou égale à 50 t pour la catégorie A	(AS-4)
b) Supérieure ou égale à 5 000 t pour le méthanol	(AS-4)
c) Supérieure ou égale à 10 000 t pour la catégorie B, notamment les essences y compris les naphtes et kérosènes, dont le point éclair est inférieur à 55 °C (carburants d'aviation compris)	(AS-4)
d) Supérieure ou égale à 25 000 t pour la catégorie C, y compris les gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles) et les kérosènes, dont le point éclair est supérieur ou égal à 55 °C	(AS-4)
2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 :	
a) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m ³	(A-2)
b) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	(DC)

Le volume total équivalent étant de 15.20 m³, cette activité est bien soumise au régime de Déclaration Contrôlée.

Rubrique 1412 :

L'activité de stockage de gaz inflammables liquéfiés en réservoir manufacturé n'est pas classé compte-tenu du volume stocké (0.52T).

Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature :

Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température.

1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t	(AS - 4)
2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	
a) Supérieure ou égale à 50 t	(A - 2)
b) Supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t	(D C)

Au regard des éléments du présent dossier, les principaux risques pour l'environnement sont les suivants :

- **Nuisances sonores:**

L'étude acoustique réalisée ne concerne que le fonctionnement de l'aire de lavage de jour.

Le niveau sonore résiduel pris est particulièrement élevé compte-tenu du créneau horaire choisi (10h30-13h00) même si l'indice fractal L₉₀ a été pris en compte dans les calculs.

Par conséquent, il est impératif de s'assurer que les émergences sonores restent conformes à la réglementation y compris dans des périodes de moindre trafic routier (dimanche, jours fériés, fin de journée...).

- **Risque foudre :**

La présence sur le site de liquides inflammables et explosifs nécessite la mise en place d'un dispositif de protection de l'installation notamment contre les impacts de foudre en cas d'orage.

Une étude a été confiée au Cabinet SEFTIM afin d'étudier le risque foudre et l'exposition de cette installation classée à ce dernier. Il en découle une série de prescriptions et de mesures à mettre en place que le pétitionnaire devra respecter, à savoir, la mise en place d'un Système de Protection Foudre de niveau 3, adapté à une telle structure (protection de l'auvent contre les impacts directs, protection du poste de dépotage et du séparateur, protection des lignes d'énergie et de signaux...).

- **Risque de pollution du milieu : eau, sol, air**

D'après les données du site Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN), le site ne se situe pas dans une zone classée Natura 2000 (constituée des Zones de Protection Spéciales, des Sites d'Importance Communautaire et des Zones Spéciales de Conservation).

Cependant elle se trouve à proximité des limites des sites suivants :

- Saint Georges d'Orques
- Le Pic Saint Loup
- La Montagne de la Moure et le Causse d'Aumelas
- L'Etang de Mauguio
- Les Posidonies de la Côte Palavasienne

Ces sites étant des Sites d'Importance Communautaire.

La manipulation, le stockage et la distribution de carburants ainsi que l'activité de lavage des véhicules légers peuvent être à l'origine de pollution du milieu et en particulier pollution des sols, des eaux et de l'air.

Les mesures suivantes permettent de limiter l'impact de cette Installation Classée sur l'environnement :

Concernant l'eau et les sols :

- Le stockage des produits inflammables liquides se fait en réservoir manufacturé double enveloppe, avec détecteur de fuites, comme prescrit par la réglementation. Ces réservoirs doivent ensuite être placés dans une fosse, étanche et fermée, avec détecteur de fuites.

A l'issue du réaménagement, les réseaux internes de la station-service seront, comme c'est le cas actuellement, strictement séparatif : les eaux usées seront collectées, drainées et rejetées via deux réseaux distincts.

- Les eaux de ruissellement de la piste de distribution de carburants dites Eaux Huileuses ainsi que les eaux usées provenant de l'établissement sont pré-traitées par l'intermédiaire d'un séparateur-débourbeur d'hydrocarbures avant de rejoindre le réseau principal.
- Les eaux pluviales peu ou pas polluées (eaux de toiture, eaux des voies de circulation) sont quant à elles récupérées par un réseau spécifique et ne subissent pas de prétraitement dans l'emprise de la station-service.

Il faut également préciser que les eaux de lavage de véhicules légers sont considérées comme des eaux usées industrielles ou non domestiques. Par conséquent, la société TOTAL raffinage

et marketing doit faire une demande d'autorisation de déversement à Communauté d'Agglomération de Montpellier, au titre de l'article L.1331-10 du Code de La Santé Publique.

Concernant l'air :

Lors de la distribution de carburant des pompes vers les véhicules, ou des camions citernes vers les cuves, des composés organiques volatiles sont dégagés sous forme de vapeurs, ce qui peut altérer la qualité de l'air et affecter l'environnement local en fonction de sa vulnérabilité.

Un système de récupération des vapeurs émises sera mis en place sur le site projeté (système SCG Rétrofit VR).

- **Risque incendie et explosion :**

Cette problématique est gérée de manière spécifique par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS 34).

Les prescriptions du SDIS 34 devront être prises en compte et strictement respectées en matière de sécurité incendie.

Le dossier d'enregistrement indique la présence de poteaux incendie en nombre et puissance conformes à la réglementation en vigueur.

Un dispositif d'extinction automatique des feux avec détecteur, un système d'arrêt d'urgence des pompes de distribution ainsi que des dispositifs mobiles tels que des extincteurs seront mis en place sur la station-service.

Les certificats ATEX des équipements tels que les sondes, les appareils de distribution...sont fournis dans le dossier.

Après étude du dossier, il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable à l'exploitation de ces installations, sous réserve que :

- La tranquillité du voisinage (respect de la réglementation en vigueur) soit assurée 7j/7 et 24h/24, pour l'activité de lavage des véhicules légers.

De nouvelles mesures sonométriques devront être réalisées, en périodes plus critiques, (trafic routier faible) afin de s'assurer du respect de la réglementation en vigueur.

- Les installations permettant de prévenir les pollutions de type débourbeur-séparateur d'hydrocarbure, détecteur de fuites des cuves, récupérateur de vapeur, soient en état de fonctionnement optimal permanent.
- L'étanchéité des cuves de stockage d'hydrocarbures soit totale et contrôlée.
- Les prescriptions du SDIS 34 soient scrupuleusement respectées.



PRÉFET DE L'HÉRAULT

Installations classées pour la protection de l'environnement

AVIS DE CONSULTATION DU PUBLIC

sur la demande formulée par la société **TOTAL RAFFINAGE & MARKETING**, dont le siège est situé à **PUTEAUX LA DEFENSE (92069)**, 24 cours Michelet, La Défense 10, en vue d'obtenir l'enregistrement relatif à l'exploitation d'une station-service de distribution de carburant **TOTAL** (reconstruction d'une installation existante) située à **MONTPELLIER (34090)**, Relais d'Aiguelongue, 459 avenue de la Justice de Castelnau, relevant de la rubrique n° 1435 (*station-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteurs, de bateaux ou d'aéronefs*) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Cette demande d'enregistrement sera soumise à une consultation du public du lundi 24 juin 2013 au lundi 22 juillet 2013 inclus.

Pendant toute la durée de la consultation, le dossier ainsi qu'un registre de consultation seront déposés à la mairie de **MONTPELLIER**, commune d'implantation de l'installation, et tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie (*lundi, mardi, mercredi et vendredi : de 8h30 à 17h30 - jeudi : de 10h à 19h*).

Les personnes intéressées pourront prendre connaissance du dossier et consigner si elles le souhaitent leurs observations sur le registre, ou les adresser par écrit au Préfet, avant la fin du délai de consultation, à l'adresse suivante :

Préfecture de l'Hérault
Direction des Relations avec les Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement
34 place des Martyrs de la Résistance
34062 MONTPELLIER Cedex 2

La seule commune comprise dans le périmètre de la consultation est **MONTPELLIER**.

A l'issue du délai imparti pour l'instruction de la demande, la décision relative à cette demande d'enregistrement sera prise par le Préfet de l'Hérault. L'installation pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales, ou d'un arrêté préfectoral de refus.

Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Exercice 2013 - Affectation des résultats 2012 au Budget Principal et au Budget annexe du parking de l'Hôtel de Ville

Max LEVITA rapporte :

L'instruction comptable M14 précise que l'affectation du résultat de l'exercice clos doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal.

Les résultats du Budget Principal et du Budget Annexe du Parking de l'Hôtel de Ville sont retracés dans la délibération en date du 17 juin 2013 portant adoption du Compte Administratif 2012.

I- Budget principal

Le résultat de fonctionnement 2012 constaté est de 44 229 425.12 euros. Il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2013 :

- Pour 9 998 327.86 euros en section de fonctionnement
- Pour 34 231 097.26 euros en section d'investissement

Le besoin de financement 2012 de la section d'investissement constaté est de 17 569 932.56 euros, il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2013 :

- Pour 17 569 932.56 euros en section d'investissement

II- Budget annexe parking de l'Hôtel de Ville

Le résultat d'exploitation 2012 constaté est de 521 018.83 euros. Il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2013 :

- Pour 521 018.83 euros en section d'exploitation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- Adopter l'affectation du résultat 2012 au Budget Principal,
- Adopter l'affectation du résultat 2012 au Budget Annexe du Parking de l'Hôtel de Ville.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 23 juillet 2013



Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Exercice 2013 - Création et modification des Autorisations de Programme

Max LEVITA rapporte :

Par délibération n°2012/632 du 17 décembre 2012, la Ville a adopté le règlement de gestion financière des dépenses d'équipement en Autorisation de Programme (AP) /Crédits de Paiement (CP).

Comme indiqué dans ce règlement, les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil Municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Par délibération n°2013/2 du 4 février 2013, le Conseil Municipal a approuvé la création des AP ci-dessous au titre de l'exercice 2013.

Dans le cadre du Budget Supplémentaire, la Ville souhaite, d'une part, revoir le montant de certains programmes, et d'autre part, décide d'en créer deux nouvelles, la première pour la réhabilitation de la cuisine centrale et la seconde pour la construction des vestiaires de Grammont.

Le montant de chacune des Autorisations de Programme pour 2013 est arrêté à la somme de :

N°	Programme	AP globale au BP 2013	Variation AP au BS 2013	AP globale et proposée 2013
2013I01	PLAN ECOLE REUSSITE	2 260 000		2 260 000
2013I02	RENOVATION ECOLES DAVILER / KERGOMARD	1 000 000		1 000 000
2013I03	CRECHE DES ARCEAUX	1 830 000		1 830 000
2013I04	RENOVATION SALLE LOUIS FEUILLADE	650 000		650 000
2013I05	MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	625 000		625 000
2013I06	HALLES DES 4 SAISONS	883 100		883 100
2013I07	ACCOMPAGNEMENT TRAVAUX EDF	500 000		500 000
2013I08	RENOVATION TUNNEL COMEDIE	3 224 680		3 224 680
2013I09	PLAN LOCAL DE DEPLACEMENT	6 700 000	-700 000	6 000 000
2013I10	SCHEMA VERDANSON	1 100 000		1 100 000
2013I11	RUE PAUL RIMBAUD PLUVIAL	1 193 263		1 193 263
2013I12	REQUALIFICATION CITE GELY	5 077 612		5 077 612
2013I13	MODERATION VITESSE ABORDS ECOLES	2 505 000		2 505 000
2013I14	VOIES DESSERTE ILOTS PRIORITAIRES	2 000 000		2 000 000
2013I15	RUE PAUL RIMBAUD ANRU CEVENNES	1 435 000		1 435 000

2013I16	ACCESSIBILITE ESPACES PUBLICS	2 103 000		2 103 000
2013I17	PISTES CYCLABLES	2 060 000		2 060 000
2013I18	AVENUE DU PONT TRINQUAT	2 685 000		2 685 000
2013I19	ERP DARWIN	7 285 000		7 285 000
2013I20	BD JEU DE PAUME	5 600 000	-3 500 000	2 100 000
2013I21	OPAH COPRO LES CEVENNES	1 799 555		1 799 555
2013I22	PRU CEVENNES SUBVENTIONS	6 491 055		6 491 055
2013I23	PLACE TRITONS	1 265 000		1 265 000
2013I24	ALLEE DU TIERS ETAT	757 211		757 211
2013I25	SUBVENTION CG BLAYAC	2 100 000		2 100 000
2013I26	OPERATION CAMPERIOLS	600 000		600 000
2013I27	ACTION FONCIERE	10 000 000		10 000 000
2013I28	RAVALEMENT SUBVENTIONS	600 000		600 000
2013I29	OPAH ANIMATION	1 039 000		1 039 000
2013I30	PRU CENTRE	747 000		747 000
2013I31	PONT VIALLETON	1 500 000		1 500 000
2013I32	REHABILITATION CUISINE CENTRALE		5 000 000	5 000 000
2013P01	ECOLE BEETHOVEN -LES GRISETTES	7 083 756	-350 000	6 733 756
2013P02	ECOLE CHENGDU -REPUBLIQUE	7 010 000	-280 000	6 730 000
2013P03	GESTION ELECTRONIQUE DES ARCHIVES	500 000		500 000
2013P04	ACQUISITION ET TRAVAUX ARCHIVES	7 000 000		7 000 000
2013P05	CITE DE LA JEUNESSE	6 000 000		6 000 000
2013P06	CITE DES METIERS	500 000		500 000
2013P07	CITE DU CORPS HUMAIN	37 032 946		37 032 946
2013P08	PROJET URBAIN	530 000		530 000
2013P09	PV ELECTRONIQUES	598 600		598 600
2013P10	VIDEO PROTECTION	533 000	180 000	713 000
2013P11	BD NINA SIMONE ZAC PARC MARIANNE	16 100 000		16 100 000
2013P12	AVENUE RAYMOND DUGRAND ZAC PARC	9 305 429		9 305 429
2013P13	ZAC NOUVEAU ST ROCH	10 360 731		10 360 731
2013P14	PAE MARQUEROSE	3 001 326		3 001 326
2013P15	PAE AQUEDUC RUE DENIZOT	1 250 743		1 250 743
2013P16	EAI	16 640 600		16 640 600
2013P17	GARE ST ROCH	6 237 199		6 237 199
2013P18	ST CHARLES TRAVAUX	1 435 000		1 435 000
2013P19	PAE ST LAZARE	3 067 000		3 067 000
2013P20	ZAC NOUVEAU ST ROCH PARKING	22 724 000		22 724 000
2013P21	PONT DE LA REPUBLIQUE ZAC RIVE GAUCHE	7 992 000		7 992 000
2013P22	CONCESSION AMENGAGEMENT GRAND	7 685 000		7 685 000
2013P23	VESTIAIRES DE GRAMMONT		2 150 000	2 150 000
Total		250 202 806	2 500 000	252 702 806

La ventilation des Crédits de Paiement par Autorisation de Programme est indiquée à titre informatif en annexe.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification du montant des Autorisations de Programme votées en Conseil Municipal du 4 février 2013,
- approuver la création des Autorisations de Programme n°2013I32 et 2013P23,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDELOUX

Publiée le : 23 juillet 2013

Séance publique du lundi 22 juillet 2013

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Exercice 2013- Budget Supplémentaire 2013 de la Ville de Montpellier Budget principal et budget annexe

Max LEVITA rapporte :

Depuis le vote du Budget Primitif 2013 adopté le 4 février 2013 et de la Décision Modificative du 25 mars 2013, il convient d'ajuster certains crédits dans le cadre du Budget Supplémentaire.

Ce dernier permet en outre reprendre les reports de crédits ainsi que le résultat de l'exercice 2012.

Le Budget Supplémentaire 2013 se présente de la façon suivante :

I- BUDGET PRINCIPAL

Le Budget Supplémentaire du Budget Principal s'élève à **147 125 485.74** euros.

- **Section d'investissement**

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à **132 757 769.58** euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2013
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	6 193 378.80	-1 284 519.66	4 908 859.14
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	432 216.33	423 400.00	855 616.33
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	3 881 200.41	3 105 283.66	6 986 484.07
903	CULTURE	1 647 557.27	-66 000.00	1 581 557.27
904	SPORT ET JEUNESSE	1 964 436.76	-980 000.00	984 436.76
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	58 580.92	261 000.00	319 580.92
906	FAMILLE	580 147.23	-30 000.00	550 147.23
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	19 736 126.42	828 467.49	20 564 593.91
909	ACTION ECONOMIQUE	188 711.19	100 000.00	288 711.19
910	OPERATIONS PATRIMONIALES		67 084 509.00	67 084 509.00
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES		10 031 500.00	10 031 500.00
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		1 001 374.00	1 001 374.00
917	OPERATIONS SOUS MANDAT	30 467.20		30 467.20
001	SOLDE DE L'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE		17 569 932.56	17 569 932.56
TOTAL		34 712 822.53	98 044 947.05	132 757 769.58

Chapitre	RECETTES D'INVESTISSEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2013
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	1 979.40	-345 000.00	-343 020.60
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	10 000.00	21 869.58	31 869.58
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	22 142.50	70 000.00	92 142.50
903	CULTURE	1 313 640.20	-67 816.00	1 245 824.20
904	SPORT ET JEUNESSE	200 000.00	38 849.00	238 849.00
906	FAMILLE	822 347.00	133 810.24	956 157.24
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	2 381 548.73	6 915 830.51	9 297 379.24
909	ACTION ECONOMIQUE	300 000.00		300 000.00
910	OPERATIONS PATRIMONIALES		67 084 509.00	67 084 509.00
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	13 000 000.00	-7 971 095.80	5 028 904.20
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES		32 983 408.26	32 983 408.26

914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		5 198 368.00	5 198 368.00
919	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		6 643 378.96	6 643 378.96
95	PRODUITS DE CESSIONS D'IMMOBILATIONS		4 000 000.00	4 000 000.00
TOTAL		18 051 657.83	114 706 111.75	132 757 769.58

- **Section de fonctionnement**

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à **14 367 716.16** euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2013
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	144 400.00	1 337 926.00	1 482 326.00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES		-27 148.00	-27 148.00
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	74 669.00	572 620.00	647 289.00
923	CULTURE	14 600.00	131 000.00	145 600.00
924	SPORT ET JEUNESSE	352 137.00	-154 800.00	197 337.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	92 394.00	140 000.00	232 394.00
926	FAMILLE		322 500.00	322 500.00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	12 465.00	671 293.20	683 758.20
929	ACTION ECONOMIQUE	12 000.00	62 000.00	74 000.00
931	OPERATIONS FINANCIERES		-1 200 000.00	-1 200 000.00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES		-7 087.00	-7 087.00
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		5 198 368.00	5 198 368.00
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS		-25 000.00	-25 000.00
939	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		6 643 378.96	6 643 378.96
Total		702 665.00	13 665 051.16	14 367 716.16

Chapitre	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2013
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES		362 114.00	362 114.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE		30 000.00	30 000.00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT		542 891.80	542 891.80
931	OPERATIONS FINANCIERES		60 219.50	60 219.50
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES		3 079 161.00	3 079 161.00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES		-706 372.00	-706 372.00

934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		1 001 374.00	1 001 374.00
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		9 998 327.86	9 998 327.86
TOTAL		0.00	14 367 716.16	14 367 716.16

II- BUDGET ANNEXE D'EXPLOITATION DU PARKING DE L'HOTEL DE VILLE

Le Budget Supplémentaire du Budget annexe du parking de l'Hôtel de Ville s'élève à **696 018** euros.

- Section d'exploitation**

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à **521 018** euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	DEPENSES D'EXPLOITATION	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2013
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL		10 000.00	10 000.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES		30 000.00	30 000.00
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS		306 018.00	306 018.00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		175 000.00	175 000.00
Total		0.00	521 018.00	521 018.00

Chapitre	RECETTES D'EXPLOITATION	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2013
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		521 018.00	521 018.00
Total		0.00	521 018.00	521 018.00

- Section d'investissement**

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à **175 000.00** euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2013
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		175 000.00	175 000.00
Total		0.00	175 000.00	175 000.00

Chapitre	RECETTES D'INVESTISSEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2013
021	VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		175 000.00	175 000.00
Total		0.00	175 000.00	175 000.00

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2013 du Budget Principal par chapitre en section d'investissement et en section de fonctionnement,
- approuver le Budget Supplémentaire 2013 du Budget Annexe par chapitre en section d'exploitation et en section d'investissement,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

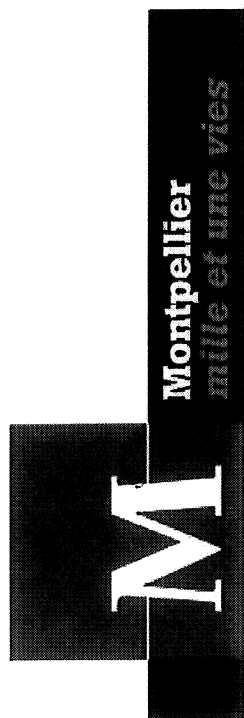
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 23 juillet 2013





VILLE DE MONTPELLIER

BUDGET SUPPLEMENTAIRE

2013

VILLE DE MONTPELLIER - DEPARTEMENT DE L'HERAULT

CONSEIL MUNICIPAL

MAIRE - Madame Hélène MANDROUX

ADJOINTS AU MAIRE

M.	FLEURENCE	Serge
M.	PASSET	Michel
M.	DUFOUR	Marc
M.	TOUCHON	Jacques
M.	LEVITA	Max
Mme	FOURTEAU	Christiane
M.	THINES	Philippe
Mme	SOUCHE	Régine
M.	SAUREL	Philippe
M.	BOUILLE	Christian
Mme	PRUNIER	Françoise
Mme	BONFACE-PASCAL	Sophie
M.	TSITSONIS	Frédéric
Mme	CASTRE	Marlène
Mme	BECCARIA	Eva
Mme	DANAN	Perla
M.	DELAFOSSÉ	Michael
Mme	BENOUAR-GHA-JAFFIOL	Amina
Mme	BENEZECH	Annie
M.	GELY	Jean-Louis
Mme	COUVERT	Magalie
Mme	QVISTGAARD	Hélène
Mme	DE LA GRANGE	Audrey

CONSEILLERS MUNICIPAUX

M.	ABBOU	Brahim	Mme	LE VAN	Anne-Rose
M.	ARAGON	Frédéric	M.	MAILHE	Richard
M.	ASLANIAN	Michel	M.	MAJDOUL	Mustapha
Mme	AUGE-CAUMONT	Marie-Josée	M.	MARTIN	Hervé
Mme	BIGAS	Nicole	M.	MARTIN	Jacques
Mme	BLANPIED	Stéphanie	Mme	MASSART	Marie
Mme	BOYER	Agnès	M.	MELLA	Stéphane
Mme	CANAUD	Nancy	Mme	MIRAUI	Nadia
Mme	CAPUOZZI-BOUALAM	Tatiana	M.	MORALES	Christophe
Mme	CLAVIERIE	Josette	Mme	PETITOUT	Martine
Mme	DELONCLE	Gabrielle	M.	POUGET	Louis
Mme	DOMBRE-COSTE	Sophie	M.	ROUMEGAS	Jean-Louis
M.	DOMERGUE	Jacques	M.	SUBRA	Robert
M.	DUMONT	Christian	M.	SUDRES	Cédric
Mme	EL ATMANI	Sarah	Mme	TROADEC-ROBERT	Claudine
Mle	FARGIER	Laure	M.	VIGNAL	Patrick
M.	JULJEN	Arnaud	M.	VIGUITE	Francis
Mme	LABROUSSE	Catherine	M.	ZYLBERMAN	Alain
M.	LANNELONGUE	Gérard			

SOMMAIRE

I. Informations générales		PAGES
Exécution du budget de l'exercice précédent		5
Modalités de vote du budget		10
II. Présentation générale du budget		
Vue d'ensemble - Sections		11
Vue d'ensemble - Fonctions		12
Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres		15
Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres		17
Balance générale du budget - Fonctionnement		19
Balance générale du budget - Investissement		20
III. Vote du budget		
A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble		23
A0 à A9 - Section de fonctionnement - Chapitres fonctionnels - détail articles		27
A10 - Section de fonctionnement - Opérations non ventilées - Vue d'ensemble et détail articles		45
B - Section d'investissement - Vue d'ensemble		57
B0 à B9 - Section d'investissement - Chapitres fonctionnels - détail articles		61
B10 - Section d'investissement - Opérations non ventilées - détail articles		79
IV. Annexes		
Présentation croisée par nature - Section de fonctionnement		93
Présentation croisée par nature - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble		
Présentation croisée par nature - Section de fonctionnement - Présentation détaillée		100
Présentation croisée par nature - Section d'investissement		
Présentation croisée par nature - Section d'investissement - Vue d'ensemble		151
Présentation croisée par nature - Section d'investissement - Présentation détaillée		156
Etat des immobilisations		185
Budget Annexe - Parking Hôtel de ville		227

I - INFORMATIONS GENERALES			I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE 2012			B

RESULTAT DE L'EXECUTION			
	Mandats émis	Titres émis (dont 1068)	Résultat/solde (1)
TOTAL DU BUDGET	494 326 959,82	520 986 452,38	26 659 492,56
Fonctionnement	293 922 931,64	327 002 388,20	33 079 456,56
Investissement	163 164 268,29	182 834 095,62	19 669 827,33
002 Résultat reporté N-1	-	11 149 968,56	11 149 968,56
001 Solde d'inv. N-1	37 239 759,89	-	- 37 239 759,89

TOTAL PAR SECTION			
	Mandats émis	Titres émis	Résultat/Solde (A)(1)
Fonctionnement	293 922 931,64	338 152 356,76	44 229 425,12 (2)
Investissement	200 404 028,18	182 834 095,62	- 17 569 932,56 (3)

RESTES A REALISER - DEPENSES

Chap /Article	Libellé (4)	Prévu	Réalisé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION DE FONCTIONNEMENT				
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LO	59 859 863,66	57 813 553,51	144 400,00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	9 812 394,55	9 592 886,33	-
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	53 397 045,50	52 222 463,60	74 669,00
923	CULTURE	9 906 575,83	9 722 853,19	14 600,00
924	SPORT ET JEUNESSE	20 598 636,00	19 728 616,52	362 137,00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	15 429 479,00	14 717 831,57	92 394,00
926	FAMILLE	25 418 359,00	25 065 971,25	-
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	59 417 064,17	58 439 012,20	12 465,00
929	ACTION ECONOMIQUE	6 845 414,50	6 400 371,82	12 000,00
931	OPERATIONS FINANCIERES	9 373 000,00	6 560 640,04	-
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	6 236 830,02	6 236 789,58	-
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	16 416 336,27	27 332 997,51	-
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D ELUS	94 458,00	88 944,52	-
939	VIREMENT A LA SECTION D INVESTISSEMENT	28 659 256,57	-	-
TOTAL		321 464 713,07	293 922 931,64	702 665,00 (1)

I - INFORMATIONS GENERALES		I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE 2012		B

RESTES A REALISER - DEPENSES

Chap /Article	Libellé (4)	Prévu	Réalisé	Depenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT				
001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REF	37 239 759,89	-	-
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOC	47 736 549,34	38 498 763,82	6 193 378,80
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	833 119,90	223 981,04	432 216,33
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	22 851 721,93	18 548 652,43	3 881 200,41
903	CULTURE	4 768 620,46	3 087 470,65	1 647 557,27
904	SPORT ET JEUNESSE	11 313 701,97	9 315 533,02	1 964 436,76
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	436 288,94	115 602,19	58 580,92
906	FAMILLE	2 656 016,56	2 034 067,47	580 147,23
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	75 691 630,90	54 770 745,52	19 736 126,42
909	ACTION ECONOMIQUE	1 049 847,24	234 165,70	188 711,19
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	48 038 008,40	36 165 635,25	-
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	-	161 358,83	-
917	OPERATIONS SOUS MANDATS	242 759,24	8 292,37	30 467,20
TOTAL		252 858 024,77	163 164 268,29	34 712 822,53
				(II)

I - INFORMATIONS GENERALES			I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE 2012			B

RESTES A REALISER		RESULTAT CUMULE=(A)+(B)		
Dépenses	Recettes	Solde (B)(1)	EXCEDENT	DEFICIT
I+II	35 415 487,53 III+IV	18 051 657,83	-17 363 829,70	9 295 662,86
I (2)	702 665,00 III (2)		-702 665,00	43 526 760,12
II (2)	34 712 822,53 IV (2)	18 051 657,83	-16 661 164,70	-34 231 097,26

RESTES A REALISER - RECETTES

Chap/ Article	Libellé (3)	Prévu	Réalisé	Titres restant à émettre
SECTION DE FONCTIONNEMENT				
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	11 149 968,56	-	-
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOC	5 619 646,47	6 346 518,43	-
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	208 046,50	253 049,81	-
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	4 263 426,00	4 939 774,93	-
923	CULTURE	448 825,23	535 172,59	-
924	SPORT ET JEUNESSE	2 999 066,23	2 941 323,70	-
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	264 564,05	291 247,20	-
926	FAMILLE	3 205 007,00	3 164 921,42	-
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	12 830 751,09	25 255 862,50	-
929	ACTION ECONOMIQUE	3 722 942,26	3 802 261,27	-
931	OPERATIONS FINANCIERES	239 547,00	246 125,15	-
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	86 079 881,68	86 155 901,23	-
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	190 433 041,00	192 908 742,44	-
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	-	161 358,83	-
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D ELUS	-	128,70	-
TOTAL		321 464 713,07	327 002 388,20	(III)

I - INFORMATIONS GENERALES			I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE 2012			B

RESTES A REALISER - RECETTES

Chap/ Article	Libellé (3)	Prévu	Réalisé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT				
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCA	261 877,90	205 636,60	1 979,40
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	78 464,00	68 464,00	10 000,00
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	2 114 285,00	1 696 522,76	22 142,50
903	CULTURE	1 631 647,75	346 874,90	1 313 640,20
904	SPORT ET JEUNESSE	560 000,00	360 000,00	200 000,00
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	103 352,54	51 675,55	-
906	FAMILLE	1 125 953,00	271 606,00	822 347,00
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	6 931 813,50	3 706 348,61	2 381 548,73
909	ACTION ECONOMIQUE	300 000,00	-	300 000,00
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	162 857 850,15	123 674 109,40	13 000 000,00
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTE	19 546 647,00	23 116 727,94	-
913	TAXES NON AFFECTEES	1 300 000,00	1 998 025,00	-
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	16 416 336,27	27 332 997,51	-
917	OPERATIONS SOUS MANDATS	176 121,09	5 107,35	-
919	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	28 659 256,57	-	-
95	PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	10 794 420,00	-	-
TOTAL		252 858 024,77	182 834 095,62	18 051 657,83
				(IV)

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	
VUE D'ENSEMBLE - SECTIONS	II A1.1

FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	13 665 051,16	4 369 388,30
+		+
RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	(si déficit) 702 665,00	(si excédent)
002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)		9 998 327,86
=		=
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	14 367 716,16	14 367 716,16

INVESTISSEMENT

DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	80 475 014,49	114 706 111,75
+		+
RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	34 712 822,53	18 051 657,83
001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 17 569 932,56	(si solde positif)
=		=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	132 757 769,58	132 757 769,58

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	147 125 485,74	147 125 485,74
---------------------	----------------	----------------

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE - FONCTIONS		A1.2

SECTION	BUDGET PRECEDENT (1)	PROPOSITIONS DU MAIRE	VOTE DU CONSEIL	NON VENTILE	0 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES
INVESTISSEMENT						
90 EQUIPEMENT	130 655 633,00	80 475 014,49		78 117 383,00	-1 284 519,66	423 400,00
91 OPERATIONS NON VENTILEES	86 684 005,00	2 357 631,49			-1 284 519,66	423 400,00
915/916/917 OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	43 893 628,00	78 117 383,00		78 117 383,00		
918 DEPENSES IMPREVUES	78 000,00					
RECETTES (b)	130 655 633,00	114 706 111,75		107 938 588,42	-345 000,00	21 869,58
90 EQUIPEMENT	6 079 779,00	6 767 543,33			-345 000,00	21 869,58
91 OPERATIONS NON VENTILEES	97 197 988,12	97 295 189,46		97 295 189,46		
915/916/917 OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	76 000,00					
919 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	17 545 630,88	6 643 378,96		6 643 378,96		
95 PRODUITS DE CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	9 756 235,00	4 000 000,00		4 000 000,00		
Solde (b-a)		34 231 097,26		29 821 185,42	939 519,66	-401 530,42

FONCTIONNEMENT						
DEPENSES (c)	314 562 210,00	13 665 051,16		10 609 659,96	1 337 926,00	-27 148,00
92 OPERATIONS VENTILEES	266 621 158,00	3 055 391,20			1 337 926,00	-27 148,00
93 SERVICES COMMUNS (931 a 934)	30 288 963,12	3 991 281,00		3 991 281,00		
936 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	106 458,00	-25 000,00		-25 000,00		
938 DEPENSES IMPREVUES						
939 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	17 545 630,88	6 643 378,96		6 643 378,96		
RECETTES (d)	314 562 210,00	4 369 388,30		3 434 382,50	362 114,00	
92 OPERATIONS VENTILEES	33 253 117,00	935 005,80			362 114,00	
93 SERVICES COMMUNS	281 309 093,00	3 434 382,50		3 434 382,50		
Solde (d-c)		-9 295 662,86		-7 175 277,46	-975 812,00	27 148,00

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
VUE D'ENSEMBLE - FONCTIONS (suite)						A1.2

2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE	4 SPORT ET JEUNESSE	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTÉ	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE
3 105 283,66	-66 000,00	-980 000,00	261 000,00	-30 000,00		828 467,49	100 000,00
3 105 283,66	-66 000,00	-980 000,00	261 000,00	-30 000,00		828 467,49	100 000,00
70 000,00	-67 816,00	38 849,00		133 810,24		6 915 830,51	
70 000,00	-67 816,00	38 849,00		133 810,24		6 915 830,51	
-3 035 283,66	-1 816,00	1 018 849,00	-261 000,00	163 810,24		6 087 363,02	-100 000,00
572 620,00	131 000,00	-154 800,00	140 000,00	322 500,00		671 293,20	62 000,00
572 620,00	131 000,00	-154 800,00	140 000,00	322 500,00		671 293,20	62 000,00
			30 000,00			542 891,80	
			30 000,00			542 891,80	
-572 620,00	-131 000,00	154 800,00	-110 000,00	-322 500,00		-128 401,40	-62 000,00

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES		A2

OPERATIONS REELLES (1)

DEPENSES		RECETTES	
CHAPITRES	MONTANT	CHAPITRES	MONTANT
920 a 929 Charges ventilées	3 055 391,20	920 a 929 Produits ventilés	935 005,80
931 Opérations financières (charges)	-1 200 000,00	931 Opérations financières (produits)	60 219,50
932 Reversements de dotations et participations non affectées		932 Dotations et participations non affectées	3 079 161,00
933 Reversements d'impôts et taxes	-7 087,00	933 Impôts et taxes non affectées	-706 372,00
936 Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-25 000,00		
938 Dépenses imprévues			
TOTAL	1 823 304,20	TOTAL	3 368 014,30

(1) Y compris les opérations mixtes (attachements de fin d'exercice, variation des stocks)

OPERATIONS D'ORDRE

934 Transferts entre sections	5 198 368,00	934 Transferts entre sections	1 001 374,00
935 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement		935 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement	
939 Virement à la section d'investissement	6 643 378,96		
TOTAL	11 841 746,96	TOTAL	1 001 374,00

TOTAL OPERATIONS DE L'EXERCICE		RECETTES
DEPENSES	13 665 051,16	4 369 388,30

RESULTATS ANTERIEURS (2)

002 Résultat antérieur reporté	002 Résultat antérieur reporté	9 998 327,86
Restes à réaliser (total)	Restes à réaliser (total)	
TOTAL	TOTAL	TOTAL
	702 665,00	9 998 327,86
	702 665,00	9 998 327,86

(2) Inscrire en cas de reprise ou résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats)

TOTAL DE LA SECTION		RECETTES
DEPENSES	14 367 716,16	14 367 716,16

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES		A3

OPERATIONS REELLES (1)

DEPENSES		RECETTES	
CHAPITRES	MONTANT	CHAPITRES	MONTANT
900 a 909 Dépenses ventilées	2 357 631,49	900 a 909 Recettes ventilées	6 767 543,33
911 Remboursement de dettes et op. fin.	10 031 500,00	911 Réception de dettes et op. fin.	-7 971 095,80
912 Reversements de dotations, subv. et part. non affectées		912 Dotations, subv. et participations non affectées	-1 247 689,00
913 Reversements de taxes non affectées		913 Taxes non affectées	
915 Opérations sur établissements d'enseignement		915 Opérations sur établissements d'ens. (sauf op. ord.)	
917 Opérations sous mandat		917 Opérations sous mandat (sauf op. ord.)	
918 Dépenses imprévues		95 Produits des cessions d'immob.	4 000 000,00
TOTAL	12 389 131,49	TOTAL	1 548 758,53

(1) Y compris les opérations mixtes (rattachements de fin d'exercice, variation des stocks)

OPERATIONS D'ORDRE

910 Opérations patrimoniales	67 084 509,00	910 Opérations patrimoniales	67 084 509,00
914 Transferts entre section	1 001 374,00	914 Transferts entre sections	5 198 368,00
		919 Virement de la section de fonctionnement	6 643 378,96
		915,917 Subv. aux op. p/c/de tiers	
TOTAL	68 085 883,00	TOTAL	78 926 255,96

TOTAL OPERATIONS DE L'EXERCICE	
DEPENSES	80 475 014,49
RECETTES	80 475 014,49

RESULTATS ANTERIEURS (2)

001 Solde d'exécution N-1	17 569 932,56	1068 Excédent de fonctionnement capitalisé	34 231 097,26
Restes à réaliser	34 712 822,53	001 Solde d'exécution N-1	18 051 657,83
		Restes à réaliser	
TOTAL	52 282 755,09	TOTAL	52 282 755,09

(2) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats)

TOTAL DE LA SECTION	
DEPENSES	132 757 769,58
RECETTES	132 757 769,58

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
BALANCE GENERALE DU BUDGET - SECTION DE FONCTIONNEMENT			B1

1 - DEPENSES

FONCTIONNEMENT	OPERATIONS REELLES (1)	OPERATIONS D'ORDRE (2)	TOTAL
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	775 497,20		775 497,20
012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	1 386 307,00		1 386 307,00
014 ATTENUATION DE PRODUITS			
60 ACHATS ET VARIATION DES STOCKS (3)	1 559 885,00		1 559 885,00
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	-25 000,00		-25 000,00
656 FRAIS FONCT. DES GROUPES D'ELUS (4)	-1 200 000,00		-1 200 000,00
66 CHARGES FINANCIERES	29 280,00		29 280,00
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES		5 198 368,00	5 198 368,00
68 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
71 PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE) (3)			
022 DEPENSES IMPREVUES			
023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		6 643 378,96	6 643 378,96
Dépenses de fonctionnement - Total	2 525 969,20	11 841 746,96	14 367 716,16

2 - RECETTES

FONCTIONNEMENT	OPERATIONS REELLES (1)	OPERATIONS D'ORDRE (2)	TOTAL
013 ATTENUATION DE CHARGES			
60 ACHATS ET VARIATION DES STOCKS (3)			
70 PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	841 000,00		841 000,00
71 PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE)			
72 TRAVAUX EN REGIE			
73 IMPOTS ET TAXES	-706 372,00		-706 372,00
74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	3 109 161,00		3 109 161,00
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	44 005,80		44 005,80
76 PRODUITS FINANCIERS	60 219,50		60 219,50
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	20 000,00		20 000,00
78 REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		1 001 374,00	1 001 374,00
79 TRANSFERTS DE CHARGES			
Recettes de fonctionnement - Total	3 368 014,30	1 001 374,00	4 369 388,30

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	
BALANCE GENERALE DU BUDGET - SECTION D'INVESTISSEMENT	II
	B2

1 - DEPENSES

	INVESTISSEMENT	OPERATIONS REELLES (1)	OPERATIONS D'ORDRE (2)	TOTAL
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (5)			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaire)	-294 500,00		-294 500,00
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATION (8)			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)(6)	2 498 666,83		2 498 666,83
204	TOTAL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT			
21	SUBVENTIONS EQUIP. VERSEES	575 724,62		575 724,62
22	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (6)	9 137 300,51	64 957 815,00	74 095 115,51
23	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (6)(9)			
26	IMMOBILISATIONS EN COURS (6)	24 828 294,86		24 828 294,86
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	126 000,00		126 000,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	10 200 000,00	2 126 694,00	12 326 694,00
29	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS (5)		1 001 374,00	1 001 374,00
39	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET EN-COURS (5)			
45...	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (7)			
481	CHARGES A REPARTIR	30 467,20		30 467,20
49	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS (5)			
59	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES FINANCIERS (5)			
3...	STOCKS (3)			
020	DEPENSES IMPREVUES			
	Dépenses d'investissement - Total	47 101 954,02	68 085 883,00	115 187 837,02

Dépenses totales	Résultat reporté (après vote du CA)	TOTAL SECTION
Fonctionnement (voir page précédente)	14 367 716,16	14 367 716,16
Investissement	115 187 837,02	132 757 769,58

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
BALANCE GENERALE DU BUDGET - SECTION D'INVESTISSEMENT			B2

2 - RECETTES

INVESTISSEMENT		OPERATIONS REELLES (1)	OPERATIONS D'ORDRE (2)	TOTAL
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (sauf 1068)			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 837 047,17		2 837 047,17
15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (5)			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaire)	1 828 904,20		1 828 904,20
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATION (8)			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)	-80 000,00	236 688,00	156 688,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		8 329 299,00	8 329 299,00
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (9)			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	7 814 464,99	56 391 829,00	64 206 293,99
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PART			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 200 000,00	2 126 693,00	5 326 693,00
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS		5 198 368,00	5 198 368,00
29	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS			
39	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET EN-CO			
45...	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (7)			
481	CHARGES A REPARTIR			
49	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE TIER			
59	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES FINANCI			
3...	STOCKS			
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		6 643 378,96	6 643 378,96
024	PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	4 000 000,00		4 000 000,00
Recettes d'investissement - Total		19 600 416,36	78 926 255,96	98 526 672,32

RECETTES TOTALES		RESULTAT REPORTE (APRES VOTE DU CA)	AFFECTATION (APRES VOTE DU CA)	TOTAL SECTION
Fonctionnement (voir page précédente)		4 369 388,30	9 998 327,86	14 367 716,16
Investissement		98 526 672,32	34 231 097,26	132 757 769,58

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - VUE D'ENSEMBLE		A

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Chapitre (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE (4)
DEPENSES DE L'EXERCICE				
		314 562 210,00	13 665 051,16	13 665 051,16
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	60 305 300,00	1 337 926,00	1 337 926,00
	LOCALES			
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	10 098 869,00	-27 148,00	-27 148,00
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	55 374 439,00	572 620,00	572 620,00
923	CULTURE	11 320 893,00	131 000,00	131 000,00
924	SPORT ET JEUNESSE	20 969 082,00	-154 800,00	-154 800,00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	15 255 787,00	140 000,00	140 000,00
926	FAMILLE	26 137 657,00	322 500,00	322 500,00
927	LOGEMENT			
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	60 693 489,00	671 293,20	671 293,20
929	ACTION ECONOMIQUE	6 465 642,00	62 000,00	62 000,00
931	OPERATIONS FINANCIERES	9 540 000,00	-1 200 000,00	-1 200 000,00
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES			
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	6 243 475,00	-7 087,00	-7 087,00
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	16 416 343,00	5 198 368,00	5 198 368,00
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D ELUS	106 458,00	-25 000,00	-25 000,00
938	DEPENSES IMPREVUES			
939	VIREMENT A LA SECTION D INVESTISSEMENT	15 634 776,00	6 643 378,96	6 643 378,96

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) A l'exclusion du virement à la section d'investissement.

RESTES A REALISER (DEPENSES)(6)	702 665,00
RESULTAT REPORTE(6) - DEFICIT	
CUMUL	702 665,00

(6) A n'inscrire que si le CA a été voté après délibération du conseil municipal. En cas de reprise anticipée ne reporter en recette que le solde de l'excédent de fonctionnement sur le besoin de financement : cf. instruction M. 14.

III - VOTE DU BUDGET			III
A - SECTION DE FONCTIONNEMENT - VUE D'ENSEMBLE			A

RECETTES DE FONCTIONNEMENT				
Chapitre (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE (4)
RECETTES DE L'EXERCICE				
		314 562 210,00	4 369 388,30	4 369 388,30
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	6 174 182,00	362 114,00	362 114,00
	LOCALES			
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	218 000,00		
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	4 573 870,00		
923	CULTURE	317 700,00		
924	SPORT ET JEUNESSE	2 468 237,00		
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	270 000,00	30 000,00	30 000,00
926	FAMILLE	3 265 000,00		
927	LOGEMENT			
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	12 245 308,00	542 891,80	542 891,80
929	ACTION ECONOMIQUE	3 720 820,00		
931	OPERATIONS FINANCIERES	17 000,00	60 219,50	60 219,50
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	84 874 017,00	3 079 161,00	3 079 161,00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	196 418 076,00	-706 372,00	-706 372,00
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		1 001 374,00	1 001 374,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

RESTES A REALISER (RECETTES)(5)		9 998 327,86
RESULTAT REPORTE(5) - EXCEDENT		9 998 327,86
CUMUL		9 998 327,86

(5) A n'inscrire que si le CA a été voté après délibération du conseil municipal. En cas de reprise anticipée ne reporter en recette que le solde de l'excédent de fonctionnement sur le besoin de financement : cf. instruction M. 14.

III - VOTE DU BUDGET			III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES FONCTIONNELS			A0

DETAIL DU CHAPITRE 920 : SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles (3)	VOTE (4)
DEPENSES DE L'EXERCICE				
		60 305 300,00	1 337 926,00	1 337 926,00
920-2	ADMINISTRATION GENERALE	59 129 666,00	1 415 226,00	1 415 226,00
920-20	ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE	46 222 620,00	868 426,00	868 426,00
920-21	ASSEMBLEE LOCALE	2 666 311,00	383 200,00	383 200,00
920-22	ADMINISTRATION GENERALE DE L'ETAT	4 501 584,00	127 400,00	127 400,00
920-23	INFORMATION, COMMUNICATION, PUBLICITE	3 091 808,00	112 200,00	112 200,00
920-24	FETES ET CEREMONIES	1 590 418,00	-76 000,00	-76 000,00
920-25	AIDES AUX ASSOCIATIONS (NON CLASSEES AILLEURS)	443 462,00		
920-26	CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES	613 453,00		
920-4	RELATIONS INTERNATIONALES	1 175 644,00	-77 300,00	-77 300,00
920-48	AUTRES ACTIONS DE COOPERATION DECENTRALISEE	1 175 644,00	-77 300,00	-77 300,00
	RECETTES DE L'EXERCICE	6 174 182,00	362 114,00	362 114,00
920-2	ADMINISTRATION GENERALE	6 169 182,00	362 114,00	362 114,00
920-20	ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE	5 315 006,00	362 114,00	362 114,00
920-21	ASSEMBLEE LOCALE	35 000,00		
920-22	ADMINISTRATION GENERALE DE L'ETAT	219 188,00		
920-23	INFORMATION, COMMUNICATION, PUBLICITE	26 000,00		
920-24	FETES ET CEREMONIES	10 000,00		
920-26	CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES	563 988,00		
920-4	RELATIONS INTERNATIONALES	5 000,00		
920-48	AUTRES ACTIONS DE COOPERATION DECENTRALISEE	5 000,00		

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES FONCTIONNELS		A1

DETAIL DU CHAPITRE 921 : SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles (3)	VOTE (4)
	DEPENSES DE L'EXERCICE	10 098 869,00	-27 148,00	-27 148,00
921-1	SECURITE INTERIEURE	8 617 393,00	-38 648,00	-38 648,00
921-12	POLICE MUNICIPALE	8 617 393,00	-38 648,00	-38 648,00
921-2	HYGIENE ET SALUBRITE PUBLIQUE	1 481 476,00	11 500,00	11 500,00
	RECETTES DE L'EXERCICE	218 000,00		
921-1	SECURITE INTERIEURE	203 000,00		
921-12	POLICE MUNICIPALE	203 000,00		
921-2	HYGIENE ET SALUBRITE PUBLIQUE	15 000,00		

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES FONCTIONNELS		A2

DETAIL DU CHAPITRE 922 : ENSEIGNEMENT-FORMATION

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles (3)	VOTE (4)
DEPENSES DE L'EXERCICE				
922-1	ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE	55 374 439,00	572 620,00	572 620,00
922-11	ECOLES MATERNELLES	48 584 156,00	422 620,00	422 620,00
922-12	ECOLES PRIMAIRES	13 458 277,00	229 500,00	229 500,00
922-13	CLASSES REGROUPEES	34 183 357,00	193 120,00	193 120,00
922-5	SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT	944 522,00		
922-51	HEBERGEMENT ET RESTAURATION SCOLAIRE	6 790 283,00	150 000,00	150 000,00
		6 790 283,00	150 000,00	150 000,00
RECETTES DE L'EXERCICE		4 573 870,00		
922-1	ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE	490 870,00		
922-11	ECOLES MATERNELLES	50 000,00		
922-12	ECOLES PRIMAIRES	300 000,00		
922-13	CLASSES REGROUPEES	140 870,00		
922-5	SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT	4 083 000,00		
922-51	HEBERGEMENT ET RESTAURATION SCOLAIRE	4 083 000,00		

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES FONCTIONNELS		A3

DETAIL DU CHAPITRE 923 : CULTURE

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles (3)	VOTE (4)
DEPENSES DE L'EXERCICE				
923-0	SERVICES COMMUNS	11 320 893,00	131 000,00	131 000,00
923-1	EXPRESSION ARTISTIQUE	7 068 574,00	132 000,00	132 000,00
923-11	EXPRESSION MUSICALE, LYRIQUE ET CHOREGRAPHIQUE	2 143 183,00	-8 000,00	-8 000,00
923-12	ARTS PLASTIQUES ET AUTRES ACTIVITES ARTISTIQUES	150 000,00		
923-13	THEATRES	893 183,00	-31 500,00	-31 500,00
923-14	CINEMAS ET AUTRES SALLES DE SPECTACLES	950 000,00	23 500,00	23 500,00
923-2	CONSERVATION ET DIFFUSION DES PATRIMOINES	150 000,00		
923-22	MUSEES	2 103 136,00	7 000,00	7 000,00
923-23	ARCHIVES	1 000 000,00		
923-3	ACTION CULTURELLE	1 103 136,00	7 000,00	7 000,00
		6 000,00		
	RECETTES DE L'EXERCICE	317 700,00		
923-0	SERVICES COMMUNS	87 000,00		
923-1	EXPRESSION ARTISTIQUE	214 500,00		
923-11	EXPRESSION MUSICALE, LYRIQUE ET CHOREGRAPHIQUE	19 500,00		
923-12	ARTS PLASTIQUES ET AUTRES ACTIVITES ARTISTIQUES	10 000,00		
923-13	THEATRES	85 000,00		
923-14	CINEMAS ET AUTRES SALLES DE SPECTACLES	100 000,00		
923-2	CONSERVATION ET DIFFUSION DES PATRIMOINES	16 200,00		
923-23	ARCHIVES	16 200,00		

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES FONCTIONNELS		A4

DETAIL DU CHAPITRE 924 : SPORT ET JEUNESSE

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles (3)	VOTE (4)
DEPENSES DE L'EXERCICE				
924-0	SERVICES COMMUNS	20 969 082,00	-154 800,00	-154 800,00
924-1	SPORTS	3 241 234,00	44 100,00	44 100,00
924-11	SALLES DE SPORT, GYMNASES	6 876 008,00	3 000,00	3 000,00
924-12	STADES	2 232 582,00	166 000,00	166 000,00
924-15	MANIFESTATIONS SPORTIVES	3 748 146,00	-163 000,00	-163 000,00
924-2	JEUNESSE	895 280,00		
924-21	CENTRES DE LOISIRS	10 851 840,00	-201 900,00	-201 900,00
924-22	AUTRES ACTIVITES POUR LES JEUNES	1 328 919,00	-95 500,00	-95 500,00
		9 522 921,00	-106 400,00	-106 400,00
RECETTES DE L'EXERCICE				
924-0	SERVICES COMMUNS	2 468 237,00		
924-1	SPORTS	7 000,00		
924-11	SALLES DE SPORT, GYMNASES	321 480,00		
924-12	STADES	218 980,00		
924-2	JEUNESSE	102 500,00		
924-21	CENTRES DE LOISIRS	2 139 757,00		
924-22	AUTRES ACTIVITES POUR LES JEUNES	1 513 784,00		
		625 973,00		

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES FONCTIONNELS		A5

DETAIL DU CHAPITRE 925 : INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles (3)	VOTE (4)
	DEPENSES DE L'EXERCICE	15 255 787,00	140 000,00	140 000,00
925-2	INTERVENTIONS SOCIALES	15 255 787,00	140 000,00	140 000,00
925-20	SERVICES COMMUNS	15 210 869,00	140 000,00	140 000,00
925-24	AUTRES SERVICES	44 918,00		
	RECETTES DE L'EXERCICE	270 000,00	30 000,00	30 000,00
925-2	INTERVENTIONS SOCIALES	270 000,00	30 000,00	30 000,00
925-20	SERVICES COMMUNS	270 000,00	30 000,00	30 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES FONCTIONNELS		A6

DETAIL DU CHAPITRE 926 : FAMILLE

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles (3)	VOTE (4)
	DEPENSES DE L'EXERCICE	26 137 657,00	322 500,00	322 500,00
926-4	CRECHES ET GARDERIES	26 137 657,00	322 500,00	322 500,00
	RECETTES DE L'EXERCICE	3 265 000,00		
926-4	CRECHES ET GARDERIES	3 265 000,00		

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES FONCTIONNELS		A8

DETAIL DU CHAPITRE 928 : AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles (3)	VOTE (4)
	DEPENSES DE L'EXERCICE	60 693 489,00	671 293,20	671 293,20
928-1	SERVICES URBAINS	26 360 098,00	652 100,00	652 100,00
928-10	SERVICES COMMUNS	523 985,00	-29 500,00	-29 500,00
928-13	PROPRETE URBAINE	20 425 325,00	184 100,00	184 100,00
928-14	ECLAIRAGE PUBLIC	4 018 490,00	59 500,00	59 500,00
928-16	AUTRES RESEAUX ET SERVICES DIVERS	1 392 298,00	438 000,00	438 000,00
928-2	<u>AMENAGEMENT URBAIN</u>	34 293 956,00	22 693,20	22 693,20
928-20	SERVICES COMMUNS	3 496 740,00	1 000,00	1 000,00
928-21	EQUIPEMENTS DE VOIRIE	3 045 637,00	-135 000,00	-135 000,00
928-22	VOIRIE COMMUNALE ET ROUTES	11 596 539,00	53 335,00	53 335,00
928-23	ESPACES VERTS URBAINS	15 360 771,00	107 363,20	107 363,20
928-24	AUTRES OPERATIONS D'AMENAGEMENT URBAIN	794 269,00	-4 005,00	-4 005,00
928-3	<u>ENVIRONNEMENT</u>	39 435,00	-3 500,00	-3 500,00
928-32	ACTIONS SPECIFIQUES DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION	22 832,00	-6 000,00	-6 000,00
928-33	PRESERVATION DU MILIEU NATUREL	16 603,00	2 500,00	2 500,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES FONCTIONNELS		III
		A8

DETAIL DU CHAPITRE 928 : AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles (3)	VOTE (4)
RECETTES DE L'EXERCICE				
928-1	SERVICES URBAINS	295 420,00		542 891,80
928-10	SERVICES COMMUNS	171 000,00		
928-13	PROPRETE URBAINE	83 720,00		
928-14	ECLAIRAGE PUBLIC	33 700,00		
928-16	AUTRES RESEAUX ET SERVICES DIVERS	7 000,00		
928-2	<u>AMENAGEMENT URBAIN</u>	11 949 888,00	542 891,80	542 891,80
928-20	SERVICES COMMUNS	45 000,00		
928-21	EQUIPEMENTS DE VOIRIE	440 000,00		
928-22	VOIRIE COMMUNALE ET ROUTES	10 865 848,00	542 891,80	542 891,80
928-23	ESPACES VERTS URBAINS	561 000,00		
928-24	AUTRES OPERATIONS D'AMENAGEMENT URBAIN	38 040,00		
928-3	<u>ENVIRONNEMENT</u>			
928-32	ACTIONS SPECIFIQUES DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES FONCTIONNELS		A9

DETAIL DU CHAPITRE 929 : ACTION ECONOMIQUE

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles (3)	VOTE (4)
	DEPENSES DE L'EXERCICE	5 465 642,00	62 000,00	62 000,00
929-0	INTERVENTIONS ECONOMIQUES	1 269 174,00	-10 000,00	-10 000,00
929-1	FOIRES ET MARCHES	3 051 468,00	12 000,00	12 000,00
929-5	AIDES AU TOURISME	2 145 000,00	60 000,00	60 000,00
	RECETTES DE L'EXERCICE	3 720 820,00		
929-0	INTERVENTIONS ECONOMIQUES	164 000,00		
929-1	FOIRES ET MARCHES	3 556 820,00		

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET			III
A - SECTION DE FONCTIONNEMENT - OPERATIONS NON VENTILEES			A10

93 - SERVICES COMMUNS NON VENTILEES

Chapitre (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE (4)
	DEPENSES DE L'EXERCICE	47 941 052,00	10 609 659,96	10 609 659,96
931	OPERATIONS FINANCIERES	9 540 000,00	-1 200 000,00	-1 200 000,00
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES			
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	6 243 475,00	-7 087,00	-7 087,00
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS(5)	16 416 343,00	5 198 368,00	5 198 368,00
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	106 458,00	-25 000,00	-25 000,00
938	DEPENSES IMPREVUES			
939	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	15 634 776,00	6 643 378,96	6 643 378,96
	RECETTES DE L'EXERCICE	281 309 093,00	3 434 382,50	3 434 382,50
931	OPERATIONS FINANCIERES	17 000,00	60 219,50	60 219,50
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	84 874 017,00	3 079 161,00	3 079 161,00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	196 418 076,00	-706 372,00	-706 372,00
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		1 001 374,00	1 001 374,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) A l'exclusion du virement à la section d'investissement.

128

III - VOTE DU BUDGET			III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - OPERATIONS NON VENTILEES			A10-1

CHAPITRE 931 : OPERATIONS FINANCIERES

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget précédent	Propositions nouvelles(3)	Vote (4)
	DEPENSES DE L'EXERCICE	9 540 000,00	-1 200 000,00	-1 200 000,00
6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	300 000,00		
66111	INTERETS REGLES A L'ECHANCE	8 000 000,00	-1 200 000,00	-1 200 000,00
66112	INTERETS RATTACHEMENT DES ICNE	390 000,00		
6615	INTERETS DES COMPTES COURANTS ET DE DEPOTS CREDITEURS	250 000,00		
668	AUTRES CHARGES FINANCIERES	100 000,00		
673	TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	500 000,00		
	RECETTES DE L'EXERCICE	17 000,00	60 219,50	60 219,50
761	PRODUITS DE PARTICIPATIONS	16 000,00	60 219,50	60 219,50
764	REVENUS DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 000,00		

Détail du calcul des ICNE

Pour information (5) :		7622
Montant des ICNE de l'exercice		
Montant des ICNE de l'exercice N-1		390 000,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1		-390 000,00

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote, I-C.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif (idem pour le compte 7622).

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - OPERATIONS NON VENTILEES		A10-2

CHAPITRE 932 : DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget précédent	Propositions nouvelles(3)	Vote (4)
	DEPENSES DE L'EXERCICE (5)			
	RECETTES DE L'EXERCICE (5)	84 874 017,00	3 079 161,00	3 079 161,00
7411	DOTATION FORFAITAIRE	50 300 000,00		
74123	DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	10 400 000,00	3 025 356,00	3 025 356,00
74127	Dotation nationale de péréquation	3 700 000,00	311 675,00	311 675,00
745	DOTATION SPECIALE AU TITRE DES INSTITUTEURS	8 000,00		
746	DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION	1 217 973,00		
7471	Etat	25 000,00		
74711	EMPLOIS JEUNES	70 000,00		
74718	AUTRES	10 000,00		
7473	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DEPARTEMENTS	201 000,00		
74758	PARTICIPATIONS GROUPEMENTS DE COLLECTIVITE AUTRES GROUPEMENTS	727 000,00	-47 000,00	-47 000,00
7478	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES	10 475 044,00		
7482	COMPENSATION P/PERTE TAXE ADDITIONN.DROITS MUTATION OU TAXE PUBLICITE FONCIERE	20 000,00		
74833	ATTRIBUTIONS ETAT COMPENSATION AU TITRE DE LA TAXE PROFESSIONNELLE	920 000,00	-119 733,00	-119 733,00
74834	ATTRIBUTION ETAT COMPENSATION AU TITRE DES EXONERATIONS DES TAXES FONCIERES	1 500 000,00	-77 574,00	-77 574,00
74835	ATTRIBUTION ETAT COMPENSATION AU TITRE DES EXONERATIONS DE TAXE D'HABITATION	5 300 000,00	-13 563,00	-13 563,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre 932 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - OPERATIONS NON VENTILEES		A10-3

CHAPITRE 933 : IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions nouvelles(3)	Vote (4)
	DEPENSES DE L'EXERCICE	6 243 475,00	-7 087,00	-7 087,00
637	AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSTS ASSIMILES (AUTRES ORGANISMES)	102 275,00	-7 087,00	-7 087,00
739113	REVERSEMENT CONVENTIONNEL DE FISCALITE	6 141 200,00		
	RECETTES DE L'EXERCICE	196 418 076,00	-706 372,00	-706 372,00
73111	TAXES FONCIERES ET D HABITATION	178 976 595,00	-706 372,00	-706 372,00
7325	FONDS DE PEREQUATION DES RECETTES FISCALES COMMUNALES ET INTERCOMMUNALES	731 481,00		
7343	TAXE SUR LES PYLONES ELECTRIQUES	50 000,00		
7351	TAXE SUR L'ELECTRICITE	4 310 000,00		
7362	TAXES DE SEJOUR	1 000 000,00		
7368	TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTERIEURE	2 150 000,00		
7381	TAXE ADDITIONNELLE AUX DROITS DE MUTATION OU TAXE DE PUBLICITE FONCIERE	9 200 000,00		

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - OPERATIONS NON VENTILEES		A10-4

CHAPITRE 934 : TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions nouvelles(3)	Vote (4)
	DEPENSES DE L'EXERCICE (5)(7)(8)(Autofinancement)	14 505 488,12	5 198 368,00	5 198 368,00
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	47 800,00		
6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	14 457 688,12	5 198 368,00	5 198 368,00
	RECETTES DE L'EXERCICE (6)(7)(8)		1 001 374,00	1 001 374,00
7811	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES		1 001 374,00	1 001 374,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote, I-C.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Egales aux recettes du chapitre 914 en investissement.
(6) Egales aux dépenses du chapitre 914 en investissement.
(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 pour les recettes, 675 et 676 pour les dépenses (cf. chapitre 95 « produit des cessions d'immobilisations »).
(8) Les comptes 6815 et 7815 peuvent figurer dans le détail du chapitre 934 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - OPERATIONS NON VENTILEES		A10-6

CHAPITRE 936 : FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D ELUS
(communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de 100.000 habitants et plus)

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions nouvelles(3)	Vote (4)
DEPENSES DE L'EXERCICE				
6561	FRAIS DE PERSONNEL	106 458,00	-25 000,00	-25 000,00
		106 458,00	-25 000,00	-25 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

CHAPITRE 938 : DEPENSES IMPREVUES

--	--

CHAPITRE 939 : VIREMENT A LA SECTION D INVESTISSEMENT

17 787 513,88	6 643 378,96	6 643 378,96
---------------	--------------	--------------

SECTION D'INVESTISSEMENT

III - VOTE DU BUDGET			III
SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE			B

1 - DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chapitre (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice précédent	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	DEPENSES DE L'EXERCICE	130 855 633,00	80 475 014,49	80 475 014,49
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	10 053 871,00	-1 284 519,66	-1 284 519,66
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	753 870,00	423 400,00	423 400,00
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	18 255 000,00	3 105 283,66	3 105 283,66
903	CULTURE	5 273 381,00	-66 000,00	-66 000,00
904	SPORT ET JEUNESSE	4 754 196,00	-980 000,00	-980 000,00
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	450 000,00	261 000,00	261 000,00
906	FAMILLE	1 085 000,00	-30 000,00	-30 000,00
907	LOGEMENT			
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	45 386 687,00	828 467,49	828 467,49
909	ACTION ECONOMIQUE	672 000,00	100 000,00	100 000,00
910	OPERATIONS PATRIMONIALES			
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES		67 084 509,00	67 084 509,00
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	43 893 628,00	10 031 500,00	10 031 500,00
913	TAXES NON AFFECTEES			
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		1 001 374,00	1 001 374,00
915	OPERATIONS D'INVESTISSEMENT SUR ETABLISSEMENT D ENSEIGNEMENT			
917	OPERATIONS SOUS MANDATS	78 000,00		
918	DEPENSES IMPREVUES			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

RESTES A REALISER (DEPENSES)(5)	34 712 822,53
RESULTAT REPORTE (5)- DEFICIT	17 569 932,56
CUMUL	132 757 769,58

(5) A n'inscrire que si le CA a été voté après délibération du conseil municipal. En cas de reprise anticipée ne reporter en recette que le solde de l'exercice de fonctionnement sur le besoin de financement : cf. instruction M. 14.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE		B

2 - RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chapitre (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	RECETTES DE L'EXERCICE	130 655 633,00	80 475 014,49	80 475 014,49
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	420 000,00	-345 000,00	-345 000,00
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	139 616,00	21 869,58	21 869,58
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	229 894,00	70 000,00	70 000,00
903	CULTURE	655 643,00	-67 816,00	-67 816,00
904	SPORT ET JEUNESSE	40 000,00	38 849,00	38 849,00
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	80 000,00		
906	FAMILLE	79 852,00	133 810,24	133 810,24
907	LOGEMENT			
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	4 434 774,00	6 915 830,51	6 915 830,51
909	ACTION ECONOMIQUE			
910	OPERATIONS PATRIMONIALES		67 084 509,00	67 084 509,00
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	62 292 500,00	-7 971 095,80	-7 971 095,80
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	19 000 000,00	-1 247 689,00	-1 247 689,00
913	TAXES NON AFFECTEES	1 400 000,00		
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (5)	16 416 343,00	5 198 368,00	5 198 368,00
915	OPERATIONS D'INVESTISSEMENT SUR ETABLISSEMENT D ENSEIGNEMENT			
917	OPERATIONS SOUS MANDATS	76 000,00		
919	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	15 634 776,00	6 643 378,96	6 643 378,96
95	PRODUITS DE CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	9 756 235,00	4 000 000,00	4 000 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) A l'exclusion du virement de la section de fonctionnement et des recettes d'ordre de section à section des chapitres 915, 916 et 917.

RESTES A REALISER (RECETTES)(6)	18 051 657,83
RESULTAT REPORTE(6) - EXCEDENT	
AFFECTATION EN RESERVES (1068)(6)	34 231 097,26
CUMUL	132 757 769,58

(6) A n'inscrire que si le CA a été voté après délibération du conseil municipal. En cas de reprise anticipée ne reporter en recette que le solde de l'excédent de fonctionnement sur le besoin de financement : cf. instruction M. 14.

III - VOTE DU BUDGET	
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES FONCTIONNELS	
	III
	B0

DETAIL DU CHAPITRE 900 : SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4) (4)
	DEPENSES DE L'EXERCICE	10 053 871,00	-1 284 519,66	-1 284 519,66
900-2	ADMINISTRATION GENERALE	10 043 163,00	-1 284 519,66	-1 284 519,66
900-20	ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE	9 265 738,00	-1 162 819,66	-1 162 819,66
900-22	ADMINISTRATION GENERALE DE L'ETAT	1 000,00		
900-23	INFORMATION, COMMUNICATION, PUBLICITE	14 000,00		
900-24	FETES ET CEREMONIES	62 425,00		
900-25	AIDES AUX ASSOCIATIONS (NON CLASSEES AILLEURS)		8 300,00	8 300,00
900-26	CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES	700 000,00		
900-4	RELATIONS INTERNATIONALES	10 708,00	-130 000,00	-130 000,00
900-48	AUTRES ACTIONS DE COOPERATION DECENTRALISEE	10 708,00		
	RECETTES DE L'EXERCICE	420 000,00	-345 000,00	-345 000,00
900-2	ADMINISTRATION GENERALE	420 000,00	-345 000,00	-345 000,00
900-20	ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE	420 000,00	-345 000,00	-345 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES FONCTIONNELS		B1

DETAIL DU CHAPITRE 901 : SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4) (4)
	DEPENSES DE L'EXERCICE	753 870,00	423 400,00	423 400,00
901-1	SECURITE INTERIEURE			
901-12	POLICE MUNICIPALE	738 870,00	423 400,00	423 400,00
901-2	HYGIENE ET SALUBRITE PUBLIQUE			
		15 000,00	423 400,00	423 400,00
	RECETTES DE L'EXERCICE	139 616,00	21 869,58	21 869,58
901-1	SECURITE INTERIEURE			
901-12	POLICE MUNICIPALE	139 616,00	21 869,58	21 869,58
		139 616,00	21 869,58	21 869,58

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET	
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES FONCTIONNELS	
III	B2

DETAIL DU CHAPITRE 902 : ENSEIGNEMENT FORMATION

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4) (4)
	DEPENSES DE L'EXERCICE	18 285 000,00	3 105 283,66	3 105 283,66
902-1	ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE	17 763 000,00	2 845 283,66	2 845 283,66
902-11	ECOLES MATERNELLES	7 713 085,00	1 139 756,00	1 139 756,00
902-12	ECOLES PRIMAIRES	8 318 315,00	1 155 527,66	1 155 527,66
902-13	CLASSES REGROUPEES	1 731 600,00	550 000,00	550 000,00
902-5	SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT	492 000,00	260 000,00	260 000,00
902-51	HEBERGEMENT ET RESTAURATION SCOLAIRE	492 000,00	260 000,00	260 000,00
	RECETTES DE L'EXERCICE	229 894,00	70 000,00	70 000,00
902-1	ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE	229 894,00	70 000,00	70 000,00
902-11	ECOLES MATERNELLES			
902-12	ECOLES PRIMAIRES			
902-13	CLASSES REGROUPEES	229 894,00	70 000,00	70 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES FONCTIONNELS		B3

DETAIL DU CHAPITRE 903 : CULTURE

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4) (4)
DEPENSES DE L'EXERCICE				
903-0	SERVICES COMMUNS	5 273 381,00	-66 000,00	-66 000,00
903-1	EXPRESSION ARTISTIQUE	500 000,00		
903-13	THEATRES			
903-2	CONSERVATION ET DIFFUSION DES PATRIMOINES	4 773 381,00	-66 000,00	-66 000,00
903-22	MUSEES	772 381,00	150 000,00	150 000,00
903-23	ARCHIVES	2 468 000,00	335 000,00	335 000,00
903-24	ENTRETIEN DU PATRIMOINE CULTUREL	1 533 000,00	-551 000,00	-551 000,00
RECETTES DE L'EXERCICE				
903-0	SERVICES COMMUNS	655 643,00	-67 816,00	-67 816,00
903-1	EXPRESSION ARTISTIQUE		-19 316,00	-19 316,00
903-14	CINEMAS ET AUTRES SALLES DE SPECTACLES		-19 316,00	-19 316,00
903-2	CONSERVATION ET DIFFUSION DES PATRIMOINES	655 643,00	-48 500,00	-48 500,00
903-22	MUSEES	600 000,00		
903-23	ARCHIVES			
903-24	ENTRETIEN DU PATRIMOINE CULTUREL	55 643,00	-48 500,00	-48 500,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES FONCTIONNELS		B4

DETAIL DU CHAPITRE 904 : SPORT ET JEUNESSE

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4) (4)
DEPENSES DE L'EXERCICE				
904-0	SERVICES COMMUNS	4 754 196,00	-980 000,00	-980 000,00
904-1	SPORTS			
904-11	SALLES DE SPORT, GYMNASES	4 077 000,00	-810 000,00	-810 000,00
904-12	STADES	787 000,00	198 849,00	198 849,00
904-14	AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIR	3 290 000,00	-1 008 849,00	-1 008 849,00
904-2	JEUNESSE			
904-21	CENTRES DE LOISIRS	677 196,00	-170 000,00	-170 000,00
904-22	AUTRES ACTIVITES POUR LES JEUNES	78 196,00		
		599 000,00	-170 000,00	-170 000,00
RECETTES DE L'EXERCICE				
904-1	SPORTS	40 000,00	38 849,00	38 849,00
904-11	SALLES DE SPORT, GYMNASES	40 000,00	38 849,00	38 849,00
904-12	STADES	40 000,00		
904-14	AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIR		38 849,00	38 849,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES FONCTIONNELS		B5

DETAIL DU CHAPITRE 905 : INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4) (4)
	DEPENSES DE L'EXERCICE	450 000,00	261 000,00	261 000,00
905-2	INTERVENTIONS SOCIALES	450 000,00	261 000,00	261 000,00
905-20	SERVICES COMMUNS	450 000,00	261 000,00	261 000,00
	RECETTES DE L'EXERCICE	80 000,00		
905-2	INTERVENTIONS SOCIALES	80 000,00		
905-20	SERVICES COMMUNS	80 000,00		

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES FONCTIONNELS		B6

DETAIL DU CHAPITRE 906 : FAMILLE

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4) (4)
	DEPENSES DE L'EXERCICE	1 085 000,00	-30 000,00	-30 000,00
906-4	CRECHES ET GARDERIES	1 085 000,00	-30 000,00	-30 000,00
	RECETTES DE L'EXERCICE	79 852,00	133 810,24	133 810,24
906-4	CRECHES ET GARDERIES	79 852,00	133 810,24	133 810,24

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES FONCTIONNELS		B8

DETAIL DU CHAPITRE 908 : AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4) (4)
DEPENSES DE L'EXERCICE				
908-1	SERVICES URBAINS	45 386 687,00	828 467,49	828 467,49
908-10	SERVICES COMMUNS	5 365 000,00	310 000,00	310 000,00
908-13	PROPRETE URBAINE	1 205 000,00		
908-14	ECLAIRAGE PUBLIC	20 000,00		
908-16	AUTRES RESEAUX ET SERVICES DIVERS	2 160 000,00	750 000,00	750 000,00
908-2	AMENAGEMENT URBAIN	1 980 000,00	-440 000,00	-440 000,00
908-20	SERVICES COMMUNS	40 021 687,00	518 467,49	518 467,49
908-21	EQUIPEMENTS DE VOIRIE	2 488 170,00		
908-22	VOIRIE COMMUNALE ET ROUTES	11 585 459,00	1 352 020,69	1 352 020,69
908-23	ESPACES VERTS URBAINS	5 473 000,00	-1 146 003,20	-1 146 003,20
908-24	AUTRES OPERATIONS D'AMENAGEMENT URBAIN	20 475 088,00	312 450,00	312 450,00
908-3	ENVIRONNEMENT			
908-30	SERVICES COMMUNS			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES FONCTIONNELS		B8

DETAIL DU CHAPITRE 908 : AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT				
Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4) (4)
	RECETTES DE L'EXERCICE	4 434 774,00	6 915 830,51	6 915 830,51
908-1	SERVICES URBAINS	330 623,00		
908-13	PROPRETE URBAINE			
908-16	AUTRES RESEAUX ET SERVICES DIVERS	330 623,00		
908-2	AMENAGEMENT URBAIN	4 104 151,00	6 915 830,51	6 915 830,51
908-21	EQUIPEMENTS DE VOIRIE	142 000,00		
908-22	VOIRIE COMMUNALE ET ROUTES	504 000,00	62 143,51	62 143,51
908-23	ESPACES VERTS URBAINS	110 000,00	-81 250,00	-81 250,00
908-24	AUTRES OPERATIONS D'AMENAGEMENT URBAIN	3 348 151,00	6 934 937,00	6 934 937,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES FONCTIONNELS		B9

DETAIL DU CHAPITRE 909 : ACTION ECONOMIQUE

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
DEPENSES DE L'EXERCICE				
909-1	FOIRES ET MARCHES	672 000,00	100 000,00	100 000,00
RECETTES DE L'EXERCICE				
909-1	FOIRES ET MARCHES	672 000,00	100 000,00	100 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET			III
SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS NON VENTILEES			B10

91 et 95 - Opérations non ventilées

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4) (4)
	DEPENSES DE L'EXERCICE	43 971 628,00	78 117 383,00	78 117 383,00
910	OPERATIONS PATRIMONIALES		67 084 509,00	67 084 509,00
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES		10 031 500,00	10 031 500,00
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	43 893 628,00		
913	TAXES NON AFFECTEES		1 001 374,00	1 001 374,00
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS			
915	OPERATIONS D INVESTISSEMENT SUR ETABLISSEMENT D ENSEIGNEMENT			
917	OPERATIONS SOUS MANDATS	78 000,00		
918	DEPENSES IMPREVUES			
	RECETTES DE L'EXERCICE	124 575 854,00	107 938 568,42	107 938 568,42
910	OPERATIONS PATRIMONIALES		67 084 509,00	67 084 509,00
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	62 292 500,00	-7 971 095,80	-7 971 095,80
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	19 000 000,00	32 983 408,26	32 983 408,26
913	TAXES NON AFFECTEES	1 400 000,00		
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	16 416 343,00	5 198 368,00	5 198 368,00
915	OPERATIONS D INVESTISSEMENT SUR ETABLISSEMENT D ENSEIGNEMENT			
917	OPERATIONS SOUS MANDATS	76 000,00		
919	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	15 634 776,00	6 643 378,96	6 643 378,96
95	PRODUITS DE CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	9 756 235,00	4 000 000,00	4 000 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET			III
B - SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS NON VENTILEES			B10-0

CHAPITRE 910 : OPERATIONS PATRIMONIALES

(Intégrations et sorties d'actif - opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement)

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget précédent (2)	Proposition nouvelles (3)	Vote (4)
DEPENSES DE L'EXERCICE				
2112	TERRAINS DE VOIRIE		1 282 201,00	1 282 201,00
2113	TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE		19 540 884,00	19 540 884,00
2115	TERRAINS BATIS		16 970 424,00	16 970 424,00
2116	CIMETIERES		2 685 433,00	2 685 433,00
2117	BOIS ET FORETS		16 650 141,00	16 650 141,00
2118	AUTRES TERRAINS		5 152 178,00	5 152 178,00
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS		11 984,00	11 984,00
21311	HOTEL DE VILLE		9 470,00	9 470,00
21312	BATIMENTS SCOLAIRES		53 985,00	53 985,00
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS		32 783,00	32 783,00
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS		41 640,00	41 640,00
2151	RESEAUX DE VOIRIE		82 894,00	82 894,00
21571	MATERIEL ROULANT		962 001,00	962 001,00
2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT		1 250 640,00	1 250 640,00
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER		231 157,00	231 157,00
274	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES PRETS		2 126 694,00	2 126 694,00
RECETTES DE L'EXERCICE				
2033	FRAIS D'INSERTION		236 688,00	236 688,00
2111	TERRAINS NUS		5 885 501,00	5 885 501,00
2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT		962 001,00	962 001,00
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES		1 481 797,00	1 481 797,00
2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS		42 023 286,00	42 023 286,00
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE		14 368 543,00	14 368 543,00
275	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES		6 646,00	6 646,00
27638	AUTRES CREANCES IMMOBILISEES SUR AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS		2 120 047,00	2 120 047,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
B - SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS NON VENTILEES		B10-1

CHAPITRE 911 : DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget précédent (2)	Proposition nouvelles (3)	Vote (4)
DEPENSES DE L'EXERCICE				
		43 893 628,00	10 031 500,00	10 031 500,00
1641	REAMENAGEMENT DETTE	12 000 000,00	-300 000,00	-300 000,00
16441	EMPRUNT ASSORTI TIRAGE SUR LIGNE DE	22 758 728,00		
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	14 100,00	5 500,00	5 500,00
16818	AUTRES EMPRUNTS AUTRES PRETEURS	31 000,00		
16878	AUTRES ORGANISMES ET PARTICULIERS	89 800,00		
261	TITRES DE PARTICIPATION		126 000,00	126 000,00
274	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES PRETS	9 000 000,00	10 000 000,00	10 000 000,00
275	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES DEPOTS ET		200 000,00	200 000,00
	CAUTIONNEMENTS VERSES			
RECETTES DE L'EXERCICE		62 292 500,00	-7 971 095,80	-7 971 095,80
1641	EMPRUNTS	30 432 772,00	-11 196 095,80	-11 196 095,80
16441	EMPRUNT ASSORTI DE TIRAGE SUR LIGNE DE	22 758 728,00		
	TRESORERIE			
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	1 000,00	25 000,00	25 000,00
274	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES PRETS	9 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00
275	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES DEPOTS ET	100 000,00	200 000,00	200 000,00
	CAUTIONNEMENTS VERSES			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
B - SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS NON VENTILEES		B10-2

CHAPITRE 912 : DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget précédent (2)	Proposition nouvelles (3)	Vote (4)
	DEPENSES DE L'EXERCICE			
	RECETTES DE L'EXERCICE	19 000 000,00	32 983 408,26	32 983 408,26
10222	F.C.T.V.A.	12 500 000,00		
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES		34 231 097,26	34 231 097,26
1342	FONDS AFFECTES A L'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AMENDES DE POLICE	6 500 000,00	-1 247 689,00	-1 247 689,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
B - SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS NON VENTILEES		B10-3

DETAIL DU CHAPITRE 913 : TAXES NON AFFECTEES (A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget précédent (2)	Proposition nouvelles (3)	Vote (4)
	DEPENSES DE L'EXERCICE			
	RECETTES DE L'EXERCICE	1 400 000,00		
10223	T.L.E.	1 400 000,00		

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

III - VOTE DU BUDGET		III
B - SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS NON VENTILEES		B10-4

CHAPITRE 914 : TRANSFERTS ENTRE SECTIONS

Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget précédent (2)	Proposition nouvelles (3)	Vote (4)
	Reprise sur autofinancement			
	Charges transférées			
	RECETTES DE L'EXERCICE (6)	14 505 488,12	5 198 368,00	5 198 368,00
16878	AUTRES ORGANISMES ET PARTICULIERS	47 800,00		
2802	AMT FRAIS ETUDES ELAB DOC URB	68 034,92		
28031	FRAIS D'ETUDES, RECHERCHE & DE DEVELOPPEMENT	747 848,56		
	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES			
28033	FRAIS D'INSERTION	105 057,95	-47 338,00	-47 338,00
28041582	AMORTISSEMENT SUBV AUTRES GROUPEMENTS	780 000,00		
	BATIMENTS ET INSTALLATIONS			
280418	SUBVENTIONS DE DROIT PUBLIC			
2804181	AMORTISSEMENT SUBV ORGANISMES PUBLICS	42 894,02	492 324,00	492 324,00
	MOBILIER MATERIEL ETUDES			
2804182	AMORTISSEMENT SUBV ORGANISMES PUBLICS	2 383 839,95		
	BATIMENTS			
280421	AMORTISSEMENT SUBV MOBILIER MATERIEL ETUDES	28 917,27		
280422	AMORTISSEMENT SUBV D'EQUIPEMENT BATIMENTS ET	3 517 508,55		
	INSTALLATIONS			
2805	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES BREVETS	667 197,09	1 240 871,00	1 240 871,00
	LICENCES DROITS ET VALEURS SIMILAIRES			
2808	AMORTISSEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS	2 090,85		
	INCORPORELLES			
28132	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS		67 977,00	67 977,00
	CORPORELLES IMMEUBLES DE RAPPORT			
281571	MATERIEL ROULANT			
281578	AUTRES MATERIELS OUTILL VOIRIE		221 890,00	221 890,00
28158	AMORTISSEMENT D'IMMOS CORPO AUTRES INSTAL		598 298,00	598 298,00
	TECH MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIEL		263 311,00	263 311,00
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	876 890,57	519 759,00	519 759,00
28183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	1 671 025,13		
28184	MOBILIER	1 204 028,60	511 291,00	511 291,00
28188	AUTRES	2 360 825,71	1 329 985,00	1 329 985,00

(1) (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-C.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Egales aux recettes du chapitre 934 en fonctionnement.

(6) Egales aux dépenses du chapitre 934 en fonctionnement.

III - VOTE DU BUDGET			III
SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS			B10-5
DEPENSES IMPREVUES - VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS			

RECAPITULATION DES CHAPITRES D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

Article	Libellé	Vote
	DEPENSES DE L'EXERCICE (1)	
915	Opération invest. établist enseignant régional	
916	Opération invest. voirie communale	
917	Opération sous mandat (dont travaux d'office)	
	RECETTES DE L'EXERCICE (1)	
915	Opération invest. établist enseignant régional	
916	Opération invest. voirie communale	
917	Opération sous mandat (dont travaux d'office)	

(1) Une ligne par opération. Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour le compte de tiers.

SECTION D'INVESTISSEMENT - Dépenses imprévues (918)

POUR MEMOIRE BUDGET PRECEDENT	PROPOSITIONS NOUVELLES	VOTE

SECTION D'INVESTISSEMENT - Virement de la section de fonctionnement (919)

POUR MEMOIRE BUDGET PRECEDENT	PROPOSITIONS NOUVELLES	VOTE
17 545 630,88	6 643 378,96	6 643 378,96

SECTION D'INVESTISSEMENT - Produits des cessions d'immobilisations (95)

POUR MEMOIRE BUDGET PRECEDENT	PROPOSITIONS NOUVELLES	VOTE
9 756 235,00	4 000 000,00	4 000 000,00

PRESENTATION CROISEE SECTION DE FONCTIONNEMENT

IV - ANNEXES					IV
PRESENTATION CROISEE - VUE D'ENSEMBLE - SECTION DE FONCTIONNEMENT					A1
Comptes par nature	Libellé	920 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	921 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	922 ENSEIGNEMENT- FORMATION	923 CULTURE
	DEPENSES DE L'EXERCICE	1 337 926,00	-27 148,00	572 620,00	131 000,00
011		106 046,00		136 500,00	127 000,00
6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER	24 600,00			
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	2 000,00			
6067	FOURNITURES SCOLAIRES			100 000,00	
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES				
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	-297 741,00			
6135	LOCATIONS MOBILIERES				
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	32 300,00			
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS				
61522	ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS				
6156	MAINTENANCE	-24 000,00			
617	ETUDES ET RECHERCHES	80 000,00			62 000,00
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	9 000,00			
6226	HONORAIRES	41 000,00			
6227	FRAIS D'ACTE ET DE CONTENTIEUX	221 000,00		20 000,00	
6233	FOIRES ET EXPOSITIONS				
6238	DIVERS				50 000,00
6241	TRANSPORT DE BIENS	-23 000,00			
6247	TRANSPORT COLLECTIF			16 500,00	
6255	FRAIS DE DEMENAGEMENT	11 000,00			
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES				
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	7 500,00			
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE	-35 000,00			
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	65 387,00			
62878	REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES ORGANISMES				15 000,00
6288	AUTRES	5 000,00			
63512	TAXES FONCIERES	-13 000,00			
012		839 500,00	-27 148,00	432 000,00	66 000,00
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT				
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG	9 500,00	500,00	20 500,00	2 000,00
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	44 000,00			
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	-70 000,00	-3 000,00	-1 060 000,00	-167 500,00
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	-22 000,00	6 000,00	16 000,00	-500,00
64131	REMUNERATION	48 000,00	-31 648,00	193 000,00	20 000,00
		46 500,00	-34 500,00	942 000,00	68 000,00

IV - ANNEXES				IV
PRESENTATION CROISEE - VUE D'ENSEMBLE - SECTION DE FONCTIONNEMENT				A1

Comptes par nature	924 SPORT ET JEUNESSE	925 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	926 FAMILLE	927 LOGEMENT	928 AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	929 ACTION ECONOMIQUE	TOTAL
011	-154 800,00	140 000,00	322 500,00		671 293,20	62 000,00	3 055 391,20
	-69 900,00	20 000,00			472 938,20	-10 000,00	782 584,20
6042	20 000,00						44 600,00
6064							2 000,00
6067							100 000,00
611					419 935,00		419 935,00
6132							-297 741,00
6135	-5 000,00						-5 000,00
614							32 300,00
61521					30 000,00		30 000,00
61522					-23 000,00		-23 000,00
6156					-20 000,00		-24 000,00
617		20 000,00					80 000,00
6188							71 000,00
6226							41 000,00
6227							221 000,00
6233							26 003,20
6238	-35 000,00				16 003,20	-10 000,00	55 000,00
6241					40 000,00		-23 000,00
6247							16 500,00
6255							11 000,00
627					10 000,00		10 000,00
6281	5 100,00						12 600,00
6282							-35 000,00
6283	-55 000,00						10 387,00
62878							15 000,00
6288							5 000,00
63512	-110 400,00		322 500,00		-148 145,00	-38 000,00	-13 000,00
	-1 000,00		2 000,00		2 500,00		1 386 307,00
6331							36 000,00
6336							44 000,00
64111	-221 500,00		-5 000,00		-259 500,00	-31 500,00	-1 818 000,00
64112	-500,00		10 000,00		12 500,00	1 500,00	23 000,00
64118	-5 000,00		150 000,00		-28 000,00	5 000,00	351 352,00
64131	103 000,00		50 000,00		-40 005,00	-9 000,00	1 125 995,00

IV - ANNEXES						IV
PRESENTATION CROISEE - VUE D'ENSEMBLE - SECTION DE FONCTIONNEMENT						A1
Comptes par nature	Libellé	920 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	921 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	922 ENSEIGNEMENT- FORMATION	923 CULTURE	
64162	EMPLOI D'AVENIR	57 800,00		1 000,00	76 000,00	
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	-110 500,00	-39 500,00	23 500,00	13 000,00	
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	595 500,00	82 000,00	468 000,00	54 000,00	
64731	ALLOC CHOM	-19 300,00	-11 000,00	-65 000,00	-2 000,00	
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	100 000,00				
6488	AUTRES CHARGES	210 000,00	4 000,00	-107 000,00	3 000,00	
014						
65		343 100,00		4 120,00	-62 000,00	
6531	INDEMNITES DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS	353 000,00				
6533	COTISATIONS DE RETRAITE ELUS	12 000,00				
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES	-21 900,00		4 120,00	-62 000,00	
658	CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE					
67		-720,00				
6718	AUTRES CHARGES EXCEPT SUR OPERATIONS DE GESTION	-720,00				
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES					
	RECETTES DE L'EXERCICE	362 114,00				
013						
70		840 000,00				
70321	DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION SUR LA VOIE PUBLIQUE					
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL	500 000,00				
70841	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX BUDGETS ANNEXES, CCAS ET CAISSE DES ECOLES	40 000,00				
70848	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES	300 000,00				
73						
74						
74718	AUTRES					
75		-497 886,00				
752	REVENUS DES IMMEUBLES	-390 572,00				
757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES					
758	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	-107 314,00				
76						
77		20 000,00				

IV - ANNEXES		
PRESENTATION CROISEE - VUE D'ENSEMBLE - SECTION DE FONCTIONNEMENT		
		IV
		A1

Comptes par nature	924 SPORT ET JEUNESSE	925 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	926 FAMILLE	927 LOGEMENT	928 AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	929 ACTION ECONOMIQUE	TOTAL
64162	21 600,00		22 000,00				178 400,00
6451	-86 000,00		-115 000,00		-88 000,00	-13 000,00	-415 500,00
6453	74 500,00		300 000,00		227 500,00	8 000,00	1 809 500,00
64731	9 000,00		12 500,00		14 360,00		-61 440,00
6475	-4 500,00		-104 000,00		10 500,00	1 000,00	100 000,00
6488							13 000,00
014							
65	25 500,00	120 000,00			316 500,00	110 000,00	857 220,00
6531							353 000,00
6533							12 000,00
6574	25 500,00	20 000,00			-3 500,00	60 000,00	22 220,00
658		100 000,00			320 000,00	50 000,00	470 000,00
67					30 000,00		29 280,00
6718							-720,00
678					30 000,00		30 000,00
		30 000,00			542 891,80		935 005,80
013							
70					1 000,00		841 000,00
70321					1 000,00		1 000,00
70323							500 000,00
70841							40 000,00
70848							300 000,00
73							
74		30 000,00					30 000,00
74718		30 000,00					30 000,00
75					541 891,80		44 005,80
752					154 421,80		-236 150,20
757					387 470,00		387 470,00
758							-107 314,00
76							
77							20 000,00

IV - ANNEXES				IV
PRESENTATION CROISEE - VUE D'ENSEMBLE - SECTION DE FONCTIONNEMENT				A1

Comptes par nature	Libellé	920 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	921 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	922 ENSEIGNEMENT- FORMATION	923 CULTURE
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION	20 000,00			

RESTES A REALISER (1)				
DEPENSES		144 400,00	74 669,00	14 600,00
RECETTES				
SOLDE		-144 400,00	-74 669,00	-14 600,00

DEPENSES TOTALES	1 482 326,00	-27 148,00	647 289,00	145 600,00
RECETTES TOTALES	362 114,00			
SOLDE CUMULE	-1 120 212,00	27 148,00	-647 289,00	-145 600,00

IV - ANNEXES			
PRESENTATION CROISEE - VUE D'ENSEMBLE - SECTION DE FONCTIONNEMENT			IV
			A1

Comptes par nature	924 SPORT ET JEUNESSE	925 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	926 FAMILLE	927 LOGEMENT	928 AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	929 ACTION ECONOMIQUE	TOTAL
7718							20 000,00

DEPENSES	352 137,00	92 394,00			12 465,00	12 000,00	702 665,00
RECETTES							
SOLDE	-352 137,00	-92 394,00			-12 465,00	-12 000,00	-702 665,00

DEPENSES TOTALES	197 337,00	232 394,00	322 500,00		683 758,20	74 000,00	3 758 056,20
RECETTES TOTALES		30 000,00			542 891,80		935 005,80
SOLDE CUMULE	-197 337,00	-202 394,00	-322 500,00		-140 866,40	-74 000,00	-2 823 050,40

IV - ANNEXES			IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			A1

PRESENTATION PAR NATURE -920 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

Comptes par nature	Libellé	920-2 Administration générale		
		920-20 Administration générale collectivité	920-21 Assemblée locale	920-22 Administration générale de l'Etat
011	DEPENSES TOTALES	868 426,00	383 200,00	127 400,00
		106 046,00		
6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER	24 600,00		
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	2 000,00		
6067	FOURNITURES SCOLAIRES			
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES			
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	-297 741,00		
6135	LOCATIONS MOBILIERES			
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	32 300,00		
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS			
61522	ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS			
6156	MAINTENANCE	-24 000,00		
617	ETUDES ET RECHERCHES	80 000,00		
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	9 000,00		
6226	HONORAIRES	41 000,00		
6227	FRAIS D'ACTE ET DE CONTENTIEUX	221 000,00		
6233	FOIRES ET EXPOSITIONS			
6238	DIVERS			
6241	TRANSPORT DE BIENS	-23 000,00		
6247	TRANSPORT COLLECTIF			
6255	FRAIS DE DEMENAGEMENT	11 000,00		
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES			
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	7 500,00		
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE	-36 000,00		
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	65 387,00		
62878	REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES ORGANISMES			
6288	AUTRES	5 000,00		
63512	TAXES FONCIERES	-13 000,00		
012		776 700,00	18 200,00	127 400,00
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	5 500,00		3 500,00
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG	44 000,00		
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	-26 000,00	-37 000,00	7 000,00
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	-21 000,00	-2 000,00	500,00

IV - ANNEXES

IV

PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE

A1

PRESENTATION PAR NATURE - 920 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

Comptes par nature	920-2 Administration générale				920-3 Justice	920-4 Coopération décentralisée, 920-41 Subvention globale	920-48 Autres actions coopération décentralisée	TOTAL DE LA FONCTION 920
	920-23 Information, communication, publicité	920-24 Fêtes et cérémonies	920-25 Aides associations (non classées ailleurs)	920-26 Cimetières et pompes funèbres				
011	112 200,00	-76 000,00					-77 300,00	1 337 926,00
6042								106 046,00
6064								24 600,00
6067								2 000,00
611								
6132								-297 741,00
6135								
614								32 300,00
61521								
61522								
6155								-24 000,00
617								80 000,00
6188								9 000,00
6226								41 000,00
6227								221 000,00
6233								
6238								
6241								-23 000,00
6247								
6255								11 000,00
627								
6281								7 500,00
6282								-35 000,00
6283								65 387,00
62878								
6288								5 000,00
63512								-13 000,00
012	112 200,00	-76 000,00					-69 000,00	889 500,00
6331	1 500,00						-1 000,00	9 500,00
6336								44 000,00
64111	32 500,00	-28 000,00					-18 500,00	-70 000,00
64112	-1 500,00	2 000,00						-22 000,00

IV - ANNEXES			IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			A1

PRESENTATION PAR NATURE -920 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

Comptes par nature	Libellé	920-2 Administration générale		
		920-20 Administration générale collectivité	920-21 Assemblée locale	920-22 Administration générale de l'Etat
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	53 000,00	-7 000,00	2 000,00
64131	REMUNERATION	-3 500,00	26 000,00	35 000,00
64162	EMPLOI D'AVENIR	36 200,00	7 200,00	7 200,00
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	-95 500,00	-4 000,00	7 000,00
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	462 500,00	38 000,00	55 500,00
64731	ALLOC CHOM	10 000,00		12 200,00
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	100 000,00		
6488	AUTRES CHARGES	211 500,00	-3 000,00	-2 500,00
014				
65				
6531	INDEMNITES DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS	-13 600,00	365 000,00	
6533	COTISATIONS DE RETRAITE ELUS		353 000,00	
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES	-13 600,00	12 000,00	
658	CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE			
67				
6718	AUTRES CHARGES EXCEPT SUR OPERATIONS DE GESTION	-720,00		
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	-720,00		
	RECETTES TOTALES	362 114,00		
013				
70				
70321	DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION SUR LA VOIE PUBLIQUE	840 000,00		
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL	500 000,00		
70841	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX BUDGETS ANNEXES, CCAS ET CAISSE DES ECOLES	40 000,00		
70848	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES	300 000,00		
73				
74				
74718	AUTRES			
75				
752	REVENUS DES IMMEUBLES	-497 886,00		
757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	-390 572,00		
758	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	-107 314,00		

IV - ANNEXES			
PRESENTATION CROISEE - SECTION D'INVESTISSEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			IV
			A1

PRESENTATION PAR NATURE - 908 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

Comptes par nature	Libellé	908-1 Services urbains						
		908-10 Services communs	908-11 Eau et assainissement	908-12 Collecte et traitement des ordures ménagères	908-13 Propreté urbaine	908-14 Eclairage public	908-15 Transports urbains	908-16 Autres réseaux et services divers
20	DEPENSES DE L'EXERCICE					750 000,00		-440 000,00
202	FRAIS D'ETUDES D'ELABORATION, DE MODIFICATIONS DES DOC. D'URBANISME							
2031	FRAIS D'ETUDES							
2033	FRAIS D'INSERTION							
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES							
204								
2041582	SUBVENTION AGGLOMERATION BATIMENTS INSTALLATIONS							
204182	SUBVENTIONS EQUIPEMENT BATIMENTS INSTALLATIONS							
20421	SUBVENTIONS AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE BIENS MOBILIERS MATERIELS ET ETUDES							
20422	SUBVENTIONS AUX PERSONNES DE DROIT PRIVEES BATIMENTS ET INSTALLATIONS							
21						100 000,00		
2111	TERRAINS NUS							
2113	TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE							
2121	PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES							
2135	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGTS DES CONSTRUCTIONS							
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS							
2151	RESEAUX DE VOIRIE							
21534	INSTALLATION, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES RESEAUX D'ELECTRIFICATION							
21568	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE D'INCENDIE ET DE DEFENSE CIVILE							
2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT							
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE							
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER							
2185	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES CHEPTTEL							
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES					100 000,00		
22								

IV - ANNEXES		IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION D'INVESTISSEMENT - PRESENTATION DETAILLEE		A1

PRESENTATION PAR NATURE - 908 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

	908-2 Aménagement urbains					908-3 Environnement				TOTAL DE LA FONCTION 908
	908-20 Services communs	908-21 Equipement de voirie	908-22 Voirie communale et routes	908-23 Espaces verts urbains	908-24 Autres opérations d'aménagement urbain	908-30 Services communs	908-31 Aménagement des eaux	908-32 Actions spécif. lutte contre pollution	908-33 Préservation du milieu naturel	
20		1 352 020,69	-1 146 003,20	-800 000,00	312 450,00					828 467,49
202					-20 600,00					-820 600,00
2031					4 000,00					4 000,00
2033				-800 000,00	-24 600,00					-824 600,00
2051										
204										
2041582					15 285,00					15 285,00
204182					150 000,00					150 000,00
20421					-65 650,00					-65 650,00
20422					-60 000,00					-60 000,00
21					-9 065,00					-9 065,00
2111		571 760,00	-50 000,00		387 765,00					1 009 525,00
2113					200 000,00					200 000,00
2121										
2135										
2138					187 765,00					187 765,00
2151		500 000,00								500 000,00
21534										
21568										
2182										
2183										
2184										
2185										
2188		71 760,00	-50 000,00							121 760,00
22										

IV - ANNEXES

PRESENTATION CROISEE - SECTION D'INVESTISSEMENT - PRESENTATION DETAILLEE

	IV
	A1

PRESENTATION PAR NATURE - 908 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

Comptes par nature	Libellé	908-1 Services urbains						
		908-10 Services communs	908-11 Eau et assainissement	908-12 Collecte et traitement des ordures ménagères	908-13 Propreté urbaine	908-14 Eclairage public	908-15 Transports urbains	908-16 Autres réseaux et services divers
23						650 000,00		-440 000,00
	2312 IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS							
	2313 IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION					650 000,00		
	2315 IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS							
	2315 MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE							-440 000,00
	2318 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS							
	Opérations d'équipement							
	RECETTES DE L'EXERCICE (2)							
13 (2)								
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX							
1322	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES REGIONS							
1323	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES DEPARTEMENTS							
13251	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES GFP DE RATTACHEMENT							
13258	SUBVENTION D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES							
1327	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCT							
1328	AUTRES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES							
1343	FONDS AFFECTES A L'EQUIPEMENT NON TRANSF.PLAN D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE PAE							
16								
20								
204								
21								
22								
23								
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE							
237	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES D IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							

IV - ANNEXES			IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION D'INVESTISSEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			A1

PRESENTATION PAR NATURE - 908 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

	908-2 Aménagement urbains					908-3 Environnement				TOTAL DE LA FONCTION 908
	908-20 Services communs	908-21 Equipement de voirie	908-22 Voirie communale et routes	908-23 Espaces verts urbains	908-24 Autres opérations d'aménagement urbain	908-30 Services communs	908-31 Aménagement des eaux	908-32 Actions spécif. lutte contre pollution	908-33 Préservation du milieu naturel	
23			780 260,69	-296 003,20	-70 000,00					624 257,49
2312				-296 003,20						-296 003,20
2313					-70 000,00					580 000,00
2315			780 260,69							340 260,69
2318										
13 (2)			62 143,51	-81 250,00	6 934 937,00					6 915 830,51
			62 143,51	-81 250,00	-108 119,00					-127 225,49
1321			22 911,14	-81 250,00	25 000,00					-33 338,86
1322										
1323			16 732,37		-75 250,00					-58 517,63
13251			22 500,00							22 500,00
13258					1 580,00					1 580,00
1327										
1328					-59 449,00					-59 449,00
1343										
16										
20										
204										
21										
22										
23					7 043 056,00					7 043 056,00
2315										
237					43 056,00					43 056,00

IV - ANNEXES		
PRESENTATION CROISEE - SECTION D'INVESTISSEMENT - PRESENTATION DETAILLEE		IV
		A1

PRESENTATION PAR NATURE - 908 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

Comptes par nature	Libellé	908-1 Services urbains						
		908-10 Services communs	908-11 Eau et assainissement	908-12 Collecte et traitement des ordures ménagères	908-13 Propreté urbaine	908-14 Eclairage public	908-15 Transports urbains	908-16 Autres réseaux et services divers
238	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES D IMMOBILISATIONS CORPORELLES							

IV - ANNEXES		IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION D'INVESTISSEMENT - PRESENTATION DETAILLEE		A1

PRESENTATION PAR NATURE - 909 - ACTION ECONOMIQUE

Comptes par nature	Libellé	909-0 Interventions économique	909-1 Faires et marchés	909-2 Aides à l'agriculture et aux industries	909-3 Aides à l'énergie, indus. manufact. BP	909-4 Aides commerce, services marchands
20	DEPENSES DE L'EXERCICE		100 000,00			
204	2051 CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES					
21	2188 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES					
22						
23			100 000,00			
	2312 IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS					
	2313 IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION		100 000,00			
	2315 OUTILLAGE TECHNIQUE					
	Opérations d'équipement					
	RECETTES DE L'EXERCICE (2)					
13 (2)						
13258	SUBVENTION D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES					
16						
20						
204						
21						
22						
23						

(1) N'inscrire que les recettes spécifiquement affectées à des équipements.

(2) A l'exclusion du compte 138.

IV - ANNEXES		IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION D'INVESTISSEMENT - PRESENTATION DETAILLEE		A1

PRESENTATION PAR NATURE - 909 - ACTION ECONOMIQUE

	909-5 Aides au tourisme	909-6 Aides aux services publics	TOTAL DE LA FONCTION 909,
20			100 000,00
	2051		
204			
21			
	2188		
22			
23			100 000,00
	2312		
	2313		100 000,00
	2315		
13 (2)			
	13258		
16			
20			
204			
21			
22			
23			

IV - ANNEXES			IV
ELEMENTS DU BILAN			
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES			A6.1

DETAIL DES DEPENSES

Art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser (N-1)(3)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES (I)=A+B+C+D					
HORS CHARGES TRANSFEREES (II)=A+B+C					
Autres dépenses financières (sous-total) (B)					
020	Dépenses imprévues				
Transferts entre sections =C+D					
Reprise sur autofinancement antérieur (C) (1)					
Charges transférées (D)=E+F+G (1)					
Travaux en régie (E)					
Charges à répartir sur plusieurs exercices (F)					
Stocks et en-cours (G)					

Op.de l'exercice I	Solde d'exécution D001 (3)	CUMUL IV
	17 569 932,56	17 569 932,56
Dépenses		

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
 (2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
 (3) Inscrire en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent ou si reprise anticipée des résultats. Il n'y a pas de restes à réaliser sur les opérations d'ordre.

Détail des comptes 16449 et 166 en dépenses					
Art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser (N-1)(3)	Propositions nouvelles	Vote(2)
16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie				
166	Refinancement de dette				
Total					

IV - ANNEXES			IV
ELEMENTS DU BILAN			
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES			A6.2

DETAIL DES RECETTES					
Art.(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser (N-1)(3)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) (III)=a+b+c+d		9 180 000,00		5 326 693,00	5 326 693,00
Ressources propres externes (a)					
Autres recettes financières (b)		9 180 000,00		5 326 693,00	5 326 693,00
274	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES PRETS (1)	80 000,00			
274	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES PRETS (1)	9 000 000,00		3 000 000,00	3 000 000,00
275	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES (1)			6 646,00	6 646,00
275	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES (1)	100 000,00		200 000,00	200 000,00
27638	AUTRES CREANCES IMMOBILISEES SUR AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS (1)			2 120 047,00	2 120 047,00
Transferts entre sections (c) (1)					

Opérations de l'exercice III	Solde d'exécution R001(3)	Affectation R1068(3)	CUMUL V
Recettes	5 326 693,00	34 231 097,26	39 557 790,26

Montant	
Dépenses financières (IV)	17 569 932,56
Recettes financières (V)	39 557 790,26
Solde (recettes - dépenses) VI=V-IV(5)	+21 987 857,70
Solde net hors créances sur autres collectivités publiques (c/2763) et charges transférées (D)(6)(7)	+21 987 857,70
Résultat hors charges transférées V-(II+D001)	21 987 857,26

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
(3) Inscrire en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent ou si reprise anticipée des résultats. Il n'y a pas de restes à réaliser sur les opérations d'ordre.
(4) Hors comptes 10228, 10259 et 1068.
(5) Indiquer le signe algébrique.
(6) Ces créances et charges peuvent être financées par emprunt.
(7) Il s'agit des dépenses réelles au compte 2763.

Autres ressources financières ne faisant pas partie des ressources propres (c/16449 et c/166)					
Art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser (N-1)(3)	Propositions nouvelles	Vote (2)
16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie				
166	Refinancement de dette				
Total					

ETAT DES IMMOBILISATIONS

BIENS ACQUIS A COMPTER DU 01/01/2009

AMORTISSEMENTS - METHODES UTILISEES

Méthodes utilisées après la Délibération du 30/03/2009 "méthodes et durée d'amortissements des immobilisations du Budget Principal de la Ville de Montpellier"

BIENS ACQUIS à partir du 01/01/2009			
Catégories	Nature	Durée d'amortissement votée par le Conseil Municipal	Date de la Délibération
Concessions et droits similaires	2051	2	31/03/2009
Marques, brevets et droits	208	Durée des droits	
Voitures et véhicules 2 roues	2182	6	
Camions et véhicules et industriels	2182	7	
Mobilier	2184	10	
Matériel de bureau électrique et électronique	2183	5	
Matériel informatique	2183	4	
Matériel classique	2188	10	
Frais de recherche et de développement	2032	5	
Frais d'études non suivis de réalisation	2031	5	
Frais d'insertion	2033	5	
Frais d'urbanisme	202	5	
Subventions d'équipements versées - Autres groupements			
- Biens mobiliers, matériels et études	2041581	5	
- Bâtiments et installations	2041582	5	
- Projets d'infrastructures d'intérêt national	2041583	5	
Subventions d'équipements versées - Autres organismes publics			
- Biens mobiliers, matériels et études	204181	5	
- Bâtiments et installations	204182	5	
- Projets d'infrastructures d'intérêt national	204183	5	
Subventions d'équipements aux personnes de droit privé			
- Biens mobiliers, matériels et études	20421	5	
- Bâtiments et installations	20422	5	
- Projets d'infrastructures d'intérêt national	20423	5	
Biens de faible valeur inférieurs à 2000€ TTC	-	1	

2033 - FRAIS D'INSERTION - DUREE D'AMORTISSEMENT : 5 ANS

Exercice	Libellé acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur Nette 2013	Amortissement de l'exercice
2009	La Panacée	16 124,22	6 449,69	3 224,84
2009	Abords Pierre Mendès France	4 241,92	1 696,77	848,38
2009	Restaurants Scolaires	4 155,87	1 662,35	831,17
2009	Diverses annonces légales	4 541,84	1 816,74	908,37
2009	Revêtement de voirie	4 014,41	1 605,76	802,88
2009	Maintenance travaux	5 413,42	2 165,37	1 082,68
2009	Travaux Cimetière Saint Etienne	3 266,86	1 306,74	653,37
2009	Comptages directionnels	839,68	335,87	167,94
2009	Traversée piétonne sécurisée-Mas d'Argelliers	1 194,36	477,74	238,87
2009	Audit chaussées	4 291,05	1 716,42	858,21
2009	Restaurants du Cœur	3 582,67	1 433,07	716,53
2009	Gymnase Spinosi	983,04	393,22	196,61
2009	Reconstruction foyer Campériols	4 179,23	1 671,69	835,85
2009	Création ZAC de la Restanque	1 323,85	529,54	264,77
2009	Construction caveau	3 630,28	1 452,11	726,06
2009	Rénovation sols sportifs naturels et synthétiques	2 866,81	1 146,72	573,36
2009	Travaux Nestor Burma	4 925,85	1 970,34	985,17
2009	Marché école Callas	1 245,75	498,30	249,15
2009	Abri girafes	1 215,88	486,35	243,18
2009	Transformation terrain Bel Air	1 064,96	425,98	212,99
2009	Marché radio Police Municipale	173,25	69,30	34,65
2009	Rénovation chaufferie	3 521,20	1 408,48	704,24
2009	Plan média Office du Tourisme	993,28	397,31	198,66
2009	Réalisation de panneaux pédagogiques	351,62	140,65	70,32
2009	Chemin de Poutingon	2 397,86	959,14	479,57
2009	Publicité MAPA travaux	2 756,30	1 102,52	551,26
2009	Travaux Mas Nouguier	2 396,78	958,71	479,36
2009	Marché Parc Zoologique	1 114,10	445,64	222,82
2009	Etude démographique scolaire	65,00	26,00	13,00
2009	Requalification de l'Hôtel de Ville	1 113,66	445,46	222,73
2009	Sols souples	1 162,08	464,83	232,42

2033 - FRAIS D'INSERTION - DUREE D'AMORTISSEMENT : 5 ANS

Exercice	Libellé acquisition	Montant	Valeur Nette 2013	Amortissement de l'exercice
2009	Zac Rive Gauche	1 790,77	716,31	358,15
2009	Numerisation/géolocalisation	3 655,10	1 462,04	731,02
2009	Parc public de stationnement	1 854,64	741,86	370,93
2009	Conception et réalisation de plaquettes	3 898,96	1 559,58	779,79
2009	Enrobés 2009	3 266,86	1 306,74	653,37
2009	Revêtement modulaire	3 396,72	1 358,69	679,34
2009	Etudes de viabilisation	459,38	183,75	91,88
2009	Etudes Quartier Mairie Polygone	986,22	394,49	197,24
2009	Etudes quartier mairie Polygone	4 403,02	1 761,21	880,60
2009	Publicité MAPA cartographie	3 549,58	1 419,83	709,92
2009	Flahault Chancel cheminement	3 160,07	1 264,03	632,01
2009	Accès centre ville	1 006,06	402,42	201,21
2009	Etudes la Lironde	7 524,48	3 009,79	1 504,90
2009	Place François Jaumes	3 407,48	1 362,99	681,50
2009	Avis de publicité marchés adjudicataires	2 000,25	800,10	400,05
2009	Rue Maréchal Leclerc	2 876,14	1 150,46	575,23
2009	réseau éclairage	3 098,61	1 239,44	619,72
2009	Entretien Bâtiments communaux	6 552,17	2 620,87	1 310,43
2009	Mairie annexe Tastavin	4 077,01	1 630,80	815,40
2009	Copieurs école	3 940,77	1 576,31	788,15
2009	Rue Bouffonnet/Rue Caizergue	2 276,94	910,78	455,39
2009	Etude livraison des marchandises	1 027,58	411,03	205,52
2009	Etude aménagement secteur Blanquette Thomassy	415,25	166,10	83,05
2009	Pistes Cyclables	3 237,68	1 295,07	647,54
2009	Panneaux d'affichages entrée des établissements scolaires	3 393,06	1 357,22	678,61
2009	Marché jeux pour enfants	3 779,30	1 511,72	755,86
2009	Fabrication et pose de feux	3 312,19	1 324,88	662,44
2009	Valorisation ZAC Pagezy	3 865,72	1 546,29	773,14
2009	Maternelle Beethoven	8 812,43	3 524,97	1 762,49
2009	Construction abri pour girafes	3 175,74	1 270,30	635,15
2009	PAE Marqueroze	3 304,52	1 321,81	660,90

2033 - FRAIS D'INSERTION - DUREE D'AMORTISSEMENT : 5 ANS

Exercice	Libellé acquisition	Montant	Valeur Nette 2013	Amortissement de l'exercice
2009	MAPA travaux de rénovation illuminations	3 114,75	1 245,90	622,95
2009	Numérisation géolocalisation	1 218,37	487,35	243,67
2009	Mise aux normes stand tir police municipale	4 123,54	1 649,42	824,71
2009	EAI	9 326,42	3 730,57	1 865,28
2009	Projet urbain	3 880,66	1 552,26	776,13
2009	Equipement nouvelle mairie	1 049,10	419,64	209,82
2009	ZAC nouveau saint Roch	2 581,79	1 032,72	516,36
2009	Réfection œuf + place comédie	909,22	363,69	181,84
2009	ZAC rive gauche	539,28	215,71	107,86
	TOTAL	217 394,91	86 957,96	43 478,98
2010	Equipement nouvelle mairie	8 060,52	4 836,31	1 612,10
2010	EAI	4 994,05	2 996,43	998,81
2010	Achat matériel informatique	5 088,40	3 053,04	1 017,68
2010	Pc Petrarque	3 368,40	2 021,04	673,68
2010	Mission coordination sécurité et protection santé	5 018,42	3 011,05	1 003,68
2010	Rénovation chaufferie	3 719,03	2 231,42	743,81
2010	Etudes de circulation	3 310,53	1 986,32	662,11
2010	Modules préfabriqués	5 070,42	3 042,25	1 014,08
2010	Eclairage public	4 120,33	2 472,20	824,07
2010	Ecole Louisville	4 128,26	2 476,96	825,65
2010	MAINTENANCE DES FONTAINES	2 370,95	1 422,57	474,19
2010	PREVISIONS ALERTES CRUES	3 831,98	2 299,19	766,40
2010	CRECHE JOSEPHINE BAKER	3 192,84	1 915,70	638,57
2010	RENOVATION LOCAUX ASSOCIATIF	2 984,26	1 790,56	596,85
2010	AO MOBILIER SCOLAIRE	3 375,59	2 025,35	675,12
2010	AO MATERIEL REGULATION TRAFIC	3 895,71	2 337,43	779,14
2010	ANNONCE PUBLICITE MAPA	2 049,47	1 229,68	409,89
2010	AO TRAVAUX PARVIS RUE DES PERTUI	2 827,82	1 696,69	565,56
2010	RUE FG BOUTONNET/RUE CAIZERGUE	2 411,14	1 446,68	482,23
	TOTAL	73 818,12	44 290,87	14 763,62
2011	PUBLICITE POUR AO CRECHE MARY POPPIN'S	2 197,15	1 757,72	439,43

2033 - FRAIS D'INSERTION - DUREE D'AMORTISSEMENT : 5 ANS

Exercice	Libellé acquisition	Montant	Valeur Nette 2013	Amortissement de l'exercice
2011	PUBLICITE AO CREATION SALLE D'ACTIVITE	2 984,26	2 387,41	596,85
2011	PUBLICITE AO CONCEPTION ET REALISATION GS	3 309,71	2 647,77	661,94
2011	CONSTRUCTION DU GS MALBOSC 2	5 121,73	4 097,38	1 024,35
2011	STRUCTURES MODULAIRES GS LA LIRONDE	4 078,69	3 262,95	815,74
2011	TRAVAUX CHAUFFAGE LOT 14 LA PANACEE	2 000,81	1 600,65	400,16
2011	INSPECTION OUVRAGE D'ART	2 643,64	2 114,91	528,73
2011	MISE A NIVEAU SYSTÈME CONTRÔLE D'ACCES FHDV	3 187,01	2 549,61	637,40
2011	TRAVAUX RENOV CHAUFFERIES/ARMOIRES ELECTRIQUE	2 208,77	1 767,02	441,75
2011	ANNONCE PUB MAS NOUGUIER	2 230,30	1 784,24	446,06
2011	ACHAT MATERIEL PRO CUISINE ELECTROM TV	4 098,93	3 279,14	819,79
2011	ACHAT DE SYSTÈME D'IMPRESSION	3 853,08	3 082,46	770,62
2011	PUB MOBILIER URBAIN PROD ET EQUIP VOIRIE	4 307,90	3 446,32	861,58
2011	AO MATERIEL ECLAIRAGE PUBLIC	4 574,27	3 659,42	914,85
2011	AO MATERIEL DE SPORT	3 067,74	2 454,19	613,55
2011	AO MATERIEL REGULATION TRAFIC	3 485,81	2 788,65	697,16
2011	CLOISEMENT TRAVAUX BUREAUX PARVIS FHDV	2 205,33	1 764,26	441,07
2011	PUB DEMENAGEMENT FHDV	3 383,34	2 706,67	676,67
2011	ELABORATION PROJET URBAIN	3 610,01	2 888,01	722,00
2011	LANCEMENT DSP PARKING LAISSAC	2 325,02	1 860,02	465,00
2011	Rénovation tunnel Comédie	2 115,34	1 692,27	423,07
2011	Appel d'offre - manuels scolaires et autres livres	3 006,39	2 405,11	601,28
2011	Appel d'offre - Postes de travail bureautique et serveurs	3 681,29	2 945,03	736,26
2011	Appel d'offre - Construction école Beethoven	5 097,18	4 077,74	1 019,44
2011	Publicité Malbosc	2 454,19	1 963,35	490,84
2011	Appel d'offre - ZAC Malbosc 2 - Mitterand	3 538,77	2 831,02	707,75
2011	Appel d'offre - Vêtements et matériels de la P.M	3 453,67	2 762,94	690,73
2011	Annonce GS la Lironde II	3 082,81	2 466,25	616,56
	TOTAL	91 303,14	73 042,51	18 260,63
2012	Mission programmation Projet cité du corps humain	7 828,66	7 828,66	1 565,73
2012	Modules préfabriqués	3 670,52	3 670,52	734,10
2012	Attribution de marché	6 685,71	6 685,71	1 337,14

2033 - FRAIS D'INSERTION - DUREE D'AMORTISSEMENT : 5 ANS

Exercice	Libellé acquisition	Montant	Valeur Nette 2013	Amortissement de l'exercice
2012	Serrurerie voirie	2 148,78	2 148,78	429,76
2012	Aménagement de la rue Faubourg de Boutonnet	2 760,97	2 760,97	552,19
2012	GS Les Jonquilles	2 403,24	2 403,24	480,65
2012	Collecteur Blayac	2 988,09	2 988,09	597,62
2012	Travaux accès Grand Mail	2 718,96	2 718,96	543,79
2012	PLD Nord	2 889,06	2 889,06	577,81
2012	Nacelle-tracteur-broyeur	3 327,87	3 327,87	665,57
2012	Appel d'offre - étude de programmation des espaces publics	4 598,38	4 598,38	919,68
2012	Projet aménagement du SITE	2 893,36	2 893,36	578,67
2012	Parking Laissac	4 938,52	4 938,52	987,70
2012	Parking Foch-Préfecture-Arc de triomphe-Marché aux fleurs	2 488,64	2 488,64	497,73
2012	Frais inférieurs à 2000€	18 086,56	18 086,56	18 086,56
TOTAL		70 427,32	70 427,32	28 554,71
TOTAL GENERAL DES AMORTISSEMENTS 2009-2010-2011-2012				105 057,95

Exercice	Reprise sur amortissement	Montant	Valeur Nette 2013	Amortissement de l'exercice
2009	Etudes de viabilisation	459,38	183,75	91,88
2009	ZAC rive gauche	539,28	215,71	107,86
2009	Réfection œuf + place comédie	909,22	363,69	181,84
2009	Gymnase Spinosi	983,04	393,22	196,61
2009	Transformation terrain Bel Air	1064,96	425,98	212,99
2009	Sols souples	1162,08	464,83	232,42
2009	Abri girafes	1215,88	486,35	243,18
2009	Marché école Callas	1245,75	498,30	249,15
2009	Zac Rive Gauche	1790,77	716,31	358,15
2009	Avis de publicité marchés adjudicataires	2000,25	800,10	400,05
2009	Rue Boutonnet/Rue Caizergue	2276,94	910,78	455,39
2009	Travaux Mas Nougier	2396,78	958,71	479,36
2009	Chemin de Poutingon	2397,86	959,14	479,57
2009	Publicité MAPA travaux	2756,3	1 102,52	551,26

2033 - FRAIS D'INSERTION - DUREE D'AMORTISSEMENT : 5 ANS

Exercice	Reprise sur amortissement	Montant	Valeur Nette 2013	Amortissement de l'exercice
2009	Rénovation sols sportifs naturels et synthétiques	2866,81	1 146,72	573,36
2009	Rue Maréchal Leclerc	2876,14	1 150,46	575,23
2009	réseau éclairage	3098,61	1 239,44	619,72
2009	MAPA travaux de rénovation illuminations	3114,75	1 245,90	622,95
2009	Flahault Chancel cheminement	3160,07	1 264,03	632,01
2009	Construction abri pour girafes	3175,74	1 270,30	635,15
2009	Travaux Cimetière Saint Etienne	3266,86	1 306,74	653,37
2009	Enrobés 2009	3266,86	1 306,74	653,37
2009	PAE Marqueroze	3304,52	1 321,81	660,90
2009	Fabrication et pose de feux	3312,19	1 324,88	662,44
2009	Revêtement modulaire	3396,72	1 358,69	679,34
2009	Place François Jaumes	3407,48	1 362,99	681,50
2009	Rénovation chaufferie	3521,2	1 408,48	704,24
2009	Restaurants du Cœur	3582,67	1 433,07	716,53
2009	Construction caveau	3630,28	1 452,11	726,06
2009	Revêtement de voirie	4014,41	1 605,76	802,88
2009	Mairie annexe Tastavin	4077,01	1 630,80	815,40
2009	Mise aux normes stand tir police municipale	4123,54	1 649,42	824,71
2009	Abords Pierre Mendès France	4241,92	1 696,77	848,38
2009	Travaux Nestor Burma	4925,85	1 970,34	985,17
2009	Maintenance travaux	5413,42	2 165,37	1 082,68
2009	Entretien Bâtiments communaux	6552,17	2 620,87	1 310,43
2009	Etudes la Lironde	7524,48	3 009,79	1 504,90
2009	EAI	9326,42	3 730,57	1 865,28
2009	La Panacée	16124,22	6 449,69	3 224,84
	TOTAL DE LA REPRISE SUR AMORTISSEMENT	136 502,83	54 601,13	27 300,57
2010	RUE FG BOUTONNET/RUE CAIZERGUE	2 411,14	1 446,68	482,23
2010	AO TRAVAUX PARVIS RUE DES PERTUI	2 827,82	1 696,69	565,56
2010	RENOVATION LOCAUX ASSOCIATIF	2 984,26	1 790,56	596,85
2010	CRECHE JOSEPHINE BAKER	3 192,84	1 915,70	638,57
2010	Rénovation chaufferie	3 719,03	2 231,42	743,81

2033 - FRAIS D'INSERTION - DUREE D'AMORTISSEMENT : 5 ANS

Exercice	Reprise sur amortissement	Montant	Valeur Nette 2013	Amortissement de l'exercice
2010	Eclairage public	4 120,33	2 472,20	824,07
2010	Ecole Louisvill	4 128,26	2 476,96	825,65
2010	EAL	4 994,05	2 996,43	998,81
2010	Modules préfabriqués	5 070,42	3 042,25	1 014,08
	TOTAL DE LA REPRISE SUR AMORTISSEMENT	33 448,15	20 068,89	6 689,63
2011	TRAVAUX CHAUFFAGE LOT 14 LA PANACEE	2 000,81	1 600,65	400,16
2011	Rénovation tunnel Comédie	2 115,34	1 692,27	423,07
2011	PUBLICITE POUR AO CRECHE MARY POPPIN'S	2 197,15	1 757,72	439,43
2011	CLOISENEMENT TRAVAUX BUREAUX PARVIS FHDV	2 205,33	1 764,26	441,07
2011	TRAVAUX RENOV CHAUFFERIES/ARMOIRES ELECTRIQUE	2 208,77	1 767,02	441,75
2011	ANNONCE PUB MAS NOUGUIER	2 230,30	1 784,24	446,06
2011	PUBLICITE AO CREATION SALLE D'ACTIVITE	2 984,26	2 387,41	596,85
2011	Annonce GS la Lironde II	3 082,81	2 466,25	616,56
2011	MISE A NIVEAU SYSTÈME CONTRÔLE D'ACCES FHDV	3 187,01	2 549,61	637,40
2011	PUBLICITE AO CONCEPTION ET REALISATION GS	3 309,71	2 647,77	661,94
2011	Appel d'offre - ZAC Malbosc 2 - Mitterand	3 538,77	2 831,02	707,75
2011	STRUCTURES MODULAIRES GS LA LIRONDE	4 078,69	3 262,95	815,74
2011	Appel d'offre - Construction école Beethoven	5 097,18	4 077,74	1 019,44
2011	CONSTRUCTION DU GS MALBOSC 2	5 121,73	4 097,38	1 024,35
	TOTAL DE LA REPRISE SUR AMORTISSEMENT	43 357,86	34 686,29	8 671,57
2012	Serrurerie voirie	2 148,78	2 148,78	429,76
2012	GS Les Jonquilles	2 403,24	2 403,24	480,65
2012	Travaux accès Grand Mail	2 718,96	2 718,96	543,79
2012	Aménagement de la rue Faubourg de Boutonnet	2 760,97	2 760,97	552,19
2012	Collecteur Blayac	2 988,09	2 988,09	597,62
2012	Modules préfabriqués	3 670,52	3 670,52	734,10
2012	Attribution de marché	6 685,71	6 685,71	1 337,14
	TOTAL DE LA REPRISE	23 376,27	23 376,27	4 675,25
	TOTAL GENERAL DE LA REPRISE SUR AMORTISSEMENT 2009-2010-2011-2012			47 337,02

20418 SUBVENTIONS DE DROIT PUBLIC - DUREE D'AMORTISSEMENT : 5 ANS

Exercice	Libellé acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur Nette 2013	Amortissement de l'exercice
2006	SUBVENTION VIDEO SURVEILLANCE URBAINE A ACM	492 324,00	-	492 324,00

2051 LOGICIELS-DUREE D'AMORTISSEMENT : 2 ANS

Exercice	Libellé acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur Nette 2013	Amortissement de l'exercice
2011	MODULE CCAG - TIC (LOGICIEL MARCO)	5 138,02	2 569,01	2 569,01
2011	LOGICIEL DE GESTION DU PATRIMOINE	12 558,00	6 279,00	6 279,00
2011	SERVEUR VOCAL	7 475,00	3 737,50	3 737,50
2011	LOGICIEL LE SPHINX	3 205,28	1 602,64	1 602,64
2011	MODULE CONVERSION AUTOMATIQUE EN PDF	2 487,68	1 243,84	1 243,84
2011	DISTRIBUTEUR DE TICKETS DISEO + PARAMETRAGE	8 254,93	4 127,47	4 127,47
2011	MODULE INFORMATIQUE DE RECUP DONNEES COMPTAGE ROUTIER	10 692,84	5 346,42	5 346,42
2011	LOGICIEL LE SPHINX	3 348,80	1 674,40	1 674,40
2011	LOGICIEL DE PLANS - GESTION PATRIMONIALE	3 364,35	1 682,18	1 682,18
2011	MODULE INFORMATIQUE DE RECUP DONNEES COMPTAGE ROUTIER	10 692,84	5 346,42	5 346,42
2011	LICENCE AUTOCAD ARCHITECTURE	2 891,93	1 445,97	1 445,97
2011	LOGICIEL DE GESTION DU PATRIMOINE	2 344,16	1 172,08	1 172,08
2011	EXTENSION DU LOGICIEL DE LA GESTION STOCKS	2 834,52	1 417,26	1 417,26
2011	EXTENSION DU LOGICIEL DE LA GESTION STOCKS	3 229,20	1 614,60	1 614,60
2011	SITE D'AGREGATION DES DONNEES PUBLIQUES	3 850,00	1 925,00	1 925,00
2011	ARCHITECTURE DES METIERS	5 471,70	2 735,85	2 735,85
2011	APPLICATION SMARTPHONE	7 814,66	3 907,33	3 907,33
2011	APPLICATION SMARTPHONE	2 389,61	1 194,81	1 194,81
2011	EXTENSION DU LOGICIEL DE LA GESTION STOCKS	2 427,88	1 213,94	1 213,94
2011	PROLOGICIEL PROTOCOLE	18 167,24	9 083,62	9 083,62
2011	PROLOGICIEL PROTOCOLE	2 368,08	1 184,04	1 184,04
2011	APPLICATION BIOZOOM	4 876,09	2 438,05	2 438,05
2011	PROLOGICIEL PROTOCOLE	3 887,00	1 943,50	1 943,50
2011	PROLOGICIEL PROTOCOLE	2 248,48	1 124,24	1 124,24
2011	PROLOGICIEL PROTOCOLE	2 248,48	1 124,24	1 124,24
2011	PROLOGICIEL PROTOCOLE	2 248,48	1 124,24	1 124,24
2011	PROLOGICIEL PROTOCOLE	2 248,48	1 124,24	1 124,24
2011	REALISATION FILM HOTEL DE VILLE MONTPELLIER	8 748,74	4 374,37	4 374,37
2011	CONTRAT LICENCE BADGE	7 767,59	3 883,80	3 883,80
2011	LOGICIEL ESIRIUS	7 252,11	3 626,06	3 626,06
2011	Vues aériennes d'hiver	50 255,92	25 127,96	25 127,96

2051 LOGICIELS-DUREE D'AMORTISSEMENT : 2 ANS

Exercice	Libellé acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur Nette 2013	Amortissement de l'exercice
2011	Extension logiciel gestion des stocks	2 272,40	1 136,20	1 136,20
2011	Licence Autocad 2011	35 958,94	17 979,47	17 979,47
2011	Prologiciel protocole	2 248,48	1 124,24	1 124,24
2011	Environnement de développement	5 980,00	2 990,00	2 990,00
2011	Prologiciel protocole	2 248,48	1 124,24	1 124,24
2011	Prologiciel protocole	4 496,96	2 248,48	2 248,48
2011	Environnement de développement	7 176,00	3 588,00	3 588,00
2011	Extension logiciel gestion des stocks	3 611,92	1 805,96	1 805,96
2011	Intégration et partage application tiers	9 328,80	4 664,40	4 664,40
2011	Environnement de développement	7 176,00	3 588,00	3 588,00
2011	Prologiciel protocole	2 248,48	1 124,24	1 124,24
2011	Réalisation et intégration film	3 720,00	1 860,00	1 860,00
2011	Orthoimage et modèle numérique	67 574,00	33 787,00	33 787,00
2011	Logiciel exploitation et supervision du système de vidéo urbaine	61 268,69	30 634,35	30 634,35
2011	Film sur les Hôtels de ville à Montpellier	34 994,96	17 497,48	17 497,48
2011	Télétransmission sécurisée des convocations du Conseil Municipal	4 305,60	2 152,80	2 152,80
2011	ATM3D Module de base	3 588,00	1 794,00	1 794,00
2011	Prologiciel protocole	2 248,48	1 124,24	1 124,24
2011	Prologiciel protocole	2 248,48	1 124,24	1 124,24
	TOTAL	475 482,76	237 741,38	237 741,38
2012	Logiciel GMA 2012	2 736,02	2 736,02	1 368,01
2012	Logiciel Photothèque Numérique	9 270,00	9 270,00	4 635,00
2012	Logiciel de gestion informatisée du courrier	70 690,37	70 690,37	35 345,19
2012	Logiciel évolution Posacte	4 879,68	4 879,68	2 439,84
2012	Logiciel Astre V4	30 973,41	30 973,41	15 486,71
2012	Logiciel Gestion des Subventions	50 242,04	50 242,04	25 121,02
2012	Logiciel gestion des badges	3 579,25	3 579,25	1 789,63
2012	Extension logiciel gestion des stocks	7 128,16	7 128,16	3 564,08
2012	Logiciel Mairie de proximité	14 000,01	14 000,01	7 000,01
2012	Logiciel gestion de l'espace public	83 751,10	83 751,10	41 875,55
2012	Logiciel concerto	6 458,40	6 458,40	3 229,20

2051 LOGICIELS-DUREE D'AMORTISSEMENT : 2 ANS

Exercice	Libellé acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur Nette 2013	Amortissement de l'exercice
2012	Adaptation Portail SIG Métiers	7 104,24	7 104,24	3 552,12
2012	Logiciel GMAO	19 602,44	19 602,44	9 801,22
2012	Déploiement logiciel de projet Open source	6 219,20	6 219,20	3 109,60
2012	Licence ARCVIEW	7 809,88	7 809,88	3 904,94
2012	Prologiciel Astech	16 146,00	16 146,00	8 073,00
2012	Mise à jour logiciel 3D Urbain	22 963,20	22 963,20	11 481,60
2012	Licence Autocad	4 195,57	4 195,57	2 097,79
2012	Licence Veean backup	21 667,21	21 667,21	10 833,61
2012	Licence Solarwinds demeware	5 908,24	5 908,24	2 954,12
2012	Licence Aigle Api Java	9 655,31	9 655,31	4 827,66
2012	Application de découvertes des espaces publics	4 784,00	4 784,00	2 392,00
2012	Licence Citrix	13 909,48	13 909,48	6 954,74
2012	Logiciel télétransmission	2 631,20	2 631,20	1 315,60
2012	Modules gestion des listes	3 150,26	3 150,26	1 575,13
2012	Logiciel Backoffice	5 980,00	5 980,00	2 990,00
2012	Application écrans tactiles	84 510,00	84 510,00	42 255,00
2012	Application poème magnétique	16 863,60	16 863,60	8 431,80
2012	Logiciel analyse de projet	11 960,00	11 960,00	5 980,00
2012	Application description du patrimoine	2 990,00	2 990,00	1 495,00
2012	Logiciel Droits de cités	5 300,00	5 300,00	2 650,00
2012	Biens inférieurs à 2000€	150 926,57	150 926,57	150 926,57
	TOTAL	707 984,84	707 984,84	429 455,71
2006	REAJUSTEMENT INVENTAIRE COMPTABLE 2006	1 240 871,00		1 240 871,00
	TOTAL	1 240 871,00		1 240 871,00

21571 MATERIEL ROULANT - DUREE D'AMORTISSEMENT : 5 ANS

Exercice	Libellé acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur Nette 2013	Amortissement de l'exercice
2006	REAJUSTEMENT INVENTAIRE COMPTABLE 2006	221 890,00		221 890,00

21578 AUTRES MATERIELS OUTILLAGES DE VOIRIE - DUREE D'AMORTISSEMENT : 5 ANS

Exercice	Libellé acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur Nette 2013	Amortissement de l'exercice
2006	REAJUSTEMENT INVENTAIRE COMPTABLE 2006	598 298,00		598 298,00

2158 AUTRES MATERIELS OUTILLAGES TECHNIQUES - DUREE D'AMORTISSEMENT : 5 ANS

Exercice	Libellé acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur Nette 2013	Amortissement de l'exercice
2006	REAJUSTEMENT INVENTAIRE COMPTABLE 2006	263 311,00		263 311,00

2182 - VOITURES ET DEUX ROUES - DUREE D'AMORTISSEMENT - 6 ANS

Année d'acquisition	Libellé Acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur nette 2013	Amortissement de l'exercice
2009	VTT MATRA CROSS	2 017,86	1 008,93	336,31
2009	VTT MATRA CROSS	2 017,86	1 008,93	336,31
2009	TWINGO AUTHENTIQUE	8 884,04	4 442,02	1 480,67
2009	MOTO TDM 900	12 108,52	6 054,26	2 018,09
2009	MOTO TDM 901	12 108,52	6 054,26	2 018,09
2009	RENAULT MEGANE	13 804,00	6 902,00	2 300,67
2009	RENAULT MEGANE	13 804,00	6 902,00	2 300,67
2009	RENAULT GRANS SCENIC	17 538,00	8 769,00	2 923,00
2009	RENAULT GRANS SCENIC	17 538,00	8 769,00	2 923,00
2009	RENAULT GRANS SCENIC	17 538,00	8 769,00	2 923,00
2009	RENAULT GRANS SCENIC	17 538,00	8 769,00	2 923,00
2009	RENAULT GRANS SCENIC	17 538,00	8 769,00	2 923,00
2009	RENAULT GRANS SCENIC	17 538,00	8 769,00	2 923,00
2009	RENAULT GRANS SCENIC	17 538,00	8 769,00	2 923,00
2009	RENAULT KANGOO EXPRESS	12 028,17	6 014,09	2 004,70
2009	RENAULT KANGOO EXPRESS	12 364,25	6 182,13	2 060,71
2009	RENAULT KANGOO EXPRESS	10 563,07	5 281,54	1 760,51
2009	RENAULT KANGOO EXPRESS	10 899,15	5 449,58	1 816,53
2009	RENAULT KANGOO EXPRESS	10 899,15	5 449,58	1 816,53
2009	RENAULT KANGOO EXPRESS	10 462,61	5 231,31	1 743,77
2009	RENAULT KANGOO EXPRESS	10 899,15	5 449,58	1 816,53
2009	RENAULT KANGOO EXPRESS	10 462,61	5 231,31	1 743,77
2009	RENAULT TWINGO AUTHENTIQUE	8 401,40	4 200,70	1 400,23
2009	RENAULT KANGOO EXPRESS	10 899,15	5 449,58	1 816,53
2009	RENAULT KANGOO EXPRESS	10 899,15	5 449,58	1 816,53
2009	RENAULT KANGOO EXPRESS	10 899,15	5 449,58	1 816,53
2009	RAMPES LUMINEUSES	22 590,05	11 295,03	3 765,01
2009	RENAULT TWINGO AUTHENTIQUE	8 401,40	4 200,70	1 400,23
2009	CITROEN JUMPER	20 872,00	10 436,00	3 478,67
2009	CITROEN JUMPER	20 872,00	10 436,00	3 478,67
2009	CITROEN JUMPER	20 872,00	10 436,00	3 478,67

2182 - VOITURES ET DEUX ROUES - DUREE D'AMORTISSEMENT - 6 ANS

Année d'acquisition	Libellé Acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur nette 2013	Amortissement de l'exercice
2009	CITROEN JUMPER	19 301,10	9 650,55	3 216,85
	TOTAL	412 558,36	206 279,18	68 759,73
2010	RENAULT KANGOO EXPRESS	10 563,07	7 042,05	1 760,51
2010	CITROEN JUMPER CONFORT	25 183,54	16 789,03	4 197,26
2010	RENAULT GRAND SCENIC 7 PLACES	20 541,20	13 694,13	3 423,53
2010	RENAULT GRAND SCENIC 7 PLACES	20 541,20	13 694,13	3 423,53
2010	RENAULT MEGANE DCI	21 784,40	14 522,93	3 630,73
2010	RENAULT MEGANE DCI	21 784,40	14 522,93	3 630,73
2010	RENAULT MEGANE DCI	21 784,40	14 522,93	3 630,73
2010	CITROEN C6 HDI	35 350,00	23 566,67	5 891,67
2010	APRILIA SCOOTER SCARABEO	2 524,10	1 682,73	420,68
2010	APRILIA SCOOTER SCARABEO	2 524,10	1 682,73	420,68
2010	APRILIA SCOOTER SCARABEO	2 524,10	1 682,73	420,68
2010	APRILIA SCOOTER SCARABEO	2 524,10	1 682,73	420,68
2010	APRILIA SCOOTER SCARABEO	2 524,10	1 682,73	420,68
2010	RENAULT KANGOO EXPRESS	12 212,36	8 141,57	2 035,39
2010	RENAULT KANGOO EXPRESS	10 747,26	7 164,84	1 791,21
2010	RENAULT TWINGO AUTHENTIQUE	8 755,40	5 836,93	1 459,23
2010	RENAULT TWINGO AUTHENTIQUE	8 755,40	5 836,93	1 459,23
2010	RENAULT TWINGO AUTHENTIQUE	8 755,40	5 836,93	1 459,23
2010	RENAULT TWINGO AUTHENTIQUE	8 755,40	5 836,93	1 459,23
2010	RENAULT TWINGO AUTHENTIQUE	8 755,40	5 836,93	1 459,23
2010	RENAULT MEGANE BERLINE	14 166,80	9 444,53	2 361,13
2010	MOTO TDM 900	12 441,81	8 294,54	2 073,64
2010	MOTO TDM 900	12 441,81	8 294,54	2 073,64
2010	CITROEN JUMPER HDI	27 769,30	18 512,87	4 628,22
2010	CITROEN JUMPER HDI	37 560,40	25 040,27	6 260,07
2010	CITROEN JUMPER HDI	34 257,62	22 838,41	5 709,60

2182 - VOITURES ET DEUX ROUES - DUREE D'AMORTISSEMENT - 6 ANS

Année d'acquisition	Libellé Acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur nette 2013	Amortissement de l'exercice
2010	AMENAGEMENT INTERIEUR VEHICULE JUMPER	3 468,40	2 312,27	578,07
2010	VTT A ASSISTANCE ELECTRIQUE	2 193,26	1 462,17	365,54
2010	VTT A ASSISTANCE ELECTRIQUE	2 193,26	1 462,17	365,54
	TOTAL	414 661,49	276 440,99	69 110,25
2011	TRANSPORTEUR ELECTRIQUE MELEX 4 PLACES	14 253,93	11 878,28	2 375,66
2011	TRANSPORTEUR ELECTRIQUE MELEX 2 PLACES	14 112,80	11 760,67	2 352,13
2011	CITROEN JUMPER HDI	19 785,40	16 487,83	3 297,57
2011	NOUVEAU SCARABEO (SCOOTER)	2 575,54	2 146,28	429,26
2011	NOUVEAU SCARABEO (SCOOTER)	2 575,54	2 146,28	429,26
2011	NOUVEAU SCARABEO (SCOOTER)	2 575,54	2 146,28	429,26
2011	NOUVEAU SCARABEO (SCOOTER)	2 575,54	2 146,28	429,26
2011	VTT A ASSISTANCE ELECTRIQUE	2 193,26	1 827,72	365,54
2011	VTT A ASSISTANCE ELECTRIQUE	2 193,26	1 827,72	365,54
2011	CITROEN JUMPER HDI	20 702,63	17 252,19	3 450,44
2011	CITROEN JUMPER HDI	17 308,51	14 423,76	2 884,75
2011	CITROEN JUMPER HDI	17 308,51	14 423,76	2 884,75
2011	RENAULT TWINGO	9 394,40	7 828,67	1 565,73
2011	RENAULT TWINGO	9 394,40	7 828,67	1 565,73
2011	RENAULT CLIO	11 130,40	9 275,33	1 855,07
2011	RENAULT KANGOO EXPRESS	12 486,54	10 405,45	2 081,09
2011	RENAULT KANGOO EXPRESS	12 312,82	10 260,68	2 052,14
2011	RENAULT KANGOO EXPRESS	12 650,10	10 541,75	2 108,35
2011	RENAULT KANGOO EXPRESS	12 707,82	10 589,85	2 117,97
2011	CITROEN JUMPY	17 308,51	14 423,76	2 884,75
2011	CITROEN JUMPY	19 966,02	16 638,35	3 327,67
2011	RENAULT KANGOO EXPRESS	10 747,25	8 956,04	1 791,21
2011	RENAULT SCENIC DCI	20 294,40	16 912,00	3 382,40
2011	RENAULT -GRAND SCENIC	21 086,20	17 571,83	3 514,37
2011	CITROEN -JUMPER HDI	29 705,93	24 754,94	4 950,99
2011	FORD GALAXY	26 133,35	21 777,79	4 355,56
	TOTAL	343 478,60	286 232,17	57 246,43

2182 - VOITURES ET DEUX ROUES - DUREE D'AMORTISSEMENT - 6 ANS

Année d'acquisition	Libellé Acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur nette 2013	Amortissement de l'exercice
2012	RENAULT-TWINGO	9 771,71	9 771,71	1 628,62
2012	RENAULT-TWINGO	9 771,71	9 771,71	1 628,62
2012	RENAULT-TWINGO	9 771,71	9 771,71	1 628,62
2012	RENAULT-TWINGO	9 771,71	9 771,71	1 628,62
2012	RENAULT-TWINGO	9 771,71	9 771,71	1 628,62
2012	RENAULT-TWINGO	9 771,71	9 771,71	1 628,62
2012	RENAULT-TWINGO	9 771,71	9 771,71	1 628,62
2012	RENAULT-TWINGO	9 771,71	9 771,71	1 628,62
2012	APRILIA SCOOTER SCARABEO	2 477,20	2 477,20	412,87
2012	APRILIA SCOOTER SCARABEO	2 477,20	2 477,20	412,87
2012	RENAULT -CLIO	12 474,10	12 474,10	2 079,02
2012	RENAULT -CLIO	12 474,10	12 474,10	2 079,02
2012	RENAULT -CLIO	12 864,62	12 864,62	2 144,10
2012	RENAULT-KANGOO	14 671,33	14 671,33	2 445,22
2012	RENAULT-KANGOO	14 671,33	14 671,33	2 445,22
2012	RENAULT-KANGOO	13 099,12	13 099,12	2 183,19
2012	RENAULT-KANGOO	12 887,01	12 887,01	2 147,84
2012	RENAULT-KANGOO	13 202,18	13 202,18	2 200,36
2012	RENAULT-KANGOO	13 043,11	13 043,11	2 173,85
2012	RENAULT-KANGOO	13 043,11	13 043,11	2 173,85
2012	RENAULT-KANGOO	10 927,85	10 927,85	1 821,31
2012	RENAULT-KANGOO	12 644,11	12 644,11	2 107,35
2012	RENAULT-KANGOO	12 644,11	12 644,11	2 107,35
2012	RENAULT-KANGOO	12 644,11	12 644,11	2 107,35
2012	RENAULT-KANGOO	12 644,11	12 644,11	2 107,35
2012	RENAULT-KANGOO	12 644,11	12 644,11	2 107,35
2012	CITROEN JUMPER HDI	19 748,40	19 748,40	3 291,40
2012	CITROEN JUMPER HDI	20 434,80	20 434,80	3 405,80
2012	CITROEN JUMPER HDI	19 778,30	19 778,30	3 296,38
2012	YAMAHA - SCOOTER	2 609,42	2 609,42	434,90
2012	YAMAHA - SCOOTER	2 609,42	2 609,42	434,90

2182 - VOITURES ET DEUX ROUES - DUREE D'AMORTISSEMENT - 6 ANS

Année d'acquisition	Libellé Acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur nette 2013	Amortissement de l'exercice
2012	APRILIA SCOOTER SCARABEO	2 477,20	2 477,20	412,87
2012	APRILIA SCOOTER SCARABEO	2 477,20	2 477,20	412,87
2012	APRILIA SCOOTER SCARABEO	2 477,20	2 477,20	412,87
2012	AMENAGEMENT INTERIEUR VEHICULE D'INTERVENTION	38 637,26	38 637,26	6 439,54
2012	CITROEN JUMPER HDI	21 780,95	21 780,95	3 630,16
2012	Biens inférieurs à 2000€	108 182,80	108 182,80	108 182,80
	TOTAL	524 020,13	524 020,13	177 489,02
2012	AMENAGEMENT BUS INFO JEUNE	94 353,90	94 353,90	15 725,65
2006	REALUSTEMENT INVENTAIRE COMPTABLE 2006	504 033,03	-	504 033,03
	TOTAL	598 386,93	94 353,90	519 758,68

2184 MOBILIERS - DUREE D'AMORTISSEMENT : 10 ANS

Exercice	Libellé acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur Nette 2013	Amortissement de l'exercice
2009	BUREAU DESIGN DELLA ROVERE	2 820,81	1 974,57	282,08
2009	BORNE D'ECOUTE CD	2 848,49	1 993,94	284,85
2009	CANAPE	2 096,00	1 467,20	209,60
2009	CANAPE	2 276,00	1 593,20	227,60
2009	WC SEC	8 372,00	5 860,40	837,20
2009	BUREAU	3 402,62	2 381,83	340,26
	TOTAL	21 815,92	15 271,14	2 181,59
2010	TOILETTES SECHES	8 372,00	6 697,60	837,20
	TOTAL	8 372,00	6 697,60	837,20
2011	MOBILIER TECHNIQUE FHDV	47 493,16	42 743,84	4 749,32
2011	Ensemble de rayonnage	5 319,81	4 787,83	531,98
2011	Table pour salle 25 personnes	8 726,02	7 853,42	872,60
2011	Table pour salle 25 personnes	8 726,02	7 853,42	872,60
2011	Meubles de pré-tri	24 614,04	22 152,64	2 461,40
2011	Plots internet + meuble bibliothèque	12 360,66	11 124,59	1 236,07
	TOTAL	59 746,55	96 515,74	10 723,97
2012	Tribune mobile couverte	53 413,36	53 413,36	5 341,34
2012	Ensemble mousse	8 211,33	8 211,33	821,13
2012	Meuble de rangements	22 176,82	22 176,82	2 217,68
2012	Canapé et fauteuils	15 665,97	15 665,97	1 566,60
2012	Vestiaires	8 850,40	8 850,40	885,04
2012	Mobilier urbain	10 177,96	10 177,96	1 017,80
2012	Biens inférieurs à 2000€	1 176 981,92	1 176 981,92	1 176 981,92
	TOTAL	1 295 477,76	1 295 477,76	1 188 831,50
2006	REAJUSTEMENT INVENTAIRE COMPTABLE 2006	511 291,00		511 291,00
	TOTAL	511 291,00		511 291,00

2188 - MATERIEL - DUREE D'AMORTISSEMENT : 10 ANS

Année d'acquisition	Libellé Acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur nette 2013	Amortissement de l'exercice
2009	VIDEOPROJECTEUR	2 701,80	1 891,26	270,18
2009	VIDEOPROJECTEUR	2 701,80	1 891,26	270,18
2009	THERMORELIEUR FASTBACK	4 592,64	3 214,85	459,26
2009	FOUR AIR PULSE	4 554,97	3 188,48	455,50
2009	FOUR	4 756,55	3 329,59	475,66
2009	FOUR	4 756,55	3 329,59	475,66
2009	CANDELABRE ESPLANADE DOUBLE	2 260,44	1 582,31	226,04
2009	CANDELABRE ESPLANADE DOUBLE	2 260,44	1 582,31	226,04
2009	CANDELABRE ESPLANADE DOUBLE	2 260,44	1 582,31	226,04
2009	CANDELABRE CITY MODULE	2 418,31	1 692,82	241,83
2009	CANDELABRE CITY MODULE	2 418,31	1 692,82	241,83
2009	CANDELABRE CITY MODULE	2 418,31	1 692,82	241,83
2009	CANDELABRE CITY MODULE	2 418,31	1 692,82	241,83
2009	CANDELABRE CITY MODULE	2 418,31	1 692,82	241,83
2009	COLONNE LUMINEUSE URBAPOLE	2 264,03	1 584,82	226,40
2009	COLONNE LUMINEUSE URBAPOLE	2 264,03	1 584,82	226,40
2009	FOURNEAU AMBASSADE	2 326,22	1 628,35	232,62
2009	LAVE VAISSELLE FRONTAL	2 140,84	1 498,59	214,08
2009	CELLULE MIXTE DE REFROIDISSEMENT	3 649,00	2 554,30	364,90
2009	CANDELABRE CITY MODULE	2 499,64	1 749,75	249,96
2009	CANDELABRE CITY MODULE	2 499,64	1 749,75	249,96
2009	CANDELABRE CITY MODULE	2 499,64	1 749,75	249,96
2009	CANDELABRE CITY MODULE	2 499,64	1 749,75	249,96
2009	CANDELABRE CITY MODULE	2 499,64	1 749,75	249,96
2009	VIDEOPROJECTEUR	4 508,92	3 156,24	450,89
2009	MACHINE A SOUDER	2 441,04	1 708,73	244,10
2009	SAUTEUSE MARMITE BASCULANTE	11 326,12	7 928,28	1 132,61
2009	MAT HESTIA	3 205,28	2 243,70	320,53
2009	ECHAFFAUDAGE MOBILE	10 752,04	7 526,43	1 075,20
2009	BACHE DE RECOUVREMENT-TAPIS DE LUTTE	2 141,80	1 499,26	214,18
2009	SYSTÈME ENREGISTREUR TEMPERATURES	12 226,71	8 558,70	1 222,67

2188 - MATERIEL - DUREE D'AMORTISSEMENT : 10 ANS

Année d'acquisition	Libellé Acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur nette 2013	Amortissement de l'exercice
2009	MACHINE MARQUAGE HORIZONTAL	9 717,50	6 802,25	971,75
2009	ENSEMBLE MOTEUR POUR SUMO	2 431,47	1 702,03	243,15
2009	ENSEMBLE MOTEUR POUR SUMO	2 431,47	1 702,03	243,15
2009	ENSEMBLE MOTEUR POUR SUMO	2 431,47	1 702,03	243,15
2009	ENSEMBLE MOTEUR POUR SUMO	2 431,47	1 702,03	243,15
2009	ENSEMBLE MOTEUR POUR SUMO	2 431,47	1 702,03	243,15
2009	ARMOIRE ELECTRIQUE	2 598,79	1 819,15	259,88
2009	FOUR OSSUAIRE	56 062,50	39 243,75	5 606,25
2009	SONOMETRE A ANALYSE FREQUENTIELLE	12 987,36	9 091,15	1 298,74
2009	DEBROUSSAILLEUSE	2 706,55	1 894,59	270,66
2009	LOGIQUE DE COMMANDES 2 BORNES	2 371,67	1 660,17	237,17
2009	ECHAFFAUDAGE 10 METRES	4 772,04	3 340,43	477,20
2009	RAYONNAGES A TIROIR	16 259,62	11 381,73	1 625,96
2009	JEU DE BASKET	2 052,34	1 436,64	205,23
2009	ARMOIRE ELECTRIQUE	2 598,79	1 819,15	259,88
2009	TRANSPORTEURS ELECTRIQUES-SANTAMARIA	22 126,00	15 488,20	2 212,60
2009	TRANSPORTEURS ELECTRIQUES-SANTAMARIA	22 126,00	15 488,20	2 212,60
2009	GENERATEUR MOBILE	9 085,45	6 359,82	908,55
2009	BALAYEUSE AUTOPORTEE	14 690,47	10 283,33	1 469,05
2009	TECHNI-TRAM	2 104,74	1 473,32	210,47
2009	TECHNI-TRAM	2 104,74	1 473,32	210,47
2009	TECHNI-TRAM	2 104,74	1 473,32	210,47
2009	TECHNI-TRAM	2 104,74	1 473,32	210,47
2009	TERRARUIL	2 776,07	1 943,25	277,61
2009	TERRARUIL	2 776,07	1 943,25	277,61
2009	TERRARUIL	2 776,07	1 943,25	277,61
2009	DEBROUSSAILLEUSE	8 577,71	6 004,40	857,77
2009	ARMOIRE ELECTRIQUE	2 598,79	1 819,15	259,88
2009	ARMOIRE ELECTRIQUE	2 598,79	1 819,15	259,88
2009	ARMOIRE ELECTRIQUE	2 598,79	1 819,15	259,88
2009	CANDELABRE ESPLANADE DOUBLE	2 287,51	1 601,26	228,75
2009	CANDELABRE ESPLANADE DOUBLE	2 287,51	1 601,26	228,75
2009	CANDELABRE ESPLANADE DOUBLE	2 287,51	1 601,26	228,75

2188 - MATERIEL - DUREE D'AMORTISSEMENT : 10 ANS

Année d'acquisition	Libellé Acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur nette 2013	Amortissement de l'exercice
2009	AUTOLAVEUSE	5 991,79	4 194,25	599,18
2009	ENGIN D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS	21 604,30	15 123,01	2 160,43
2009	CANDELABRES CITY	13 249,37	9 274,56	1 324,94
2009	APPAREIL RADIO PORTABLE	4 784,00	3 348,80	478,40
2009	AUTOLAVEUSE	5 991,79	4 194,25	599,18
2009	ANALYSEURS DE COMBUSTION	5 001,89	3 501,32	500,19
2009	BORNES INOX	16 166,33	11 316,43	1 616,63
2009	FOUR THERMATRONIC	25 268,07	17 687,65	2 526,81
2009	PANNEAU RISQUE INCENDIE	2 702,66	1 891,86	270,27
2009	POTEAUX DE SAUT A LA PERCHE	2 800,00	1 960,00	280,00
2009	CINEMOMETRE LASER DE CONTRÔLE	9 198,44	6 438,91	919,84
2009	ARMOIRE FRIGO	5 508,78	3 856,15	550,88
2009	REMORQUE A PLAT BASCULE	3 690,50	2 583,35	369,05
2009	ECHOGRAPHE	4 784,00	3 348,80	478,40
2009	CANDELABRES	16 328,39	11 429,87	1 632,84
2009	DIVERS MOBILIERS	3 973,99	2 781,79	397,40
2009	AUTOLAVEUSES	20 294,08	14 205,86	2 029,41
2009	TONDEUSE	11 202,93	7 842,05	1 120,29
2009	CLIMATISEUR	2 550,00	1 785,00	255,00
2009	TRACTION HYDRAULIQUE	3 986,27	2 790,39	398,63
2009	ARMOIRE FRIGO	5 525,52	3 867,86	552,55
2009	LAVES-VAISSELLES	10 000,00	7 000,00	1 000,00
2009	AUTOLAVEUSE	3 683,68	2 578,58	368,37
2009	BOITE DE VITESSE	2 396,61	1 677,63	239,66
2009	PORTE COMPLETE TRACTEUR	2 627,91	1 839,54	262,79
2009	KIT DE BUT DE BASKET	11 166,48	7 816,54	1 116,65
2009	COMPRESSEUR CONGELATEUR	2 851,26	1 995,88	285,13
2009	APPLIQUES + CANDELABRES	4 556,76	3 189,73	455,68
2009	JEU DE COUR TYPE GRAND TRAIN	10 441,98	7 309,39	1 044,20
2009	JEU DE COUR TYPE PETIT TRAIN	7 218,16	5 052,71	721,82
2009	MOBILIER SPORTIF	13 462,15	9 423,51	1 346,22
2009	JEU EXTERIEUR TYPE CABANE	2 647,05	1 852,94	264,71
2009	TRACTEUR KIOTI	16 122,08	11 285,46	1 612,21

2188 - MATERIEL - DUREE D'AMORTISSEMENT : 10 ANS

Année d'acquisition	Libellé Acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur nette 2013	Amortissement de l'exercice
	TOTAL	629 672,79	440 770,95	62 967,28
2010	BROYEUR	7 056,40	5 645,12	705,64
2010	REMORQUE	3 707,60	2 966,08	370,76
2010	BENNE POLYSERVICE	5 714,49	4 571,59	571,45
2010	CABINE	2 447,02	1 957,62	244,70
2010	CAISSON REFRIGERATION	5 764,36	4 611,49	576,44
2010	EVAPORATEUR	4 761,63	3 809,30	476,16
2010	ARMOIRE POSITIVE	5 508,78	4 407,02	550,88
2010	FOURNEAU 5 FEUX	2 409,94	1 927,95	240,99
2010	LAVE VAISSELLE	4 624,01	3 699,21	462,40
2010	PLATEAU RIDELLES	5 847,24	4 677,79	584,72
2010	PERCEUSE SUR COLONNE	2 188,68	1 750,94	218,87
2010	PREPARATEUR	2 219,78	1 775,82	221,98
2010	APPAREIL PHOTO / OBJECTIF	6 529,00	5 223,20	652,90
2010	ENSEMBLE SONO	3 655,95	2 924,76	365,60
2010	CANDELABRE	4 894,53	3 915,62	489,45
2010	CABLE	11 666,98	9 333,58	1 166,70
2010	MONITEUR	2 139,75	1 711,80	213,98
2010	CONTRECOLLE	3 444,48	2 755,58	344,45
2010	CANDELABRE	8 832,92	7 066,34	883,29
2010	APPAREIL PHOTO	10 548,00	8 438,40	1 054,80
2010	ENSEMBLE MOTEUR	7 294,76	5 835,81	729,48
2010	PREPARATEUR ECS	2 219,78	1 775,82	221,98
2010	ONDULEUR LINEAR	4 767,26	3 813,81	476,73
2010	TRACTEUR MASSEY FERGUSON	38 272,00	30 617,60	3 827,20
2010	AUTOLAVEUSE NUMATIC	3 683,68	2 946,94	368,37
2010	MOBILIER RECREATIF D'EXTERIEUR	9 361,09	7 488,87	936,11
2010	SYSTÈME DE LEVAGE DE COUVERCLE HYDRAULIQUE	2 104,96	1 683,97	210,50
2010	AUTOLAVEUSE NUMATIC	2 410,44	1 928,35	241,04
2010	CABINE DE MISE EN SERVICE	5 417,88	4 334,30	541,79
2010	AUTOLAVEUSE NUMATIC	5 991,79	4 793,43	599,18
2010	MATERIEL ECLAIRAGE	12 322,24	9 857,79	1 232,22
2010	DEGAZEUR	4 190,78	3 352,62	419,08

2188 - MATERIEL - DUREE D'AMORTISSEMENT : 10 ANS

Année d'acquisition	Libellé Acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur nette 2013	Amortissement de l'exercice
2010	ARMOIRE	12 020,04	9 616,03	1 202,00
2010	POTENCE DE LEVAGE	4 578,29	3 662,63	457,83
2010	CONTROLEUR DE FEU	4 808,78	3 847,02	480,88
2010	CONTROLEUR DE FEU	4 950,75	3 960,60	495,08
2010	BORNE TYPE TITAN	15 520,44	12 416,35	1 552,04
2010	LAVE VAISSELLE LINEAIRE	3 543,75	2 835,00	354,38
2010	MAT TECHNITRAM	11 493,73	9 194,98	1 149,37
2010	CONTROLEUR MAXI CABLE	7 164,04	5 731,23	716,40
2010	CONTROLEUR MAXI CABLE	11 737,42	9 389,94	1 173,74
2010	CONTROLEUR MAXI CABLE	7 164,04	5 731,23	716,40
2010	CONTROLEUR MAXI CABLE	9 064,48	7 251,58	906,45
2010	CONTROLEUR MAXI CABLE	13 615,14	10 892,11	1 361,51
2010	CONTROLEUR MAXI CABLE	6 515,33	5 212,26	651,53
2010	SAUTEUSE MARMITTE ELECTRIQUE	13 156,00	10 524,80	1 315,60
2010	COMPTEUR ROUTIER PAR SYSTEME RADAR	5 094,96	4 075,97	509,50
2010	BALLON EAU CHAUDE	3 669,33	2 935,46	366,93
2010	MACHINE DE SCELLAGE AUTOMATIQUE	89 243,44	71 394,75	8 924,34
2010	LAVE VAISSELLE LINEAIRE	4 359,42	3 487,54	435,94
2010	ARMOIRE PORTES METALLIQUES	5 197,58	4 158,06	519,76
2010	FOURS THERMATRONIC	18 725,59	14 980,47	1 872,56
2010	FOUR THERMATRONIC	4 756,55	3 805,24	475,66
2010	TONDEUSES AUTOPORTEE	32 474,25	25 979,40	3 247,43
2010	COMPRESSEUR POUR CHAMBRE FROIDE	3 229,00	2 583,20	322,90
2010	CONTROLEUR MAXI CABLES	10 421,70	8 337,36	1 042,17
2010	CONTROLEUR MAXI CABLES	5 945,91	4 756,73	594,59
2010	CONTROLEUR MAXI CABLES	13 123,59	10 498,87	1 312,36
2010	INCUBATEUR AUTOMATIQUE	2 430,00	1 944,00	243,00
2010	MOBILIER RECREATIF D'EXTERIEUR - CABANE	4 982,54	3 986,03	498,25
2010	ARMOIRE POSITIVE	5 508,77	4 407,02	550,88
2010	CANDELABRE	4 795,28	3 836,22	479,53
2010	GENERATEUR SANIGAZ TURBO	7 734,53	6 187,62	773,45
2010	CONTROLEUR DE FEU	4 012,34	3 209,87	401,23
2010	CONTROLEUR DE FEU	4 012,34	3 209,87	401,23

2188 - MATERIEL - DUREE D'AMORTISSEMENT : 10 ANS

Année d'acquisition	Libellé Acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur nette 2013	Amortissement de l'exercice
2010	CONTROLEUR DE FEU	4 012,34	3 209,87	401,23
2010	CONTROLEUR DE FEU	4 012,34	3 209,87	401,23
2010	CONTROLEUR DE FEU	4 012,34	3 209,87	401,23
2010	MAT	2 390,01	1 912,01	239,00
2010	MAT	2 715,71	2 172,57	271,57
2010	ROULEAU LAVAGE PORTIQUE	2 390,80	1 912,64	239,08
2010	MAT	2 585,91	2 068,73	258,59
2010	RAINEUSE	3 827,20	3 061,76	382,72
	TOTAL	582 994,20	466 395,36	58 299,42
2011	TABEAU DE MARQUE	2 830,93	2 547,84	283,09
2011	NETTOYEUR POUR GAZON SYNTHETIQUE	8 563,36	7 707,02	856,34
2011	BROYEUR HERBE	6 049,37	5 444,43	604,94
2011	ANALYSEUR DE COMBUSTION	2 500,84	2 250,76	250,08
2011	VALISE DE COMBUSTION	6 972,82	6 275,54	697,28
2011	LAVE VAISSELLE	2 990,00	2 691,00	299,00
2011	GERBEUR PRAMAC (MATERIEL DE MANUTENTION)	4 891,64	4 402,48	489,16
2011	CONTROLEURS DE FEU	19 537,99	17 584,19	1 953,80
2011	CANDELABRES	42 627,41	38 364,67	4 262,74
2011	BOITE DE VITESSE	2 078,38	1 870,54	207,84
2011	REGULATEUR CHAUFFAGE	6 149,89	5 534,90	614,99
2011	APPAREIL PHOTO NIKON REFLEX D3	2 266,99	2 040,29	226,70
2011	APPAREIL PHOTO NIKON REFLEX D3	4 599,00	4 139,10	459,90
2011	NETTOYEUR SABLE	15 536,04	13 982,44	1 553,60
2011	SALEUSES	19 542,64	17 588,38	1 954,26
2011	TONDEUSE GRILLO	32 292,00	29 062,80	3 229,20
2011	CARTE MERE AUTOCOM	4 664,40	4 197,96	466,44
2011	ECHAFAUDAGE	2 816,58	2 534,92	281,66
2011	CONTROLEUR DE FEU	13 025,32	11 722,79	1 302,53
2011	CONTROLEUR DE FEU	6 512,66	5 861,39	651,27
2011	CONTROLEUR DE FEU	6 512,66	5 861,39	651,27
2011	CONTROLEUR DE FEU	4 808,78	4 327,90	480,88
2011	CONTROLEUR DE FEU	6 512,66	5 861,39	651,27
2011	CONTROLEUR DE FEU	6 512,66	5 861,39	651,27

2188 - MATERIEL - DUREE D'AMORTISSEMENT : 10 ANS

Année d'acquisition	Libellé Acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur nette 2013	Amortissement de l'exercice
2011	CONTENEUR	2 631,20	2 368,08	263,12
2011	AUTOLAVEUSE	3 348,80	3 013,92	334,88
2011	CANDELABRES	8 215,63	7 394,07	821,56
2011	SYSTÈME D'IMPRESSION	35 760,40	32 184,36	3 576,04
2011	BOITE DE VITESSE	2 338,12	2 104,31	233,81
2011	BARRIERES	8 126,82	7 314,14	812,68
2011	GRILLAGE ANTI-RONGEUR	3 719,56	3 347,60	371,96
2011	JEU TRIVIAL EVOLUTION	2 100,00	1 890,00	210,00
2011	LECTEUR DVD	2 212,60	1 991,34	221,26
2011	Borne titan	15 250,44	13 725,40	1 525,04
2011	Motoréducteurs	36 473,82	32 826,44	3 647,38
2011	Flotteur bateau	2 649,14	2 384,23	264,91
2011	Vidéooprojecteurs	4 520,88	4 068,79	452,09
2011	Autolaveuse	5 887,47	5 298,72	588,75
2011	Matériel Hifi	3 337,41	3 003,67	333,74
2011	Luminaire	2 174,37	1 956,93	217,44
2011	Matériel Hifi	3 452,66	3 107,39	345,27
2011	Caisson de réfrigération	4 811,51	4 330,36	481,15
2011	Groupe électrogène	3 405,61	3 065,05	340,56
2011	Fours	11 557,55	10 401,80	1 155,76
2011	Relais de serveurs	2 355,04	2 119,54	235,50
2011	Equilibreuse	2 835,72	2 552,15	283,57
2011	Contrôleur de feux	4 808,78	4 327,90	480,88
2011	Autolaveuses	34 271,38	30 844,24	3 427,14
2011	Echafaudage	3 021,28	2 719,15	302,13
2011	Armoire d'éclairage	3 571,91	3 214,72	357,19
2011	Autolaveuse	5 887,47	5 298,72	588,75
2011	Broyeur	5 382,00	4 843,80	538,20
2011	Gerbeur	4 778,02	4 300,22	477,80
2011	Lave vaisselle	3 169,40	2 852,46	316,94
2011	Matériel tricolore	17 064,53	15 358,08	1 706,45
2011	Podium	10 551,58	9 496,42	1 055,16
2011	Contrôleurs de feux	16 717,69	15 045,92	1 671,77

2188 - MATERIEL - DUREE D'AMORTISSEMENT : 10 ANS

Année d'acquisition	Libellé Acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur nette 2013	Amortissement de l'exercice
2011	Luminaire	13 179,13	11 861,22	1 317,91
2011	Machine à laver	2 798,64	2 518,78	279,86
2011	Armoires froides	11 062,00	9 955,80	1 106,20
2011	Contrôleurs de feux	8 322,75	7 490,48	832,28
	TOTAL	542 546,33	488 291,70	54 254,63
2012	Aspirateur feuilles	4 030,04	4 030,04	403,00
2012	Garage gigone	15 817,00	15 817,00	1 581,70
2012	Matériels athlétisme	16 685,00	16 685,00	1 668,50
2012	Autolaveuse	9 798,03	9 798,03	979,80
2012	Moteur sécurisé bateaux	3 528,20	3 528,20	352,82
2012	Ensemble rayonnage	3 430,13	3 430,13	343,01
2012	Autolaveuse	4 931,11	4 931,11	493,11
2012	Equipements bateaux	3 569,16	3 569,16	356,92
2012	Traceur à batterie	3 196,98	3 196,98	319,70
2012	Conteneurs métalliques	9 752,18	9 752,18	975,22
2012	Démonte pneu	3 953,98	3 953,98	395,40
2012	Luminaire	3 272,11	3 272,11	327,21
2012	Matériels audiovisuels	3 037,57	3 037,57	303,76
2012	Luminaire	7 407,33	7 407,33	740,73
2012	Four	3 839,16	3 839,16	383,92
2012	Autolaveuse	3 784,71	3 784,71	378,47
2012	Podium	5 394,87	5 394,87	539,49
2012	Bungalows	7 172,41	7 172,41	717,24
2012	Bornes électriques	256 856,60	256 856,60	25 685,66
2012	Totem feux tricolores	16 672,24	16 672,24	1 667,22
2012	Matériel de cuisine	33 427,17	33 427,17	3 342,72
2012	Remorque	5 040,00	5 040,00	504,00
2012	Machine à glaçons	2 714,92	2 714,92	271,49
2012	Mise en sécurité armoire	3 419,84	3 419,84	341,98
2012	Mise en sécurité armoire	5 573,36	5 573,36	557,34
2012	Convertisseurs optiques monomodes	17 284,59	17 284,59	1 728,46
2012	Cinémètre laser	9 759,36	9 759,36	975,94
2012	Tétra console d'exploitation	47 793,14	47 793,14	4 779,31

2188 - MATERIEL - DUREE D'AMORTISSEMENT : 10 ANS

Année d'acquisition	Libellé Acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur nette 2013	Amortissement de l'exercice
2012	Matériel médical	3 468,40	3 468,40	346,84
2012	Sonomètre	12 785,24	12 785,24	1 278,52
2012	Cellule de refroidissement	2 810,60	2 810,60	281,06
2012	Jeux	9 548,49	9 548,49	954,85
2012	Equipement cuisine	3 408,60	3 408,60	340,86
2012	Jeux	4 130,29	4 130,29	413,03
2012	Mobilier récréatif d'extérieur	24 095,87	24 095,87	2 409,59
2012	Evaporateur de réfrigération	5 215,16	5 215,16	521,52
2012	Lave vaisselle	3 432,52	3 432,52	343,25
2012	Armoire frigorifique	5 980,00	5 980,00	598,00
2012	Lave vaisselle	4 496,96	4 496,96	449,70
2012	Four	10 773,45	10 773,45	1 077,35
2012	Compresseur	12 352,08	12 352,08	1 235,21
2012	Four	110 988,80	110 988,80	11 098,88
2012	Evaporateur de réfrigération	11 253,51	11 253,51	1 125,35
2012	Lave vaisselle	53 963,52	53 963,52	5 396,35
2012	Vidéo projecteur	8 001,24	8 001,24	800,12
2012	Ensemble moteur	9 429,43	9 429,43	942,94
2012	Barrières anti-inondation	3 827,20	3 827,20	382,72
2012	Signalisation lumineuse	73 374,60	73 374,60	7 337,46
2012	Saleuses	39 611,52	39 611,52	3 961,15
2012	Traceur couleur	15 671,19	15 671,19	1 567,12
2012	Matériel éclairage public	123 075,57	123 075,57	12 307,56
2012	Armoires anti-vandalisme	14 053,24	14 053,24	1 405,32
2012	Matériels de signalisation tricolore	223 556,41	223 556,41	22 355,64
2012	Contrôleurs feux tricolores	202 596,36	202 596,36	20 259,64
2012	Bornes électriques	10 344,44	10 344,44	1 034,44
2012	Analyseur combustion	3 724,06	3 724,06	372,41
2012	Brumeur gaz	2 485,89	2 485,89	248,59
2012	Traceur	3 905,54	3 905,54	390,55
2012	Broyeur	7 937,05	7 937,05	793,71
2012	Panneau bois	7 338,66	7 338,66	733,87
2012	Conteneurs	9 833,51	9 833,51	983,35

2188 - MATERIEL - DUREE D'AMORTISSEMENT : 10 ANS

Année d'acquisition	Libellé Acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur nette 2013	Amortissement de l'exercice
2012	Emulsionneur-mixer	3 139,26	3 139,26	313,93
2012	Vitrine	3 857,10	3 857,10	385,71
2012	Matériel pédagogiques	7 005,21	7 005,21	700,52
2012	Support écran interactif	17 676,88	17 676,88	1 767,69
2012	Assembleuse automatisé	42 143,45	42 143,45	4 214,35
2012	Serrures et clés	24 036,48	24 036,48	2 403,65
2012	Lames de protection solaires	13 393,65	13 393,65	1 339,37
2012	Cylindres portes	2 408,79	2 408,79	240,88
2012	Réseaux radio tétra	2 979,80	2 979,80	297,98
2012	Store de protection solaire	126 759,76	126 759,76	12 675,98
2012	Cylindres portes	3 997,62	3 997,62	399,76
2012	Store de protection solaire	29 059,22	29 059,22	2 905,92
2012	Réseaux radio tétra	49 473,57	49 473,57	4 947,36
2012	Paneaux d'information	14 410,65	14 410,65	1 441,07
2012	Structure métallique	8 180,64	8 180,64	818,06
2012	Réseaux radio tétra	4 161,00	4 161,00	416,10
2012	Store de protection solaire	26 326,86	26 326,86	2 632,69
2012	Four	10 672,15	10 672,15	1 067,22
2012	Signalétique	4 281,68	4 281,68	428,17
2012	Mobiliers urbain	11 445,72	11 445,72	1 144,57
2012	Biens inférieurs à 2000€	1 989 902,37	1 989 902,37	1 989 902,37
	TOTAL	3 943 922,45	3 943 922,45	2 185 304,38
2012	Extension du reseau de videosurveillance	6 500,26	6 500,26	650,03
2012	Mise en place de l'observatoire de l'immobilier	2 750,80	2 750,80	275,08
2012	Extension du reseau de videosurveillance	3 707,60	3 707,60	370,76
2012	Extension du reseau de videosurveillance	4 760,08	4 760,08	476,01
2012	Extension du reseau de videosurveillance	11 729,17	11 729,17	1 172,92
2012	Etude demographique scolaire	6 350,76	6 350,76	635,08
2012	Extension du reseau de videosurveillance	42 217,14	42 217,14	4 221,71
2012	Extension du reseau de videosurveillance	6 260,68	6 260,68	626,07
2012	Extension du reseau de videosurveillance	8 657,25	8 657,25	865,73
2012	Extension du reseau de videosurveillance	34 611,00	34 611,00	3 461,10
2012	Extension du reseau de videosurveillance	2 750,80	2 750,80	275,08

2188 - MATERIEL - DUREE D'AMORTISSEMENT : 10 ANS

Année d'acquisition	Libellé Acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur nette 2013	Amortissement de l'exercice
2012	Extension du reseau de videosurveillance	3 686,55	3 686,55	368,66
2012	Extension du reseau de videosurveillance	15 755,79	15 755,79	1 575,58
2012	Extension du reseau de videosurveillance	10 619,79	10 619,79	1 061,98
2012	Extension du reseau de videosurveillance	62 149,51	62 149,51	6 214,95
2012	Extension du reseau de videosurveillance	44 631,99	44 631,99	4 463,20
2012	Extension du reseau de videosurveillance	12 626,89	12 626,89	1 262,69
2012	Extension du reseau de videosurveillance	3 722,77	3 722,77	372,28
2012	Biens inférieurs à 2000€	3 430,24	3 430,24	343,02
2006	REAJUSTEMENT INVENTAIRE COMPTABLE 2006	1 301 295,93		1 301 295,93
	TOTAL	1 588 215,00	1 588 215,00	1 329 987,84

2132-IMMEUBLE DE RAPPORT-DUREE D'AMORTISSEMENT 30 ANS

Année d'acquisition	Libellé Acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur nette 2013	Amortissement de l'exercice
2012	CHATEAU DE GRAMMONT-TRAVAUX ELECTRICITE	2 671,83	2 671,83	89,06
2012	CHATEAU DE GRAMMONT-POSE LUMINAIRE	16 882,14	16 882,14	562,74
2012	CHATEAU DE GRAMMONT-TRAVAUX PLOMBERIE	3 582,02	3 582,02	119,40
2012	HALLES DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	6 272,12	6 272,12	209,07
2012	HALLES DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	6 272,12	6 272,12	209,07
2012	HALLES DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	2 113,33	2 113,33	70,44
2012	HALLES DES QUATRE SAISONS-TRAVAUX PLOMBERIE	4 279,69	4 279,69	142,66
2012	CHATEAU DE GRAMMONT-TRAVAUX PLOMBERIE	10 528,39	10 528,39	350,95
2012	HALLES DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	12 259,00	12 259,00	408,63
2012	CHATEAU DE GRAMMONT-AMENAGEMENT ANTI PIGEON	2 368,08	2 368,08	78,94
2012	MAISON DU LEZ-CONFECTION PERMIS DE CONSTRUIRE	3 080,90	3 080,90	102,70
2012	MAISON DU LEZ-TRAVAUX DE REVETEMENT SOL	2 693,39	2 693,39	89,78
2012	MAISON DU LEZ-REAMENAGEMENT BATIMENT	2 990,00	2 990,00	99,67
2012	HALLES DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	2 128,88	2 128,88	70,96
2012	HALLES DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	2 462,80	2 462,80	82,09
2012	HALLES DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	4 486,19	4 486,19	149,54
2012	HALLES DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	4 486,19	4 486,19	149,54
2012	HALLES DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	2 447,02	2 447,02	81,57
2012	HALLES DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	4 894,03	4 894,03	163,13
2012	MAISON DU LEZ-REAMENAGEMENT BATIMENT	15 344,68	15 344,68	511,49
2012	MAISON DU LEZ-TRAVAUX DE DEMOLITION	3 588,00	3 588,00	119,60
2012	HALLES DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	5 800,60	5 800,60	193,35
2012	HALLES DES QUATRE SAISONS-POSE DE PANNEAUX	3 277,04	3 277,04	109,23
2012	HALLES DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	2 686,69	2 686,69	89,56
2012	HALLES DES QUATRE SAISONS-TRAVAUX PEINTURE	20 847,48	20 847,48	694,92
2012	MAISON DU LEZ-TRAVAUX DE DEMOLITION	43 000,00	43 000,00	1 433,33
2012	MAISON DU LEZ-TRAVAUX DE DEMOLITION	9 832,56	9 832,56	327,75
2012	MAISON DU LEZ-TRAVAUX DE DEMOLITION	2 406,93	2 406,93	80,23
2012	MAISON DU LEZ-TRAVAUX ELECTRICITE	14 064,65	14 064,65	468,82
2012	HALLES LAISSAC-AMENAGEMENT EXTERIEUR	10 137,42	10 137,42	337,91
2012	HALLES DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	2 631,20	2 631,20	87,71

2132-IMMEUBLE DE RAPPORT-DUREE D'AMORTISSEMENT 30 ANS

Année d'acquisition	Libellé Acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur nette 2013	Amortissement de l'exercice
2012	CHATEAU DE GRAMMONT-TRAVAUX FACADE	3 008,73	3 008,73	100,29
2012	HALLS LAISSAC-AMENAGEMENT EXTERIEUR	32 591,93	32 591,93	1 086,40
2012	HALLS DES QUATRE SAISONS-TRAVAUX PEINTURE	34 603,87	34 603,87	1 153,46
2012	HALLS DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	3 170,00	3 170,00	105,67
2012	HALLS DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	3 170,00	3 170,00	105,67
2012	HALLS DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	6 866,48	6 866,48	228,88
2012	HALLS DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	2 869,68	2 869,68	95,66
2012	HALLS DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	2 869,68	2 869,68	95,66
2012	HALLS DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	5 012,67	5 012,67	167,09
2012	HALLS DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	5 160,72	5 160,72	172,02
2012	HALLS DES QUATRE SAISONS-TRAVAUX ELECTRICITE	22 421,82	22 421,82	747,39
2012	HALLS DES QUATRE SAISONS-TRAVAUX PEINTURE	3 278,24	3 278,24	109,27
2012	HALLS LAISSAC-AMENAGEMENT EXTERIEUR	6 862,03	6 862,03	228,73
2012	HALLS LAISSAC-AMENAGEMENT EXTERIEUR	23 640,65	23 640,65	788,02
2012	MAISON DU LEZ-MISE EN PLACE CELLULES PREFABRIQUEES	25 673,10	25 673,10	855,77
2012	MAISON DU LEZ-TRAVAUX DE DEMOLITION	2 750,80	2 750,80	91,69
2012	MAISON DU LEZ-TRAVAUX DE DEMOLITION	2 612,06	2 612,06	87,07
2012	HALLS LAISSAC-AMENAGEMENT EXTERIEUR	87 461,17	87 461,17	2 915,37
2012	CHATEAU DE GRAMMONT-TRAVAUX TOITURE	9 388,00	9 388,00	312,93
2012	HALLS DES QUATRE SAISONS-ACQUISITION BUNGALOWS	14 177,38	14 177,38	472,58
2012	HALLS DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	3 410,99	3 410,99	113,70
2012	HALLS DES QUATRE SAISONS-TRAVAUX SERRURERIE	321 276,23	321 276,23	10 709,21
2012	HALLS DES QUATRE SAISONS-POSE BORNES	16 174,70	16 174,70	539,16
2012	HALLS DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	2 068,85	2 068,85	68,96
2012	HALLS DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	2 068,85	2 068,85	68,96
2012	HALLS DES QUATRE SAISONS-REAMENAGEMENT BATIMENT	5 012,68	5 012,68	167,09
2012	MAISON DU LEZ-POSE CLOTURE	3 229,20	3 229,20	107,64
2012	MAISON DU LEZ-AMENAGEMENT EXTERIEUR	2 437,22	2 437,22	81,24
2012	MAISON DU LEZ-AMENAGEMENT ACCESSIBILITE HANCIPE	2 051,14	2 051,14	68,37
2012	MAISON DU LEZ-AMENAGEMENT ACCESSIBILITE HANCIPE	6 011,69	6 011,69	200,39
2012	HALLS DES QUATRE SAISONS-TRAVAUX PEINTURE	3 946,80	3 946,80	131,56

2132-IMMEUBLE DE RAPPORT-DUREE D'AMORTISSEMENT 30 ANS

Année d'acquisition	Libellé Acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur nette 2013	Amortissement de l'exercice
2012	HALLES DES QUATRE SAISONS-TRAVAUX MENUISERIES	93 993,33	93 993,33	3 133,11
2012	MAISON DU LEZ-MISE EN PLACE CELLULES PREFABRIQUEES	23 342,56	23 342,56	778,09
2012	MAISON DU LEZ-TRAVAUX DE MISE EN SECURITE	3 546,14	3 546,14	118,20
2012	CHATEAU DE GRAMMONT-TRAVAUX ELECTRICITE	21 886,80	21 886,80	729,56
2012	HALLES LAISSAC-AMENAGEMENT EXTERIEUR	3 385,02	3 385,02	112,83
2012	HALLES DES QUATRE SAISONS-POSE PORTES	42 646,13	42 646,13	1 421,54
2012	BIENS INFERIEURS A 2 000 €	31 823,06	31 823,06	31 823,06
	TOTAL	1 116 415,77	1 116 415,77	67 976,15

RECAPITULATIF DES AMORTISSEMENTS

Nature	Libellé	Bien acquis jusqu'au 31/12/2008	Biens acquis en 2009	Biens acquis en 2010	Biens acquis en 2011	Biens acquis en 2012	Montant total des Amortissements BP 2013	Biens acquis en 2012	Montant total des Amortissements BS2013
202	FRAIS D'URBANISME		5 538,18	14 523,47	10 019,09	37 954,18	68 034,92		68 034,92
2031	FRAIS D'ETUDES	184 495,13	52 450,76	243 165,03	152 280,94	115 456,70	747 848,56		747 848,56
2033	FRAIS D'INSERTION		43 478,99	14 763,62	18 260,63	28 554,71	105 057,95	- 47 337,02	57 720,93
20421	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES BIENS MOBILIER, MATERIELS, ETUDES			8 615,53	4 163,40	16 138,34	28 917,27		28 917,27
20422	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES BATIMENTS ET INSTALLATIONS	769 057,69	574 428,23	505 987,53	936 136,35	731 898,75	3 517 508,55		3 517 508,55
20418	SUBVENTIONS DE DROIT PUBLIC							492 324,00	
204181	VERSEES AUTRES ORGANISMES PUBLICS BIENS MOBILIER, MATERIELS, ETUDES	19 798,97				23 095,05	42 894,02		42 894,02
204182	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS VERSEES AUTRES ORGANISMES PUBLICS BATIMENTS ET INSTALLATIONS	636 340,00	576 900,00	599 999,95	315 200,00	255 400,00	2 383 839,95		2 383 839,95
2041582	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS VERSEES AUTRES GROUPEMENTS BATIMENTS ET INSTALLATIONS				780 000,00		780 000,00		780 000,00
2051	LOGICIELS				237 741,38	429 455,71	667 197,09	1 240 871,00	1 908 068,09
21571	MATERIEL ROULANT							221 890,00	221 890,00
21578	AUTRES MATERIELSET OUTILLAGES DE VOIRIE							598 298,00	598 298,00
2158	AUTRES MATERIELS OUTILLAGES TECHNIQUES							263 311,00	263 311,00
2182	VEHICULES INDUSTRIELS	118 664,89	134 272,15			10 928,36	263 865,40		263 865,40
2182	VOITURES ET 2 ROUES	240 419,74	68 759,73	69 110,25	57 246,43	177 489,02	613 025,17	519 758,68	1 132 783,85
2183	MATERIEL INFORMATIQUE		9 443,77	31 925,67	469 133,51	1 137 592,53	1 648 095,48		1 648 095,48
2183	MATERIEL DE BUREAU		4 725,87	885,04	1 128,78	16 189,96	22 929,65		22 929,65
2184	MOBILIER	1 454,34	2 181,59	837,20	10 723,97	1 188 831,50	1 204 028,60	511 291,00	1 715 319,60
2188	MATERIEL		62 967,28	58 299,42	54 254,63	2 185 304,38	2 360 825,71	1 329 984,84	3 690 810,55
208	BREVET ET DROIT		2 090,85				2 090,85		2 090,85
2132	IMMEUBLE DE RAPPORT							67 976,15	67 976,15
	TOTAL	1 970 230,76	1 537 237,40	1 548 112,71	3 046 289,11	6 354 289,19	14 456 159,17		19 162 202,82

BUDGET ANNEXE PARKING HÔTEL DE VILLE

I - INFORMATION GENERALES		I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET		

I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget :

- au niveau du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement.
- sans les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B3.

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III- La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne <<Pour mémoire>>) s'effectue par rapport à la colonne du budget primitif de l'exercice en cours.

IV - Le présent budget a été voté :

- après le vote du Compte Administratif de l'exercice N-1

V- Les provisions sont :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recettes de la section d'investissement)

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE		A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
VOTES	CREDITS DE FONCTIONNEMENT		
T	VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	521 018,00	
E			
		+	+
R	RESTES A REALISER (R.A.R.) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)		
E			
P			
O	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)		521 018,00
R			
T			
S			
		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)		521 018,00	521 018,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTES	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	175 000,00	175 000,00
T			
E			
		+	+
R	RESTES A REALISER (R.A.R.) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)		
E			
P			
O	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)		
R			
T			
S			
		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)		175 000,00	175 000,00
		TOTAL	
		696 018,00	696 018,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après la vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES		A2

DEPENSES D'EXPLOITATION				
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N 1 (2)	TOTAL (=RAR+vote)
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	850 000,00	10 000,00	10 000,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	40 000,00	30 000,00	30 000,00
014	ATTENUATION DE PRODUITS			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	700 000,00	40 000,00	40 000,00
	Total des dépenses de gestion des services			
66	CHARGES FINANCIERES			
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES			
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS (4)		306 018,00	306 018,00
69	IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES (5)			
022	DEPENSES IMPREVUES			
	Total des dépenses réelles d'exploitation	700 000,00	346 018,00	346 018,00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)		175 000,00	175 000,00
042	OPERATION ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION (6)			
043	OPERATION ORDRE DE TRANSFERT DE SECTION A SECTION (6)			
	Total des dépenses d'ordre d'exploitation		175 000,00	175 000,00
	TOTAL	700 000,00	521 018,00	521 018,00
				+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	521 018,00
	=

RECETTES D'EXPLOITATION				
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N 1 (2)	TOTAL (=RAR+vote)
013	ATTENUATION DE CHARGES			
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES	700 000,00		
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION			
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE			
	Total des recettes de gestion des services	700 000,00		
76	PRODUITS FINANCIERS			
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS			
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (4)			
	Total des recettes réelles d'exploitation	700 000,00		
042	OPERATION ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION (6)			
043	OPERATION ORDRE DE TRANSFERT DE SECTION A SECTION (6)			
	Total des recettes d'ordre d'exploitation			
	TOTAL	700 000,00		
				+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	521 018,00
	=

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL		
DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT(8)	175 000,00	

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles d'exploitation sur les dépenses réelles d'exploitation. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régle.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régle applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Solde de l'opération DE 023 + DE 042 - RE 042 ou solde de l'opération RI 021+ RI 040 - DI 040.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES			A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT				
Chap	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	TOTAL (=RAR+vote)
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
22	IMMOBILISATIONS REÇUES EN AFFECTATION		175 000,00	175 000,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS			
	Total des opérations d'investissement			
	Total des dépenses d'investissement		175 000,00	175 000,00
10	DOTATIONS, FOND DIVERS ET RESERVES			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES			
18	COMPTES DE LIASON : AFFECTATIONS (BUDGETS ANNEXES) (5)			
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
020	DEPENSES IMPREVUES			
4591	Total des dépenses linéaires			
4591	Total des dépenses réelles d'investissement		175 000,00	175 000,00
040	OPERATIONS PATRIMONIALES (4)			
040	OPERATION ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION (4)			
	Total des dépenses d'ordre d'investissement			
	TOTAL		175 000,00	175 000,00

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	175 000,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT				
Chap	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	TOTAL (=RAR+vote)
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
22	IMMOBILISATIONS REÇUES EN AFFECTATION			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS			
	Total des recettes d'investissement			
10	DOTATIONS, FOND DIVERS ET RESERVES			
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS REÇUS			
18	COMPTES DE LIASON : AFFECTATIONS (BUDGETS ANNEXES) (5)			
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
	Total des recettes financières			
4592	Total des opérations de transfert			
4592	Total des recettes réelles d'investissement		175 000,00	175 000,00
021	VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION (4)			
040	OPERATION ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION (4)			
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (4)			
	Total des recettes d'ordre d'investissement			
	TOTAL		175 000,00	175 000,00

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	175 000,00

Pour information :	
AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL	175 000,00
DEGAUGE PAR LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	

Il s'agit, pour un budget voté en feuilleton, des ressources propres correspondant à l'incident des recettes réelles d'exploitation sur les dépenses réelles d'exploitation. Il sert à financer le rattachement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la règle.

- (1) Cf. Modalités de vote 13.
(2) Insérer en cas de report des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(3) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la règle effectue une cession initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recette, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Solde de l'opération DE 023 = DE 042 = RE 043 ou solde de l'opération RI 021 = RI 040 = DI 040.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
BALANCE GENERALE DU BUDGET		B1

1 - DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	10 000,00		10 000,00
012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	30 000,00		30 000,00
014 ATTENUATION DE PRODUITS			
60 ACHATS ET VARIATION DES STOCKS (3)			
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE			
66 CHARGES FINANCIERES			
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES			
68 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS		306 018,00	306 018,00
69 IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES (4)			
022 DEPENSES IMPREVUES			
023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		175 000,00	175 000,00
Dépenses d'exploitation - Total	40 000,00	481 018,00	521 018,00

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	521 018,00
---	-------------------

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			
13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaire)			
18 COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (BUDGETS ANNEXES)			
Total des opérations d'équipement			
20 IMMOBILISATIONS INCORPORABLES (6)			
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES (6)	175 000,00		175 000,00
22 IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (6)			
23 IMMOBILISATIONS EN COURS (6)			
26 PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27 AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
4581 Total des opérations pour compte de tiers (7)			
3... Stocks			
020 DEPENSES IMPREVUES			
Dépenses d'investissement - Total	175 000,00		175 000,00

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	175 000,00
---	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M49.

(5) Si la règle applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres << opérations d'équipement >>.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
BALANCE GENERALE DU BUDGET		B2

2 - RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 ATTENUATION DE CHARGES			
60 ACHATS ET VARIATION DES STOCKS (3)			
70 VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES			
74 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION			
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE			
76 PRODUITS FINANCIERS			
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS			
78 REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
Recettes d'exploitation - Total			
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			521 018,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES			521 018,00

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (sauf 1			
13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1888 non budgétaire)			
18 COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (BUDGETS ANNEXES)			
20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (5)			
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES (5)			
22 IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (5)			
23 IMMOBILISATIONS EN COURS (5)			
26 PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27 AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
4582 Opérations pour compte de tiers (6)			
3... Stocks			
021 VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		175 000,00	175 000,00
Recettes d'investissement - Total			175 000,00
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE			
AFFECTATION AUX COMPTES 106			
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			175 000,00

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la règle applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III - VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES					A1
Chapitre/article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire (2) budget précédent	Propositions (3) nouvelles	Vote (4)	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL (5)(6)	660 000,00	10 000,00		
611	SOUS TRAITANCE GENERALE	340 000,00	10 000,00		
6166	MAINTENANCE	100 000,00			
617	ETUDES ET RECHERCHES	100 000,00			
6226	HONORAIRES	60 000,00			
6228	DIVERS	50 000,00			
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	10 000,00			
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	40 000,00	30 000,00		
6215	PERSONNEL AFFECTE PAR LA COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT	40 000,00	30 000,00		
014	ATTENUATION DE PRODUITS (7)				
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE				
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)=(011+012+014+65)		700 000,00	40 000,00		
66	CHARGES FINANCIERES (b)(8)				
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES (c)				
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS (d)(9)		306 018,00		
6875	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES EXCEPTIONNELS		306 018,00		
69	IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES (e)(10)				
022	DEPENSES IMPREVUES (f)				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		700 000,00	346 018,00		

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES		A1

Chapitre/Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire (2) budget précédent	Propositions (3) nouvelles	Vote (4)
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		175 000,00	175 000,00
042	OPERATION ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION (11)(12)			
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT			175 000,00	175 000,00
043	OPERATION ORDRE DE TRANSFERT DE SECTION A SECTION			
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE			175 000,00	175 000,00
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		700 000,00	521 018,00	521 018,00

RESTES A REALISER N-1 (13)

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice
- Montant des ICNE de l'exercice N-1
= Différence ICNE N - ICNE N-1

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote I-B.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(10) Ce chapitre n'existe pas en M49.
(11) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre. DE 042 = RI 040.
(12) Le compte 6615 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III - VOTE DU BUDGET				
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES				
III				
A2				

Chapitre/article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions (3) nouvelles	Vote (4)
013	ATTENUATION DE CHARGES (5)			
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES	700 000,00		
706	PRESTATIONS DE SERVICES	660 500,00		
7083	LOCATIONS DIVERSES	31 000,00		
7087	REBOURSEMENTS DE FRAIS	8 500,00		
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION			
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE			
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES		700 000,00		
(a)=013+70+73+74+75				
76	PRODUITS FINANCIERS (b)			
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS (c)			
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (d)(7)			
TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d		700 000,00		

III - VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES					A2
Chapitre/article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions (3) nouvelles	Vote (4)	
042	OPERATION ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION (8) (9)				
043	OPERATION ORDRE DE TRANSFERT DE SECTION A SECTION (8)				
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE				
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		700 000,00			
					+
		RESTES A REALISER N-1 (10)			+
		R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)		521 018,00	=
		TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES		521 018,00	

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 Montant des ICNE de l'exercice - Montant des ICNE de l'exercice N-1 = Différence ICNE N - ICNE N-1	
--	--

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
 (2) Cf. Modalités de vote I-B.
 (3) Hors restes à réaliser.
 (4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.
 (5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.
 (6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
 (7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
 (8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.
 (9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
 (10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III - VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES					B1
Chapitre/a rticle (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors opérations)				
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors opérations)		175 000,00	175 000,00	
2135	INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS AMENAGEMENTS DES CONSTRUCTIONS		175 000,00	175 000,00	
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (hors op.)				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (hors opérations)				
	Opérations d'équipement n°...(1 ligne par op.)(5)				
	Total des dépenses d'équipement		175 000,00	175 000,00	
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES				
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (BUDGETS ANNEXES)				
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
020	DEPENSES IMPREVUES				
	Total des dépenses financières				
4581	Opé. pour compte de tiers n°...(1 ligne par op.)(6)				
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES		175 000,00	175 000,00	

III - VOTE DU BUDGET	
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	
III	B1

Chapitre/Article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
040	OPERATION ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION (7)(8)			
	Reprises sur autofinancement antérieur			
	Charges transférées			
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (9)			
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE			
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		175 000,00		175 000,00

RESTES A REALISER N-1 (10)

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

175 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
 (2) Cf. Modalités de vote, I-B.
 (3) Hors restes à réaliser.
 (4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
 (5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.
 (6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
 (7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.
 (8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
 (9) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.
 (10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III - VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES					B2
Chapitre/a rticle (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)				
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS				
	Total des recettes d'équipement				
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (BUDGETS ANNEXES)				
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS				
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Total des recettes financières				
4582	Opé. pour compte de tiers n°...(1 ligne par opé.)(5)				
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers				
	TOTAL DES RECETTES REELLES				

III - VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES		B2

Chapitre/article (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
021	VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		175 000,00	175 000,00
040	OPERATION ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION (6) (7)			
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		175 000,00	175 000,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES(8)			
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		175 000,00	175 000,00
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (=Total des recettes réelles et d'ordre)		175 000,00	175 000,00

	RESTES A REALISER N-1 (9)	+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	+
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	= 175 000,00

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) Cf. Modalités de vote, I-B.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.
(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.
(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III - VOTE DU BUDGET			III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT			B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : ... (1)
LIBELLE : ...

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 1/1/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5) (a)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4) (b)	Montant pour information (5) (b)
	DEPENSES					
20	Immobilisations incorporelles					
...						
21	Immobilisations corporelles					
...						
22	Immobilisations reçues en affect.					
...						
23	Immobilisations en cours					
...						
	Autres					

RECETTES (répartition) (Pour l'information)		Restes à réaliser N-1 (3) (c)	Recettes de l'exercice (d)
TOTAL RECETTES AFFECTEES			
13	Subventions d'investissement		
...			
16	Emprunts et dettes assimilées		
...			
20	Immobilisations incorporelles		
...			
21	Immobilisations corporelles		
...			
22	Immobilisations reçues en affectation		
...			
23	Immobilisations en cours		
...			
	Autres		
...			

RESULTAT = (c+d)-(a+b)	
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	

- (1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV - ANNEXES			IV
ELEMENTS DU BILAN			
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES			A4.1

DETAIL DES DEPENSES

Art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser (N-1)(3)	Propositions nouvelles	Vote (2)
	DEPENSES TOTALES (I)=A+B+C+D				
	HORS CHARGES TRANSFEREES (II)=A+B+C				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES hors 16449 et 166 (A)				
	Autres dépenses financières (sous-total) (B)				
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
020	Dépenses imprévues				
	Transferts entre sections =C+D				
	Reprise/autofinancement antérieur (C)(1)				
	Charges transférées (D)=E+F+G (1)				
	Travaux en régie (E)				
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (F)				
	Stocks et en-cours (G)				

Dépenses		
Op. de l'exercice I	Solde d'exécution D001 (3)	CUMUL IV

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
 (2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
 (3))inscrire en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent ou si reprise anticipée des résultats. Il n'y a pas de restes à réaliser sur les opérations d'ordre.

Détail des comptes 16449 et 166 en dépenses

Art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser (N-1)(3)	Propositions nouvelles	Vote(2)
16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie				
166	Refinancement de dette				
	Total				

IV - ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	

DETAIL DES RECETTES					
Art.(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser (N-1)(3)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) (III)=a+b+c+d					
	Ressources propres externes (a)			175 000,00	175 000,00
	Autres recettes financières (b)				
	Transferts entre sections (c)(1)				
021	VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION (d)			175 000,00	175 000,00

Opérations de l'exercice III	Solde d'exécution R001(3)	Affectation R106.(3)	CUMUL V
Recettes	175 000,00		175 000,00

Montant	
Dépenses financières (IV)	
Recettes financières (V)	175 000,00
Solde (recettes - dépenses) VI=V-IV(5)	+175 000,00
Solde net hors créances sur autres collectivités publiques (c/2763) et charges transférées (D)(6)(7)	+175 000,00
Résultat hors charges transférées V-(II+D001)	175 000,00

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
- (2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
- (3) Inscrire en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent ou si reprise anticipée des résultats. Il n'y a pas de restes à réaliser sur les opérations d'ordre.
- (4) Hors comptes 10229, 10259 et 1068.
- (5) Indiquer le signe algébrique.
- (6) Ces créances et charges peuvent être financées par emprunt.
- (7) Il s'agit des dépenses réelles au compte 2763.

Autres ressources financières ne faisant pas partie des ressources propres (c/16449 et c/166)					
Art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser (N-1)(3)	Propositions nouvelles	Vote (2)
16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie				
166	Refinancement de dette				
Total					

IV - ANNEXES		IV
ELEMENT DU BILAN		
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DU PARKING DE LA MAIRIE -		A5.1.1
SECTION D'EXPLOITATION		

A5.1.1 - SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES

DEPENSES		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	10 000,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	30 000,00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS (4)	306 018,00
	Total des dépenses réelles	
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	
043	Opé. d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation	
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	175 000,00
	Total des dépenses d'ordre	
	D002 (5)	
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	521 018,00

A5.1.1 - SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES

RECETTES		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES	
	Total des recettes réelles	
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	
043	Opé. d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation	
	Total des recettes d'ordre	
002	RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE	
	TOTAL GENERAL DES RECETTES	

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Si la règle applique le régime des provisions semi-budgétaires ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des

(5) Inscrite en cas de reprise les résultats de l'exercice précédant participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

IV - ANNEXES	IV
ELEMENT DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DU PARKING DE LA MAIRIE -	A5.2.1
SECTION D'EXPLOITATION	

A5.2.1 - SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES

DEPENSES		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	10 000,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	30 000,00
068	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS (4)	306 018,00
	Total des dépenses réelles	
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	
043	Opé. d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation	
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	175 000,00
	Total des dépenses d'ordre	
	D002 (5)	
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	521 018,00

A5.2.1 - SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES

RECETTES		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES	
	Total des recettes réelles	
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	
043	Opé. d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation	
	Total des recettes d'ordre	
002	RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE	
	TOTAL GENERAL DES RECETTES	

- (2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.
(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.
(4) Si la règle applique le régime des provisions semi-budgétaires ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des
(5) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédant participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

IV - ANNEXES		IV
ELEMENT DU BILAN		
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DU PARKING DE LA MAIRIE -		A5.1.2
SECTION D'INVESTISSEMENT		

A5.1.2 - SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
	Opérations d'équipement n°(1 ligne par op.	
020	Dépenses imprévues	
4581	Op. c/ de tiers n°° ... (1 ligne par op.)	
	Total des dépenses réelles	
040	Opérations d'ordre transfert entre sections	
041	Opérations patrimoniales	
	Total des dépenses d'ordre	
	D001 (4)	
TOTAL GENERAL DES DEPENSES		

A5.1.2 - SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

RECETTES		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
106	Réserves	
4582	Op. c/ de tiers n°° ... (1 ligne par op.)	
	Total des recettes réelles	
040	Opérations d'ordre transfert entre sections	
041	Opérations patrimoniales	
021	VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	
	Total des recettes d'ordre	
	R001 (4)	
TOTAL GENERAL DES RECETTES		

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.
(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.
(4) Inscrite en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

IV - ANNEXES		IV
ELEMENT DU BILAN		
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DU PARKING DE LA MAIRIE -		A5.2.2
SECTION D'INVESTISSEMENT		

A5.2.2 - SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
	Opérations d'équipement n° ... (1 ligne par op.)	
020	Dépenses imprévues	
4581	Op. c/ de tiers n° ... (1 ligne par op.)	
	Total des dépenses réelles	
040	Opérations d'ordre transfert entre sections	
041	Opérations patrimoniales	
	Total des dépenses d'ordre	
	D001 (4)	
TOTAL GENERAL DES DEPENSES		

A5.2.2 - SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

RECETTES		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
106	Réserves	
4582	Op. c/ de tiers n° ... (1 ligne par op.)	
	Total des recettes réelles	
040	Opérations d'ordre transfert entre sections	
041	Opérations patrimoniales	
021	VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	
	Total des recettes d'ordre	
	R001 (4)	
TOTAL GENERAL DES RECETTES		

- (2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.
(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.
(4) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2013

BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET ANNEXE

Présenté par Madame le Maire de la Ville de Montpellier

Montpellier le 22 juillet 2013

Le Maire,

Hélène MANDROUX

IV - ANNEXES	
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE	
	IV
	A1

PRESENTATION PAR NATURE -920 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

Comptes par nature	920-2 Administration générale					920-3 Justice	920-4 Coopération décentralisée,		TOTAL DE LA FONCTION 920
	920-23 Information, communication, publicité	920-24 Fêtes et cérémonies	920-25 Aides associations (non classées ailleurs)	920-26 Cimetières et pompes funèbres	Sous-total 920-2		920-41 Subvention globale	920-48 Autres actions coopération décentralisée	
64118	38 000,00	-35 000,00			51 000,00			-3 000,00	48 000,00
64131	16 000,00	-13 000,00			60 500,00			-14 000,00	46 500,00
64162	7 200,00				57 800,00				57 800,00
6451	5 000,00	-9 000,00			-96 500,00			-14 000,00	-110 500,00
6453	35 500,00	6 000,00			597 500,00			-2 000,00	595 500,00
64731	-23 500,00				-1 300,00			-18 000,00	-19 300,00
6475					100 000,00				100 000,00
6488	1 500,00	1 000,00			208 500,00			1 500,00	210 000,00
014									
65					351 400,00			-8 300,00	343 100,00
6531					353 000,00				353 000,00
6533					12 000,00				12 000,00
6574					-13 600,00			-8 300,00	-21 900,00
658									
67					-720,00				-720,00
6718					-720,00				-720,00
678									
013					362 114,00				362 114,00
70					840 000,00				840 000,00
70321									
70323					500 000,00				500 000,00
70841					40 000,00				40 000,00
70848					300 000,00				300 000,00
73									
74									
74718									
75					-497 886,00				-497 886,00
752					-390 572,00				-390 572,00
757									
758					-107 314,00				-107 314,00

IV - ANNEXES			
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			IV
			A1

PRESENTATION PAR NATURE -920 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

Comptes par nature	Libellé	920-2 Administration générale		
		920-20 Administration générale collectivité	920-21 Assemblée locale	920-22 Administration générale de l'Etat
76				
77		20 000,00		
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION	20 000,00		

IV - ANNEXES			IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			A1

PRESENTATION PAR NATURE -920 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

Comptes par nature	920-2 Administration générale					920-3 Justice	920-4 Coopération décentralisée,		TOTAL DE LA FONCTION 920
	920-23 Information, communication, publicité	920-24 Fêtes et cérémonies	920-25 Aides associations (non classées ailleurs)	920-26 Cimetières et pompes funèbres	Sous-total 920-2		920-41 Subvention globale	920-48 Autres actions coopération décentralisée	
76									
77					20 000,00				20 000,00
7718					20 000,00				20 000,00

IV - ANNEXES		IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE		A1

PRESENTATION PAR NATURE -921 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES

Comptes par nature	Libellé	921-1 Sécurité intérieure				
		921-10 Services communs	921-11 Police nationale	921-12 Police municipale	921-13 Pompiers, incendies et secours	921-14 Autres services de protection civile
011	DEPENSES TOTALES			-38 648,00		
	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE					
6042	TERRAINS A AMENAGER					
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES					
6067	FOURNITURES SCOLAIRES					
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES					
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES					
6135	LOCATIONS MOBILIERES					
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE					
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS					
61522	ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS					
6156	MAINTENANCE					
617	ETUDES ET RECHERCHES					
6188	AUTRES FRAIS DIVERS					
6226	HONORAIRES					
6227	FRAIS D'ACTE ET DE CONTENTIEUX					
6233	FOIRES ET EXPOSITIONS					
6238	DIVERS					
6241	TRANSPORT DE BIENS					
6247	TRANSPORT COLLECTIF					
6255	FRAIS DE DEMENAGEMENT					
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES					
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)					
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE					
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX					
62878	REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES ORGANISMES					
6288	AUTRES					
63512	TAXES FONCIERES					
012				-38 648,00		
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT			1 000,00		
6335	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG					
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE			-33 000,00		
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE			4 000,00		
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE			-37 648,00		
64131	REMUNERATION			-10 000,00		
64162	EMPLOI D'AVENIR					
6451	COTISATIONS A L'URSSAF			-29 500,00		

IV - ANNEXES		IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE		A1

PRESENTATION PAR NATURE -921 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES

Comptes par nature	Sous-total 921-1	921-2 Hygiène et salubrité publique	TOTAL DE LA FONCTION 921
011	-38 648,00	11 500,00	-27 148,00
6042			
6064			
6067			
611			
6132			
6135			
614			
61521			
61522			
6156			
617			
6188			
6226			
6227			
6233			
6238			
6241			
6247			
6255			
627			
6281			
6282			
6283			
62878			
6288			
63512			
012	-38 648,00	11 500,00	-27 148,00
6331	1 000,00	-500,00	500,00
6336			
64111	-33 000,00	30 000,00	-3 000,00
64112	4 000,00	2 000,00	6 000,00
64118	-37 648,00	6 000,00	-31 648,00
64131	-10 000,00	-24 500,00	-34 500,00
64162			
6451	-29 500,00	-10 000,00	-39 500,00

IV - ANNEXES	
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE	
	IV
	A1

PRESENTATION PAR NATURE - 921 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES

Comptes par nature	Libellé	921-1 Sécurité intérieure				
		921-10 Services communs	921-11 Police nationale	921-12 Police municipale	921-13 Pompiers, incendies et secours	921-14 Autres services de protection civile
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES			62 000,00		
64731	ALLOC CHOM					
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE					
6488	AUTRES CHARGES			4 500,00		
014						
65						
6531	INDEMNITES DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS					
6533	COTISATIONS DE RETRAITE ELUS					
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES					
658	CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE					
67						
6718	AUTRES CHARGES EXCEPT SUR OPERATIONS DE GESTION					
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES					
	RECETTES TOTALES					
013						
70						
70321	DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION SUR LA VOIE PUBLIQUE					
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL					
70841	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX BUDGETS ANNEXES, CCAS ET CAISSE DES ECOLES					
70848	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES					
73						
74						
74718	AUTRES					
75						
752	REVENUS DES IMMEUBLES					
757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES					
758	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE					
76						
77						
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION					

IV - ANNEXES		IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE		A1

PRESENTATION PAR NATURE - 921 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES

Comptes par nature	Sous-total 921-1	921-2 Hygiène et salubrité publique	TOTAL DE LA FONCTION 921
6453	62 000,00	20 000,00	82 000,00
64731		-11 000,00	-11 000,00
6475			
6488	4 500,00	-500,00	4 000,00
014			
65			
6531			
6533			
6574			
658			
67			
6718			
678			
013			
70			
70321			
70323			
70841			
70848			
73			
74			
74718			
75			
752			
757			
758			
76			
77			
7718			

IV - ANNEXES		
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE		
		IV A1

PRESENTATION PAR NATURE -922 - ENSEIGNEMENT-FORMATION

Comptes par nature	Libellé	922-1 Enseignement du premier degré			
		922-0 Services communs	922-11 Ecoles maternelles	922-12 Ecoles primaires	922-13 Classes regroupées
	DEPENSES TOTALES		229 500,00	193 120,00	422 620,00
011			55 500,00	81 000,00	136 500,00
6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER				
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES				
6067	FOURNITURES SCOLAIRES		50 000,00	50 000,00	100 000,00
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES				
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES				
6135	LOCATIONS MOBILIERES				
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE				
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS				
61522	ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS				
6156	MAINTENANCE				
617	ETUDES ET RECHERCHES				
6188	AUTRES FRAIS DIVERS				
6226	HONORAIRES				
6227	FRAIS D'ACTE ET DE CONTENTIEUX				
6233	FOIRES ET EXPOSITIONS			20 000,00	20 000,00
6238	DIVERS				
6241	TRANSPORT DE BIENS				
6247	TRANSPORT COLLECTIF		5 500,00	11 000,00	16 500,00
6255	FRAIS DE DEMENAGEMENT				
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES				
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)				
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE				
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX				
62878	REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES ORGANISMES				
6288	AUTRES				
63512	TAXES FONCIERES		174 000,00	108 000,00	282 000,00
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT		4 000,00	15 000,00	19 000,00
6336	COTISATIONS AU CNEPT ET AU CIG				
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE		20 000,00	-1 035 000,00	-1 015 000,00
64112	NBI: SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE		6 000,00	8 000,00	14 000,00
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE		63 000,00	120 000,00	183 000,00
64131	REMUNERATION		57 000,00	780 000,00	837 000,00
64162	EMPLOI D'AVENIR		-35 000,00		-35 000,00

IV - ANNEXES

PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1

PRESENTATION PAR NATURE -922 - ENSEIGNEMENT-FORMATION

	922-2 Enseignement du deuxième degré	922-3 Enseignement supérieur	922-4 Formation continue	922-5 Services annexes de l'enseignement					922-55 Classes découvertes, services annexes	Sous-Total 922-5	TOTAL DE LA FONCTION 922
				922-51 Hébergement et restauration scolaire	922-52 Transports scolaires	922-53 Sport scolaire	922-54 Médecine scolaire				
011				150 000,00						150 000,00	572 620,00
	6042										136 500,00
	6064										
	6067										
	611										100 000,00
	6132										
	6135										
	614										
	61521										
	61522										
	6156										
	617										
	6188										
	6226										
	6227										
	6233										20 000,00
	6238										
	6241										
	6247										16 500,00
	6255										
	627										
	6281										
	6282										
	6283										
	62878										
	6288										
	63512										
	012				150 000,00					150 000,00	432 000,00
	6331				1 500,00					1 500,00	20 500,00
	6336										
64111				-45 000,00					-45 000,00	-1 060 000,00	
	64112				2 000,00					2 000,00	16 000,00
	64118				10 000,00					10 000,00	193 000,00
	64131				105 000,00					105 000,00	942 000,00
	64162				36 000,00					36 000,00	1 000,00

111

IV - ANNEXES			IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			A1

PRESENTATION PAR NATURE - 922 - ENSEIGNEMENT-FORMATION

Comptes par nature	Libellé	922-0 Services communs	922-1 Enseignement du premier degré		
			922-11 Ecoles maternelles	922-12 Ecoles primaires	922-13 Classes regroupées
					Sous-total 922-1
6451	COTISATIONS A L'URSSAF		-22 000,00	40 000,00	18 000,00
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES		88 000,00	345 000,00	433 000,00
64731	ALLOC CHOM			-65 000,00	-65 000,00
6475	MEDECINE DU TRAVAIL PHARMACIE				
6488	AUTRES CHARGES		-7 000,00	-100 000,00	-107 000,00
014					
65				4 120,00	4 120,00
6531	INDEMNITES DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS				
6533	COTISATIONS DE RETRAITE ELUS				
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES			4 120,00	4 120,00
658	CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE				
67					
6718	AUTRES CHARGES EXCEPT SUR OPERATIONS DE GESTION				
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES				
	RECETTES TOTALES				
013					
70					
70321	DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION SUR LA VOIE PUBLIQUE				
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL				
70841	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX BUDGETS ANNEXES, CCAS ET CAISSE DES ECOLES				
70848	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES				
73					
74					
74718	AUTRES				
75					
752	REVENUS DES IMMEUBLES				
757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES				
758	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE				
76					
77					
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION				

IV - ANNEXES			IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			A1

PRESENTATION PAR NATURE -922 - ENSEIGNEMENT-FORMATION

	922-2 Enseignement du deuxième degré	922-3 Enseignement supérieur	922-4 Formation continue	922-5 Services annexes de l'enseignement					TOTAL DE LA FONCTION 922
				922-51 Hébergement et restauration scolaire	922-52 Transports scolaires	922-53 Sport scolaire	922-54 Médecine scolaire	922-55 Classes découvertes, services annexes	
	6451			5 500,00					23 500,00
	6453			35 000,00					468 000,00
	64731								-65 000,00
	6475								
	6488								
014									-107 000,00
65									4 120,00
	6531								
	6533								
	6574								
	658								
67									
	6718								
	678								
013									
70									
	70321								
	70323								
	70841								
	70848								
73									
74									
	74718								
75									
	752								
	757								
	758								
76									
77									
	7718								

IV - ANNEXES

PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1

PRESENTATION PAR NATURE - 923 - CULTURE

Comptes par nature	Libellé	923-0 Services communs	923-11 Expression musicale, lyrique et chorégraphique	923-12 Arts plastiques, activités artistiques	923-13 Théâtres	923-14 Cinémas et autres salles de spectacles
011	DEPENSES TOTALES	132 000,00		-31 500,00	23 500,00	
		112 000,00				
6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER					
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES					
6067	FOURNITURES SCOLAIRES					
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES					
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES					
6135	LOCATIONS MOBILIERES					
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE					
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS					
61522	ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS					
6156	MAINTENANCE					
617	ETUDES ET RECHERCHES					
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	62 000,00				
6226	HONORAIRES					
6227	FRAIS D'ACTE ET DE CONTENTIEUX					
6233	FOIRES ET EXPOSITIONS					
6238	DIVERS	50 000,00				
6241	TRANSPORT DE BIENS					
6247	TRANSPORT COLLECTIF					
6255	FRAIS DE DEMENAGEMENT					
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES					
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)					
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE					
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX					
62878	REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES ORGANISMES					
6288	AUTRES					
63512	TAXES FONCIERES					
012		82 000,00		-31 500,00	23 500,00	
		4 000,00		-500,00	-1 500,00	
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT					
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG					
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	-116 500,00		3 000,00	-47 000,00	

IV - ANNEXES	
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE	
IV	A1

PRESENTATION PAR NATURE -923 - CULTURE

	Sous-total 923-1	923-2 Conservation et diffusion des patrimoines				923-3 Action culturelle	TOTAL DE LA FONCTION 923
		923-21 Bibliothèques et médiathèques	923-22 Musées	923-23 Archives	923-24 Entretien du patrimoine culturel		
011	-8 000,00			7 000,00		7 000,00	131 000,00
				15 000,00		15 000,00	127 000,00
6042							
6064							
6067							
611							
6132							
6135							
614							
61521							
61522							
6156							
617							
6188							62 000,00
6226							
6227							
6233							
6238							50 000,00
6241							
6247							
6255							
627							
6281							
6282							
6283							
62878				15 000,00		15 000,00	15 000,00
6288							
63512							
012	-8 000,00			-8 000,00		-8 000,00	66 000,00
	-2 000,00						2 000,00
6331							
6336							
64111	-44 000,00			-7 000,00		-7 000,00	-167 500,00

IV - ANNEXES

PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1

PRESENTATION PAR NATURE -923 - CULTURE

Comptes par nature	Libellé	923-1 Expression artistique				923-14 Cinémas et autres salles de spectacles
		923-0 Services communs	923-11 Expression musicale, lyrique et chorégraphique	923-12 Arts plastiques, activités artistiques	923-13 Théâtres	
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	1 500,00		-500,00	-1 500,00	
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	55 000,00		-4 000,00	-38 000,00	
64131	REMUNERATION	-20 000,00		-22 000,00	109 000,00	
64162	EMPLOI D'AVENIR	76 000,00				
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	22 000,00		-19 000,00	17 000,00	
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	58 000,00		8 000,00	-13 000,00	
64731	ALLOC CHOM			1 000,00	-1 000,00	
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE					
6488	AUTRES CHARGES	2 000,00		2 500,00	-500,00	
014						
65		-62 000,00				
6531	INDEMNITES DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS					
6533	COTISATIONS DE RETRAITE ELUS					
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES	-62 000,00				
658	CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE					
67						
6718	AUTRES CHARGES EXCEPT SUR OPERATIONS DE GESTION					
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES					
	RECETTES TOTALES					
013						
70						
70321	DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION SUR LA VOIE PUBLIQUE					
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL					
70841	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX BUDGETS ANNEXES, CCAS ET CAISSE DES ECOLES					
70848	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES					
73						
74						
74718	AUTRES					
75						
752	REVENUS DES IMMEUBLES					

IV - ANNEXES			IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			A1

PRESENTATION PAR NATURE - 923 - CULTURE

	Sous-total 923-1	923-2 Conservation et diffusion des patrimoines				923-3 Action culturelle	TOTAL DE LA FONCTION 923
		923-21 Bibliothèques et médiathèques	923-22 Musées	923-23 Archives	923-24 Entretien du patrimoine culturel		
	64112	-2 000,00					-500,00
	64118	-42 000,00		7 000,00		7 000,00	20 000,00
	64131	87 000,00		1 000,00		1 000,00	68 000,00
	64162						76 000,00
	6451	-2 000,00		-7 000,00		-7 000,00	13 000,00
	6453	-5 000,00		1 000,00		1 000,00	54 000,00
	64731			-2 000,00		-2 000,00	-2 000,00
	6475						
	6488	2 000,00		-1 000,00		-1 000,00	3 000,00
014							
65							-62 000,00
	6531						
	6533						
	6574						-62 000,00
	658						
67							
	6718						
	678						
013							
70							
	70321						
	70323						
	70841						
	70848						
73							
74							
	74718						
75							
	752						

IV - ANNEXES			
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			IV
			A1

PRESENTATION PAR NATURE -923 - CULTURE

Comptes par nature	Libellé	923-0 Services communs	923-1 Expression artistique			
			923-11 Expression musicale, lyrique et chorégraphique	923-12 Arts plastiques, activités artistiques	923-13 Théâtres	923-14 Cinémas et autres salles de spectacles
757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES					
758	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE					
76						
77						
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION					

IV - ANNEXES			IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			A1

PRESENTATION PAR NATURE -923 - CULTURE

923-2 Conservation et diffusion des patrimoines							TOTAL DE LA FONCTION 923
Sous-total 923-1	923-21 Bibliothèques et médiathèques	923-22 Musées	923-23 Archives	923-24 Entretien du patrimoine culturel	Sous-total 923-2	923-3 Action culturelle	
757							
758							
76							
77							
7718							

IV - ANNEXES			
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			
			IV
			A1

PRESENTATION PAR NATURE -924 - SPORT ET JEUNESSE

Comptes par nature	Libellé	924-1 Sports			
		924-0 Services communs	924-11 Salles de sport, gymnases	924-12 Stades	924-13 Piscines
011	DEPENSES TOTALES	44 100,00 15 000,00	166 000,00	-163 000,00	924-14 Autres équipements sportifs ou de loisir
6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER	20 000,00			
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES				
6067	FOURNITURES SCOLAIRES				
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES				
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES				
6135	LOCATIONS MOBILIERES	-5 000,00			
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE				
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS				
61522	ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS				
6156	MAINTENANCE				
617	ETUDES ET RECHERCHES				
6188	AUTRES FRAIS DIVERS				
6226	HONORAIRES				
6227	FRAIS D'ACTE ET DE CONTENTIEUX				
6233	FOIRES ET EXPOSITIONS				
6238	DIVERS				
6241	TRANSPORT DE BIENS				
6247	TRANSPORT COLLECTIF				
6255	FRAIS DE DEMENAGEMENT				
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES				
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)				
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE				
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX				
62878	REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES ORGANISMES				
6288	AUTRES				
63512	TAXES FONCIERES	6 600,00 -1 000,00	166 000,00 1 000,00	-163 000,00 -2 000,00	
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT				
6336	COTISATIONS AU CNEPT ET AU CIG				
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	-4 000,00	25 000,00	-115 000,00	
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	-1 000,00	8 500,00	-5 000,00	

IV - ANNEXES				IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE				A1

PRESENTATION PAR NATURE -924 - SPORT ET JEUNESSE

Comptes par nature	924-15 Manifestations sportives	924-2 Jeunesse				TOTAL DE LA FONCTION 924
		Sous-total 924-1	924-21 Centres de loisirs	924-22 Autres activités pour les jeunes	924-23 Colonies de vacances	
011		3 000,00	-95 500,00	-106 400,00		-154 800,00
			-90 000,00	5 100,00		-69 900,00
6042						20 000,00
6064						
6067						
611						
6132						
6135						-5 000,00
614						
61521						
61522						
6156						
617						
6188						
6226						
6227						
6233						
6238			-35 000,00			-35 000,00
6241						
6247						
6255						
627						
6281				5 100,00		5 100,00
6282						
6283						
62878			-55 000,00			-55 000,00
6288						
63512						
012		3 000,00	-5 500,00	-114 500,00		-110 400,00
6331		-1 000,00		1 000,00		-1 000,00
6336						
64111		-90 000,00	-9 000,00	-118 500,00		-221 500,00
64112		3 500,00		-3 000,00		-500,00

IV - ANNEXES			
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			
			IV
			A1

PRESENTATION PAR NATURE -924 - SPORT ET JEUNESSE

Comptes par nature	Libellé	924-1 Sports			
		924-0 Services communs	924-11 Salles de sport, gymnases	924-12 Stades	924-13 Piscines
					924-14 Autres équipements sportifs ou de loisir
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	18 000,00	31 000,00	1 000,00	
64131	REMUNERATION	-25 000,00	41 000,00		
64162	EMPLOI D'AVENIR	21 600,00			
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	-12 000,00	-1 500,00	-33 000,00	
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	1 000,00	60 000,00	-10 000,00	
64731	ALLOC CHOM	9 000,00			
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE				
6488	AUTRES CHARGES		1 000,00	1 000,00	
014					
65		22 500,00			
6531	INDEMNITES DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS				
6533	COTISATIONS DE RETRAITE ELUS				
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES	22 500,00			
658	CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE				
67					
6718	AUTRES CHARGES EXCEPT SUR OPERATIONS DE GESTION				
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES				
	RECETTES TOTALES				
013					
70					
70321	DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION SUR LA VOIE PUBLIQUE				
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL				
70841	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX BUDGETS ANNEXES, CCAS ET CAISSE DES ECOLES				
70848	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES				
73					
74					
74718	AUTRES				
75					
752	REVENUS DES IMMEUBLES				
757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES				
758	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE				

IV - ANNEXES			IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			A1

PRESENTATION PAR NATURE -924 - SPORT ET JEUNESSE

Comptes par nature	924-15 Manifestations sportives	Sous-total 924-1	924-2 Jeunesse			TOTAL DE LA FONCTION 924
			924-21 Centres de loisirs	924-22 Autres activités pour les jeunes	924-23 Colonies de vacances	
64118		32 000,00		-55 000,00	-55 000,00	-5 000,00
64131		41 000,00	2 000,00	85 000,00	87 000,00	103 000,00
64162						21 600,00
6451		-34 500,00	-1 000,00	-38 500,00	-39 500,00	-86 000,00
6453		50 000,00	1 000,00	22 500,00	23 500,00	74 500,00
64731						9 000,00
6475						
6488		2 000,00	1 500,00	-8 000,00	-6 500,00	-4 500,00
014						
65				3 000,00	3 000,00	25 500,00
6631						
6633						
6574				3 000,00	3 000,00	25 500,00
658						
67						
6718						
678						
013						
70						
70321						
70323						
70841						
70848						
73						
74						
74718						
75						
752						
757						
758						

IV - ANNEXES	
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE	
	IV
	A1

PRESENTATION PAR NATURE -924 - SPORT ET JEUNESSE

Comptes par nature	Libellé	924-1 Sports			
		924-0 Services communs	924-11 Salles de sport, gymnases	924-12 Stades	924-13 Piscines
76					924-14 Autres équipements sportifs ou de loisir
77					
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION				

IV - ANNEXES		IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE		A1

PRESENTATION PAR NATURE -924 - SPORT ET JEUNESSE

Comptes par nature	924-15 Manifestations sportives	Sous-total 924-1	924-2 Jeunesse			TOTAL DE LA FONCTION 924
			924-21 Centres de loisirs	924-22 Autres activités pour les jeunes	924-23 Colonies de vacances	
76						
77						
7718						

IV - ANNEXES			IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			A1

PRESENTATION PAR NATURE -925 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE

Comptes par nature	Libellé	925-1 Santé				925-2 Interventions sociales	
		925-10 Services communs	925-11 Dispensaires, établissements sanitaires	925-12 Actions de prévention sanitaire	Sous-total 925-1	925-20 Services communs	925-21 Services à caractère social handicapés
011	DEPENSES TOTALES					140 000,00	
6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER					20 000,00	
6064	Fournitures administratives						
6067	Fournitures scolaires						
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES						
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES						
6135	LOCATIONS MOBILIERES						
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE						
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS						
61522	ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS						
6156	MAINTENANCE						
617	ETUDES ET RECHERCHES						
6188	AUTRES FRAIS DIVERS					20 000,00	
6226	HONORAIRES						
6227	FRAIS D'ACTE ET DE CONTENTIEUX						
6233	FOIRES ET EXPOSITIONS						
6238	DIVERS						
6241	TRANSPORT DE BIENS						
6247	TRANSPORT COLLECTIF						
6255	FRAIS DE DEMENAGEMENT						
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES						
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)						
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE						
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX						
62878	REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES ORGANISMES						
6288	AUTRES						
63512	TAXES FONCIERES						
012							
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT						
6336	COTISATIONS AU CNEPT ET AU CIG						
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE						

IV - ANNEXES			IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			A1

PRESENTATION PAR NATURE -925 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE

Comptes par nature	925-2 Interventions sociales			TOTAL DE LA FONCTION 925
	925-22 Action pour l'enfance et l'adolescence	925-23 Action pour personnes en difficulté	925-24 Autres services	
011				140 000,00
6042				20 000,00
6064				
6067				
611				
6132				
6135				
614				
61521				
61522				
6156				
617				20 000,00
6188				
6226				
6227				
6233				
6238				
6241				
6247				
6255				
627				
6281				
6282				
6283				
62878				
6288				
63512				
012				
6331				
6336				
64111				

IV - ANNEXES		IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE		A1

PRESENTATION PAR NATURE -925 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE

Comptes par nature	Libellé	925-1 Santé				925-2 Interventions sociales	
		925-10 Services communs	925-11 Dispensaires, établissements sanitaires	925-12 Actions de prévention sanitaire	Sous-total 925-1	925-20 Services communs	925-21 Services à caractère social handicapés
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE						
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE						
64131	REMUNERATION						
64162	EMPLOI D'AVENIR						
6451	COTISATIONS A L'URSSAF						
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES						
64731	ALLOC CHOM						
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE						
6488	AUTRES CHARGES						
014							
65						120 000,00	
6531	INDEMNITES DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS						
6533	COTISATIONS DE RETRAITE ELUS						
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES					20 000,00	
658	CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE					100 000,00	
67							
6718	AUTRES CHARGES EXCEPT SUR OPERATIONS DE GESTION						
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES						
	RECETTES TOTALES					30 000,00	
013							
70							
70321	DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION SUR LA VOIE PUBLIQUE						
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL						
70841	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX BUDGETS ANNEXES, CCAS ET CAISSE DES ECOLES						
70848	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES						
73							
74						30 000,00	
74718	AUTRES					30 000,00	
75							

IV - ANNEXES			IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			A1

PRESENTATION PAR NATURE - 925 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE

925-2 Interventions sociales					TOTAL DE LA FONCTION 925
Comptes par nature	925-22 Action pour l'enfance et l'adolescence	925-23 Action pour personnes en difficulté	925-24 Autres services	Sous-total 925-2	
64112					
64118					
64131					
64162					
6451					
6453					
64731					
6475					
6488					
014					
65			120 000,00		120 000,00
6531					
6533					
6574				20 000,00	20 000,00
658				100 000,00	100 000,00
67					
6718					
678					
013				30 000,00	30 000,00
70					
70321					
70323					
70841					
70848					
73					
74				30 000,00	30 000,00
74718				30 000,00	30 000,00
75					

IV - ANNEXES		IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE		A1

PRESENTATION PAR NATURE -925 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE

Comptes par nature	Libellé	925-1 Santé				925-2 Interventions sociales	
		925-10 Services communs	925-11 Dispensaires, établissements sanitaires	925-12 Actions de prévention sanitaire	Sous-total 925-1	925-20 Services communs	925-21 Services à caractère social handiapés
752	REVENUS DES IMMEUBLES						
757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES						
758	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE						
76							
77							
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION						

IV - ANNEXES			IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			A1

PRESENTATION PAR NATURE -925 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE

Comptes par nature	925-2 Interventions sociales			TOTAL DE LA FONCTION 925
	925-22 Action pour l'enfance et l'adolescence	925-23 Action pour personnes en difficulté	925-24 Autres services	
752				
757				
758				
76				
77				
7718				

IV - ANNEXES				IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE				A1

PRESENTATION PAR NATURE -926 - FAMILLE

Comptes par nature	Libellé	926-0 Services communs	926-1 Services en faveur des personnes âgées	926-2 Actions en faveur de la maternité	926-3 Aides à la famille	926-4 Crèches et garderies	TOTAL DE LA FONCTION 926
011	DEPENSES TOTALES					322 500,00	322 500,00
6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER						
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES						
6067	FOURNITURES SCOLAIRES						
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES						
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES						
6135	LOCATIONS MOBILIERES						
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE						
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS						
61522	ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS						
6156	MAINTENANCE						
617	ETUDES ET RECHERCHES						
6188	AUTRES FRAIS DIVERS						
6226	HONORAIRES						
6227	FRAIS D'ACTE ET DE CONTENTIEUX						
6233	FOIRES ET EXPOSITIONS						
6238	DIVERS						
6241	TRANSPORT DE BIENS						
6247	TRANSPORT COLLECTIF						
6255	FRAIS DE DEMENAGEMENT						
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES						
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)						
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE						
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX						
62878	REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES ORGANISMES						
6288	AUTRES						
63512	TAXES FONCIERES						
012						322 500,00	322 500,00
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT					2 000,00	2 000,00
6336	COTISATIONS AU ONFPT ET AU CIG						
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE						
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE					-5 000,00	-5 000,00
						10 000,00	10 000,00

IV - ANNEXES	
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE	
	IV A1

PRESENTATION PAR NATURE - 926 - FAMILLE

Comptes par nature	Libellé	926-0 Services communs	926-1 Services en faveur des personnes âgées	926-2 Actions en faveur de la maternité	926-3 Aides à la famille	926-4 Crèches et garderies	TOTAL DE LA FONCTION 926
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE					150 000,00	150 000,00
64131	REMUNERATION					50 000,00	50 000,00
64162	EMPLOI D'AVENIR					22 000,00	22 000,00
6451	COTISATIONS A L'URSSAF					-115 000,00	-115 000,00
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES					300 000,00	300 000,00
64731	ALLOC CHOM					12 500,00	12 500,00
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE						
6488	AUTRES CHARGES					-104 000,00	-104 000,00
014							
65							
6531	INDEMNITES DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS						
6533	COTISATIONS DE RETRAITE ELUS						
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES						
658	CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE						
67							
6718	AUTRES CHARGES EXCEPT SUR OPERATIONS DE GESTION						
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES						
	RECETTES TOTALES						
013							
70							
70321	DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION SUR LA VOIE PUBLIQUE						
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL						
70841	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX BUDGETS ANNEXES, CCAS ET CAISSE DES ECOLES						
70848	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES						
73							
74							
74718	AUTRES						
75							
752	REVENUS DES IMMEUBLES						
757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES						
758	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE						

IV - ANNEXES	
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE	
	IV
	A1

PRESENTATION PAR NATURE - 926 - FAMILLE

Comptes par nature	Libellé	926-0 Services communs	926-1 Services en faveur des personnes âgées	926-2 Actions en faveur de la maternité	926-3 Aides à la famille	926-4 Crèches et garderies	TOTAL DE LA FONCTION 926
76							
77							
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION						

IV - ANNEXES	
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE	
	IV
	A1

PRESENTATION PAR NATURE -928 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

Comptes par nature	Libellé	928-1 Services urbains						
		928-10 Services communs	928-11 Eau et assainissement	928-12 Collecte et traitement des ordures ménagères	928-13 Propreté urbaine	928-14 Eclairage public	928-15 Transports urbains	928-16 Autres réseaux et services divers
011	DEPENSES TOTALES	-29 500,00			184 100,00 184 100,00	59 500,00		438 000,00
	6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER						
	6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES						
	6067	FOURNITURES SCOLAIRES						
	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES				184 100,00		
	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES						
	6135	LOCATIONS MOBILIERES						
	614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE						
	61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS						
	61522	ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS						
	6156	MAINTENANCE						
	617	ETUDES ET RECHERCHES						
	6188	AUTRES FRAIS DIVERS						
	6226	HONORAIRES						
	6227	FRAIS D'ACTE ET DE CONTENTIEUX						
	6233	FOIRES ET EXPOSITIONS						
	6238	DIVERS						
6241	TRANSPORT DE BIENS							
6247	TRANSPORT COLLECTIF							
6255	FRAIS DE DEMENAGEMENT							
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES							
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)							
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE							
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX							
62878	REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES ORGANISMES							
6288	AUTRES							
63512	TAXES FONCIERES							
012		-29 500,00				59 500,00		118 000,00
	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	-500,00			1 000,00		1 500,00
	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG						
	64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	-23 000,00				52 000,00	63 000,00

IV - ANNEXES

PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1

PRESENTATION PAR NATURE -928 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

	928-2 Aménagement urbains					928-3 Environnement				TOTAL DE LA FONCTION 928
	928-20 Services communs	928-21 Equipement de voirie	928-22 Voirie communale et routes	928-23 Espaces verts urbains	928-24 Autres opérations d'aménagement urbain	928-30 Services communs	928-31 Aménagement des eaux	928-32 Actions spécif. lutte contre pollution	928-33 Préservation du milieu naturel	
011	1 000,00	-135 000,00	53 335,00	107 363,20	-4 005,00			-6 000,00	2 500,00	671 293,20
	-15 000,00		245 835,00	46 003,20	12 000,00					472 938,20
	6042									
	6064									
	6067									
	611		235 835,00							419 935,00
	6132									
	6135									
	614									
	61521				30 000,00					
012	61522	-15 000,00			-8 000,00					30 000,00
	6156									-23 000,00
	617				-20 000,00					-20 000,00
	6188									
	6226									
	6227									
	6233			16 003,20						16 003,20
	6238				40 000,00					40 000,00
	6241									
	6247									
012	6255									
	627		10 000,00							10 000,00
	6281									
	6282									
	6283									
	62878									
	6288									
	63512									
	6331	16 000,00	-135 000,00	-192 500,00	61 360,00	-46 005,00				-148 145,00
	6336		500,00		1 000,00	-1 000,00				2 500,00
64111	24 000,00	-22 000,00	-140 000,00	-189 000,00	-24 500,00				-259 500,00	

IV - ANNEXES

PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1

PRESENTATION PAR NATURE -928 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

Comptes par nature	Libellé	928-1 Services urbains						
		928-10 Services communs	928-11 Eau et assainissement	928-12 Collecte et traitement des ordures ménagères	928-13 Propreté urbaine	928-14 Eclairage public	928-15 Transports urbains	928-16 Autres réseaux et services divers
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE					1 000,00		1 000,00
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	6 500,00				11 000,00		17 000,00
64131	REMUNERATION					-35 000,00		
64162	EMPLOI D'AVENIR							
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	-6 000,00				-1 000,00		9 000,00
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	-6 500,00				28 000,00		25 000,00
64731	ALLOC CHOM							
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE							
6488	AUTRES CHARGES					2 500,00		1 500,00
014								
65								320 000,00
6531	INDEMNITES DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS							
6533	COTISATIONS DE RETRAITE ELUS							
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES							
658	CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE							320 000,00
67								
6718	AUTRES CHARGES EXCEPT SUR OPERATIONS DE GESTION							
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES							
	RECETTES TOTALES							
013								
70								
70321	DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION SUR LA VOIE PUBLIQUE							
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL							
70841	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX BUDGETS ANNEXES, CCAS ET CAISSE DES ECOLES							
70848	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES							
73								
74								
74718	AUTRES							
75								

IV - ANNEXES			IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			A1

PRESENTATION PAR NATURE -928 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

	928-2 Aménagement urbains					928-3 Environnement			TOTAL DE LA FONCTION 928
	928-20 Services communs	928-21 Equipement de voirie	928-22 Voirie communale et routes	928-23 Espaces verts urbains	928-24 Autres opérations d'aménagement urbain	928-30 Services communs	928-31 Aménagement des eaux	928-32 Actions spécif. lutte contre pollution	
64112	7 500,00	1 000,00	-5 000,00	8 000,00	-1 000,00				12 500,00
64118	9 500,00	-125 000,00	-43 000,00	104 000,00	-8 000,00				-28 000,00
64131	-35 000,00	-2 500,00	-19 500,00	53 000,00	-1 005,00				-40 005,00
64162									
6451	-21 500,00	-3 000,00	-47 000,00	-13 000,00	-5 500,00				-88 000,00
6453	18 500,00	15 000,00	59 500,00	92 000,00	-4 000,00				227 500,00
64731	11 000,00			3 360,00					14 360,00
6475									
6488	2 000,00	1 000,00	2 500,00	2 000,00	-1 000,00				10 500,00
014									
65								-6 000,00	2 500,00
6531									
6533									
6574								-6 000,00	-3 500,00
658									320 000,00
67					30 000,00				30 000,00
6718									
678					30 000,00				30 000,00
			542 891,80						542 891,80
013									
70			1 000,00						1 000,00
70321			1 000,00						1 000,00
70323									
70841									
70848									
73									
74									
74718									
75			541 891,80						541 891,80

141

IV - ANNEXES			IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			A1

PRESENTATION PAR NATURE -928 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

Comptes par nature	Libellé	928-1 Services urbains					928-16 Autres réseaux et services divers
		928-10 Services communs	928-11 Eau et assainissement	928-12 Collecte et traitement des ordures ménagères	928-13 Propreté urbaine	928-14 Eclairage public	928-15 Transports urbains
752	REVENUS DES IMMEUBLES						
757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES						
758	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE						
76							
77							
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION						

IV - ANNEXES			IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			A1

PRESENTATION PAR NATURE -928 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

	928-2 Aménagement urbains				928-3 Environnement				TOTAL DE LA FONCTION 928
	928-20 Services communs	928-21 Equipement de voirie	928-22 Voirie communale et routes	928-23 Espaces verts urbains	928-24 Autres opérations d'aménagement urbain	928-30 Services communs	928-31 Aménagement des eaux	928-32 Actions spécif. lutte contre pollution	
752			154 421,80						154 421,80
757			387 470,00						387 470,00
758									
76									
77									
7718									

IV - ANNEXES				IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE				A1

PRESENTATION PAR NATURE - 929 - ACTION ECONOMIQUE

Comptes par nature	Libellé	929-0 Interventions économiques	929-1 Foire et marchés	929-2 Aides à l'agriculture et aux industries	929-3 Aides à l'énergie, indus. manufact.,BTP	929-4 Aides commerce, services marchands
011	DEPENSES TOTALES	-10 000,00 -10 000,00	12 000,00			
6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER					
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES					
6067	FOURNITURES SCOLAIRES					
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES					
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES					
6135	LOCATIONS MOBILIERES					
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE					
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS					
61522	ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS					
6156	MAINTENANCE					
617	ETUDES ET RECHERCHES					
6188	AUTRES FRAIS DIVERS					
6226	HONORAIRES					
6227	FRAIS D'ACTE ET DE CONTENTIEUX					
6233	FOIRES ET EXPOSITIONS	-10 000,00				
6238	DIVERS					
6241	TRANSPORT DE BIENS					
6247	TRANSPORT COLLECTIF					
6255	FRAIS DE DEMENAGEMENT					
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES					
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)					
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE					
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX					
62878	REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES ORGANISMES					
6288	AUTRES					
63512	TAXES FONCIERES		-38 000,00			
012						
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT					
6336	COTISATIONS AU CNEPT ET AU CIG					
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE		-31 500,00			

144

IV - ANNEXES		IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE		A1

PRESENTATION PAR NATURE -929 - ACTION ECONOMIQUE

Comptes par nature	929-5 Aides au tourisme	929-6 Aides aux services publics	TOTAL DE LA FONCTION 929
011	60 000,00		62 000,00
6042			-10 000,00
6064			
6067			
611			
6132			
6135			
614			
61521			
61522			
6156			
617			
6188			
6226			
6227			
6233			-10 000,00
6238			
6241			
6247			
6255			
627			
6281			
6282			
6283			
62878			
6288			
63512			
012			-38 000,00
6331			
6336			
64111			-31 500,00

IV - ANNEXES		IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE		A1

PRESENTATION PAR NATURE -929 - ACTION ECONOMIQUE

Comptes par nature	Libellé	929-0 Interventions économiques	929-1 Foires et marchés	929-2 Aides à l'agriculture et aux industries	929-3 Aides à l'énergie, indus. manufact.,BTP	929-4 Aides commerce, services marchands
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE		1 500,00			
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE		5 000,00			
64131	REMUNERATION		-9 000,00			
64162	EMPLOI D'AVENIR					
6451	COTISATIONS A L'URSSAF		-13 000,00			
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES		8 000,00			
64731	ALLOC CHOM					
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE					
6488	AUTRES CHARGES		1 000,00			
014						
65			50 000,00			
6531	INDEMNITES DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS					
6533	COTISATIONS DE RETRAITE ELUS					
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES					
658	CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE		50 000,00			
67						
6718	AUTRES CHARGES EXCEPT SUR OPERATIONS DE GESTION					
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES					
	RECETTES TOTALES					
013						
70						
70321	DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION SUR LA VOIE PUBLIQUE					
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL					
70841	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX BUDGETS ANNEXES, CCAS ET CAISSE DES ECOLES					
70848	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES					
73						
74						
74718	AUTRES					
75						

IV - ANNEXES		IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE		A1

PRESENTATION PAR NATURE -929 - ACTION ECONOMIQUE

Comptes par nature	929-5 Aides au tourisme	929-6 Aides aux services publics	TOTAL DE LA FONCTION 929
64112			1 500,00
64118			5 000,00
64131			-9 000,00
64162			
6451			-13 000,00
6453			8 000,00
64731			
6475			
6488			1 000,00
014			
65	60 000,00		110 000,00
6531			
6533			
6574	60 000,00		60 000,00
658			50 000,00
67			
6718			
678			
013			
70			
70321			
70323			
70841			
70848			
73			
74			
74718			
75			

IV - ANNEXES		IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE		A1

PRESENTATION PAR NATURE - 929 - ACTION ECONOMIQUE

Comptes par nature	Libellé	929-0 Interventions économiques	929-1 Foirs et marchés	929-2 Aides à l'agriculture et aux industries	929-3 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	929-4 Aides commerce, services marchands
752	REVENUS DES IMMEUBLES					
757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIER ET CONCESSIONNAIRES					
758	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE					
76						
77						
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION					

IV - ANNEXES		IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE		A1

PRESENTATION PAR NATURE -929 - ACTION ECONOMIQUE

Comptes par nature	929-5 Aides au tourisme	929-6 Aides aux services publics	TOTAL DE LA FONCTION 929
752			
757			
758			
76			
77			
7718			

PRESENTATION CROISEE SECTION D'INVESTISSEMENT

IV - ANNEXES				IV
PRESENTATION CROISEE - VUE D'ENSEMBLE - SECTION D'INVESTISSEMENT				A1

Comptes par nature	Libellé	900 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	901 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	902 ENSEIGNEMENT FORMATION	903 CULTURE
	DEPENSES DE L'EXERCICE	-1 284 519,66	423 400,00	3 105 283,66	-66 000,00
20		-276 670,00		450 000,00	209 000,00
202	FRAIS D'ETUDES, D'ELABORATION, DE MODIFICATIONS DES DOC. D'URBANISME				
2031	FRAIS D'ETUDES	-196 670,00		450 000,00	209 000,00
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	-80 000,00			
2088	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 300,00			
204					
2041582	SUBVENTION AGGLOMERATION BATIMENTS INSTALLATIONS				
204182	SUBVENTIONS EQUIPEMENT BATIMENTS INSTALLATIONS				
20421	SUBVENTIONS AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE BIENS MOBILIERS MATERIELS ET ETUDES	8 300,00			
20422	SUBVENTIONS AUX PERSONNES DE DROIT PRIVEES BATIMENTS ET INSTALLATIONS				
21		661 790,00		110 000,00	170 000,00
2111	TERRAINS NUS				
2115	TERRAINS BATIS				150 000,00
2135	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGTS DES CONSTRUCTIONS	805 000,00			
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS				
2151	RESEAUX DE VOIRIE				
21568	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE D'INCENDIE ET DE DEFENSE CIVILE	-2 700,00			
2188	COLLECTIONS - OEUVRES D'ART AUTRES				20 000,00
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	-132 510,00			
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES	-8 000,00		110 000,00	
22					
23		-1 677 939,66	423 400,00	2 545 283,66	-445 000,00
2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS				
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	-1 644 412,00		2 511 756,00	-445 000,00
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	-33 527,66		33 527,66	
2318	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS		423 400,00		
	Opérations d'équipement				

IV - ANNEXES				IV
PRESENTATION CROISEE - VUE D'ENSEMBLE - SECTION D'INVESTISSEMENT				A1

Comptes par nature	Libellé	900 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	901 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	902 ENSEIGNEMENT FORMATION	903 CULTURE
13	RECETTES DE L'EXERCICE (1)	-345 000,00	21 869,58	70 000,00	-67 816,00
		-265 000,00	21 869,58	70 000,00	-67 816,00
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX	-340 000,00	17 265,46		-48 500,00
1322	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES REGIONS				
1323	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES DEPARTEMENTS		4 604,12	35 000,00	
13251	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES GFP DE RATTACHEMENT				
13258	SUBVENTION D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES				
1327	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCT				-19 316,00
1328	AUTRES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES	75 000,00		35 000,00	
16					
20		-80 000,00			
	2088 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-80 000,00			
204					
21					
22					
23					
237	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES D IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
238	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES D IMMOBILISATIONS CORPORELLES				

RESTES A REALISER (1)

DEPENSES	6 193 378,80	432 216,33	3 881 200,41	1 647 557,27
RECETTES	1 979,40	10 000,00	22 142,50	1 313 640,20
SOLDE	-6 191 399,40	-422 216,33	-3 859 057,91	-333 917,07

DEPENSES TOTALES	4 908 859,14	855 616,33	6 986 484,07	1 581 557,27
RECETTES TOTALES	-343 020,60	31 869,58	92 142,50	1 245 824,20
SOLDE CUMULE	-5 251 879,74	-823 746,75	-6 894 341,57	-335 733,07

IV - ANNEXES

PRESENTATION CROISEE - VUE D'ENSEMBLE - SECTION D'INVESTISSEMENT

IV
A1

Comptes par nature	904 SPORT ET JEUNESSE	905 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	906 FAMILLE	907 LOGEMENT	908 AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	909 ACTION ECONOMIQUE	TOTAL
	-880 000,00	261 000,00	-30 000,00		828 467,49	100 000,00	2 357 631,49
20	260 000,00	21 000,00			-820 600,00		-157 270,00
					4 000,00		4 000,00
202							
2031	260 000,00				-824 600,00		-102 270,00
2051		21 000,00					21 000,00
2088							-80 000,00
204					15 285,00		23 585,00
2041582					150 000,00		150 000,00
204182					-65 650,00		-65 650,00
20421					-60 000,00		-51 700,00
20422					-9 065,00		-9 065,00
21	100 000,00	20 000,00			1 009 525,00		2 071 315,00
2111					200 000,00		200 000,00
2115							150 000,00
2135	100 000,00						905 000,00
2138					187 765,00		187 765,00
2151					500 000,00		500 000,00
21568							-2 700,00
2168							20 000,00
2184							-132 510,00
2188		20 000,00			121 760,00		243 760,00
22							
23	-1 340 000,00	220 000,00	-30 000,00		624 257,49	100 000,00	420 001,49
2312	-1 268 849,00				-296 003,20		-1 564 852,20
2313	-71 151,00	220 000,00	-30 000,00		580 000,00	100 000,00	1 221 193,00
2315					340 260,69		340 260,69
2318							423 400,00

IV - ANNEXES					
PRESENTATION CROISEE - VUE D'ENSEMBLE - SECTION D'INVESTISSEMENT					
					IV A1

Comptes par nature	904 SPORT ET JEUNESSE	905 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	906 FAMILLE	907 LOGEMENT	908 AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	909 ACTION ECONOMIQUE	TOTAL
	38 849,00		133 810,24		6 915 830,51		6 767 543,33
13	38 849,00		133 810,24		-127 225,49		-195 512,67
1321					-33 338,86		-404 573,40
1322							39 604,12
1323	38 849,00				-58 517,63		-19 668,63
13251					22 500,00		22 500,00
13258					1 580,00		1 580,00
1327							-19 316,00
1328			133 810,24		-59 449,00		184 361,24
16							
20							-80 000,00
2088							-80 000,00
204							
21							
22							
23					7 043 056,00		7 043 056,00
237					43 056,00		43 056,00
238					7 000 000,00		7 000 000,00

DEPENSES	1 964 436,76	58 580,92	580 147,23		19 736 126,42	188 711,19	34 682 355,33
RECETTES	200 000,00		822 347,00		2 381 548,73	300 000,00	5 051 657,83
SOLDE	-1 764 436,76	-58 580,92	242 199,77		-17 354 577,69	111 288,81	-29 630 697,50

DEPENSES TOTALES	984 436,76	319 580,92	550 147,23		20 564 593,91	288 711,19	37 039 986,82
RECETTES TOTALES	238 849,00		956 157,24		9 297 379,24	300 000,00	11 819 201,16
SOLDE CUMULE	-745 587,76	-319 580,92	406 010,01		-11 267 214,67	11 288,81	-25 220 785,66

IV - ANNEXES			IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION D'INVESTISSEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			A1

PRESENTATION PAR NATURE - 900 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

Comptes par nature	Libellé	900-2 Administration générale		
		900-20 Administration générale collectivité	900-21 Assemblée locale	900-22 Administration générale de l'Etat
20	DEPENSES DE L'EXERCICE	-1 162 819,66		
		-146 670,00		
202	FRAIS D'ETUDES, D'ELABORATION, DE MODIFICATIONS DES DOC. D'URBANISME			
2031	FRAIS D'ETUDES	-66 670,00		
2033	FRAIS D'INSERTION			
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES			
2088	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-80 000,00		
204				
20421	SUBVENTIONS AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE BIENS MOBILIERS MATERIELS ET ETUDES			
20422	SUBVENTIONS AUX PERSONNES DE DROIT PRIVEES BATIMENTS ET INSTALLATIONS			
21		661 790,00		
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS			
21311	HOTEL DE VILLE			
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS			
2135	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGTS DES CONSTRUCTIONS	805 000,00		
21568	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE D'INCENDIE ET DE DEFENSE CIVILE	-2 700,00		
2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT			
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE			
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	-132 510,00		
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES	-8 000,00		
22				
23		-1 677 939,66		
2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS			
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	-1 644 412,00		
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	-33 527,66		
	Opérations d'équipement			
	RECETTES DE L'EXERCICE (1)	-345 000,00		

IV - ANNEXES		IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION D'INVESTISSEMENT - PRESENTATION DETAILLEE		A1

PRESENTATION PAR NATURE - 900 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

	900-2 Administration générale				900-3 Justice	900-4 Coopération décentralisée, action européenne		TOTAL DE LA FONCTION 900
	900-23 Information, communication, publicité	900-24 Fêtes et cérémonies	900-25 Aides associations (non classées ailleurs)	900-26 Cimetières et pompes funèbres		900-41 Subvention globale	900-43 Autres actions coopération décentralisée	
20			8 300,00	-130 000,00	-1 284 519,66			-1 284 519,66
				-130 000,00	-276 670,00			-276 670,00
202								
2031								
2033				-130 000,00	-196 670,00			-196 670,00
2051								
2088								
204			8 300,00		-80 000,00			-80 000,00
			8 300,00		8 300,00			8 300,00
20421			8 300,00		8 300,00			8 300,00
20422								
21					661 790,00			661 790,00
2128								
21311								
21318								
2135					805 000,00			805 000,00
21568					-2 700,00			-2 700,00
2182								
2183								
2184					-132 510,00			-132 510,00
2188					-8 000,00			-8 000,00
22								
23					-1 677 939,66			-1 677 939,66
2312								
2313					-1 644 412,00			-1 644 412,00
2315					-33 527,66			-33 527,66
					-345 000,00			-345 000,00

157

IV - ANNEXES

PRESENTATION CROISEE - SECTION D'INVESTISSEMENT - PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1

PRESENTATION PAR NATURE - 900 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

Comptes par nature	Libellé	900-2 Administration générale		
		900-20 Administration générale collectivité	900-21 Assemblée locale	900-22 Administration générale de l'Etat
13 (2)		-265 000,00		
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX	-340 000,00		
1322	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES REGIONS			
1328	AUTRES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES	75 000,00		
2088	AUTRES IMMOBILISATION INCORPORELLES	-80 000,00		
20				
204				
21				
22				
23				

IV - ANNEXES			IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION D'INVESTISSEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			A1

PRESENTATION PAR NATURE - 900 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES

	900-2 Administration générale					900-4 Coopération décentralisée, action européenne		TOTAL DE LA FONCTION 900
	900-23 Information, communication, publicité	900-24 Fêtes et cérémonies	900-25 Aides associations (non classées ailleurs)	900-26 Cimetières et pompes funèbres	Sous-total 900-2	900-41 Subvention globale	900-48 Autres actions coopération décentralisée	
13 (2)					-265 000,00			-265 000,00
1321					-340 000,00			-340 000,00
1322								
1328					75 000,00			75 000,00
2088					-80 000,00			-80 000,00
20								
204								
21								
22								
23								

IV - ANNEXES			IV
PRESENTATION CROISEE - SECTION D'INVESTISSEMENT - PRESENTATION DETAILLEE			A1

PRESENTATION PAR NATURE - 901 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES

Comptes par nature	Libellé	901-1 Sécurité intérieure			
		901-10 services communs	901-11 Police nationale	901-12 Police municipale	901-14
	DEPENSES DE L'EXERCICE			423 400,00	
20					
2031	FRAIS D'ETUDES				
204					
21					
2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT				
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE				
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES				
22					
23				423 400,00	
2318	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS			423 400,00	
	Opérations d'équipement				
	RECETTES DE L'EXERCICE (1)			21 869,58	
13 (2)				21 869,58	
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX			17 265,46	
1322	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES REGIONS			4 604,12	
16					
20					
204					
21					
22					
23					

(1) N'inscrire que les recettes spécifiquement affectées à des équipements.

(2) A l'exclusion du compte 138.